



Supplément Radio-Télévision

15, rue Faignière, 75501 Paris Codex 15 QUARANTE-HUTTÈME ANNÉE - Nº 14410 - 6 F

- DIMANCHE 26 - LUNDI 27 MAI 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESQUENE

Les relations de Jérusalem avec Washington et l'immigration en Israël

Agacement américain

LAUTEMENT passionnelles, les relations entre Israël et les Etets-Unis travarsent una nouvelle zone de turbulences. En quelques jours, Washington vient de feire clairement conneître, à plusisses reprises, son irritation envers Jérusalem. Le secrétaire d'Etat eméricain, M. James Baker, fut le premier à donner le ton. Le poursuite des implentations juives dans les ter-itoires occupés, observa-t-il, est le principal a obstacle à la paix » au Proche-Orient. Dès le lendemain, le président Bush lui fit écho en demandent à Israël de

Vendredi 24 mal, l'agacement in a de nouveau percé, cette fois dans l'enceinte des Nations unies. Washington e'est en effet associé à un vote du Consell de sécurité qui s'est dit « consterné » par le récente origineirs des territoires, Bien plus : l'administration américaine a isrgement inspiré ce texte, approuvé à l'unanimité. Le gou-vernement israélien a immédietement fait savoir qu'il n'avait cure de ce double avertissement.

A contrariété ressentie à Washington peut se comprendre. Soucieux de ne pes laisser aux ultras de son parti, le Licuid, le monopole des suren-chères nationalistes, le premier minietre ieraélien, M. Itzhak favoriser les efforts de paix de l'administration Bush. Il tient la colonisation de la «Judée-Sa ries (Cisjordanie) pour un droit sacré et les Palestiniens expulsés pour de vulgeires « terro-

man alling

-

The Later of the

A

ور شورتو براي بيان

A 15 TO 1

Section 18 and 18

Mary Same

STORY ALLOWS

the the way

建设设置

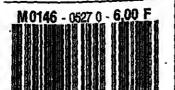
-

L'irritation américaine se dou-ble d'une certaine lassitude. Au terme de quatre tournées su Proche-Orient, M. Baker n'e pas réussi la « percée » diplomatique tant espérée dans l'euphorie de l'après-guerre du Golfe. Arabes et Israéliens sont co-responsables de cet échec. Ayant lerge-ment surestimé l'évolution des mentalitée qu'alis appelait de ses vœux, l'Amérique découvre, un peu décenchantée, qu'elle souhaite plus ardemment la paix au Proche-Orient que les parties en conflit.

ORMIS l'Egypte, les Imaneurs srabss de la coafition anti-irakienne ont décu Washington, L'Arebis saoudite, retombée sous le coups des milieux traditionalistes, se désin-téresse du processus de peix, par craimte d'avoir à prendre langue aven l'« entité sionists ». S'agissant de la conférence de peix, le Syrie meintlent son ntransigeance procédurière, tant qu'on ne promettre pes de lui restituer le Golan perdu sn 1967. Seuls les « Palestiniens de l'intérieur » - qui n'ont plus rien à perdre - et la Jordanie - qui a aucoup à se faire pardonner préfèrent le mouvement su ∉statu quos.

Israël reproche à l'Amériqus d'oublier un peu vite cet immo-bilisme arabe et de n'avoir pas réegi à la signeture du traité syro-libanais qui vient de consa-crer l'hégémonie de Damas sur son voieln. Cet agecsment mutuel n'empêche pas les deux elliés de coopérer, comme en Ethiopie pour le sauvetage des demiers falachas, à condition, a précisé Washington - lors d'un nouveau rappel à l'ordre - que ces dorniers ne e'installent pas dans les territoires occupés.

Lire page 3 l'article d'AFSANE BASIR POUR



Dix-huit mille juifs évacués d'Ethiopie

Pour la deuxième fois en sept ans, un pont sérien a été mis en place, vendredi 24 mai, par les autorités israéliennes, efin d'évacuer d'Ethiopie vers l'Etet hébreu quelque 18 000 juifs (falachas). Une opération enalogue evait dû être interrompue en 1984. Cette évacuation, baptisée ropération Schlomos, a été organisée alors que les rebelles étaient aux portes d'Addis-Abebe et ont ennoncé, vendredi, la prise d'Asmara, capitale de l'Erythrée.

ADDIS-ABEBA

de notre envoyé spécial

Certains ont passé la nuit dans 'enceinte de l'ambassade. Les outres, par milliers, attendent debors, depuis les premières lueurs de l'aube de ce vendredi 24 mai.

Enveloppés dens leur châle blanc traditionnel, les candidats su départ se pressent autour des

murs de l'ambassade d'Israel. Ils rappellent immanquablement les images de ces milliers d'immigrants qui, depuis quarante ans, sont partis de tous les coins du monde vers la Terre promise.

Une ambiance de grand départ (« de grand retour », précise un Israélien) règne dans ce faubourg de la capitale.

> JEAN HÉLÈNE Lire la suite page 3

Accord entre les Douze à Bruxelles

Les prix agricoles gelés pour un an

Les ministres de l'agriculture des Douze ont décidé, le 24 mai à Bruxelles, de geler les prix agricoles pour la prochaine campagne 1991-1992 à leur niveau de la saison précédente. Les mesures de maîtrise de la production devraient permettre de réduire les excédents et d'assainir les marchés du lait, de la viande de bœuf et des céréales. Pour M. Mermaz, ministre de l'agriculture, une réforme en profondeur de la politique agricole commune reste à réaliser.

(Communautés européennes)

Les ministres de l'agriculture se sont séparés soulagés, mais néanmoins conseients que cot accord ne réglait rien - les causes de le situation malsaine que connaît l'agriculture européenne n'ayant pas été traitées -et qu'une réforme en profondeur de la politique agricole commune (PAC) ne pourrait donc pas être évitée. M. Mermaz a confirmé son intention de présenter des propositions dans cette perspec-

tive avant l'été. Le débat s'est concentré sur trois productions sensibles ; le lait, la viande de bœuf et les céréales, coractérisées par un excédent important de l'offre par

PHILIPPE LEMAITRE Lire la suite page 19

Les funérailles de Rajiv Gandhi

Las Indiens ont randu hommage, vendredi 24 mai, lors de ses funérailles, à la mémoire de Rajiv Gandhi, sssassiné mardi.

Lire pags 5 l'article de LAURENT ZECCHINI

Polémiques allemandes L'axtrême geuche allamands continue d'efficher ses divisions entrs pacifistes

st pertisans de la guerre du Golfs, lire page 5 l'articls ds LUC ROSENZWEIG

Des promesses pour les demandeurs d'asile

Les quelque deux cants « déboutés du droit d'ssile » en grève de la faim pour-raiant cesser prograssivament leur mouvement, sprès avoir avoir obtenu une autorisstion de séjour de trois

Lire page 8 l'article de PHIUPPE BERNARD

Faire oublier Michel Rocard

La nomination de Mme Cresson à Matignon crée plus de problèmes qu'ell: 1'en résout pour les socialistes

« Vous allez finir par perdre les elections : ce « compliment » adressé par M. Mitterrand aux socialistes ponrrait peut-être, eujourd'hui, lui être retourné par ces mêmes socialistes. Si l'on s'en tient su déroulement des premiers ibnrs de l'opération Cresson, déclenchée pour mettre la «majorité présidentielle» en posture de bataille électorale, et si possible en situation de l'emporter, le président paraît bel et bien s'être pris les pieds dans le

lance, cette fois aux journalistes. Nous ne sommes pas loin du moment où il risque d'apparaître, lui-même, comma l'artisan d'un possible gâchis. L'opération déclenchée le 15 mai aurait pu avoir, raisonnablement, trois objectifs : donner un second souffle à l'ection gouvernementale, réconcilier les socia-listes, et mettre M. Rocard à l'abri, «en réserve» de la République. Aucun de ces objectifs ne pouvait être poursuivi séparément. Aucun n'est, à ce jour,

por Jeon-Mone Colomboni tapia. « Vous allez finir par me doté des chances visibles de suc-gâcher la vie », a-1-il encore cès. Une nouvelle donne dans la pays était certes nécessaire : prisonnier du double jeu présidentiel, M. Rocard vivait une situation d'une telle «précarité» qu'il paraissait en panne, astreint à un « devoir de grisaille » qui était une (mauvaise) façon de faire le dos rond. Il avait besoin soit d'une nouvelle investiture présidentielle, avec mission de gagner les élections, soit d'une sépara-tion à l'amiable qui préserve ses chances, et surtout celles de la gauche, pour 1995.

Lire la suite page 6

FONCEZ !!! VOUDRAIT BEN, MAIS Y A PAS DE TRAINS !!! SONT BIENTOT PLANTY

Lire ans informations page 22

SELECTION OFFICIELLE CANNES 1991 HEURES LOCALES

Le câble entre dans l'âge adulte

Plus de cent trente réseaux ouverte, praequa trois milbles et plus d'un demi-million d'abonnés : la télévision par câble entre en France dans sa période adulte. Médiavilla, ls rendez-vous snnus! des opérateurs du câble et des élus locaux, dont la septième édition e lleu cette année du 28 au 30 mai à Rennes, sera l'occesion de mesurar las progrès eccomplis par le cable depuis son lancement en 1982, mais aussi d'inven-toriar las obstecles qui le

handicapent encore. pages 14 à 16

Aix-Iss-Belne soigne eas thermes m Soue le gezon, l'emploi m La renaissance de l'écomusée du Creusot

pages 11 à 13

«Grand jury RTLle Monde»

M. Jean-Pierre Soisson, nouvaau ministre d'Etat chargé de la fonction publique et de le modernisation de l'admi-nistration, invité dimanche à partir de 18 h 30.

Tous les comédiens sont étonnants. Vrais et mythiques à la fois. Superbement bien dirigés. Le film est beau à pleurer." UN FILM DE **PUPI AVATI** ACTUELLEMENT Après les vertiges de l'art contemporain

Chicago sur tous les fronts

le vills, uns foire d'art contamporale et... un taureeu ailé: Chicago e été, durant le mois de mei, un cerrefour ertistique très en vue.

Le taureau ailé est essyrien. il pèse 10 tonnes, et provient du palais du roi Sargon II, è Khorsebad. Dens daux sns, quand s'inaugurere la nouvelle présentation du département assyrien du musés du Louvre, un moulage grandeur nature de ce epécimen viendrs rsjoindrs les quetre statues monumenteles que poseède déjà Peris. Pourquoi? Perce que ce taureeu-là est unique au monde, le corpe de profil, mais la téte da fece. Une façon, eussi, de compenser un petit déshonnsur : eu début du siècle, les archéologues de l'université de Chicago le «soufflèrent» à leurs confrèrss françals, qui n'evsisnt pes négligé lsurs efforts, quelques décannles auparavant, pour repetrier une partie du «troupeau» à Paris. Des galeries dans le désor-

dre se sont entassées dans l'entrepôt de la Chicago International Art Exposition, douzième du nom er première de l'après-boom de l'ert contemporein. L'heure n'éteit plus eux grandes tendances, mais à la prudence, à la baissa des prix. On s presenté des artistes célébries mes ~ Werhol, Mapplethorpe et les grands classiques du siècle, icasso st Matisse, ont fait le bonheur des collectionneurs. Les rares Européens - des Britanniques et des Espagnols pour le plupert - qui ont trouvé le chemin de Chicago ne se sont guère montrés plus aventureux.

Lee Frençeis, auesi, eont vanue eur las rivas du lec Michigan à l'occasion d'un colloque franco-américain sur art et la ville. Organisé par l'Associetion françaiss d'action ertistique, il e permis ds feirs le point sur les tendancas de l'architecture outre-Atlantique st d'explorer une villa qui e bien changé en dix ene. Un Chicago aux tours plus hautes les unsa que les autres, bâties dans un style toujoure plus pittoresqus, plus naif et ludique. Pourtant, la Sears Tower, la plus haute tour du monde, est à vendrs et ne trouve par preneur. Il y en aurait des dizaines à Chicago, écrins vidse ou dants

Lire page 17 les articles de FRÉDÉRIC EDELMANN et de PHILIPPE DAGEN

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL: 15, RUE FALGUIÈRE. 75501 PARIS CEDEX 15 Tél.: [1] 40-65-25-25 Télécopieur: (1) 40-55-25-99 Télex: 206,806 F

ADMINISTRATION : , PLACE HUBERT-BEUVE MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société; cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 F Principanx associés de la société Société civile « Les Rédacteurs du Monde ». « Association Beuve-Méry ».

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises M. Jacques Lesourne, gérant.

PUBLICITE

5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS Tél: (t) 45-55-9t-82 on 45-55-9t-7t Télex MONDPUB 206 t36 F Télén: 45-50-47 - Sociét finile du journal le Monde et Répe Preus SA.

eproduction intendite de tout article, sauf accord avec l'administration

nmission paritaire des journaux et publications, o 57 437 ISSN: 0395-2037

enseignements sur les microfilms e index du Monde au (1| 40-65-29-33

LE MONDE TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

FRANCE

460 F

BELGIQUE LUXEMI PAYS-BAS

572 F

1620 F 2 986 F 2 960 F ÉTRANGER: --

par vnie zérienne tarif sur

demande.

Pour vous abonner

RENVOYEZ CE BULLETIN

accom pagnė

de vnire réglement

à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL 36-15 LEMONDE

code d'accès ABO

Changements d'adresse défiultifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indi quant leur numéro d'abonné.

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE 6 mois

Veuille: avoir l'obligeance d'ecrire tous le noms propres en capitales d'imprimerse

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Comite de unecuer.
Jecques Lesoume, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappet
directeur de la réduction
Jacques Guitu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Anciens directeurs : sert Beuve-Mêry (1944-1969) seques Fauvet (1969-1982) undré Laurens (1982-1985) ndré Fontaine (1985-1991)

Prénnm :

Adresse:

Code postal:

Localité : _ Pays:_

1123 F 1 1560 F

PAYS true normale y compris CEE avion

Imprimerie
du • Monde •
12. r. M.-Gansbourg
94852 IVRY Cedex

Tél. : (1) 40-65-25-25 écopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311 F

Le premier Bordeaux-Paris

L était 10 h 31, ce samedi 23 mai 1891. Devant le buffet de la gare d'Angoulême attendait la table d'hôte dressée et farou-La attendait la table d'hôte dressée et farou-chement réservée par l'hôtelier pour une tren-taine de concurrents. On avait également ins-tallé des lits de repos destinés à ceux qu'aurait épuisés le terrible effort. Ils aurgirent à quatre, se battant pour signer les premiers au contrôle. Quand l'aubergiste les vit repartir aussitôt, il ne lui resta pius qu'à demander à la canto-nade qui affait lui payer les repas inutiles... Les coureurs de tête du premier Bordeaux-Pa-ris cuellete évaient reselée. ris cycliste étaient passés.

ris cycliste étaient passés.

Ce fut du cerveau de quelques membres du puissant Véloce-Chib bordelais, Rousset, Panajou, Leveilley, Cornie, que naquit l'idée d'une course telle qu'on n'en avait jamais vue : non pas sur vingi-quatre heures comme cela se pratiquait en Angleterre, mais une épreuve qui relierait d'une traite Bordeaux à la capitale, située à quelque 580 kilomètres! Ce qui sembla parfaitement déraisonnable. Le soutien du Véloce-Sport, qui avait pris la tête de la presse socialisée, et plus précisément de Maurice spécialisée, et plus précisément de Maurice Martin, Paul Rousseau et Emile Jegher, fut pourtant bientôt chose acquise, car cet hebdomadaire bordelais d'origine, voulait s'imposer sur la scène parisienne. L'organisation reposa en grande partie sur le capitaine de route du VC bordelais, Joseph dit Jiel-Laval, qui, pendant, le mois précédant le départ, donna son temps sans compter.

Durant cette période, de difficiles négociations s'engagèrent avec la NCU pour obtenir la participation des meilleurs Anglais. Il fallut en passer par l'interdiction d'ouvrir l'épreuve aux professionnels - ce oni exchait d'emblée aux professionnels - ce qui exclusit d'emblée un Charles Terront, un Jules Dubois, les meilleurs nationaux, - pour ne pas entacher la blanche hermine des amateurs britanniques, « soutenus » en fait par de solides maisons de

Paul Hardy, « cycliste anglo-français », contribua à la réusaite des tractations: ce ne secaient pas moins de cinq hommes qui traverseraient le Channel, et non des moindres. Au fur et à mesure qu'approchait le grand départ, la fièvre et l'intérêt montèrent.

Pourtant, dans le petit matin bordelais, ils ne furent pas cent à s'être déplacés. L'atten-drissante photographie des frères Panajou qui a fort heureusement fixé la scène nous l'indique, tout comme elle nous montre, groupés en première ligne, ces hommes derrière lesquels s'étaient placés les vingt-deux Français : le Genevois Louis Masi, Twentyman, S.F. Edge, Bates, et les deux favoris, Mills et Holbein. Bates, et les deux tavoris, Mills et Holbein. Dans la « foule » sentée amprès des coureurs sur la place de Pont, à la Bastide, non loin de l'octros, se trouvaient par exemple Mannec Martin, liste des engagés à la main, le docteur Philippe Tissie (méton et barbe noire), fondateur de la Ligne girondine d'éducation physique, Georges Cassignard, futur champion de France de vitesse, et à l'arnière, son chapeau sur la tête « Charley ». Terrout visiblement frustre de ne pouvoir défendre sa chance. A 5 heures 1 minute et 28 secondes. M. Georges 5 heures 1 minute et 28 secondes, M. Georges Thomas, d'Agen, président de l'UVF donna le signal de l'envolée.

Le coup d'audace de Mills

Ce fut en effet une mise en actinn dont la hrusquerie surprit les Français. Leurs adversaires avaient décidé d'y voir clair et de « faire le ménage » le plus vite possible. Dès la côte de Cenon, escaladée à vive allure, ne restaient plus en tête que... les cinq Britanniques et Masi, bientôt distant sur une chute privoquée par un chien.
Twentyman se relevait – resté seul, il abandonnera. En quelques kilomètres, la différence de préparation et de rythme s'était affirmée de manière aveuglante.

Mills avait été relativement effacé jus-

Mills avant été relativement estace jusqu'iei. Il plaça une première attaque, à laquelle seul Hulbein répundit anssitôt. Mais les deux rivaux se relevèrent, Edge et Bates les rejoignirent. Déjà apparaissaient les maisuns d'Angunlème (km 131) nù, après celui de Barbezieux (km 97), était situé le second contrôle.

La firme Rudge, qui équipait Holbein, avait préparé un piège pour Mills. Celui-ci signa le premier, se plongea la tête dans un sean d'ean froide, ce qui fit frissonner les spectateurs, stupéfaits du comportement de ces athlètes pressés comme si leur vie en dépendait. Hulbein repartait, car e'est 500 mètres plus loin qu'on lui avait préparé cuisse de poulet, bouillon, pudding de riz au lait; Mills était, semblait-il, tombé dans le panneau, n'ayant pas voulu quitter Hol-bein d'une roue, tandis qu'Edge et Bates prenaient tout de même quelques instants pour se restaurer hâtivement au contrôle

Mills le paierait tôt ou tard. En réalité, la situation ainsi créée allait se retourner contre Holhein. Car snn mansger ignnrait qu'Herbert Osbaldeston Dunean, lequel, pour le compte de la marque Humber, avait tout organisé pour le possible succès de Mills, avait placé le plus rapide des entraîneurs de ce dernier, le champinn entrameurs de ee dernier, le enampinn d'Angleterre amateurs de vitesse Lewis Stroud, peu après la sortie de la ville, en haut d'une côte, en face d'une longue descente, afin que Mills pût reconnaître du sommet de la côte opposée sa veste rayée bleu et blanc et sa casquette. Mills, se trouvant seul en tête du fait de l'arrêt volontaire d'Holbein, arriva donc à grande vitesse sur Stroud. Et les deux hommes finneèrent saus se retourner le visum fixe interdigat sans se retourner le pignou fixe interdisait d'arrêter de pédaler dans les descentes --vers Ruffec. En 43 kilomètres, ils prirent 40 minutes d'avance l

La ennrae était jooée. Ni Hulbein ni aucun autre ne reverraient George Pilking-ton Mills avant Paris.

Un événement

Une fais lancé, rien ne pauvait plus une înis lance, rien ne puuvat pius arrêter ce coureur de viogt-quatre ans, au fin visage, recordman depuis juillet 1886 de la traversée de la Grande-Bretagne, de la pointe de Lands-End à l'extrémité écossaise de Jahn-O'Grnats, 1 385 kilnmètres en 5 jours 1 heure et 45 minutes, sur grand-bi.

Duncan avait tout prévu. La répartitinn des neuf entraîneurs cyclistes (six Anglais et trois Français) sur les différents points du parenurs, afin que ann enureur ne snit jamais seul sur la route; ces entraîneurs étaient équipés de machines très proches de celle du champion pour pouvoir immédiatament dépanner celui-ci en cas d'incident. Et ceux qui avaient imaginé que Mills, ne pouvant se procurer de ravitaillement puisqu'il ignorait le français, tomberait bientôt d'inanition, ne savaient pas que Duncan, plusieurs jours avant la course, avait corresponn du avec trus les hôteliers des établissements où se situaient les contrôles pour que soit préparé et gardé tiède le nuillan » de Mills, à hase du jus de viande de steals épais entaillés et pressés eutre deux assiettes. Ce qu'il ne buvait pas instantanément était versé dans quaire flacons plats glissés dans ses poches ou celies constituentment était verse uans quaire na-cons plats glissés dans ses poches ou celles des entraîneurs. En tout, Mills absorba envi-ron 15 litres de bouillon, des fraises, un petit beefsteak, des biscuits de kola – sub-tance énergétique, – un peu de chocolat et des pastilles de menthe.

Poitiers (km 248), Châtellerault, la côte de Sainte-Maure, Sous une pluie presque incessante, Mills ne faiblissait pas. Il n'y eut incessante, Mills ne faiblissait pas. Il n'y eut qu'entre Tours (km 347), ou plus précisément Château-Renault, et Vendôme (km 402) qu'Holbein, dans le sillage du sprinter Heuri Fournier (futur vainqueur de Paris-Berlin automobile, dix ans plus tard), reprit une dizaine de minutes, décramponnant définitivement Edge et Bates, un instant revenus sur lui mais qui n'étaient pas de taille.

Tandis qu'à plusieurs heures en arrière se livrait une sutre course pour la place de premier Français, Mills prenait définitivement l'avantage. La route transformée en elosque ne le freinait guère. Ce furent Châtender Chartes des 480 Parabent Châteandun, Chartres (km 480), Rambouil-let, Versailles (km 553). Cela faisait plus de vingt-quatre heures que Mills roulait prati-quement sans s'être arrêté. Le départ avait été calculé pour que, dans toute la mesure dn passible, les concurrents puissent hénéficier de la clarté de la pleine

Dès le matin du dimanebe 24 mai, plus de einq mille personnes s'étaient dirigées vers le bou-levard Maillnt, à Neuilly, et le restau-rant Gillet, devant lequel devait être jugée l'arrivée. Cela devenait un événement. « La presse politique elle-même avait été enfin secuuée dans san daigna envayer des représentants, tandis que le Petit Journal spécial pour suivre la scourse depuis le

Entancé de ses entraînenrs, Mills franchit ta ligne au terme de 26 heures 34 minutes et 57 secondes d'effort. Il avait convert le parennrs à 21,518 kilomètres de moyenne, Holbein le suivit, I heure et 16 minntes plus tard. Edge, troi-sième, 2 heures 23 minutes et 40 secondes après Holbein. Puis vinrent Bates, Jiel-Laval, einquième et premier Français, couvrant la distance en 32 henres 15 minutes 32 secondes, Coulli-beuf, Guillet, Corre, sans parier da veté-ran, le «père» Rous-

Après son arrivée magnifique, Mills fut emmené au hain ensuite deux heures prit un léger repas (œufs, sale frite, quelques fraises à la crème), fit une pro-

menade en voitnre au bois de Boulogne dans l'après-midi, dîna solidement avec ses amis et se coucha l'âme sereine. Il dormit bien.

Le succès de l'épreuve fit germer dans l'esprit de Pierre Giffard, rédacteur en chef du Petit Journal. l'idée d'une course plus du Petit Journal. l'idée d'une course plus formidable encore. Le 6 septembre 1891, 206 partants s'alignaient rue La Fayette pour le départ fictif de Paris-Brest et retour, 1200 kilomètres d'affilée, réservé aux Français mais onvert à tous, et qui allait faire la gloire définitive du brave «Charley» Terront, à 16,140 km/h sur sa Humber munie des premiers pneumatiques démontables Michelin, en mains de saixante-dauxe heures quasiment sans repos.

Bordeaux-Paris devint le «Derby de la route», et son prestige ne se trouva définiti-vement éclipsé que beaucoup plus tard par le Tour de France (lancé en 1903) et d'autres «classiques» du sport cycliste. Après la seconde guerre mondiale, en effet, vint le temps d'un sutre cyclisme, plus rapide et aux compétitions toujours plus nombreuses. Le 22 mai 1988, Jean-François Rault s'inscrivait dans un presque anonymat sur la dernière ligne du lang palmarès. Il n'y aurait pas d'édition du centenaire de la «doyenne», balayée par les exigences d'un

C'est dans le petit matin bordelais, pour-tant, qu'un jour de mai 1891 est née la geste épique des «géants de la route»...

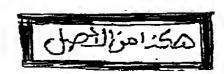
JEAN DURRY directeur du Musée national du sport ► Auteur de le Véridique Histoire des géants de la route, Edita, 1973, et, en collaboration, de L'en-CYCLE-opédie, Edi-ta-Denoĕi, 1983,



Tel qu'en ini-même, George Pfikington Mills, photographié par Nadar (1891).

proprement dit. Ne s'étant pas ravitaillé,

"GRAND JURY" RTL - Le Monde dimanche 18h30 JEAN-PIERRE en direct sur animé par **Olivier MAZEROLLE** avec André PASSERON Alain LEBAUBE (Le Monde) MINISTRE D'ÉTAT, MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE Dominique PENNEQUIN ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION et Janine PERRIMOND (RTL)



ÉTRANGER

LIBAN: vers la libération des otages occidentaux?

Jérusalem accepte le principe d'un échange de prisonniers proposé par le Hezbollah « zone de sécurité » qu'tsraéi occupe au Lihan-Sud. Enfin, le

Tout récemment désigné à la tête du mouvament extrémiste chitte libanais Hezbollah, Cheikh Abbas Moussaoui a affamé, vendredi 24 mai, que son organisation était prête à un échange de «toutes les personnes disparues au Liban» contre la libération des « combattants » prisonniers en Israël. Le gouvernement israélien a immédiatement fait savoir qu'il accapteit le principe d'un tel echange qui pourrait notamment mettre fin à la détention dea douze ctages occidentaux encore détenus au Liban.

leaux-Paris

Mary State of State o

Supering the second

Total

150 1 500

Carrier a

er. Ger

BEYROUTH de notre envoyée spéciale

L'affaire des otages occidentaux détenus au Liban entre-t-elle dans une phase décisive ? La réponse encourageante du ministre israéencourageante du ministre istablien de la défense à la propositioo du nouveau secrétaire général du Hezbollah, cheikb Abbas Moussaoui affirmaot que soo organisa-tion est « disposée à négocier un échonge de toules les personnes detenues au Liban contre lo ilbéra-tion des Moudjahidin [combattants de l'islam] détenus dans les prisons isroèliennes » laisse à penser qu'une issue positive pourrait eofio être trouvée daos cette affaire. Le chef des iotégristes proiraniens au Liban a ajouté qu'il iraniens au Luban a ajoute qu'il accueillait favorablemeot « une médiation du Comité internotional de la Croix- Rouge (CICR) pour mener à bien cet échange».

En faisant savoir dans uo com-munique officiel qu'il acceptait cette offre comme une «démarche positive susceptible des créer un cli-mat fovorable à des négociations permettant le retour chez eux de

Israel a d'autant plus fait renaitre l'espoir que le communiqué pré-cise : « Israël est prét à échanger les prisonniers qu'il délient, y com-pris cheikh Abdel Karim Obeid » pris cheikh Abdel Karim Obeld's dirigeant ehitte, enlevé au Liban du sud par un commando israélien en juillet 1989, dont la libération était réclamée avec insistance par

Depuis la fin de le guerre du Golfe, l'affaire des otages a donné lieu à de multiples déclarations de respoosables iranieos, syriens ou intégristes libanais, insistant toutes sur « la conjoneture favorable ». La seule reveodication dorénavant evorimés étant un échaque entre exprimée étant un échaoge entre les otages occidentaux (1) et des Le Conseil de sécurité se dit «consterné» par l'expulsion

NEW-YORK (Nations-unles)

Pour la cinquiéme sois depuis le début de l'Intisida, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté, vendredi 24 mai, à l'unaoimité, une résolution déplorant

l'expulsioo de Palestiniens par

La résolution 694 oc

La résolution 694 oe «condamne» pas l'acte du gouvernement d'Israël mais exprime sa
a profonde préoccupation et consternation » après la déportation de
quatre Palestiniens, le 18 mai dernier. La résolution demande également le « retour Immédiat » de

mer. La resolution demande egale-ment le « retour immédiat » de tous ceux qui ont été expulés des lerritoires occupés jusqu'à maiote-nant. Se référant aux négociations

« prisonniers et otages libanais et valestiniens » aux mains d'Israël.

Le 12 mai dernier, le vice-prési-dent du conseil supérieur éhitte, cheikh Mohammad Mehdi Cham-seddine, avait affirmé avoir lancé une initiative en vue d'un échange entre les corps de militaires israé-liens tombés au Liban et des prisonniers libanais et palestiniens détenus en Israël. Sans lier directement cette proposition aux otages
Occidentaux, cheikh Chamseddine
avait dénoncé une nouvelle fois
cette pratique et demandé « avec
force oux ravisseurs de veiller sur porce oux ravisseurs de veiner sur eux », « Nous n'accepterons pas qu'oo rejette sur la Syrie et sur l'Iran lo responsabilité de leur libé, ration car ces deux pays ant donné

Demandant leur retour immédiat

de quatre Palestiniens des territoires occupés par Israël

entreprises par le secrétaire d'Etat américain James Baker pour réu-

nir une conféreoce sur le Proche-Orient, la résolution ajoute que ces

expulsions se font « au détriment des efforts tendant à instaurer une paix d'ensemble » dans la région.

Depuis 1987, dix-sept résolu-

tions cooceroant les territoires occupés ont été présentées au

tout ce qu'ils pouvaient à avait-il ajouté, estimant que « seul le pro-blème des prisonniers détenus par Israel restait en suspens ..

Dans l'évocation d'un échange de prisonniers pour résoudre l'afde prisonniers pour résoudre l'affaire des otages, tsraël a toujours exigé en premier la restitution de ses sept militaires faits prisonniers ou portés disparus au Liban. Six Israéliens sont portés disparus et un septième a été fait prisonnier au Liban. Les disparus sont : Zakharia Baumel, Zvi Feldman et Yehuda Katz à l'issue de la bataille de Sultan-Yacoub (Liban-Sud) en juillet 1982. Samir Assaad, un Druze, en 1983 au nord de Bevrouth. Yossef Fink et Rahamin Alcheikh en février 1986

el lo sagesse » d'agir en faveur des oégociations de paix.

Au oom de la France, M. Jean-Marc Rochereau de la Sablière a rappelé que la liste des Palesti-niens expulsés o'avait «malheureu-

niens expulses o'avait « maiheureu-sement » cessé de s'allonger (soixante-six depuis le début de l'Intifada). L'ambassadeur d'Israel, M. Yoram Aridor, de soo côté, a coulimé que « dans coule conjunc

souligné que, «dans celte conjonc-ture internotionale où la misère règne partout dans le monde, le

Conseil de sécurité est convoqué

l'empereur Néron qui «jouait du violon pendant que Rome brulait »:

navigateur Ron Arad a été capturé par la milice chiite Amal après que son avion cut été abattu tors d'un bombardement près de Saïda, en octobre 1986. Ce dernier a ensuite été repris par le Hezbollah

lsraël a toujours refusé de don-ner k nombre exact des prison-niers qu'il détient et n'a jamais autorisé le Comité international de

la Croix-Rouge à les visiter. Le nombre des prisonniers capturés au Liban et toujours détenus serait d'environ quatre cents. Durant le conflit du Golfe, de discretes tractations se sont enga-gées directement entre les Etats-Uois et l'Iran. Lors de soo voyage dans la région en mars demier, M. Brent Scrowcroft, responsable du Conseil national de sécurité américain, a rencontré en Arabie saoudite une délégation iranieane au sujet de l'affaire des otages.

Un caractère homanitaire

Au cours de ses différentes tournées pour mettre sur pied une cooférence de paix au Proche-Orieot, le secrétaire d'Etat améri-cain, M. James Baker, s'est aussi entretenu de cette affaire avec ses joterlocuteurs syriens et israéliens. Un premier échange avait déjà été envisagé à l'occasion de l'Aid el-Fitr, qui marque la fio du rama-dan, mais a échoué. Uoe deuxième occasion aurait, semble-t-il, été manquée à la fin du mois d'avril, à l'issue du voyage à Damas du président iranien. M. Ali Akbar précipitamment sur l'expulsion de quatre criminels ». Il a comparé la réaction du Conseil à l'attitude de Hachemi Rafsandjani.

du Conseil à l'attitude de eur Néron qui «joualt du : meot, les reveodications à uo meot, les reveodications à uo endant que Rome brulait »: « échonge d'otages », l'affaire oreod uo caractère bumanitaire

qui, d'une certaine façon, permet à tout le monde de sauver la face et de satisfaire les ravisseurs, dont il ne faut pas complètement négliger les revendications. L'une d'elles, fondamentale domis le début de fondamentale depuis le début de iondamentale depuis le deout de cette affaire qui remonte à mars 1985 avec l'enlèvement du direc-teur du hureau de l'Associated Press à Beyrouth, M. Terry Ander-son; la libération d'auteurs d'atson : la libération d'auteurs d'at-tentats au Koweit en 1983, avait déjà été satisfaire avec leur fuite, à la faveur de l'invasion irakienne, le 2 août dernier. La relance de l'affaire aujourd'hui sert en tout cas tous les acteurs conceroes. La Syrie qui ne serait sans doute pas mécontente dans les circonstances actuelles de montrer à Washiogton actuelles de montrer à Washiogton toute sa bonne volonté, l'Îran, qui se débarrasse ainsi d'une hypothèque qui pese sur les rapports qu'il veut développer avec l'Occident, le Hezbollah enfin, qui, hien que s'affirmant non concemé, propose quand même d'aider à résoudre l'affaire.

Dans sa compétition avec le Dans sa competition avec le mouvement prosyrien Amal pour le leadership de la communauté chiite au Liban, le Hezbollah veut marquer un point. Les dernières nominations à la tête du Hezbollah ont réintégré au moins deux personnalités proches de Damas, cheikhs Ibrahim al Amine (secrétaire général adjoint) et Hassao taire général adjoint) et Hassao Nasrallab, qui avaient été écartés lors des élections de septembre

Les precedentes teotatives d'échange manquées incitent toute-fois à la prudence et il faudra attendre l'ouverture de la négocia-tion à laquelle le CICR se déclare

FRANÇOISE CHIPAUX (1) Six Americains, trois Britanniques, deux Allemands et un Italien.

occupés ont été présentées au Cooseil. Washiogton a mis soo veto à dix de ces textes. Cette fois, le représentant des États-Unis, M. Thomas Piekering, a déclaré que les expulsions ne soot « pas acceptables », en ajoutant que « le moment est venu pour Israël de changer sa politique ». Se référant aux visites récentes de M. Baker dans la région, M. Pickering, précisé que toutes les parties concer-**AFRIQUE**

Dix-huit mille juifs évacués d'Ethiopie

Suite de la première page Des centaines de badauds, qu'on ne distingue pas des falachas, sont venus assister au départ de leurs compatriotes. Les familles se regroupent sur les côtés et, si les femmes per tentre un belieben à la main ont toutes un baluchon à la main, les valises sont rares. Les falachas, résolument tournés vers Israél, semblent quitter l'Ethiopie saos un regard, sans un souvenir.

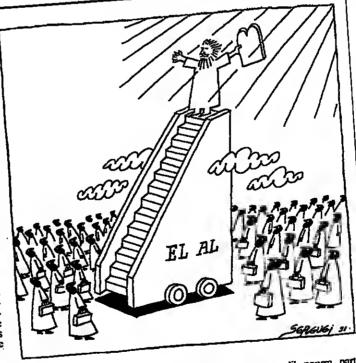
Entouré de sa famille, M. Biremu Tifasaw, no paysan de Gondar, Tifasaw, uo paysan de Gondar, attend, le visage grave et solennel. Il va rejoindre des parents qui vivent dejà en Israël. Arrivé à Addis-Abeba en mai 1990, il a été aussitôt pris en charge par l'ambassade israélienne. Après avoir fait eoregistrer sa famille, on hui a remis une carte d'identité et trouvé un logement dans le martier. dans le quartier.

A intervalles réguliers, le portail de l'ambassade s'entrouvre, laissant de l'ambassade s'entrouvre, laissant entrer un groupe. C'bacun, après vérification, reçoit une carte d'em-barquement. Quelques minutes plus parquement. Quesques minutes pais tard, les émigrants sont dirigés vers des cars rouge et jaune (ceux de la municipalité d'Addis-Abeba) et partent en convin vers l'aéroport. Le dispositif est parfaitement au point. De jeunes Israéliens s'agitent en tous sens pour activer les choses.
L'opération «Schlomo», préparée de loogue date, devrait permettre de transporter, en moins de quarante-

huit heures, quelque dix-huit mille personnes vers Israël. On annonce le départ d'un Jumbo, avec mille départ d'un Jumbo, avec millé soixante-dix personnes à bord. «On o démonté les sièges pour y metre plus de monde! lance un israélien, riaot d'excitatioo. Ço me rappelle l'opération «Topis volant» organisée pour les juifs du Yémen, dans les années 50. »

Albert Benamou travaille au mioistère israélien des affaires étran-gères. Il est arrivé dans la nuit de jeudi à vendredi, avec une trentaine d'autres jeunes, chargés de mener à d'autres jeunes, chargés de mener à bien l'opération. C'est vendredi, dans l'après-midi, que le feu vert de l'évacuation a été donné par les autorités éthiopiennes à l'ambassa-deur d'Israël, M. Asher Naïm. Quelques heures plus tard, après une ultime vérification du dispositif, les premiers avions décollaient à vide en direction d'Addis-Abeba.

«Ces derniers mois, il était de plus en plus difficile de faire sonir les juis éthiopiens, raconte Albert Bena-mou. Les officiels ne cessaient d'en-traver lo procédure. Cette fois-ci, les portes sont grandes ouvertes. Des vendredi matin, les rumeurs ont couru, affirmant que des soldats couru, affirmant que des soldats israéliens avaient également débarque à Addis-Abeba pour surveiller le bon déroulement de l'« opération Schlomo» et appuyer la logistique. De source israélienne, on ne confirme qu'à demi-mot : il s'agit,



explique-t-on, de «personnel polyva-lent». Il faut faire vite, plaide-t-on, car les rebelles tigréens peuvent entrer d'un moment à l'aurre dans la capitale. Parmi les Ethiopiens qui assistent au départ, certains se disent heureux pour les falachas, d'autres déplorent le fait que des « fils d'Ethiopie» abandonnent leur pays. Pour tous, c'est une déchirure. Fischa, un enseignant de vingt-deux ans, dont la femme est falacha, ne

das sourcae diplomatiques à Addis-Abeba. Les soldats de la il. erméa, corpe d'élite des

sait toujours pas s'il pourra partir avec elle. Il attend, angoissé, que les autorités israéliennes lui délivrent -ou pas - la fameuse carte d'identité. · C'est une page de l'histoire d'Israél qui se tourne, s'exclame, lytique, un fonctionnaire de l'ambassade. Une page, surtout, de l'histoire éthiopienne et de sa civilisation deux fois millenaire, ou flottent encore les ombres legendaires de la reine de Saba et du roi Salomon, ou de la redoutable reine Judith. L'origine des falachas a toujours été sujet à controverse. Certains spécialistes affirment que les falachas sont les descendants des populations juives au control des control de control de control des control des control de qui avaient accompagne la reine de Saba de retour vers son pays. D'autres estiment que les falachas seraient des «dissidents» de l'Egise orthodoxe de l'ancienne Abyssinic Iberceau de l'Ethiopie moderne).

doni ils se seraient separes il v a Un nouveau convoi s'ebranic et olusicurs siecles. prend la roule de l'aéroport. Aux leneures des cars, des visages souriants, soulages. Les voyageurs font de grands signes à ceux de leurs amis qui attendeni de partir. De grands gestes de la main, qui sem-blent dire : «A demain, i Jérusa-

JEAN HÉLÈNE

AFRIQUE DU SUD

Le président De Klerk critique vivement l'absence de l'ANC au «sommet sur la violence»

JOHANNESBURG

de notre correspondant Le président Frederik De Klerk o'a pas été tendre avec le Congrès national africain (ANC). en ouvrant le «sommet sur la violence et l'intimidatioo», vendredi 24 mai, à Pretoria. Faisant sien le proverbe selon lequel les abseots ont toujours tort, M. De Klerk a vertement critiqué le mouvement nationaliste et les autres partis qui ont refusé de participer à cette rencontre. « Ils foni de la politique olors que les gens meureni », a regretté le chef de l'Etat, qui a trouvé «ironique » que « ces orgooisations, qui que» que « ces orgooisations, qui ottaquent constamment le gou-vernement pour son immobi-lisme, le critiquent oussi quand il

Devant quelque deux cents delégués - dont ceux, majori-taires, du gouvernement et du parti à dominante zouloue inkatha -, M. De Klerk a explique que eviolence et intimidation » restaient «les plus gros obstacles sur lo voie menant o une nouvelle et prospère Afrique du Sud». Malgrè la verve déployée par le chef de l'Etat, cette pre-mière réunioo pourrait bien rester dans les annales comme un coup d'essai.
L'ANC et ses alliés tradition-

oels contiouent à privilégier l'or-ganisation d'une « Conférence sur la paix », sous l'égide du Conseil sud-africain des Eglises (SACC). Cette bypothèse a été évoquée, vendredi, par plusieurs des orateurs, avant d'être proposée officiellement par l'ancien modérateur de l'Eglise réformée hollandaise (NGK), le pasteur Joban Heyns. Tirant les conclusions de la première journée du sommet, le ministre du développerion constitutionel, M. Gerrit Viljoco, a implicitement donné l'accord du gouvernement

à cette proposition, en souhaitant que « la consultotion soit la plus lorge possible»

Dans la journée de vendredi. le président De Klerk avait ordonne la libération de huit prisonniers politiques, en grève de la faim depuis le le mai. La dégradation rapide de l'état de sante des grévistes soulève boo nombre d'inquiétudes. Les organisations anti-apartheid ont deja fait savoir qu'elles rejetteraient sur le chef de l'Etat la responsabilité de ce qui pourrait arriver si l'un des prisonniers mourait.

Par ailleurs, une trentaine de députes, siégeant à la Chambre des métis, ont démissiocoé du Parti travailliste (LP) et rejoint les rangs du Parti national (NP) de Frederik De Klerk: ils passent ainsi dans l'opposition au sein de leur Assemblée. Le président De Klerk a emis l'espoir qu'il ne s'agissait là que du « début d'une longue sèrie ». Il n'est pas exelu que le NP devienne d'ici peu majoritaire à la chambre métis - comme il l'est déjà à l'Assemblée blanche. FRÉDÉRIC FRITSCHER

COTE-D'IVOIRE : troablas à l'université d'Abidjan. - L'armée et la police sont intervenues vendredi la police sont intervenues vendredi
24 mai pour disperser plusieurs
centaines d'étudiants qui manifestaient sur le eampus d'Abidjao.
Les forces de sécurité ont chargé
et poursuivi les manifestants dans
les allées du campus, en lançant
des grenades laerymogènes. Plusieurs personnes ont été interpellées, ont affirmé des étudiaots. Les
manifestants protestaient contre manifestants protestaient contre l'intervention de l'armée, le 17 mai, à la cité universitaire qui, selon eux, e fait quatre morts. -(AFP, Reuter.)



Les ressortissants français ont reçu la consigne de quitter le pays Les quelque trois cents ressor-

Ethiopie devaient être évacués, samedi 25 mai, et regagner Paris par avion. Ils ont reçu le consigne de sa rasaemblar semedl à midi (11 haura, da Paris) dana les locaux de l'ambasaede de France à Addia-L'evacuation des ressortesaulta de la company de la compan Abeba, nous a préciaé notra mancar asmedi. La situation belongias qua da 3 knomerras.

Biorgnes qua da 3 knomerras.

Biorgnes qua da 3 knomerras.

Coin de se calmer, les combats ments achamés.

tissents français réeident en dans la capitale, cernée par les cans la capitale, cemae par les rebelles nordistes, qui ont res-serré leur étau depuis le départ de l'ancien président Manguistu, mardi. Les maquisards tigréens campent désormais à moins de 10 kilomètres des faubourgs de la ville. Leurs homologues du Front populaire de libération de l'Erythréa (FPLE) ont annoncé,

qui constituan un des derniers baationa de l'arméa gouvernamentale, est tombée aux maina du FPLE, ont confirmé, vendredi, troupas régulières, euraient été mis hors da combat dans la

M. Gorbatchev n'a donné aucun signe « d'un nouveau virage vers les réformateurs »

nous déclare M. Levon Ter Petrossian

Le président erménien Levon Ter Petrossian, en visite à Paris où il s'est entretenu mercredi 22 mai avec M. Mitterrand, a décleré vendredi, lors d'une conférence de presse, qu'il e recu «l'assurance que la France soutient le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », mais qu'il « espère » seulement « pouvoir compter sur son soutien au processus de l'eccession à l'îndépendance erménienne, qui se fait conformément à la Constitution soviétique ». M. Ter Petrossian e par eilleurs déclaré qu'il ene croyeit pas a l'accord signé le 23 avril par M. Gorbatchev et les neuf dirigeants de Républiques favorebles à un traité d'union.

«Les contradictions entre les signa-tuires du campromis sont si pro-fondes – particulièrement entre le «Les contradictions entre les signa-

ecentre» et la Russie, mais aussi entre le centre et l'Ukraine ou le Kazakhstan – qu'ils ne pourront pas le faire aboutir», s'estimé M. Ter Petrossian dans un entretien avec le Monde. Il voit avant tout dans cet le Monde. Il voit avant tout dans cet accord une «démarche propagandiste»: M. Gorbatchev veut, selon lui, «ennvaincre l'apinian qu'il contrôle encore la situation en URSS et garde un rôle à jouer», alors que M. Eltsine a besoin de prouver, pour sa campagne en vue de l'élection à le présidence de Russie, qu'il ne refuse pas le dislogue enquel on le refuse pas le dialogue suquel on le presse, en URSS comme en Occi-

De plus, le président erménien estime que M. Gorbatebev n'a donné aucun signe récent «d'un nouveau virage vers les réformateurs».

«Il suffit de voir la composition du conseil de sécurité dont s'est entouré le président soviétique: les nouveaux promus – aux côtés des chefs de l'armée, de l'intérieur et du KGB – y sont de simples exécutants fidèles de sa politique». 8-i-il dit. Ouant au

Le numéro un soviétique préside une nouvelle réunion de neuf Républiques sur le traité d'Union

Une nouvelle réunion des dirigeants de neuf Républiques sovié-tiques et du président Gorbatchev e commencé vendredi 24 mai à rencontre. Novo-Ogarievo, dans la banlieue de Moscou, a aoooncé l'ageoce Tass. loterrogé dens la matinée per les journalistes, M. Eltsine, président de la Russie, avait dit s'attendre à une discussion « difficile et orageuse», car la Russie et d'autres Républiques ne sont « pas projet de traité d'Union », défendu par M. Gorbatchev,

Une première réunion de ce même endroit, aboutissant à la signature d'une déclaration commune dite des #9 + 1 » (neuf Républiques, plus la fédération). Comme alors, les six Républiques qui refusent de participer aux négneietions (les trois Beltes, la

Moldavie, la Géorgie et l'Arménie) o'étaient pas représentées à cette

Cependant le chef du gouvernement lituanien, M. Vagnorius, se trouvait le même jour à Moscou, où il s'est entreteon avee MM. Dogoojiev, premier vice-pre-mier ministre fédéral, et Pougo, ministre de l'intérieur. Ce dernier, selon l'agence Tass, e déclaré que la direction centrale était « étranrere y aux octions des UMUs (troupes de l'intérienr) qui s'en preocent depois quelques jours aux postes-frontières érigés autou des républiques baltes. Selon diffé rentes sources baltes, plus de vings personnes ont été blessées lors de ees secrocheges. Une nouvelle attaque a eu lieu vendredi soir contre un poste-frontière entre la Lituanie et la Lettonie. - (AFP.

Le président de l'URSS n'aurait pas explicitement réclamé 100 milliards de dollars d'aide occidentale

M. Gorbatchev n's pas explicite-ment chiffré le montant de l'aide qu'il attend des pays occidentaux, contrairement à ce qui fut dit après les déclaretions qu'il a faites le 22 mai lors d'une conférence de presse en compagnie du président du eonseil italien, M. Giulio Andreotti, ont affirmé les services de presse de la présidence soviéti-

S'il a prononcé le chiffre de « 100 milliards », c'était par référence au malentendu viendrait d'une mauvaise traduction de ses propos four-

nie par le ministère soviétique des affaires étrangères. Selon la traduo tion de la conférence de presse faite par la BBC, le président soviétique a déclaré : «Le succès de la perestraika n'est pas de notre seul intérêt. De quelque point de vue qu'on se place - stratégique, militaire, économique -tout cela est très important. S'il est possible de trouver 100 milliards pour résoudre les problèmes d'une seule crise, alors (...) la coopération avec l'Union soviétique pour permettre à la perestroïka de réussion est un jeu qui vaut la chandelle.x

Moscou commencera à recevoir l'aide humanitaire européenne en juillet

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Les premières livraisons au titre de l'aide humanitaire décidée par la CEE en faveur de t'URSS liard de francs) auront lieu en juillet. Elles porternat sur 50 000 tonnes de poudre de lait, 10 000 tonnes d'eliments pour nourissans, 15 000 tonnes de viende bovine en boîte et

> **TABLE RONDE** Animée par Bemard ABOUAF LUNDI 27 MAI 1991 à 20 h 30

sur le thême « Islam Le Grand Malentendu »

Avec : Olivier Mongin, rédacteur en chef de la Revue *Esprit* - Olivier Roy, agrégé de philosophis - Alain Didier Weill, psychanelyste -Shmuel Trigano, professeur, écri-vain - Adii Jazouli, écrivain - Si-

Avec la collaboration de Radio Shalom CENTRE RACHI PAF. 30, bd de Port-Royal 75005 Paris TÉL.: 43-31-75-47

5000 tannes de conserves de viande de porc. C'est ee qu'a anonncé, jeudi 23 mai, M. Horst Krenzler, directeur général des relations extérieures de la Commission européenne, à l'issue de la deuxième réunion de la commis-sion mixte instaurée dans le cadre de l'accord CEE-URSS.

La Communauté a'est entourée

d'un maximum de garanties pour éviter taut détournement de l'aide : une liste d'un millier de bénéficiaires - hôpitaux, asiles, orphelinats... – a été communiquée par les Soviétiques à Bruxelles. Des ONG (organisations non gouvernemeoteles) prendront en charge le transport et la distribu-tion. Uoe seconde trancbe de 12 500 tonnes sera mise en œuvre. « Nous voudrions que l'aide soit en place uvant le début de la saison frolde», explique un fonctionnaire de la Commission. Les difficultés d'approvisionnement sont considérablement accentuées par la pénurie de devises, qui empêebe le pays de se fournir sur le marché international aux conditions commercisles normales. L'URSS ne peut plus importer que si elle bénéficie de crédits, mais les banques se font de plus en plus prier.

Ph. L.

actuellement eu point evee l'aide d'experts américains et la bénédic-tion de M. Gorbatchev, le dirigeant arménien craint qu'il ue reste encore

une fois à l'état de projet. Plus concrètement, la signature de l'accord du 23 evril a été immédiatement suivie de l'offensive de l'armée soviétique, avec le plein accord de M. Gorbatchev, contre les Arméniens en Azerbaïdjan et les villages frontaliers, qui a fait des dizaines de morts et quelque quatre mille nouveaux réfinerés arméniens. M. Ter morts et quelque quarre mile nou-veaux réfugiés arméniens. M. Ter Petrossian y voit une relation directe: le président azerbaidjanais, M. Moutalibov, signataire de l'ac-cord, s'est justifié devant son opi-nion publique réticente par le fait que Moscou svait, en échange, per-mis la «libération» de plusieurs vil-lages arméniens d'Azerbaidien

Le plan anti-crise de M. Pavlov

L'autre grande raison de l'offen-L'autre grande raison de l'offer-sive armée soviétique, selon le pré-sident arménien, est que M. Gor-batchev n'a pas renoncé à l'idée de sauvegorder l'intégrité de l'URSS et qu'il lui fallait pour cela tenter de dissuader les Arméniens qui veulent voter, ao réferendam républicain du 21 septembre pro-chain, en faveur de l'indépendence chain, eo faveur de l'indépendance dans un délai de cioq ans. « C'est un délai que nous considérons réaliste pour construire une indépendance réelle », souligne M. Ter Petrossian. Mais il ajoute aussitot que ce o'est pas tant l'Arménie qui pose problème à M. Gorbat-chev, car elle maintiendra sans doute, pour des raisons géopoliti-ques, des liens plus forts avec la Russie que l'Azerbaïdjan voisio. Le problème est qu'elle est la scule République à pouvoir faire séces-sion sclou la loi définie à Moscou, est aussi la seule pour laquelle cette séparation n'entraînerait pas de pertes territoriales. Elle est en cela même un exemple dangereux, car; selon son président, «aucune République snviétique – même si elle veut actuellement rester dans l'Unian – ne le voudra plus lors-qu'une seule d'entre elles aura été reconnue indépendante par la com-munauté internationale». Les trois

Une élection au suffrage universel

M. Zviad Gamsakhourdia paraît assuré de conserver son poste de président de la Géorgie

Les Géorgiens élisent, dimanche 26 mai, leur président au suffrage universel pour la première fois de leur histoire. Le président actuel, M. Zviad Gemsakhourdia, paraît assuré de conserver son poste. Le 31 mars dernier, la Géorgie avait organisé son propre référendum et s'était prononcée, à 90 %, pour l'indépendance. Le 9 svril, le Parlement evait déclaré unitatéralement cette indépendance et les députés avaient modifié la Constitution, le 14 avril, pour y introduire le poste de président de la République, qu'ils avaient confié par acclama-tion, et à l'unanimité, à M. Gamsa-

Le scrutin de dimanche est donc destiné à accorder à ce dernier une légitimité indiscutable ainsi que des pouvoirs très étendus, notamment un droit de veto sur les lois déjà adoptées par le Parlement. Ses opposants l'accusent d'ailleurs de « *iendances dictat*uriales », tandis que la presse soviétique raille ses dorateurs, qui le comparent au Messie, et annligne l'absence de réelle campagne électorale.

Sur les cinq candidats qui se pré-sentent contre M. Gamsakhourdia, quatre appartiennent au mouvement indépendantiste géorgien et le cin-quième est présenté par le Parti communiste. Le rival le plus sérieux communisae. Le rival le plus serieux semble être le président du Front populaire, M. Nodar Natadze, qui présente un programme économique d'un libéralisme radical et pourrait, selon certains sondages recueillir de 20 % à 30 % de voix. M. Gamsakhourdia a refusé tout débat électoral avec les autres candidats consirai avec les autres candidats, considérant qu'il ne se situe pas « au même niveau » qu'eux. Il a en outre dementi l'existence de détenus poli-tiques en Géorgie, alors que le Parti ttional démocratique, présidé par M. Georgui Tchantouria, affirme que soixante-treize prisonniers poli-tiques étaient incarcérés au 20 mai sur décision du président géorgien. (AFP)

Républiques baltes pouvant consti-tuer un cas à part, evec leur spécificité de pays indépendents et

reconnus comme tels entre les

deux guerres. Pour M. Ter Petrossian, la dés agrégation politique de l'empire soviétique est à terme inéluctable mais le maintien de structures de coopération économique entre les Républiques l'est aussi. C'est ainsi qu'il explique la signature apposée début mai par l'Arménie – au moment même où elle dénonçait «la guerre non déclarée» menée contre elle par l'URSS – au volet économique de « pinn enticrise » du premier ministre soviétique, M. Valentin Pavlov.

e Douze autres Républiques l'ont aussi signé, dont la Lituanie, mais c'est la Russie et l'Ukraine qui ant mené la lutte et M. Pavior à fait toutes les concessions, cédant aux républiques la plupart des compétenes écunmiques », reconte M. Ter Petrosian. Mais il pense qu'il s'agit d'un jen du «centre», certain de pouvoir bientôt foire retomber sur les Républiques la responsabilité des crises socio-écooomiques à venir, M. Gorbatchev mène ce jeu, estime le président arménien, car es'il dispose encore des services de renseignement mililaires qui fonctionnent dans toute l'Union soviétique, il n'o, en revanche, aucun organe capable de s'opposer partout et de façon cen-tralisée à l'instabilité politique, à l'onarchie économique et à la chute du niveau de vie ».

SOPHIE SHIHAB

Trois personnes, dont un soldat soriétique, tuées dans le Haut-Ka-rabakh. – Trois personnes, doot soviétique de l'intérieur, ont été tuées, jeudi 23 mai, lors d'un, accrochage dans le Haul-Karabakh, cette région d'Azerbaïdjan peuplée eo majorité d'Arméniens. Selon l'agence Tass, l'incident s'est pro-duit dans la région de Gadrout, ou quatre militeires soviétiques ont combattu pendant deux henres plus d'une vingtaine de « handits » qui s'attaqueient à un villege arménien. - (AFP.)

YOUGOSLAVIE

La Slovénie craint une intervention des forces armées fédérales sur son territoire

A la suite de l'incident survenu, jeudi 23 mai, au Centre de formation de la défense territoriale slovène, près de Maribor (le Monde du 25 mai), des responsebles loceux de l'ermée yougoslave et de la défense territoriale de Slovénie se sont réunis à la mairie de Maribor pour tenter de régler « pecifiquement» ce conflit, provoqué par l'arrestation de deux soldats.

BELGRADE

de notre correspondante

Au cours des négociations, la police militaire s fait irruption dans les locaux et arrêté le commandant local de la défense territoriale ainsi que trois de ses colla-borateurs. Ce nouveau coup de force a provoqué une réaction de la population, qui a bloqué, avec des camions, tous les eccès de la ceserne de Meribor ponr empêcher d'éventuels mouvements de blindés. Dans la confusion qui de blindes. Dans la confusion qui régnait, uo manifestaot, âgé de cinquante-trois ans, e été renversé par un véhicule militaire et est décédé à l'hôpital. Le gouverne-ment slovène avait pris aupara-vant des mesures d'« overlissement » en coupent les liaisoos garnisco. Veodredi, eo fin de journée, les entorités militaires décidaient de relacher, oprès interrogatoire, le commandant de la défense territoriale.

Conflit

permanent Depuis plusieurs mois déjà, la evec l'armée fédérale. Elle avait d'ébord retiré à l'armée yougoslave le enotrôle de ses unités de défense territoriale censées devenir plus tard une ermée slovène. En mars dernier, elle avait décidé de ne plus envoyer de conscrits slovènes faire leur service militaire sous le drapeau yougoslave. D'eu-tre part, en dépit de la détermina-tion de l'armée de défendre l'intégrité du territoire yougoslave, la

Slovénie, conformément aux résul-tats du référendum de décembre 1990, est décidée à proclamer, le 29 juin proebeio, son indépen100 To

1 m

....

-3%

Lors d'uoe session extraordinsire, vendredi metin, la présinsire, vendredi metin, la prési-dence de Slovénie a estimé que les denx incidents de Meribor n'étaient que «le début d'une large actinn des farces armées yougo-slaves contre les autorités tocales slovènes. (...) L'armée fédérale a montré, une fois de plus, qu'elle n'était pas prête à se retirer de la vie palitique et à permettre un dénancement parifique et d'émocratidénouement pacifique et démocratique de la crise yougoslave». La présidence slovène accuse l'armée de vouloir « déstabiliser la Républi-que » en provoquant de nouveaux conflits, l'objectif étant de déclarer l'état d'argence et d'empècber ainsi la Slovénie de proclamer son indépendance. Elle lni reprocbe enfin d'avoir récemment transféri sur le territoire slovène des unité provenant de Serbie.

Le quotidien de Ljubljana, Deln évoquait, vendredi, le risque réc d'une intervention militeire er Slovénie. Il rapelle notamment le propos du ministre fédéral de la défense, le général Kadijevic, qu déclarait, jeudi, que «l'armée you goslave défendra les frontières d pays tant que les Républiques you goslaves n'auront pas convenu c départ de la Slovênie».

FLORENCE HARTMAN.

D Soutien de la France au gouver nement fédéral. - Le présiden François Mitterrand e assuré, ve: dredi 24 mai, le premier ministi yougoslave, M. Ante Markovic, e visite à Paris, qu'il pouvait comp ter sur la France pour l'aider dan la poursuite des réformes entre prises et le « maintien de la stabi-lité du pays dans le respect des minorités». Au cours d'un entretien à l'Elysée, le ches de l'Etat s déclaré, selon une source française autorisée : « Nous souhoitans le succès de votre œuvre et nous vous y oiderons. Naus ne pouvons pas être indifférents à ce qui se passe dans cette région de l'Europe. Nous ferons taut notre possible paur contribuer à votre réussite.

ESPAGNE: les socialistes et les élections du 26 mai

« Alfonso » dans ses œuvres

Plus de 30 millions d'Espagnols doivent élire, dimanche 26 mei, 66 500 conseillers municipeux. D'autre part, treize des dix-sept « communeutés eutonomes » seront renouvelées. Nous publions cidessous le troisième erticle consecré à ce scrutin (le Monde des 24 et 25 mai).

> SARAGOSSE de notre envoyé spécial

M. Alfonso Guerra va apparemment tràs bien. Il a beeu evoir démissionné, en jenvier demier, de la vice-prés gouvernement à la suite du scan-daie auquel est mêlé son frère, il n'en reste pas moins l'inconte table homme-orchestre du Parti socialiste. e Alfonso » reste plus que jemaia l'enfant chéri des mieux que tout autre les faire

plue de cheleur que jamals, comme e'il e'agissait de lui faire oublier de la sorte ses avatars politiques. A Seragosse - fief traditionnel des socialistes - le Palala dee aporta est plein comme un œuf. Quinze mille millitants en délire, rose au poing et foulard rouge au cou, lui ont fait une réception d'apothéose pour son dernier meeting de la cam-

On ne vient pas écuuter M. Guerra dans l'attente d'analyses politiques. c Alfonso », c'est l'artitleur de choc des campagnes électorales socialistes. La marteleur dialectique dont les envolées pulvérisent, pour la plus grand délice du public, tous ceux qui sont dans l'autre camp. Et avent tout son ennemi juré, cia derechia», la droite espagnole, cla plus réactionnaire d'Europe», aime-t-il affirmer. Si la politique très modérée suivie depuis neuf ans par le gouvernement socialiste déroute parfois les militants, M. Guerra est la pour les rassurer, et leur rappeler qu'il existe toujours en Espagne une gauche et une droite bien délimitées.

Avant lui, en vedettes américaines: les candidats locaux opt d'emblée donné le ton. Leur cible : le gouvernement régional de l'Aragon (dont Saragosse est is capitale, ectuellement eux mains d'une coalition formée par le Perti populeire et un parti régionaliste conservateur.

«La droite est toujours la même»

C'est le moment du héros du iour. Il commence en brement per une énumération des hôpitaux, caneux, perkings et tunnels construits par les socielistes dans la région. Les militants applaudissent, mais attendent visiblement autre chase. «Vas-y Alfonso, tape-leur dessus is, commence-t-on à crier dans la salle. Et l'orateur de s'exécuter. Première victime : le président du gouvernement aragonais, un régionaliste ombraeux qui s'est fait il est vrai bien des ennemis eu-dehore. eil e réusei à ee brnuiller avec l'archevêché, evec le reste de l'Espagne, evec la Communauté à Bruxelles et même avec les Nations unles tout entières pendant le guerre du Golfe i li faut le faire : et en plus, il e encore le culot de se présenter avec le slogan de l'efficacité!»

La foule est déjà hilare, mala le spectacle ne fait que commencer. Le tour est venu du président du Perti populaire, M. José Maria Aznar : « Vous savez, ce jeunot qui ne commenda en felt rien du tout, parce que celui qui commande, bien qu'il commence à être à la

Galice » (une ellusinn au fondateur du parti, M. Manuel Fragal. « Lee conseillere du jeunot lui ont dit : José Marie, si tu veux gagner les élections, il faut faire comme Gonzalez. Et vous evez vu, du coup ils nous ont tout piqué : les mestings, ils les montent comme les nôtres, ils copient notre mise en scène, nos plateaux, il ne leur manque plus qu'è rajouter notre elogan. Aznar e même mie le même blouson que Felipe pour voir si comme ça il allait gagner les élections. Je vous jure : il e l'air malin l s

retreite, c'est l'eutre, celui de

La foule exulte. «Surtout si je youe fatigue, ditee-le mnis, e'enquiert l'orateur, s'attirant un sonore « nono i s. Il repart de plus belle. La salle se tord, tan-dis que l'orateur commence progressivement à changer de registre. Cherchant à contrer la campagne aux accents étonnamment centristes du Parti populaire, il assura : « Ne vous y trompez pas, la droite est touiours la même : ennemie du progrès, parce que la progrès signi-fie faire bouger les choses, et faire bouger les choses pourrait eignifier une perte de privi-

Et de sauligner, à titre de contraste, les mesures de redistribution prises per lee sacielistes durant ces neuf dernières années, comme l'extension de l'éducation libre et gratuite, la généralisation des prestations de la Sécurité sociale et des pensions. eVous savez quel est au fond notre objectif? Ce que nous voulons, c'est tout simplement que, demain, un bébé ait les mêmes chances dans la vie qu'il soit né dans un berceau aux draps de soie ou dans un berceau aux draps de toile » La

foule ne rit plus. Elie est émue. THIERRY MALINIAK

Règlements de comptes chez les intellectuels de gauche

Depuis la fin de la guerre du Golfe, une polémique d'une vio-lence rarement atteinte an Aliemagne met aux prises des hommas et des femmes qui, napuere, militaient ansembla pour les droits de l'homme, la libéralisation de la société, contre les lois d'exception et autres thèmes chers aux « sobrante-huitards » de Berlin, Hambourg ou Munich. Autourd'hul, les pages «débats» de grands magazines comme Der Spiegel ou Die Zeit résonnent du bruit et de la fureur des injures qu'échangent les intégristes du pacifisme et les nouvaaux convertis à la thèse de la guerre nécessaire.

٠. ×

N 4

.

- A4.5 %

a market agreed a

. _ _

a production of

الم المعتبات الم

Company to

Wind The second

with the water

" " And you

All distances of the second

And and

for the second control of

and the second

me the same

The state of the

mining the same of

The Continues of

The strate of the strate of

April Same and the

* * T .

A

the transfer of the second

المديدة المستخفة ويقني

All the second s

The state of the s

-

Ministration Comments

-

The same of the same

The said in

And the second second

The second second

-

market and the

ian J

17. -- 1 -- 1---

1994 B

-

france page

سييا بدرنسم

Server 1 . . .

BONN

de notre correspondent L'escalade a franchi ces darnières semaines un nouvel échelon. Deux anciens svocats de la Frac-Deux anciens svocais de la Frac-tion armée rouge, autrefinis mem-bres du même collectif d'svocats gauchistes, Me Christian Ströbele et Otto Schily vont en découdre devant les tribunsux. Me Schily, qui a quitté les Verts pour devenir député SPD en Bundestag, va assurer la défense du journaliste germano-israélien Henryk Broder, accusé o er Me Ströbele d'avnir accusé per Me Strobele d'avnir déformé ses propos concernant les attsques de Scud irakiens sor

13.52

18 14 4 4

Dans un entretien paru dans le Suddeutsche Zeitung et le Jerusa-lem Post, M. Ströbele eveit déclaré: « Les auaques de missiles occure : «Les attaques de missues contre Israel sont lo conséquence logique, presque obligatoire, de la politique israélienne». La publication de oes propos evait entrainé la démission de M. Strobele de con poste de porte de la designation de la contraction de la son poste de porte-perole des Verts et l'ioteruption du voyage en Israel qu'il effectuait à la tête d'uoe délégation d'écolo- peci-

« Unser Kampf»

Cooforté par les acciemations qui avaient salué sa montée à la tribune du coogrés des Verts fio svril à Neumûnster, M. Strobele contre-attaqua en se faisant passer poor une victime du Mossad (les services secrets israélieus), dont Heoryk Broder aurait été l'instrument. Ce dernier a un iti-oéraire peu ordinaire : juif né en 1946 en Pologne, emigre en Alle-magne en 1958, il était devenu un jouroaliste et estayiste réputé à Cologne, particoliérement en vogue dans les milieux de gauche et d'extrême gauche en raison du brio svec lequel il dénonçait les restes de nazisme et d'antisémitisme croupissant dans les ioconscients de certains juges, politiciens et autres acteurs majeurs de la vie politique et sociale de la Républi-

Eo 1981, il claque bruyamment la porte de la RFA et va s'iotaller en Israel où son esprit caustique trouvera à s'employer au service du «camp de la paix». Son retour sur la scène médiatique allemande, à l'occasion de la guerre du Golfe, est fracassant. A la suite de deux autres gourous de la gauche alle-

Enzensberger et Wolf Biermann, il cloue eu pilori le mouvement pacifiste dans un article du Spiegel intitulé : « Unser Kampi» (notre combat), allusioo méchsmment impique au « Meio Kampf » de

e Les Allemonds, une fais de plus, ont été trompés par l'Histoire, écrit-il, cette fois d'une manière particulièrement perfide. Ils ant particulierement perfice. Its unit perdu une guerre à laquelle ils n'avaient même pas participé. Les âmes nobles du mouvement de la paix allemand se sont retirées du champ de bataille en même temps que l'armée irakienne défaite. Comme c'est remarquable, alors que partout dons le monde les hommes poussaient un soupir de soulagement, alors que les soldats irakiens prisonniers embrassoient de graitude les GI's qui les avaient captures, se faisait jour en Alle-magne une secrète déception.»

magne une secrète déception. »
« Ce qui s'était passé pendant la
guerre du Golfe était mai, certes,
mais pas assez. L'opocalypse attendue ne s'était pas praduite, une
troisième guerre mondiale n'avait
pas éclaté en dépit de toutes les
crointes et de tous les espoirs, et la
catastrophe climatique globale ne
s'était pas produite. Et, surtout, la
marée paire ovait pu être stoppée narée noire ovait pu être stoppée avant l'île de Sylt (1) (...) Cependant l'objectif de guerre du mouvement pacifiste allemand avait êté utteint. Il était resté maralement propre du premier au dernier jour de la guerre.

«Les belles âmes »

Henryk Broder poursuit sur six pages du magazine sa démolition en règle des « belles âmes » du pacifisme allemand, épinglant tour à tour les divas anti-guerre de la gauche d'outre-Rhin. M. Gerhard Schröder, par exemple, ministra-président (SPD) de Basse-Saxe, qui avait refusé de participer à uo meetiog de solidarité avec Israel parce que l'on n'y réclamait pes en même temps un cessez-le-feu immediat.

a Très bien, ironise M. Broder, le SPD n'o toujours pas digèré le falt d'avoir voté les crédits de guerre en 1914 et ensuite envoyé le Kaiser en exil avec une pension. Le Parti ne doit pas renouveier ses erreurs passées, voilà qui plaide en sa faveur. Mais doit-il pour autant aller jusqu'à loisser Gerhard Schröder s'exprimer sur la morale et la politique, lui qui demande que l'on ménage Saddam Hussein pour qu'il n'utilise pas les armes chimie afin que les Américains ne répliquent pos par une ottoque nucléaire qui pourrait amener un nuage radioactif sur sa circonscription electorale?»

L'ironic mordante de M. Broder s'exerce également aux dépens de la pesionaria du mouvement férnioiste allemand, M. Alice Schwart-zer, à laquelle il reproche d'ovoir déclaré à la télévision que « les Américains auraient mieux fait de rester chez eux». Mais sa tête de rester chez eux». Mais sa tête de Turc privilégiée reste eocore M. Strobele, dont il fait le repré-sentant de «la variante de gauche de l'attitude dite de la grâce de la naissance tardive» (2), qui abouti-rait à reporter sur les juis la cause de leurs propres malbeurs, dédnua-nant les Allemands nès eprès la

maode, MM. Hans Magnus guerre de leur responsabilité particulière vis-à-vis des juiss et d'is-

مكذا من الإجل

A l'appni de son argumentation, M. Broder relève des propos que Me Ströbele aurait tenus dans une ennyersation téléphonique svee M. Caristian Vogt-Moykopf, diri-geant des Verts du Bade-Wurtem-berg, qui s'étsit prununcé en faveur de la livraison de fusées Patriot à Isreël : « J'accepterais la mort d'un million de juifs si cela pouvait empêcher l'escalade de la guerre. » M. Ströbele oie aujourd'hui farouchement avnir tenu de tels propos et a fait interdire par voie de jugement à M. Vogt-Mny-kopf de les propager, ainrs que ce dernier déclare sous la fai du serment les avnir bel et bien enten-

Guerre picrocholine

Ces règlements de comptes de bas étage témnignent bien de l'état iamentable dans laquelle se trouve une intelligentsia de gauche déjà bébétée par le réalisation d'une unité nationale que la plupart de ses membres éminents n'evait ni prévue oi souhaitée. Le combat de chiffunniers se poursuit dans la nouvelle livraison du Spiegel nu quelques-unes des personnalités attaquées par M. Broder se défen-dent sur le mode plutôt maladroit du « c'est celui qui le dit qui

Ainsi, Mer Alice Schwartzer accuse M. Broder de fonctionner seloo le modèle typique de la pen-sée intalitaire eo divisaot le monde cotre bans bellicistes et méchants paeifistes, alors que Mo Ströbele écrit que : « Broder se sert de la technique de l'appel au meuttre utilisée par le sénateur McCarthy dans les années 50 pour combattre les prétendues menées anti-américaines. Les déclarations de ses adversaires sont triturées jusqu'à ce qu'elles alent l'apparence

Ce cnostit est cependant loin d'être une simple guerre picrocho-line ne concernant que le petit monde des iotellectuels. Ses échos sont perceptibles dans les débats qui agitent les partis de gauche allemands. On a pu le constater chez les Verts dans les affrontements qui oot mis aux prises les artalos», qui, comme Joshka Fis-cher et Daoiel Coho-Bendit, étaient fevorables à la poursuite de l'intervention armée pour sauver les Kurdes d'Irak, et les «fundis», inconditionoellement pro-trakiens et pro-Palestiniens su com de l'an-ti-impérialisme. Il sera cussi en arrière-plan des controverses qui vnot snimer le prochaio congres du SPD sur la questino de l'éventuel emploi de la Bimdeswehr dans les actions militaires engagées sous l'égide des Netion-Unies.

LUC ROSENZWEIG

(1) Le Saint-Tropez allemand. (2) On avait reproché au chanceier Kohl d'avoir utilisé l'expression « la grûce de la naissance tardire » lors d'un voyage en Israël en 1984. Ceta avait été interprété comme une tentative de dégager la génération d'Allemands à laquelle il appartient de ses responsabilités face à l'Holocauste.

EN BREF

u ANGOLA: les pertes de Cuba e'élèveraient à dix mille hommes, selou un général exilé. — Seloo un général cubain réfugié aux Etats-Unis, les pertes cubsines en Angola se sont élevées à au moins dix mille bommes, au cours des seize années de guerre civile entre le gouvernement angolais, que Cuba était venu soutenir, et les rebeiles de l'UNITA. Fio 1990, Cuba était de Guisilantes état de Cuba faisait officiellement état de « plus de 2 100 morts, dont 787 qu combat ». Le départ des derniers soldats cubains présents sur le sol engoisis devait finalement evoir lieu samedi 25 mai, et non ven-dredi, comme annonce dans une déclaration angolo-cubaine (le Monde du 25 mai). - (AFP.)

n IRAN : quatre Soviétiques tués dans l'accident d'un avion achemi-nant de l'aide pour les Kurdes.

Quatre Soviétiques ont trouvé la mort et six autres ont été blessés, vendredi 24 mai, lors de l'accident d'un Illiouchine transportant des secours destinés aux réfugiés kurdes. Eo paooe da kéroséoe, l'appareil s'est écrase peu evant soo etterrissage à l'aéroport de Bakhtaran, dans l'ouest de l'Iran.

Il avait été effrété par l'armée allemende, aoprés d'une suciété suisse, et transportait 45 tunnes de

D EL SALVADOR : un chargé de mission de l'ONU sux prochaines sépociations de paix. - Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, s décidé d'envoyer un chargé de mission sux prochsioes oégociations de paix prochsioes de positions de paix prochaines prochai entre le gouvernement salvadories et la guérilla, qui doivent repren-dre dans la dernière semaine du dre dans la derniere semaine du mois de mai au Vénézuela. Il s'agit de M. Marrack Goulding, secrétaire général adjoint pour les Affaires Politiques Spéciales. Lors de ces négociations seront examinées en priorité la réforme de l'armée salvadorisante et les condimée salvadorieone et les cooditions nécessaires pour un arrêt des hostilités qui, en onze ans, ont fait 70 000 morts. - (AFP.)

rin du voyage en Europe do géséral Pinochet. - Le général Augusto Pinochet, commandant en cher de l'armée de lerre chillenne, s quitté Lisbonne pour Santiago du Chili, jeudi soir 23 mai, à l'is-sue d'une visite privée de neuf humanitaire.

joure su Portugal, a annoncé l'ageoce postugaise Luss. Le voyage de l'ancien dictateur avait suscité de numbreuses spéculatinns, et plusieurs pays cités comme fsisant partie de cette mys-térieuse tournée - dont la France -avaient du démentir. Avant son départ du Portugal, M. Pinochet s'était toutefnis rendu pour une visite de quelques heures en Grande-Bretagne ao cours de laquelle il s été reçu par des repré-sentants de la firme British Aerospace. - (AFP.)

a Mort d'un troisième soldat tran-

cais daes l'inpératios « Provide Comfort ». — Appartenant au 17 régiment du génie parachutiste de Montsuban, l'adjudant-chef Mnuloud Medjsdba a trouvé le mort, vendredi 24 mai, lors de l'explosion d'uns mine dans l'opé-ration «Provide Comfort» d'assistance aux populations kurdes dans le nord-est de l'Irak. Deux autres sapeurs ont été blessés. Leur mission consistait à rendre sans danger les accès à des villages que regagnaient les réfugiés. C'est, en une semaine, le troisième soldat français à être tué par accident dans le cadre de cette opération

planté les psalmodies védiques, les détachements de l'armée ont retournées vers le sol en alone de deuil. Les dignitaires cravatés venus du monde entier se sont leves d'un binc, et toue les généraux chamerrés de couleurs et de décorations, les représentants du gouvernement indien dans leurs entonnades frinées sprès une si longue attente dans la canicule, se som figes en un bref et demier hommage. Le tableau est sauvage, enti-

que : la blanc des seris de la veuve et de se fille, le blanc du kurte-pyjama de coton que porte Rahul, formant des silhouettes disphenes sur le mur de flammes. L'émotion, on le devine, monte dens la gorge des specieteurs, certeins hurlent hystériquement le nom de l'ancien premier minietre : « Rajiv Gandhi Amar Rehe» (Vive Rajiv Gandhi).

li était 17 h 25, vendredi, Inraque Rehul, dix-sept ens, aluma le bûcher de son père. Il y a six ans at demi, non loin de là, devent un bücher sembiable, il sanglotait dans ses bras, Le petit garçon assistait alors à la crémation de se grend-mère l'époque, qui procéde eux der-niere rites. Plus tard, l'ancien pliote, à bord de son svion, dispersa les cendres de sa mère au-dessus de l'Himelaya. Aujourrosae qu'un hélicoptère blenc diaperse su-deesus du Shekti Sthal, nom du mémorial d'Indira Gandhi, où a lieu la cérémonie, non loin des rives de la rivière

La famille Gendhi décimée se tenelt, ce vendredi 24 mai, coude è coude; elle resserrait see rangs fauchée par l'essassinst. Comme si cette fsmille, plus qu'une eutre, devait offrir è l'Inde un tribut permanent. Près d'alle, il y avelt Amitabh Bachchan, l'acteur de cinéma, et **ASIE**

INDE: les obsèques de Rajiv Gandhi

« Requiem » pour une famille décimée

été soigneusement plié.

autour du bücher

zait vers le ciel, la famille hési-tante, choquée, reçut les der-

niers mots da circonatance du

président Venkatareman, et les

«VIP» e'approchèrent : il y avait

tà, dans un désordre indien, le

prince Cherles d'Anglaterre, le

vice-président américain, M. Dan

Quayle, M. Yasser Arafat, la roi du Bhoutan, les premiers minis-tres du Pakistan, M. Nawaz She-

rif, du Népal, M. Bhattarai, du 8sngledeeh, le bégum Khalede Zia, et aussi les vice-présidents

d'Union soviétique et de Chine,

d'enciens premiers minietres,

enmme Mes Benezir Bhuttn.

M. Edward Heeth et M. Takee-

hita, M. Jospin, pour la France,

et bien d'autres encore, ils ten-

tèrent de dire un mot à Sonia

Gandhi mele, repidement, le

Les berrières mételliquas

furent emportées comme des

fétus et les «Black Cats», les

enmmendas d'élite vâtus de

noir, préférèrent effectuer un

mauvement de rapil. Le foule

toute proche, camposée dans

ses premiers ranga de militants

et de responsables du Paro du Congrès, se précipits, ignorant le femille ; ca qu'ella voulait

c'ételt voir, epprocher le

dépouille devenue cendres,

lécher les flammes de le mort et

du souvenir, jeter encore des fleurs et du bois pour être sûre

que le feu et les rites soient res-

pectés. Le bûcher, longtempe

après, continua de fumer. Tout

avait commencé six heures plus

tôt, à Teen Murti Marg, l'en-cienne résidence du fondeteur

de l'Inde indépendente, Nehru, le

La dépouille mortelle avait été

placée sur un effût de canon

surmonté d'un portrait du

défunt, et un camion découvert

gemi de banquettes où avaient

pris place les chefs d'état-major

le précédait. Des guirtandes de jasmin, terrassées par la chaleur, embaumaient encore, des déta-

chements de l'ermée, casoars et

bonnets è plumes, formaient un

grand-père de Rajiv Gandhi.

chaos s'installa.

de natre correspondent

Rahul fit sept fois le tour du bûcher evant de plunger son brandon dans le bois de santal emplé. La fumée et les flammes furent d'ebord invisibles. Puis, alors que des salves éclatent et que la foule par ses chis manifeate qu'elle prand saudeinement conscience de la deuxième mort de Rajiv Gendhi, le brasier, an quelques minutes, se déchaîne, enveloppe le carps dans son dernier linceul. Rahul s'est reculé devant la fournaise et sa sœur Priyanka a, una nouvelle fois, entouré les épaules de se mère, un moment chence-

La sonnerie aux morts e sup-

surtout l'ami si proche et

controversé de «Rajiv». Ensem-ble, sous la houlette du pandit e'ébrenlait lantament, eu pes cadencé des gardes d'honneur, et ampruntait tout d'abord les Genpat Ram Acharya, qui avait déjà conduit le cérémonie funè-bre d'Indira, ile se plièrent aux rues étrangement vides de l'an-cienne ville englaise. Petit à petit, la foule grossissait, pour ritee védiquee qu'exige le voyage hindou vers la mort : ils empilèrent sur le corpa les devenir presque nombreuse lorsque le convoi funéraire déboubûchee de bais da sental, et cheit eur Rej Path, l'avenue Rehul dieperes tout sutour du triomphala dae Indes britannipiédestai l'eau sacrée du Gange. ques, qui conduit à India Gata. Avent, les chefs d'étet-mejne la porte de l'inde. des trois armes evaient découpé les ligatures qui retenaient le linceul, et le drapeau national qui enveloppait le corps mutilé avait

Plus tard, dane les ruea étroitee qui mênent è Connaught Place, cette foule donnait l'im pression de devenir marée humaine, de submerger tout, de vouloir digérer la cortège, puis-que, dès le départ, le système de sécurité qui devait la tanir à distance avait été pulvérisé. Les visages de cette foule étaient épulsés, dégoulinants de la chaleur intense, et les regards noirs dévissgeeient quatre cemions militaires remplis è res bord de journaliates vanus des quatre

Peu d'émotion

Rabul, hi aussi, était pris dans la neaes, meie on le voyait bientôt s'extraire de son véhicula et courir, comma des milliers d'autres, aux côtés du char funèbre. La foule participait sans doute, mais un aurait été bien en peine de dire son émotion, car elle ne la manifestait pas : rien è voir avec une foule qui pleure un chef almé brusquament disparu. Elle criait des slogans qui affirmaient que etant que la luna et la anieil brilleront, l'Inde se souviendra du secrifice d'Indira et de Rejiva, mais sa voix n'ételt pas tràs forte et manquait souvent de conviction. A l'échelle du aous-continent, l'effluence ne fut à eucun momant Impressionnente. On comprit alors qu'eucune alchimie populeire n'existeit entre Bajly Gandhi et le peuple Indien, eudelà da la magie du nom des

L'enclen premier ministre n'était pas proche des gens. Il le savait, l'avouait volontiera lorsqu'il disait que c'est d'ebord un problème de « communication » qui avait entraîné la faillite électorale du Parti du Congrès lors du ecrutin perlementeire de 1989. Il avait voulu rétablir le contact en supprimant l'essentiel des meeures de sécurité aul l'antoureient. C'est pour cele ou'il est mort, le 21 svent un meeting électors! : pour redevenir populaire. Pour-tant, sa dispantion marque le fin d'une ère. L'Inde tourne une page importante de son histoire evec le mort du dernier des Gandhi en âge de la conduire.

LAURENT ZECCHINI

A TRAVERS LE MONDE

CAMEROUN

Sept des dix provinces placées sous contrôle de l'armée

Le président Paul Siye, qui affronte uns vague de contestation sans précédent, a placé la majeure partie du pays sous le contrôle de l'emmée, a ennoncé, vendredi 24 mai, la redio nationale. Le chef de l'Etat e donné è deux généraux des « pouvoirs eutonomes », les chergeant de « rétablir l'ordre » dans sept des dix provinces ectuellemem paralysées per une campagne de grèves et da désobéissance civils, organisée per l'opposition. Ces aept provinces cont désormeis souc edministration militeire. Les dirigeante de l'opposition ont immediatement réagi, M. John Fru Ndi, président du Front eoclal-démocrate (SDF, dont le siège est à Barnenda) brandissant le menace d'une eguerre civile» si le président Biye persietait dena aon refuz de céder le place ou de convoquer une conférence nationala. Si le chef de l'Etat e persiste dans sa campagne tribale, elors on s'echemine vers un désastre, vers una guerra civile qui ruinera ce pays r, e souligné M. Fru Ndi.

POLOGNE

Fin de la grève des transports en commun

à Varsovie

Aprèa trois jours de grève totale, les premiers tramways et eutobus ont recommencé à rouler, vendredi 24 mei, dans les rues de Varsovie eprès un accord entre les grévistes de la société dee transports municipaux (MZK) et la

Les grévistes, qui réclemeient des augmentationa eelerialea de 50 %, n'ont pas obtenu satisfaction sur ce point, mais ont recu l'engagement que la atatut de le MZK serait transformé, pour passer de celui d'entreprise d'Etat à celui d'entreprise autonome. Les saleires seront elors renégociés.

D'autre part, la Diète e rejeté, à une très large mejorité, une motion de censure déposée vendredi aois per dea députés du Parti paysan (PSL) contre le gouvernement, responsable, selon eux, d'une « détérioration dramatiques de l'économie polonaise.

La motion e été rejetée à une large mejorité de 188 voix, contre 54 et 30 ebstentions. Selon M. Jacek Soske, qui présentait la motion, l'exécutif e ne s'aperçoit pas que le campagne est en ébullition y et que e la patience des sgricuiteure e ast épuisée ». -

SOMALIE

Les ex-maguisards nordistes proclament la « République

du Somaliland »

Les anciens mequisarda du Mouvement netional somallen (MNS), qui contrôlent la quasi-totalité du nord du pays, ont décidé de baptiser leur territoire « République du Someliland ». Le MNS aveit ennoncé, le 18 mai, sa décision de faire sécession et d'instaurer un Etat « souverain et indépendent » du Sud. Le MNS reprend ainsi le nom de l'encien protectorat britannique du Somaliland, qui couvrett le nord de l'sctuelle Somelle, née le 1º juillet 1960 d'un traité d'union entre le protectorat britannique et le colonie Italienne de Somalie, au sud.

Un « porte-perole de la République a auesitôt lancé, sur les ondes de la radio du MNS, Radio-Hargeisa, un appel à la communauté internationale pour fournir eide et vivree aux populatione civilea. Cea demières, e-t-il Insisté, sont menacées de famine, privées d'habitations, et risquent à tout moment d'être touchées par des mines, posées dans la zone par les troupes de l'ancien président Syad Barre. - (AFP.)

M. Doubin est chargé de la consommation et M^{me} Neiertz de la vie quotidienne

M. François Doubin, ministre délégué ou commerce et à l'artisanat, est nommé ministre délégue au commerce, à l'artisanat et à fa consommetion, tandis que M= Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat eux droits des femmes, est namméc sccrétaire d'Etet aux droits des femmes et à la vie quotidienne, par décret du président de la République à paraître au Journal officiel, précise un communiqué de l'hôtel Metignon publié vendredi 24 mai.

Selon ce communiqué, M. Doubin eura notamment « la charge de défendre devant le Parlement les lois sur in consommation » préparées par son prédécesseur, M™ Neiertz. L'encien secrétaire d'Etat à la consommetion est, pour sa part, « chargée de mettre en œuvre la politique d'amélioration de la vie des citoyens et des citoyennes dans la perspective de la réalisation du marché unique euro-

M. Abel Farnoux, conseiller spécial à Matignon Un spécialiste de la provocation

Cheque homme - chaque femme - politique a ses mystères, son jerdin secret, ses emitiés qui parfois pèsent lourd. M=• Edith Creeson n'écheppa paa à la règle. Dès qu'on sut qu'elle avait été élue par le président de le République pour diriger la nuveeu gouvernement, nombreux ont été ceux qui ont posé la question : « Va-telle garder Fernoux? » Le réponse est aujourd'hul connua; c'est oul, puisqu'on sait depuis vendredi 24 mai que M. Abel Famoux, soixante-dix ans depuis quelques jours, encien déporté at farouche reeistant, sera son conseiller spécial à Matignon.

Qui est Abel Fernoux, dont déjà nombre de gazettes ont feit leurs délices ? Un « gourou », comme on l'entand beeucoup dire? Un pera spirituel, comme l'affirment d'autres? La réponse est peut-être plus simple. Disons que c'est un spécialiste de la provocation, grand pourfendeur des énerguas, apôtre d'une électroniqua européenne, maniaque de la lutte contre les neises. Rien d'un homme de l'ombre chez ce charmeur chaleureux meis combatif, résolu eutant qua brouillon et qui se feit tout auasi elsément des ennemis que des amis.

Ancien élève de l'école des PTT, il est entré en 1964 chez Thomson-CSF pour prendre an 1973 la présidence de Vidéocolor, una filiale epécialisée dens la fabrication des tubes couleur de télévision. Mais à la fin des années 70, la stratégie Famoux et cella du « patron s de l'électronique grand public chez Thomson, M. Jacques Fayard, divergent. « Le elen Fernoux, partisan d'une etratégie techno-Ingiqua propre, à maner au besoin à l'aide de partenaires industriels, a opposa au clan Fayard, qui n'avait pas d'états d'âme pour acheter et diffuser dea technologias jeponaisae », raconte Elie Cohen, chercheur au CNRS, spécialiste des questions de politique industrielle. Et lorsque M. Fayard négocia l'eccord 3T-JVC, qui réunit trois européens (Thomson, Telefunken et Thom-Emi) et le japonais JVC, paur produire megnétoscopes, ceméecopes et cheînes hi-fi, Abel Farnoux est en désaccord. Puie, Vidénculor réalisant des pertes, il est contraint au départ. L'accord est finalement mis en échec par le gouvernement Mau-roy, at M. Abel Fernoux est investi per M. Jean-Pierre Chevanament, alors ministre de la recherche et de la technologie, d'une mission sur la filière élec-

Farnoux sont alors jugéee e irréalistes », faute de moyens : il eût failu Investir 130 milliarde

traper le ratard fançais dens l'industrie électronique. M. Fernoux, devenu concultent, esseiera ensulte d'eider eu rachet de Grundig par Thomson. L'office des cartels allemends s'oppose à cette opération, qui provuquera une Inimitié avec M. Alain Gomez, le président de Thomson depuis 1982. Il en faut plus pour décourager Abel Fernoux, qui ve créer eux Etats-Unis une société d'études, Electronic Internetional Corporation (EIC), dont les rapports eur l'industrie électronique sont prisés. En 1988, il entre eu cabinet d'Edith Cresson, qui vient d'être chargée des effaires européennes; il le sulvre en 1990 au groupe Schneider.

Faconde et sans-gêne

C'est eux effeires européennes qu'Abel Farnoux ve se forger sa meuvaise réputation, même si econnaissant une grande perepicacité, beaucoup de contacts et des emitiés en politique qui débordent les cercles socielletas. Souvent ebsente, Mr Cresson lui aveit leissé le responsebillté d'un « point de praese » hebdomadeire. Une fois, deux fois, les journalistee écoutèrent. La troisième fois, ils étaient pratiquement tous absents, encore étonnés par la mégalomanie de laur interlocuteur, an provenance un jour de Tokyo, l'autre jour de New-York, jemels en mel d'idées définitives, de aolutions radicalee, toujours eane mesure et sans modestie.

Sa faconde et eon sans-gêne ont aussi choqué plus d'un collaborateur. « Aux affaires européennes, il a usé trois directeurs de cabinet en deux ans », dit-on, tout en effirmant que M- Cresson y étah aussi pour beaucoup et en rappelant que M. Farnoux arpentait délà bien des couloirs lorsque le premier ministre d'eujourd'hui était ministre du redéploiement industriel dans le gouvemement Fabius.

Pnurquni Mr. Edith Craeson gerde-t-elle aujourd'hul euprès d'elle un homme eussi contesté? Un heut fonctionnaire avance cette réponse : « TEBement de gens lui ont recommandé de s'en débarrasser que cela e au l'effet inverse. Il lui faut des idées, bonnes ou mauvaises. Avec Abel Famoux, elle est servie. Il correspond d'ailleurs tant à son tempérament. 3

A. K. et M.-P. S.

B M. Bayros (UDF) ; «M= Cressoo est là pour que le PCF puisse sontenir le gouvernemeot sans se désavener. ». -M. Frençois Bayrou, délégué général de l'UDF et député (UDC) des Pyrénéres-Atlantiques, a déclaré, vendredi 24 mai sur France-Inter, que la nomination de M= Editb Cresson evait pour but de « rechercher le soutien du PCF de façon plus régulière et sans marchandage au coup par coup. » « M= Cresson est là pour que le PCF puisse soulenir le gouvernement sans se désa- vouer », e ajouié M. Bayrou, en s'indignant que ce parti, « purmi les plus archoiques du monde, se trouve ainsi placé en situation d'influer sur les décisions du pouvoir ».

M. Dailly suggère que le mandat de président de la République ne soit pas « immédiatement renouvelable ». - Pour remédier à la dérive vers la « monarchie élective », M. Etienne Dailly (Rassemblement démocratique et curopéen), vice-président dn Sénat, dans une proposition de loi constitutionnelle déposée mardi 21 mai, propose que le mandat de président de la République ne soit pas e immédiatemeni renouvelable ». Par cette proposition de loi, M. Dailly propose également que la qualité de sénateur à vie soit conférée aux aeciens présidents de la République, qui ne seraient plus membres de droit du Conscil constitutionnel ni éligibles à la présidence du Sénat.

Faire oublier Michel Rocard

Ne pouvant ni changer de politi-que, à l'beure où il s'egit de s'adapter au futur grand marché européen, ni remanier profondément le gouvernement, pour ne pas mettre en péril les équilibres de courants eu scin du PS, M. Mitterrand a choisi de changer de symbole, en remercient M. Rocard. Soit. Encore fallait-il, dans la foulée, que le second souffle prenne corps, et que l'unité se fesse non seulement autour du chef de l'Etat, mais aussi de la candidature Rocard, pour que le dispositif ait quelque chance de

Une fausse bonne idée

La nomination de M= Cresson a certes été bien accueillie dans l'opinion. Elle e suscité un effet d'accueil, traditionnel dans ce genre de circonstances, donblé d'un «effet femme», qu'il est difd'un «ettet temme», qu'u est di-ficile, à ce jour, d'évaluer, Mais clle pourrait se révéler n'evoir été qu'une fausse bonne idée de com-munication, efficace pendant quel-ques semaines, avant de devenir rapidement contre-productive, eu moment où l'opinion réalisera que M. Mitterrend n'e sorti eucun lapin de son chencen. Car lapin de son ebepcen. Car Mª Cresson n'a dans sa besace eucun projet ausceptible de corri-ger la faiblesse de sa marge de

Celle-ci est en effet limitée dans le temps, puisqu'elle ne disposera, au mieux, que d'un délai utile de dix-huit mois; elle l'est tout autant politiquement : l'abstention du groupe communiste paraît devoir être son seul point d'appul parle-mentaire; elle l'est enfin eu plan économique : au mot près, Mª Cresson s'est appropriée la doctrine qui e fait de M. Pierre Bérégovoy un «Pinay» de gauche et de la politique économique de la France une réussite.

A ces limites s'ajoutent ce qui emble être la faiblesse de Mer Cresson elle-même, du moins à ce poste : ce qui choque, ce n'est certes pas le ton de son discours, ni même l'incapacité, du nouveau premier ministre à développer une vision d'ensemble de la société françoise; après tout, puisque M. Mitterrand est en première ligne, c'est à lui de s'en charger. Ce qui choque, c'est l'improvisa-tion qui semble caractériser sa démarche, et donc l'absence totale d'engegement précis et concret, comme si elle devait se contenter d'égrener un catalogue dont elle dénonçait elle-même, avant sa nomination, l'indigence. Elle actrédite ainsi l'idée que, décidément, le moment du dépert de M. Rocard dépendait, pour l'essen-

tiel, du degré d'agacement présidentiel, du bon plaisir du roi, comme n'euraient pas manqué de le relever les socialistes du temps où ils campaient dans l'opposition.

Le priorité reisonneble, là encore, n'aurait-elle pas du être de redonner du contenu à l'action des socialistes? Encore fallait-il s'assurer que ces derniers prennent bien le chemin de la réconciliation. La nominatinn de Ma Cresson eurait pu en fournir l'beureux prétexte. Il eut fallut, pour ceia, que chacun y trouve son compte; à sevoir, pour M. Rocard, une sortie digne, accompagnée d'un engagement présidentiel; pour M. Fabius, un leadership reconnu dans le parti; pour M. Mauroy, un congrès anti-cipé lui permettant un repli sur l'Assemblée; pour M. Jospin un gouvernement où il ait les coudées plus franches.

L'hypothèse d'une candidature Fabius

En lieu et place de ce schéma Idéal, M. Mitterrand e paro uni-quement préoccupé d'affaiblir M. Rocard, et de renforcer M. Fabius, sux dépens de tous les

Le résultat est à la mesure de ce qu'il faut bien appeler la rancune présidentielle dont les déclarations rapportées par M. François Burck
- le chef de l'Etat s'attribuant la paternité des accords de Matignon sur la Nouvelle-Calédonie, premier

eccords de Matianon da

juin 1988 sur l'avenir de la Nou-

velle-Calédonie en affirmant qu'il

en avait été l'inepireteur, e

déclaré, vendredi 24 mai, le pré-

sident de l'Union calédonianna

(UC, principale composante du

FLNKS, indépendantistel M. Fran-

çois Burck, aprèe un entretien

d'une dami-heure, à l'Elveée,

avec le chef de l'Etat. Selon le

dirigeant calédonien, M. Mitter-

rand lui e Indiqué que « les

accords de Mationon n'auraient

jemeis été signés » s'il n'eveit

oas, lui-même, «donné l'ordre à

M. Michel Rocard d'aller dans ce

sens ». «Le président m'e déclaré

succès de M. Rocard en 1988

M. Rocard peut légitimement penser qu'il a été dupé, d'autant que M. Mitterrand lui impute la responsabilité des mauvaises responsabilité des mauvaises conditions de leur séparation, en l'accusant d'avoir vouln lui forcer la main pour être prolongé jusqu'en 1993. M. Mauroy est redevenu combattif, pour éviter que le parti ne passe sons le contrôle d'un clan. M. Jospin est humilié non seulement il e dû mettre en balance son maintien dans l'équipe gonvernementele, mais il a dû balance son maintien dans l'équipe gonvernementele, mais il a du constater que M= Cresson evait confié la direction de son cabinet à l'organisateur des réseaux Fabius en lieu et place d'un bomme d'une haute stature, hélas réputé jospi-niste (1)! M. Fabius, enfin, se déclare mécontent de voir le déclare mécontent de voir le

« Capable de loyanté»

contrôle du parti lui échapper.

Ce sombre tableau n'est évidemment pas de nature à donner confiance au PS à l'approche des échéances électorales. Ce dernier est, ispo focto, replecé dens la configuration conflictnelle du congrès de Rennes, avec un fort risque de voir s'affirmer l'hypo-thèse d'une double candidature à l'élection présidentielle, celle de M. Fabius, et celle de M. Rocard.

Ce dernier n'est sans doute pas, 6 ce jeu, le plus mal placé. Il fair même figure de vainqueur relatif d'un épisode dont le déroulement montre qu'au point de départ il lui était hostile : le comportement du président é son égard ne peut pas ne pas apparaître comme une injustice; MM. Mauroy et Jospin sont condamnés, par l'attitude de MM. Mitterrand et Fabius, à reve-nir vers lui ; M. Cresson fait mieux prendre conscience de la valeur de M. Rocard; enfin il était prêt à faire face aux mois difficiles

ouesy, a ajoute M. Burck.

Pour sa part, eprèe s'être

entretenue, jeudi et vendredi,

avec M. Burck et avec M. Paul

Néaoutyine, président du FLNKS,

Mme Edith Cresson a souligné

son attachement à «l'application

sans défaillance, ni lenteurs des

accords de Matignon. «La mise

en place des nouvelles structures

politiques provincieles, les pre-mières réalisations économiques

et sociales. l'ouverture sur l'en-

semble de le région Pecifiqua

Sud, sont des ecquis irréversi-

bles », indique un communiqué

publié vendredi par l'hôtel Mati-

Selon un dirigeant indépendantiste

M. Mitterrand s'attribue la paternité des accords

de Matignon sur la Nouvelle-Calédonie

M. François Mittarrand e'est que, lui, il sera toujours la pour

porté garant de l'application des que ces accords soient appli-

affronter; comment bu reproche de s'être « défile », alors même qu'il n'a pas quitté son poste de sa propre initiative.

propre initiative.

Pourtant il eût été préférable, pour M. Rocard, d'avoir le président pour allié. Comme il n'a pas ménagé ses efforts, pendant trois ans, pour le convaincre qu'il était bien, selon sa formule amère, « capable de loyause », il fant croire que la gageure était impossible. Il se trouve, désormais, seul à défendre le souvenir d'une action défendre le souvenir d'une action interrompue avant terme, mais tenu, vis-à-vis du PS, à la solida-rité avec son successeur. Face à une machinerie gouvernementale dont il n'a rien à espèrer - franc onblier M. Rocard est, pour le meilleur ou pour le pire, la mis-sion impartie à Mª Cresson, – le maire de Confians-Sainte-Honosine n'a d'autre choix, une fois encore, que la patience, sans pouvoir être sir que le temps ne travaille pas contre lui.

que le gouvernement va devoir

Ainsi toutes les questions, relatives au pays, au parti, et au sort du principal présidentiable socia-liste, qui étaient posées avant la nomination de Mac Cresson, le sont tonjours.

Dans ces conditions, on voit mel le chef de l'Etat s'engager dans le voie d'une consultation législative anticipée. Comme dit M. Mermaz : « Il faut donner le temps à Edith Cresson. » Le droit de voie accordé aux femmes à la Libération evait arrimé an général, pour de longues années, une bonne part des suffrages féminius. Au point que ses héritiers, dont M. Giscard d'Estaing, durent une part de leur succès à leur domination dens l'électorat féminin, l'électorat masculin étant majori-tairement acquis à la ganche. La nomination – historique – d'une femme au poste de premier ministre n'est pas, a priori, de nature à compenser le fait qu'il a'y a plus, dans ce pays, de majorité PC-PS.

Les socialistes ont besoin, pour se maintenir au ponvoir, non seulement d'un reflux du vote « vert» et d'un meilleur report des élec-teurs écologistes, mais aussi d'un Front national à son meilleur niveau. Ancone de ces conditions ne paraît, à échéance des semaines qui viennent, réunie.

A moyen terme, les socialistes gagneratent à faire un effort de mémoire. Leur marche en ayant a été rythmée par les divisions de la droite. Or celle-ci est peut fine moins malade qu'elle ne le call. il lui suffit désormais d'attendre que la guerre de succession au sein-du PS bloque toute issue à gauche et rythme à son tour le retour de la droite.

JEAN-MARIE COLOMBANI

4

17 A

- 64 - 64

ACR

94 M

4

(1) M. Moine est l'organisateur de Solidarité moderne, réseau constitué autour de M. Fabius. M. Pascat Lemy, actuel directeur du cabinet de M. Delots, accien membre de l'équipe de ceux qui, à Matiguon et à l'Elysée, en 1982 et 1983, remitent l'écommune et le pays sur les raits, avait été pressent pour le poste, il a signé, en 1990, la motion de M. Jospin.

Mis en cause par le Canard enchaîné

M. Fougerousse renonce à la vice-présidence de la Communauté urbaine de Strasbourg

STRASBOURG

de notre correspondant

M. André Fougerousse, vice-président (divers gauche) de la Com-muneuté urbaine de Strasbourg, a renoncé à cette fonction à la demande de la présidente, Catherine Treutmann (PS). M. Fongerousse s'était vu repro-cher par le Canard enchaîné (du 15 mai) d'avoir participé, comme responsable du secteur de l'écologie urbaine, à plusieurs voyages lointains et ensoleillés, invité par trois sociétés françaises spécialisées dans la distribution de l'eau L'hebdomedeire evait eussi indiqué que 500 000 francs destinés au paiement du treizième mois du personnel de la commune d'Ostweld, dont il est maire,

avaient transité sur son compte courant personnel,

M. Fougerousse n'avait pas nié les faits, mais il evait affirmé que ces pratiques étaient courantes et que d'eutres élus avaient participé à ces déplacements. Ces arguments n'ont pas suffi à éviter une polémique, dont Ma Trautmann a tiré les conclusions.

M. Fougerousse, qui avait quitté le PS en 1986 pour adhérer eu mouvement Démocratie alsacienne (divers gauche), est aussi président départemental de l'Association des démocrates et adhérent de Génération écologie. Il est conseiller régional d'Alsace et maire d'Os-twald, au sud-ouest de l'agglomération strasbourgeoise.

Le Sénat facilite l'expulsion des squatters

Les séneteurs ont adopté en seconde lecture, vendredi 24 mai, le projet de loi réformant les procédures civiles d'exécution, qui modifie le droit des saisies immobilières en facilitant le recouvrement des créances, et qui buma-nise certaines procédures. Scul le niste a voté contre le projet, modifié par de nombreux amendements réintroduisant certaines dispositions edoptées en première lecture (le Monde du

Les sénateurs ont décidé que les décisions du juge d'exécution seratent susceptibles d'appel devant une formation de la cour d'appel, et non plus devant un autre juge unique. Ils ont rétabli

un amendement antorisant les ciercs de justice à procéder aux constats, à condition qu'ils soient contresignés par l'huissier de justice civilement responsable du fait du clerc, La majorité sénatoriale est revenue, enfin, sur les dispositions adoptées par les députés qui assouplissaient les conditions d'expulsion des squatters. Elle a supprimé la possibilité de proroger pour une durée de trois mois le délai d'expulsion lorsque celle-ci aurait des conséquences d'une exceptionnelle dureté « du fait de la période de l'année considérée ou des circonstances atmosphériques ».

Le retour du premier ministre dans sa ville

Edith de Châtellerault

CHATELLERAULT de notre envoyé spécial

C'était vraiment la dernlère sottise à commettre, vendred 24 mai, è Châtellerault, que de demender à quoi pouvait bien servir la sono qu'on inatalisit devant la melrie. « C'est que M- Edith Cresson vient dans sa ville aujuurd'hui, répondait la serveuse du café du Commerce d'un eir pincé. D'ailleurs, il n'y a

Après l'annonce de la comédie Tue-moi encore per le Théatre de la Plaina, et le spectacle de danse de la compagnie
Alice de Lux, le journal lumineux
de la ville confirmait, en effet:

"M" Edith Creason, premier
ministre, arrive à Châtelierauit ce soir à 19 heures devent l'hôtel de ville. » Avec cinquante minutes de retard, madame le pramier ministre est spparue, tous sourires dehors et jamais lasse de serrer des mains, de faire le blae, d'evoir un mot pour chacun. «Mais vous êtes donc tous venus!», a t-elle dit, per exemple, en passant devant le groupe antillais Kimbe Rwad (« tenir bon » en créole) avant de traverser is rue qui séparait, depuis un bon moment déjà, les personnalités des personnalités Châtellersudeis et das Châtelleraudaises qui attendalent derrière les barrières métalli-

« Votre accueil me réchauffe le cœurs, a répondu, la premier ministre. «Devant l'ampleur de ce qui m'attend, j'aurai besoin da votra soutien, parce que,

devant tous ces grands organismes d'Etat, c'est difficile. Ils fonctionnent bien, ils sont intel-ligents, trop intelligents même. Il faut bouger tout ça. Il faut pren-dre ce qui est bien et laisser le reste. > Le temps de repasser dans son bureau de maire, le maire de Châtellerault e pu assurer devant les caméras de FR3-Poitou-Charentes qu'elle reviendre « à pau près cheque semaine » à Châtellerault.

Dans la soirée, au parc municipal du Verger, devant quelques centaines de militents et de sympathisants socieliates, le premier miniatre e ancora concédé : « Je n'ai jamais pensé que je méritais ce poste, ni que j'y étals destinée, mais, malmenant, je vais y mettre toutes mes forces. On me dit qu'il n'y e plus d'argent, plus de crois-sance, plus de merge de manceuvre, c'est vrai, mais a'il n'y avait pas de problèmes, on cepter ces fonctions. Surtout qu'il y e beaucoup de candidate l'a

Redescendue de son estrade improvisée, Edith de Chatellerauit se retrouve parmi les siens. On le hèle, on l'ap-pelle; elle sourit, elle virevolte, toujours disponible. Les plus optimietes, dans les milieux généralement bien informés de Châtellerault, commencent à se dire que demain, de toute façon, comme chaque samedi, elle ira acheter à 10 h 30 ses yaourts nature sur le marché,

JEAN-LOUIS SAUX

حكتاب الامل

Les députés ont adopté, ven-

dredi 24 mai, en première lec-

ture, par 403 voix contre 27, le

projet de loi portant diversas

dispositions relatives é la fonc-

tion publique, prásenté par M. Jean-Pierre Soisson, ministre

d'Etat, ministre de la fonction

publique et de la modernisation

administrative, et qui prevoit

l'ouverture de certaines catégo-

ries d'emplois de fonctionnaires

eux ressortissents des Etets

membres de la CEE. Les

groupes socialiste, centriste et

UDF ont voté « pour »; le groupe

RPR s'est ebstenu; les députés

communistes ont voté « con-

tre», de même qu'un non-ins-

crit, M. Elie Hoarau (la Réunion).

Le Sénat avait déjá edopté ce

texte en première lecture, à une

très large majorité (le Monde du

Le rapporteur de la commission

des lois, M. Jacques Floch (PS), a

reconnu que ce texte n'eura pas

d'effet immediat, mais il contri-

buera, a-t-il souligné, « au dévelop-

pement de l'esprit européen, car lo

construction de l'Europe est une

longue marche, qui ne peut se faire

sons le concours de la fonction

publique». M. Soisson a déclaré

que ce sera un «défi» à relever

pour l'administration fraoçoise.

A l'exception des communistes,

tous les groupes ont occueilli favo-

rablement l'ouverture eux ressor-

tissants de la CEE, qui place la

France, aux côtés des Peys-Bas, à

Le ministre de la fonction publi-

que e précisé, toutefois, que la

France entend porter a une atten-

tion particulière 6 l'évolution des

législations nationales » de ses par-

leneires. Aussi cette ouverture

le pointe de cette évolution.

27 avril).

Un peu plus de deux ans après le scrutin de mers 1989, la très large majorité - quatrevingts élus sur cent un - dont dispose le maire (majorité présidentielle) de Marseille. M. Robert Vigouroux, est en proie à des turbulences. D'une part, le retour au bercail d'une partie des enciens exclus du PS. supposant leur adhésion à un groupe municipal distinct, a créé une situation nouvelle qui provoque des tensions. D'autre part, les méthodes et la personnalité de M. Vigouroux l'exposent à la grogne croissante de certains de ses colistiers.

April 1995

40 40-

A 728 15 4 4

3. 450

.

WALL POLL

P. 4

A

my garage programme

. .

4. 1

, "<u>"</u> --- ---

The make when

April 10 CA

Action to

Secretary Secretary

- ---

Take to the second

and the same of th

The state of the s

Same Pile

Mary Company St. Ac.

The state of

A 44.4

Payment

MARSEILLE

de notre correspondant régional L'événement devrait avoir lieu lors de la prochaine réunion de la municipalité, le 27 mai. Ce jour-là, les « réintégrés » du PS accumpliront le dernier octe de prenant place au sein du groupe socialiste du conseil. Celui-ci était réduit, depuis 1989, à trois mem-bres (1). Ils le rejoindront à une vingtaine, peut-être davantege, sans compter une poignée d'appa-rentés. «Le groupe PS et apparen-tés, précise M. Charles-Emile Loo, meire du cinquieme sectour et principal artisan de la « réconciliatioon, se situera pleinement dans le cadre de la majorité municipale, mais il aura sa personnalité et fera connaître ses points de vue, »

Cette normelisation était, en l'occurrence, dictée par les statuts du PS, si ce n'est par les faits, «Nul n'ignorait l'hétérogénéité de Mojorité-Marsellle», observe M. Yves Bonnel, maire (Association des démocrates) du quatrième secteur. A ses yeux, l'organisation de la vie municipale en groopes politiques différents, mais soli-daires, «q au moins le mérite de la clarté». Son réalisme n'est pourtant pas partagé par d'autres M. Christian Poitevin, adjoint à la culture, s'est fait l'interpréte en jugeent, publiquement, le démerche des transfuges acontraire d l'esprit et à la volanté

Le maire de Marseille o'est pas d'un autre evis. «On a le droit d'avoir ses opinions, traoche-t-n, mais on ne peut pas tramper les électeurs » Sous-entendu : les électeurs n'ont pes voté PS, meis Vigouroux, c'est-à-dire pour des listes appolitiques». Bon gré, mai gré, il devra néanmoins s'accommoder de cette situation oouvelle, qui pourrait bien donner le signal, sur fond de manœuvres électorales - il s'agit, eussi, de se positionner

pour les prochaines cantonales et régionales, - d'une véritable recomposition de sa majorité, avec l'émergence de deux poles concurrents : celui de la gauche, constitué outour du PS, et celui du «centre», dominé par le Groupe d'action économique et sociale (2).

La récente «affaire Hini» n'a pas contribué à détendre une atmosphère qui se dégrade. Le 2 avril, M. Albert Him, premier adjoint (ex-PS), considéré jusqu'ici comme l'un des partisans les plus inconditionnels de M. Vigouroux, sorteit, publiquement, de ses gonds. Se cible: l'un des deux gonds. Se elble : un des deux secrétaires généraux de la mairie, M. Gérard Dumont, tancé pour la façon dont il svait réglé la «remu-nicipalisation» de deux associe-tions de la ville. Il était évident que M. Hini mettait anssi en cause le maire de Marseille. Réplique de M. Vigouroux:

« M. Dumant a toute ma
consiance. Si certains ont des problèmes, c'est leur offaire. Pour moi,
il n'y en o pas. A chacun de prendre ses responsabilités.»

M. Hini e mai vécn ce désaveu et confie, oujourd'hni, qu'il s « songé à donner [sa] démission ». Il e du patienter trois semaines evant de pouvoir s'expliquer en tête à tête evec le maire. Il tire, nerquois, le conclusion de leur entrevue: « On s'olme.» M. Vigouroux, lui, «n'q pas de commensaire à faire». En d'autres termes, comme majots témoignages officieux le confirment, la rupture est consommée entre les deux bommes, mais ils s'efforce-ront de sauver les opparences.

Un cabinet « digne de Matignon »

« Je campte gorder ma liberté d'expression sans manquement à la solidarités, promet M. Hini, qui s'est décidé à retourner su PS. D'autres que lui se chargent de mettre an jour les défauts du «sys-tème Vigouroux», Leurs critiques ne sont pas inédites, on les enten-dait déjà il y a un an (le Monde du 11 avril 1990), mais, cette fois, elles s'expriment ouvertement et sur un ton parfois peu amène.

«Les élus en unt assez!». S'em-porte Mas Jeanne Leffitte, deuxième adjoiot, déléguée à la culture, qui dénonce «le manque de consionce absalu du moire », voire «son profond mépris» covers ses colistiers, « dont certains, accuse-t-elle, sont considérés accuse-t-elle, sont consideres comme des empinyés de maison». En fait de dialogue, « M. Vigouroux ne parle qu'à lui-même ». Et, en comptant bien, elle o'a pu le rencootrer en tête à tête, au bout d'un en de mandat, « qu'un quart d'heure à l'néroport de Takyo » (allusion à la « manie » des voyages à l'étranger du maire, que l'un de ses eutres adjoints associe

férocement à « son désir effréné de paraître »). Selon Mª Laffitte, M. Vignurnux n'aurait qu'une antienne à le bouche : « Vous êtes étus grâce d moi et vous me devez un binno-seing ».

مجكنا من الاجل

un binno-seing ».

Même s'il n'est pas « personnellement concerné », M. Michel Cristofol, edjoint à l'habitat, constate,
lui eussi, « un déficit de confiance »
cutre M. Vigouroux et les membres de sa majorité, « d'nù provient
tout le mnl ». On tient surtout
rigueur au maire de Marseille de
diriger les affaires de la ville à travers un eabinet ampiontont. vers un exhinet omniontent. a digne de Mntignna » (3). Tout comme on lui impute un manone de travail collectif « nuisible, estime M. Jacques Boulesteix, conseiller délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche, d'émergence des idées et des projets. Cet astrophysicien, venu du PC, regrette, lui aussi, que « le poids de la technostructure l'emporte sur celui des élus » et déplore « l'obsence de réflexinn politique sur l'nyenir de l'ogglomération marseilloise ».

Les critiques exaspéreot M. Vigouroux. Gare au journaliste qui s'en fait l'écho devant lui! Il s'enteod reprneber, vertement d'avoir choisi ses interlocuteurs « d'une monière purement ortificielle », de n'être intéressé « que par le côté politicaillerie », de vou-loir, é tout prix, « ressusciter le passé » et de o'être animé, en un mot, que du désir de nuire « à une municipalité qui travaille ».

Pour eutant, le maire de Mar-seille ne tombe pas des nues « Je sais, reconnaît-il avec egacement, qu'on recommence à jouer au jeu de massocre. Je sais qu'un petit nombre de personnes et certoins médias cherchent à déstabiliser une mairie qui marche, mais les Marmairie qui marche, mais les Mar-seillais, eux, n'entrent pas dans ce jeu-là, et je n'y jouerai pas non plus. » Des critiques, il pourrait pourtant, lui aussi, en retourner à ses détracteurs et « dire, parfols, des choses qui ne seraient pas agréables à entendre pour les uns ou les autres ». Il s'en abstient parce que «ce n'est pas (son) rôle v et qu'il s'est toujours refusé « à

GUY PORTE

(1) MM. Michel Pezet, député, ainsi que MM. Lucien Weygand et Jean-Noël Guérini, respectivement président et rapporteur général du budget du conseil général des Bouches-du-Rhôde.

general des Bouches-du-Khôde.

(2) Créé en mars 1977, et composé de dix-sept membres, dont deux maires de secteur et six adjoints, célui-ci n'a, théoriquement, qu'une fonction administrative, mais, très bien organisé, il exerce une réelle influence au sein du conseil municipal.

13) A la différence de Gasion Defferre, M. Vigouroux s'appuie sur un cabinet étoffé, comprenant une vingtaine de charges de mission et conseillers techni-ques leadres A et B de la fonction publi-que territoriale).

LIVRES POLITIQUES

Un peu de vinaigre surtout avec des mots. On en dirait autant de la littérature, à cette différance prèo que celle-ci use da le forme pour s'inserire dans l'éternité, tandis que l'autre s'en sert pour egir dens la présent, mēma lorsqu'il s'agit d'engeger l'avenir. La politique est foncièrement opportuniste et, souvent, souffre d'être examinée à mi-distance, evac un racul qui ne permat pas déjà le jugement historique meis qui sollicite enenra une mémoire à peine rafraîchie. En raison de cette précarité, elle ne snuhaite pas être

repond en invaquent l'asprit du temps. Les hommee politiques préfèrent sélectionner eux-mêmes leurs souvenirs et ils ne se privent pas de le faire lorsqu'ils jugent bon da remettre en perspective leur carrièra at leur action. Quni de plus horripilant, en effet, que da se voir opposer un propos encien, une citation datée, qui semblent illustrer une contradiction personnelle ou un revirement? Notons qu'entre eux, dans le cadra de leurs joures profescionnellee, les intéressés se livrent volontiers à ce petit jeu : eussi sont-ilo encline à penser

détail de leur éloquence d'antan, c'est evec une errière-pensée lité à son égard. polémique. Ils n'ont pas tort. La D'una certaine manière, pour perade cleasique de e la chetion retirée de son contexte » reste débat politiqua, il est bon que, efficace meia ne saurait évacuer devenu président de la Républitout ce que les rappels intempestifs du passé ont de surprenem et Un psmphlétaire enonyme, qui cie de mitterrandologie critique, dissimule, nous dit-on, un heut fonctionnaire, o'est complu à recanser certains des propos et écrita de François Mitterrand

depuis son entrée en politique jusqu'à la période de la cohabitatinn. L'euteur oureit-il été muté dans un placard da l'administration? Toujours est-il qu'il fallait du temps pour antreprendre cas patientes recherchee et, aussi, de fortes motivations. Celui qui signe François Moyen ne se cache pae d'avoir voulu remettre en lumière « les rappels les plue fâcheux » qui | qui les régissent. L'entiparieman- | 112 pages, 89 F.

L'ouverture de la fonction publique aux ressortissants de la CEE sera progressive

A l'Assemblée nationale

sera-t-elle mise en place progressi-

vement : des décrets en Conseil

d'Etat fixerent ce que M. Soisson

e appelé « le degré d'nuverture » des postes de fonctionnaires aux ressortissants de la CEE « Le principe de lo réciprocité n'étant pas admis par les textes instituant lo Communauté européenne, celle démarche progressive et pragmati-que est in plus sûre», e-t-il explidispositions ne mettent pes en esnse le principe des concours d'accès aux postes, les ressortissants communautaires y clant soumis comme les autres candidats français. Seule la clause de nationalité est supprimée mois, bien emendu, la maîtrise de la langue est exigée de tous les candidats. M= Nicole Catala (RPR, Paris) avait déposé un amendement exi-

geant la connaissance du français, qui a été repousse comme superfétatolre, les ennenurs evont lieu dans celte langue. D'une façon plus générale elle e adopté une position plus critique que son groupe, estimant notamment que la régle d'égalité d'aecès enx emplois de la fonction publique risque d'être altérée par ce texte. Elle s également regretté que le rôle du législeteur soit limité dans la définition du « degré d'ouver-ture » des postes.

Une prime pour les quartiers difficiles

Les députés communistes on! multiplié les amendements de suppression. Ils ont également défendu, en feit, une question préalable pour lenter de convaincre l'Assemblée de ne pas discuter de ce texte. M. Roger Gonhier .(Seine-Saint-Denis) o dénoncé un projet qui « prépare de nouveaux coups contre notre fonction publi-que et nos services publics ». « La dérive supronotionale, lo soumis-

sinn de nos institutions à des intéréis qui ne sont pas ceux de notre peuple doivent être combattues avec la plus extreme ferniete. a-1-il dit.

Le ministre a rappelé que resteront fermés les corps dont les mis-sions ne sont pas separables de l'exercice de la souveraincié nationale (défense, justice, diplomatie, finances). Il en sera de même pour les fonctions impliquant l'exercice d'un pnuvnir de enntrainte, comme, par exemple, relle d'ins-perteur du travail. Le gouvernement et la commissina des luis nat préféré, tnuiefnis, supprimer un siout du Sénat, qui comportait le notion de « sauvegarde des intérets généraux de l'Etat ». M. Soisson e explique que ce critère n'était pas assez précis et qu'il pouvait laisser entendre que certaines sonctions participaient à la sauvegarde des iniérêts généraux de l'Etat, et d'autres pas.

Enfin, les députés ont edopté un important emendement, prévnyant un avantage spécifique d'ancien-nete pour les fonctimmaires affectes dans une circonscription qui comporte un quartier pour lequel l'Etat e passé une convention de développement social urbain. Cet avantage n'est eccordé que si le temps passé dans ces quartiers urbains difficiles est au moins de trois aos sans interruptinn. Il concerne oussi bien les gendarmes que les personnels enseignants ou non enseignants affectes dens un établissement scolaire placé eo zooe d'éducation prioritaire en milieu urbain, Les députés de l'opposition et du groupe communiste ont jugé insuffisante cette mesure. Le ministre a rappelé, quant à lui, que cet amendement coureux avait nécessité l'ovai du ministère du budget et qu'il correspond à une charge d'environ 400 millions de francs en régime de croisière.

PIERRE SERVENT

prize au mot et, lorsqu'na lui

oppose le pied de le lettre, ella

que, si l'nn ve fouiller dane le

de significatif.

A grande faiblesse de la poli-

tique, c'est qu'elle se fait

dans la salade ne figurent pas dans les compila-tiono das diocours et écrito du chef de l'Etat, il paraît lui-même fasciné par «l'étrange répulsionattirance de François Mitterrand à l'égard de de Gaulle » et il avance cette hypothèse que l'un n'aurait pas pardonné à l'autre d'evoir été ce que lui-même ne pouvair ever. Outre qu'il n'est jamais vain de

rappeler à ceux qui ont brigué des reoponsebilitéo publiques le teneur de leurs engegementa. promeeses et pases de position, le principal apport de ce treveil est dans l'accumulation et la précision des références. Il est vrai qu'à ce titre il peut être utile, comme le dit l'auteur, aux eminrerrondnphiles, mitterrandophobes, mitterrandolatres : chacun y trouvera de quoi nourrir son eversion, sa sympathie ou sa foi. Tnute cernère pulitique aut un combat. Au cours de lo sianne, qui est longue, François Mitterrand e été, tour à tour, agreseif, agresseur et agressá; sa fonction actuelle l'incline à la pacification mais ne désarme pas toute hosti-

lui-mêma et pour la senté du qua, il ne soit pas embaumé de son vivant. Après tout, quand nn o écrit, comme le rappelle ce préque « l'échec n'est pas d'arriver nulle part, meie de n'evoir pes essayé a et qu'en plue on aut errivé quelque part, on peut voir

Sì, en tant qu'homme politique, Françoie Mitterrand n'a paa été ménagé, les parlementaires sont, traditionnellement, la cible d'une forme de raillerie qui fait fonction d'exutoire : c'est l'una des composantee du comportement des Français à l'égard des institutions

ANDRÉ LAURENS torisme n'e plus la signification qu'il eveit larsqu'il incarnait la refus de le démncretie représentative at il a perdu de sa virulance comme expression de défiance à l'égard d'un centre de pouvoir collectif texé d'inespansabilité, simplement perce que le Parlament n'e plus le rôle majeur dans le oystàme institutionnel de le

V. République; les effets da la

décentralisation et le poids gran-

dissent das contraintea euro-

péennes contribuent à ce déclin. En perdent de leur lustre, las députés n'auraient nen corrigé de ieuro travers, lesquals n'an deviendraient que plus voyante et enachmiques. C'est ce que leur reproche un auteur, annnyme lui eussi, soua la forme d'une interpellation, comme l'on disait autrofois à la Chambre, da Marianne, symbole de la République, à aon Député, député chéri. Dialogue qui se veut sévère mais juste et qui permet d'examiner l'habit de le députation eous tnutes ees coutures et rafistolages. Il faut bien dire que les plus récents de cas rafistolages (smaistie, sffaire Nucci) laissant à désirer : l'euteur y revient svec l'ecuité et la familiszité d'un habitué du Parlament, de son personnel, de see procédures et de ses taiblesses.

Peut-on se moquer deo socialistes? Souo ce titre bennît dix dessineteurs réonndent à leur menièra, dane un elbum qui est une sélection de dessins inspirés par l'ectuelité politique et déjà parus dens la presse. A l'unanimité, ils samblent estimer que l'on peut se moquer des socielistes, surtnut Inrsque ceux-ci semble*n*t prendre lea devants en donnent l'impressinn de se moquer du monde. Un album qui réagit, comme na dit, et confirme qu'un bon dessin, et a fortiori plupieurs bone dessins, valant mieux que n'importe quel sondaga. ▶ Le Petit Livre rose, de Fran-

çois Moyen, La Teble ronde, 320 pages, 85 F.

 Député, député chéri, de Marianne, Editions de l'Espace européen, 160 pages, 95 F. Peut-nn ee moquer des socialistes? La Découverte,

COMMUNICATION

Après son engagement auprès de l'ex-président de la MGM, M. Giancarlo Parretti

Le Crédit lyonnais dans le collimateur de la Bourse d'Amsterdam

AMSTERDAM

de notre correspondant

Le Crédit lyonnais et sa filiale de Rotterdam, la Crédit lyonnais Bank Nederland (CLBN), auraientis entrepris trop tand de normali-ser leurs rapports avec M. Gian-carlo Paretti, devenu propriétaire de le Metrn Goldwyo Mayer (MGM), eu terme d'une OPA financée dans des conditions sussi musérieurses que l'ansemble de ses mystérieuses que l'ensemble de ses mysterieuses que l'ensemble de activités? Bien qu'elles aient dernièrement contraint l'homme d'affaires italien à abandonner la présidence de la MGM et à céder ou moins 40 % du capital de celle-ci (le Monde du 9 mai), la banque nationelisée française et so branche néerlandaise ne sont pas parvenues à se protéger des feux de la rampe. Au contraire.

Selon nos toformations, lo Bourse d'Amsterdam o posé ven-dredi 24 mai sux dirigeants de la creoi 24 mai sux dingeants de la CLBN une série de questions portant sur son engagement dans les affaires de M. Paretti et sur « le décalage entre la réalité et leurs informations antérieures ». La Bourse phorfocaire, a correction Bourse nécrleodaise e eotrepris cette démarche inhabituelle après que le quotidien NRC Handels-bland eut révélé, sur la foi des documents remis par la MGM à la Securities and Exchange Commis-

sion - le gendarme de Wali Street, - que les crédits consentis par la baoque fraoçaise eux sociétés gigognes de M. Poretti dans le einema (Mélia, Pathé-Communica-tions et MGM) totslisaieot 737 millions de dollers. Or, début evril, en présentant les comptes 1990 du CLBN, M. Jeancomptes 1990 du CLBN, M. Jean-Jacques Brutschi, président du directoire, avait minimisé l'endet-tement de M. Peretti et evait notamment affirmé que le CLBN n'avait pas aidé celui-ci à racheter la major américaine. Aujourd'hui, la Bourse d'Amsterdam met expli-citament en deute la parole des citement en doute la parole des dirigeants du CLBN. Elle a demaodé à ses dirigeaots de répondre « rapidement ».

Per ailleurs, l'association de défense des porteurs de titres immobiliers (VEB) a aussi demandé le 24 mai au CLBN de fournir des explications sur ses rapports evec la MGM, Moins de 10 % des actions du CLBN sont dans le public, mais le VEB, très actif ple visiblement pas publié actif, n's visiblement pas oublié que la filiale de la banque française était également le banquier de Bobel, une société de porteseuille de la nébuleuse Paretti, un temps bannic du tableau officiel des cotations.

Enfin, à la suite des informa-tions du NRC selon lesquelles la

banque de Rotterdam avait enfreint les régles de solvabilité fixées par la Banque des Pays-Bas, en accordant à l'homme d'affaires itelien des prêts d'un mooteot équivalent à ses fonds propres, la direction du Crédit lyocoais de Peris a feit savoir qu'elle était garante à cent pour cent des enga-gements de sa filiale. C'est la première fois que le siège parisien de la Banque admet être au courant des activités de sa filiale néerlandaise alors qu'il svait fait mine, il y e quelques semaines, de s'éton-ner de l'ampieur des crédits accordes à M Parretti. Une position difficilement soutenable puisque deux hauts responsables parisie M. Jean-Yves Haberer, sont admi-nistrateurs du CLBN.

CHRISTIAN CHARTIER

n Pioanier du « talk-show ». Johnny Carson amonce son départ de NBC. - Johnny Cerson a annoncé, jeudi 23 mai sur NBC, qu'il abondooncrait l'ecren le 22 mai 1992. Agé sujourd'hui de soixante-cinq ans, Johnny Carson, aura pessé trois décennies à bavarder face aux comeras. C'est en 1958 qu'il e débuté, avant de devenir animeteur vedette en 1962, avec sa célébre émission

Deux cents déboutés du droit d'asile obtiennent une autorisation provisoire de séjour

domineient, semedi 25 mei, parmi les quelque deux cents « déboutés du droit d'asile » en grève de la faim parfois depuis cinquante joure. La veille, le gouvernement avait décidé de leur accorder una autorleation provisoire de séjour de trois moie, afin de trouver une solution pour chacun. Une concertation globale va égelement e'ouvrir sur l'amélioretion des procéduree d'instruction des dossiers dee demendeurs

Trois jours après la nomination par M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, d'un conciliateur, M. Bernard Brunhes, le cunflit opposant les « déboutés ». Kurdes de nationalité turque el Africains noirs en majorité, au gouvernement semblait samedi en voie d'apaisement. La greve de la faim, qui menacait d'avoir une issue dramatique avec la dégradation de l'état de santé des grévistes de Bordeaux et l'intervention de la police mardi soir dans cette ville, devrait cesser dans les jours à venir, après concertation entre les jeuneurs, métiants à l'égard des promesses gouvernementales,

Les représentants du «réseau» de

soutiennent le mouvement, ainsi que des grévistes de Paris, Bordeaux, Saint-Dizier, Strasbourg et Fameck, ont été reçus longuement, vendredi 24 mai, par M. Brunhes, qui a ensuite remis ses canclusions au ministre. Daos la soirée, ils ont encore dialogue trois heures durant avec M. Bianeo, en présence de M. Brunhes et M. Gérard Moreau, directeur de la population et des migrations au ministère. Même si la situation ne se prête à aucun triomphalisme, les délégués des grévistes notent «un changement de ton et de pratique». «Nous allons bien négo-cier avec M. Bianco. C'est la personne qu'on ottendoit, commente l'un d'eux. Les discussions se sont déroulées dans un bon climat, mais tout ne peut être réglé d'un seul

A l'issue de ces discussions, le ministère des affaires sociales et de l'intégration publiait un communiqué annoncant que des autorisations de séjour de trois mois allaient être délivrées aux quelque deux cents grévistes de la faim. Ces trois mois, précise le ministère, « leur permettront de recouvrer leur santé et nous permettront de chercher ensemble les solutions les plus adaptées : recours, réexamen éventuel de leur demande d'asile, autorisation de séjour et de unvail délivrée à ceux qui, ne pou-vant décidément bénéficier du droit d'asile, l'ont demondé ovont le

I= janvier 1989, ont du attendre au moins deux ans la décision définitive clair, les deux cents grévistes, qui vivent pour la plupart depuis de nombreux mois en France, souvent progressivement régularisés. Reste la question des autres demandeurs estimé à plusieurs dizaines de milliers. M. Bianco souhaite rechercher une réponse aux problèmes soulevés par l'inflation du nombre des demandes et l'accélération des procèdures d'instruction des dossiers, jugées expéditives par les associatinns de soutien.

Il a chargé M. Gérard Moreau et Jean-Marc Sauvé, directeur des libertes publiques et des affaires juridiques au ministère de l'intérieur, d'améliorer les procèdures» dans le «d'améhorer les procédures» dans le cadre de la législation existant et du droit international avant le le septembre. Il s'agit de garantir «l'audition des demandeurs», de «réduire les délais d'attente qui ne devraient pas evoéder trois mois» et d'accroître les moyens des administrations. Le gouvernement s'engage en particulier examiner la situation des demandeurs d'asile qui, en attendant la décision de l'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), «se sont Insèrés sociale-ment, familialement et professionnel-lement et ont un emploi durable».

Le réseau de solidarité avec les

positive qu'avec l'appui et la mobili sation de tous ceux pour qui le droit d'asile, les droits de l'homme et le respect de la dignité de chacun ne sont pas de vaines paroles». Les grévistes, consultés dans la nuit de vendredi à samedi, craignent en effet qu'une démobilisation ne fasse oublier au gouvernement ses pro

Redoutant de se faire arrêter des leur sortie des salles paroissiales où ils jeunent, ils ont décidé de poursuivre leur grève jusqu'à la réception des autorisations de séjour provisoires et l'ouverture de la concertation annoncée. Ils devaient maintenir la manifestation nationale de samedi à Paris, entre le carrefour Strasbourg-Saint-Denis et la Madeleine, une délégation demandant à être reçue à l'Elysée afin d'y remettre sept mille dossiers de demandeurs d'asile déboutés.

Certains souhaitent qu'une autorité morale soit désignée pour garaotir le suivi des négociations et jouer eventuellement le rôle d'arbitre. Il pourrait s'agir de l'abbé Pierre qui, des l'annonce de la décision gouver-nementale, a appelé les grévistes à cesser leurs a privations périlleuses » et à a reprendre leurs forces pour continuer à servir les souffrants».

PHILIPPE BERNARD

PARIS

Espaces piétonniers, nouveau mobilier urbain

Deux ans pour réaménager les Champs-Elysées

La rénovation des Champs-Elysées sera à l'ordre du jour de la séance du Conseil de Paris, lundi 27 mai. Après plus d'une année d'études et de consultations, la mairie de Paris a retenu le projet de l'architecte Bernard Huet pour donner une seconde jeunesse à la plus belle avenue de la capitale. La suppression du stationnemnt sur les contre-allées libérerature de 4 hectares nour les promeplus de 4 hectares pour les prome-neurs et accueillera une seconde rangée d'arbres (le Monde du 12 janvier 1990).

Pour compenser la disparition des 390 places de stationnement des Champs-Elysées entre le rond-point et la place Charles-de-Gaulle, un pare souterrain de 860 places sera construit entre les rues de Washington et La Boétie. La restauration des trottoirs par la pose d'un revêtement de granit et l'installation d'un nouveau mobilier urbain – kiosques à journaux, bancs et cabines téléphoniques – sera étudiée. Enfin, il a été décide de remettre de l'ordre dans l'installations de l'installation d'un nouveau mobilier urbain et l'installation d'un nouveau et l'installation d'un nouveau mobilier urbain et l'installation et l'installation et l'installation et l'installation et l'installation et l'installa de café et des enseignes publici-sires, dont la profusion a contri-bué à la dégradation des Champs-

Selon M. Chirac, la sauvegarde des façades de la célèbre evenue pourrait être mieux assurée par la création d'une « zone de protection du patrimoine orchitecturol et urbain». Les travaux commenceront au cours du premier trimestre 1992 pour s'achever en 1994. Leur contret et estimé à amison 200 mil. cout est estimé à environ 200 millions de francs.

SPORTS

tees, innui 27 mai, anx eta de capitale : création de la place Cha-lon (12·) au débouché de la gare de Lyon et des lignes du TGV; restauration de la place des Fètes (19°) et recooquete, poor les flâneurs, des boulevards Richard-Lenoir et Jules-Ferry (11°), qui recouvrent le canal Saint-Martin entre la Bastille et la République et où la priorité sera donnée aux

La place des Fêtes restrurée

Principal pôle d'attraction d'en quartier de 15 000 habitants, la place des Fêtes, symbole de l'urba-nisme des années 60, n'est plus aujourd'hui qu'une dalle sinistrée, balayée par les courants d'air qui surgissent entre les tours disposées à la va-vite. Pour humaniser cette vaste place et lui donner enfin un rôle de liaison entre les différents secteurs du quartier, les services de la VIIIe ont décide de valoriser les cheminements piétonniers, de créer une terrasse plaotée à laquelle les riverains accéderont par des gradins, de restaurer les façades des boutiques et de tracer une allée verte qui conduira aux équipements publics. Près de 200 arbres seront mis en terre dans cette partie du 19 arrondissement. Le coût de cet aménagement est estimé à cioquante millions de francs.

JEAN PERRIN

JUSTICE

Des élus ayant été cités dans le dossier du Mans

L'affaire Urba pourrait être confiée à un nouveau juge d'instruction

Après le dessaisissement du juge Jean-Pierre, le 7 avril dernier, le dossier Urba avait été confiè au premier juge d'instruction du tribunal du Mans, M. Jacques Liberge. Ce dernier pourrait être à son tour dessaisi, car le nom de deux anciens élus du Mens, MM. Pierre Vila et Jean-Claude Boulard sont apparue dans la procédure. Le dossier, conformément eux règles du code de procédure pénale, e èté trensmis au procureur du Mans. Une requête est en cours de transmission à la chambre criminelle de la Cour de cassation, meintenent chergée de désigner la chambre d'eccusa-

tion chargée de l'instruction. tl y aura sans doute un second dessaisissement dane le dossier Urba. Celui du juge Jean-Pierre avait eu lieu dans l'à-peu-près et la précipitatinn, mais le dessaisissement de son successeur, M. Jacques Liberge, sera le fruit normal de l'évolution du dossier. Ce nouvel épisode était attendu : dés qu'un étu est « susceptible d'être inculpe d'un crime ou d'un délit ». Le eode de procédure pénale impose au procureur de la Répu-blique de saisir «sans délni» la chambre criminelle de la Cour de cassation, qui oriente alors le dos-sier vers la chambre d'accusation de son chuix. Personne n'ignorait que le juge Liberge serait dessaisi par la Cour de cassation le jour où sa procedure buterait sur le nom d'un élu de la Sarthe.

Une princédure pour extorsina de fonds, faux et usage de faux, et corruption visant un bureau d'études du Parti socialiste pouvait difficilement éviter de s'intéresser aux hommes politiques loceux.
M. Liberge était donc dans une
position difficile : s'il voulait conserver le dossier, il était cuntraint de poursuivre l'instruc-tion en évitant les noms d'élus sarthois. Une véritable gageure. Embarrassé, le juge manceau evait choisi la prudence. Il avait renoncé à ouvrir les cinq caisses de scellés saisies par le juge Jean-Pierre lors de sa perquisition dans les locaux d'Urbalechnic, à Paris. Inventoriés par la police judiciaire à le demande de M. Liberge, ces caisses avaient été transfèrées au palais de justice du Mans le mardi 9 avril, soit deux jours après la perquisition perquisition.

Pour les ouvne, il suffisait au juge de convoquer le seul inculpé de l'affaire, M. Christian Girau-

don, son conseil, Me Baudelot, et «le tiers chez lequel la saisie o été foite », le liquidateur d'Urba. Aucune démarche n'a jamais été faite en ce sens. Le juge d'instruction savait sans doute qu'il trouverait des noms d'élus dans les milliers de feuillets saisis ce jour-là dans les locaux d'Urbatechnic.

Le feuillet manquant des cahiers Delcroix

Mais la prudence du juge Liberge n'e pas suffi. Le dossier instruit par le successeur du juge Jean-Pierre s'est enrichi ces der-nières semaines de deux piéces portant des noms d'élus sarthois. portant des noms d'élus sarthois. La première est une audition de l'aneien délégué réginnal d'Urba pour les pays de Loire, M. Christian Giraudon. Inculpé d'extorsion de funds, de faux, et de corruption par le juge Jean-Pierre le 6 avril, à la veille de sa perquisitinn parisienne, M. Giraudun a été entendu par le juge

L'enfer est pavé de bonnes

intantinns. En eréant l'articla

681 du code de pracédura

pénale, la législateur vnulait

préserver l'impartialité de la jus-

tice lorsqu'elle aurait è se pro-nnneer dans una procédura

menée enntra dea parsonnes

dont la qualité ou la profession

pouvaient influencer le compor-

tement des juges. Les préfets,

lee magistrats, les malres ou

leurs adjoints disposent d'une

« dérogation » aux règles habi-

tuellea de poursuitee judiciaires

qui peut entraîner, comme au Mans, le dassaisissemant du

Dès que ces personnes sont

a susceptibles d'êtra incul-

pées», le procureur de la Répu-

bliqua présante « sans délei »

una requete à la chambre crimi-

nelle de la Cour de cassation

afin qu'elle désigne une juridic-

tion. Si les faits reprochés ont

été commis sans qu'il y ait un

lien direct avec la fonction da la

personna misa en causa, le

dérogation pourra être seule-

ment « territoriale » et les juges

suprêmes désigneront une juri-

diction différente da calla où

exerce cette parsonne. Si las

faits ont été commia dens

juge du lieu de l'infraction.

Liberge le 15 mai. Dans sa déposi-tion, l'ancien délégué d'Urba cite le nom de M. Pierre Vila, un ancien maire-adjoint socialiste de la ville du Mans. Cette seule indi-cation suffisait à fonder la transmission du dossier au parquet pour une saisine de la Cour de

Une seconde piéce pursant le nom d'un outre élu est venue s'ajouter à cette déposition. Transmise au juge Liberge par l'avocat d'Urba, M' Yves Baudelot, elle est au centre d'une histoire controversée. Le 23 mars dernier M. Thierry Jean-Pierre, qui était encore en charge du dossier, avait eoteodu, dans soo cabinet du Mans, Jean Montaldo, journaliste et directeur de collection chez Albin Michel, l'éditeur d'Antnine Gaudinn pour l'Enquête impossi-ble. Ce dernier lui avait alors remis une enpie des fameux cahiers Delcroix retracent les méceoismes de financement du PS: 626 pages authentifiées cinq

l'exercice de ces fonctions, la

dérogation porte aussi sur la

compétence puisque c'est une

chambre d'accusation qui tien-

dra le rôle du juge d'instruction,

Ce que les juristes appellent ele privilège de juridiction des personnes protégées e appuie sur un mécenisme procédural

axtrememant rignureux qui

impose une vigilance particu-

lière. Tout reterd dana la

requête adressée à la Cour de

cassation ast sévèrement sanc-

tionné puisqua tous les actes d'instruction réalisés pendant la

période litigieuse peuvem être annulée. A plusiaurs reprises,

des oublis fâcheux ont permis à

des apersonnes protégées» de

bénéficier de l'impunité. Inver-

sement, l'obligation de saisir la

Cour de cassation aussitôt que

la nom d'un élu apparaît dans

la procédure peut placer celui-ci

dans une position délicate a'il

n'a rien à se reprocher et ce

« privilège » devient alors bien

La chencelleria envisege de

modifier le texte. Mais beau-

coup de magistrate sont favora-

bles à le suppression des « per-

sonnes protégées s.

jours plus tard par l'ex-inspecteur Gaudino.

En consultant le dossier Me Yves Baudelot, également défenseur du PDG d'Urba, M. Gérard Monate, dans le dossier des fausses factures du Sud-Est, qui contient l'original des cahiers Delcroix, notait toutefois une disparition: celle de la page citant le nom de M. Jean-Claude Boulard, le président socialiste de la communauté urbaine du Mans. Constatant cette omission, Me Baudelot a transmis au juge d'instruction une photocopie du feuillet manquant. Le dossier s'est alors enrichi d'une seconde men-tion d'élu sarthois. Et donc d'une seconde occasion de saisine de le Cour de cassation.

Cour de cassation.

Le juge Liberge n'avait alors plus le choix : le dossier a été transmis au procureur de la République du Mans, M. Henri Bertrou. La requête du procureur, qui a été adressée à la Cour de cassation vendredi, est fondée sur le feuillet manquant des cahiers Delcroix et sur le procès-verbal d'in-terrogatoire de M. Giraudon mentionnant le nom de M. Vila, qui était à l'époque des faits adjoint au maire du Mans.

Une instruction laborieuse

Le juge Liberge se voit ainsi dépussédé d'un dossier dont il était chargé depuis le dessaisisse-ment do juge Jean-Pierre, le 7 avril dernier. Mais depuis lors, t'instructinn n'avait guére progressé. Les commissions rogatoires délivrées par le juge Liberge n'étaient pas encore « rentrées ». Il n'y a done aucune trace, dans cette affaire, du travail de le police judicieire, Les scellés n'ayant pas été ouverts, les seules pièces apportées au dossier depuis le dessaisissement du juge Jean-Pierre sont au nombre de deux : le feuillet manquant des cahiers Del-croix déposé par Me Bandelot et l'interrogatoire de M. Giraudon. Autant dire que depuis le 7 avril dernier, l'instruction n'e quasiment

pas evance. Aujourd'hui, le dossier est aux mains de la chambre criminelle de la Cour de cassation, qui désignera dans les semaines à venir la chambre d'accusation chargée de l'ins-truction. Rien n'empêche le Cour de cassation de renvoyer le dossier Urba à ses terres d'origines : la chembre d'accusation d'Angers . Mais elle peut choir, comme le veut l'usage, de «dépayser» l'af-faire en le confiant à une nouvelle chambre d'accusation.

ANNE CHEMIN

FOOTBALL: la fin du championnat de France Cannes européen et Toulouse-Lens en barrages

Pour la première fois de son 28 et 31 mai, les barrages pour histoire. I'AS Cannes disputera l saison prochaine la Coupe de l'UEFA. Loin derrière l'Olympique de Marscille, champion poor la troisième année coosécutive, Cannes s'est assnré, vendredi 24 mai lors de la dernière journée, la quatrième place du championnat . L'équipe de la Côte d'Azur devrait disputer la Coupe de l'UEFA en compagnie d'Auxerre (troisième) et peut-être de Monaco (deuxième). Si les Monégasques se

qualifient avec Marseille pour la finale de la Coupe de France, ils participeront à la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe et laisseront feur place en coupe de l'UEFA à Lyoo (cinquième). Dans le bas du elessement, Rennes (dernier) était déjà condamné à la relégation co deuxiéme division avec Bordeaux, placé en redressement judiciaire.

Ces deux équipes seront rempla-

cées la saison prochaine par Le

Havre et Nimes. C'est Toulouse

(dix-neuvième) qui disputera, les

contre Lens qui, vendredi 24, a battu Strasbourg (3-1) en prébar-rages de deuxième division. Résultats de la treute-buitième et dernière journée

Marseille b. Nice 1-0

*Brest et Sochaux 8-0 Paris SG b. "Nancy 2-0 Saint-Etienne b. Rennes 20 *Toulon et Monaco 1-1 *Montpellier et Cannes 0-0 *Auxerre b. Toulouse 2-1 *Lyon b. Bordeaux 1-0 *Caen b. Nantes 1-0

*Lille b. Metz 4-1 Classement final: I. Marscille, 55 points; 2. Monaco, 51; 3. Auxerre, 48; 4. Cannes, 41; 5. Lyon, 41; 6. Lille, 39; 7. Mont-Lyon, 41; 6. Line, 39; 7. a font-pellier, 38; 8. Caen, 38; 9. Paris SG, 38; 10. Bordeaux, 37; 11. Brest, 37; 12. Metz, 36; 13. Saint-Etienne, 35; 14. Nice, 34; 15. Nantes, 34; 16. Toulon, 34; 17. Nancy, 33; 18. Sochaux, 32; 19. Toulouse, 31; 20. Rennes, 28.

TENNIS

Les duels du premier tour à Roland-Garros

Le tirage au sort des Internatio-naux de France de tenois, qui débuteront lundi 27 mai à Roland-Garros, npposera les favoris, des le premier tour, à de redoutables spé-cialistes de la terre battue. Ainsi l'Allemand Boris Becker, le Tché-coslovaque Ivan Lendl, les Américains André Agassi, Pete Sampras et Juhn MeEnroe renen otreront respectivement l'Espagnol Jordi Arrese, l'Argentin Martin Jaite, le Suisse Merc Rosset, l'Autrichien Thomas Muster et le Soviétique Andrei Cherkasov.

A l'exception de leurs chefs de file Guy Forget et Fabrice Santoro,

l'Américain Malivai Washington et l'Allemand Alexander Mronz, les joueurs français se livreront à quelques duels fratricides : Rudolphe Gilbert cootre Henri Leconte, Catherine Suire opposée Pascale Paradis, Sylvie Niox-Chateau à Isabelle Demongent et Nathalic Tauziat à Pascale Etche-mendy. Les moins favorisés sont toutefois Frédéric Fontang ct Cédrie Piolice, opposés à deux têtes de série, le Yongosleve Goran Ivaniecvic et l'Américain Brad Gilbert

Le Monde

MAI 1991

BAC

CONSEILS POUR L'HISTOIRE-GÉO **ET LES LANGUES**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



The state of

gart. Gran

16200

 $V \in \mathcal{M}_{\mathcal{A}}$

Service Vigrands in

A Company

. عميد

504 NO

7. نشو ودار

S. 80

WHILE ...

× 3-4= ·

.....

سنامين المعاوي

97-5-6

Section Section

A PARTY OF

Salah marina in a

Same a

THE HAME TO STREET

100

...

ge was grant in

interest and

and the same of

4-

12 Table 1

- 11 مراوية المنازية المتعامل المتعامل

The second

- market

....

. . . -

Jugé trop optimiste

Le rapport de l'Agence de Vienne sur Tchernobyl est contesté par l'Ukraine et la Biélorussie

A la conférence de l'Agence d'Ukraine, à Pelesskoe et Narodi-internationale de l'énergie atomi-que (AIEA), qui s'est achevée à vienne vandred 24 mai, des représentants de l'Ukraine et de culticaine et de culticaine s'améliorerait. En la Biélorussie ont contesté le rap- revanehe, depuis 1989, les cas port officiel de l'Agence sur les conséquences radiologiques de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl (le Monde du 24 mai)

VIENNE de notre envoyée spéciale

« Trop aptimistes »: confortant les sceptiques, faurnissant leurs propres preuves, des délégués d'Ukraine et de Biélorussie à la conférence de l'AIEA de Vienne sur les conséquences radiologiques de l'accident de Tchernobyl, ont contesté les conclusions de l'étude commandée à l'Agence par les nutorités soviétiques.

Les éléments présentés par M. Bar Yakhtar, vice-président de l'Académie des sciences d'Ukraine à Kiev, donnent une image de la a Krev, donnent nne image de la situatinu sauitaire du pays plus inquiétante que celle du rapport. A în s i, s u r les 500 « liquidateurs» (1) de vingt-cinq à quarante ans, ehoisis parmi les 120000 qui habitent actuellement en Ukraine, 80 % présenteraient une baisse des défenses du système immunitaire. 30 % auraient des problèmes sexuels ot 40 % des problèmes sexuels ot 40 % des Une autre étude effectuée dans

les régions les plus contaminées RELIGIONS Dans un entretien à «l'Expansion»

«Le prolétariat de 1848 est à nos portes» affirme le cardinal Lustiger

Dans un entretien publié dans le dernier numera de l'Expansian (23 mai-5 juin), le cardinal Lustiger commente l'encyclique sociale de Jean-Paul II Centesimus Annus du 2 mai. Après le pape, l'archevêque de Paris critique e le pur libéralisme, le capitalisme sau-rage et le matérialisme économique dont était ne le totalitarisme», qui sont « aujourd'hui réfutés par un siècle de hute des classes et de guerres mondiales ». «Le capitalisme sauvage ne se

soucie pas plus de l'homme que les régimes totalitaires », affirme le cardinal Lustiger, ajoutant : « Le prolétariat de 1848 est de nouveau à nos portes, sous une forme histo-riquement nouvelle. Communisme nu pas, les masses affamées et ignorantes du tiers-monde nous entourent (...). Il y a péril pour les nations nanties à juger cette situa-tion normale, à s'y accoutumer, à l'aublier. Périlleux sammeil! Fousse tranquillité! Le pape joue au trouble-sieste des repus » « C'est au respect de l'homme que toute vie saciale dait donner l'absalue priorité», conclut l'archevêque de

d'anémie se seraient multipliés par trois chez les enfants et les prématurées par un et demi à

> Des groupes à hauts risques

Si les experts du groupe de Si les experts du groupe de l'AIEA se montrent extrêmement réservés en ce qui concerne les troubles thyroïdiens, M. Bar Yakhtar a affirmé que la clinique spécialisée de l'institut de Kiev aurait opéré vingt cancers de la thyroïde sur des enfants (contre un ou deux en 1988). Pour M. Bar Yakhtar, il existe des « preuves » que certains de ces problèmes sont en relation directe avec l'exposition aux radiations et qu'il est absolument nécessaire de enncentrer les études futures sur les groupes à hauts ris-ques: les liquidateurs, «ces cinq mille travailleurs qui se trouvent depuis 1986 dans la zone inter-dite», et les enfants qui unt reçu

Les conclusions du rapport de l'AEIA «ne nous permettent pas de baisser la garde», estime le scientifique ukrainien. Constat similaire du côté de la délégation de Biélorussie, dont le vice-premier minis-

qui ont été relevés dans sa République ». Ainsi, en 1990, auraient été enregistrés dans la région de Gomel quatorze cas de cancer de la thyrnide (enntre un seul en 1985), chiffres vérifiés par les autorités de Minsk et de Moscou. A propos de ces informations, le vice-président de la conférence de Vienne, M. Morris Rosen, n'a pas bésité à parler de « oui-dire » .

FRANCOISE NIÉTO

(1) Encore faudrait-il savoir exactement ce que recouvre ce terme. Car les définitions varient des personnes syant participé directement aux travaux d'assainissement du bloc 4 en 1986 et 1987 à toutes celles qui, depuis l'accident, on séjourne plus ou moins longremps dans la zune interdite de trente kilomètres autour de la centrale.

D Le prochain vol d'Ariane reposssé à juillet. - Le 44 vol de la fusée européenne Ariane, qui, initialement, devait avoir lieu dans la nuit du 3 au 4 mai, n été finale-ment repoussé au mois de juillet. La raison de ce choix tient à la découverte, lors de précédents lancements, de « enups de bélier » dans une canalisation d'alimenta-tion en hydrogène du moteur du troisième étage. Des modifications sant en enurs. Elles devraient notamment donner lieu à l'installation d'une vanne destinée à écrêter ees pies de pressinn de l'hydrogène.

CORRESPONDANCE

Les finances du Vatican

Nous avons reçu de M. Joaquin Navarro-Valls, directeur de la salle de presse du Saint-Siège, la réaction sul-vante après un article consacré uux finances du Vatican (le Monde du II avril): .

Le journaliste estime que les appels à l'application du canon de l'Eglise, qui prescrit aux diocèses de procurer au Saint-Siège les moyens sans succès». Je puis confirmer que, selon les chiffres publiés ces der-nières années, le denier de Saint-Pierre a représenté des contributions de l'ordre de 48 à 50 millions de dollars de la part des Eglises locales, ce qui est déjà important, même si cela ne suffit pas à compléter les revenus propres du Saint-Siège. Il est fait état de « quatre-vingt-dix » arga-nismes du Saint-Siège. Ce chiffre est largement exagéré. La Curie com-

dans le traitement du sida. - L'Organisation mondiale de la santé va démarrer, en juin, un essai à grande échelle pour déterminer l'intérêt du Kemron dans le traitement du sida, a annancé M. David Heymann, l'un des res-ponsables du programme de lutte contre le sida à Genève. Le médicament sera administré pendant six mois à six cents personnes en Afrique. Fabriqué à partir de fai-bles doses d'interféron alpha, le Kemron, médicament expérimental très populaire en Afrique, avait suscité des réserves de l'OMS sur

porte, outre la secrétairerie d'Etat, neuf congrégations, crois tribunaux, et douze conseils pontificaux, aux-

> nismes techniques au nombre d'une quinzaine. Les effectifs sont, pour la plupart, très modestes. Depuis le Concile, le nombre d'organismes et l'effectif da personnel a augmenté sensiblement, mais la progressinn du numbre des « salaries laïcs» qui serait passe de 1 400 il y a dix aus à «3 200 (dont 900 retraités)» ne correspond pas à l'évolution réelle. Le dernier chiffre (3 200 actifs et retraités) comprend, en plus des laīcs, les prêtres et religieux, de

quels il faut ajouter divers arga-

même que le personnel des organismes de communication enmme l'Ostervatore Romano et Radio-Vatican. Cet effectif est pratiquement stable depuis 1985.

son efficacité (le Monde daté 16-17 septembre 1990). - (UPI.)

a Reconduction de la grevo des infirmières auesthésistes. - La coordination nationale des infir-miers et infirmières spécialisés en anesthésie et réanimation a décidé, vendredi 24 mai, de reconduire pour huit jours la grève observée depuis le 21 mai pour réclamer la mise en place d'une grille indiciaire spécifique. Les médecins anesthésistes-réanimateure pour unianesthesistes-reanimateurs poursu vent également leur grève des gardes et des astreintes commen-cée le même jour.

Naissances - Dominique et Bruso ASENJO-ROUALDÈS

né le 6 mars 1991, à Paris. 16, rue du Dragon, 75006 Paris.

- William, Flora, Stéphane,

ont la joie de faire part de la naissance

Maxime

le 27 fevrier 1991.

Dumartheray/Van Millingen, 20, rue Pelleport, 75020 Paris.

Mariages

- Véronique TRILLET et Gilbert LENOIR sont beureux d'annoncer leur mariage qui a été célébré dans l'intimité, le sameti 25 mai 1991, à Grimaud (Var).

5, rue Gentil, 69002 Lyon,

Décès

M= Francis Cornet,
 M, et M≈ Denis Cornet,
 Bénoît Gérôme et Xavier Cornet,

ont la douleur de faire part du décès de M. Francis CORNET,

survenu le le mai 1991,

Le service religieux a été célébré le 7 mai, en l'église Saint-Clément d'Ar-

5, route d'Egly, 91290 Arpajon.

- Ma Emile Gruwez, Ses enfants Et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

> maître Emile GRUWEZ, docteur en droit,

survenu le 16 mai 1991, en sa quatre-

109, rue de Dunkerque, 62500 Saint-Omer. 39, rue Saint-Bertin,

· Croix, Lynn, Grenoble, Bar-le-

M. et Ma François Isaac et leurs enfants.

62504 Saint-Omer

M. et Ma Gérard Isaac et leurs enfants. M. et M= Teddy Isaac et leurs cufants,

M. c. M. Jean-Marie Isaac et leurs enfants, Les familles Isaac-Tresca et Thibeau-

font part du rappel à Dieu de

M" Henri ISAAC, née Françoise Thibeau,

le 22 mai 1991, dans sa quatre-ving-

Ils rappellent à votre souvenir M. Henri Isaac.

La cérémonie religieuse et l'inhuma-tion auront lieu le lundi 27 mai, à Ecully (Rhône), à 14 h 15, en l'église

Frère Jean (Louis) ISAAC, o.p.,

CARNET DU Monde

est entré dans la paix du Seigneur, le 22 mui 1991, dans sa quatre-vingt-unième nunée, lu soixantième de sa profession dominicaine et la cinquante-cinquième aunée de son ordination

Les obséques seront célébrées la

lundi 27 mai, à 14 b 15 en l'église du Pérollier, à Ecully (Rhône).

Une eucharistie sera célébrée en mémoire de lui, au couvent Saint-Jac-ques, 20, rue des Tanneries, Paris-13, le lundi 3 juin, à 19 heures.

De la part du Frère Francis Mar-neffe-Lebréquier, provincial, et des Frères du couvent Saint-Jacques.

Bruxelles, Monastir, Gafsa, Istres,

Et sa famille, ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Abdel Krim B'CHIR,

prvenu le 24 mai, à Monastir (Tunisie).

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. R. Thuilier,

M= Cologny, M= Colin, et leurs enfants,

M= Charial-Thuilie et ses enfants. Le personnel de l'Oustau de Bauma

Le personnel de la Cabro d'Or.

M= Jeanne MOSCOLONI,

chevalier de la Légion d'honnes chevalier du Mérite national, survenu le 24 mai 1991.

Les nbsêques auront lien en l'église de Maussane, lundi 27 mai, à 10 h 30, dans la plus stricte intimité.

La famille ne reçoit pas. - M. Michel Mouchaino,

Myriam Coulon et Agnès Flavian,

Sarah et Fanny, ses petites-filles, Annette Schoppig.

sa sœur, Pierre Veil, son frère, Robert et Ruth Job,

son oncle et sa tante, Et loute la famille, font part du décès de

M= Lise MOUCHNINO.

survenu le 23 mai 1991.

L'inhumation aura lieu au cimetière israélite de Sacrebourg (Moselle), le handi 27 mai, à 16 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

- Paris. Locquenoie.

M- Jeanne Vaudran-Cosquer, a la douleur de faire part du décès de

Alain VAUDRAN.

dans su quarante et unième nunée, le 12 mai 199!.

De la part de Sa famille

du Père-Lachaise, à Paris.

Et de ses amis. L'incinération a cu lieu au cimetière

75007 Paris. 14, rue du Maréchai-Leclerc, 29670 Locquénolé.

Jean Kohler et Mª le docteur,

née Armgard von Biel, Et ses neuf nièces et neveux utérins, Avec les finnilles Alphandery, Bonnette, Brandy, Gauducheau, Kohler, Page, Serra, Valabregue, nut la tristesse d'annoucer la mort, le

16 mai 1991, à l'âge de quaire-vingt-huit aus, de André VALABRÈGUE,

ancien sénateur de la Communauté, puis ancien député, ancien vice-président de l'Assemblée nationale, président d'honneur de l'ORSTOM

et des Terres australes et antarctiques croix de guerre 1939-1945, vice-président de l'ordre des médaillés de la Résistance, commandeur de la Légion d'honne

Après les nosèques en l'église du Ménil, ses cendres serant inhumées dans le caveau de famille de Flavy-le-

La Corbière, 88160 Le Ménil [Né le 8 janvier 1903, à Paris, André Valabrèque avait été conseiller technique au ministère des traveus publics, du logament et de la reconstruct, de 1953 à 1955. Candidet du RPF aux discritors législatives de 1956. député (UNR) de la quantième circonscription de l'Hérault de 1958 à 1962, il avait été nommé sénateur de le Communauté en 1961.]

Anniversaires

- Le 26 mai 1982,

Charles PAPIERNIK

nous quittait.

Que tous ceux qui l'ont aimé se sou-

Avis de messe ~ Les amis et collègues de

Paul-Albert FEVRIER se rassembleront pour une messe à sa mémnire, le samedi 8 juin 1991, à 11 h 45, à l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, rue Saint-Jacques (mêtro

Communications diverses

- Le comité de Paris de la Ligue contre le cancer informe ses adhérents qu'ils se réuniront en assemblée géné-rale nrdinsire, le jeudi 6 juin, à 16 heures, au siège de la Ligne, 1, nve-nue Stephen-Pichon, Paris-13.

L'Institut Maghreb-Eurape orga-nise le samedi le juin 1991 de 10 heures à 13 heures une conférence-débat : « Réflexions sur la guerre d'Algérie», avec M. Harbi, B. Stora et R. Gallissot. A l'aniversité Paris-III (Saint-Denis), 2, rue de la Liberté.

 Monvement français pour le plan-ning familial. – L'assemblée générale de l'Association départementale de Paris se tiendra le mardi 4 juin 1991,

10, rue Vivienne, 75002 Paris. Soutenances de thèses

- Sorbonne-Paris-IV, 17, rue de la Sorbonac, amphithéatre Le Verrier, le 28 mai 1991, à 9 heures. Mª Karine Djiriguian snutlendra la thèse : « La souffrance dans le mythe des Labdacides: comparaison entre les tragédies de Sophoele Antigone et Œdipe roi et les drames d'Anouilh Antigane et

CARNET DU MONDE Renseignaments: 40-65-29-94 Tarif: la ligne H.T.

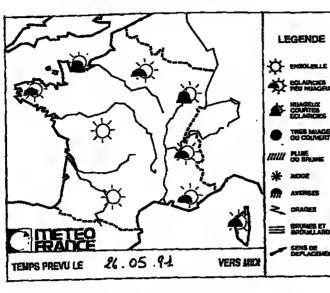
Œdipe nu le Roi boiteux.

Abonnés et actionnaires ... 80 F Communicat. diverses 95 F

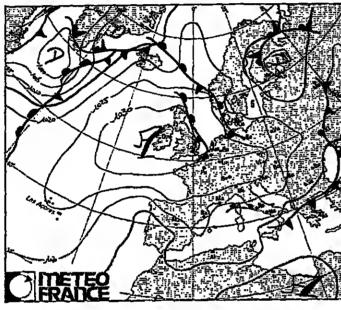


ÉCOUTEZ RTL TOUTE LA JOURNÉE DU 27 AU 31 MAI

Prévisions pour le dimanche 26 mai 1991 Doux et ensoleillé



SITUATION LE 25 MAI 1991 A 0 HEURE TU



Lundi 27 mai : nuageux dans l'Est. - Sur l'Aquitaine, Midi-Pyrénées et le Massif Central, des passages peu, et les éclaircles seront belles

Sur la Lorraine, l'Alsace, la Franche-Comté et Rhône-Alpes, le clei sera également mageux le matin, puis très variable. On peut craindre des averses l'après-midi sur le Jura et les Alpes du

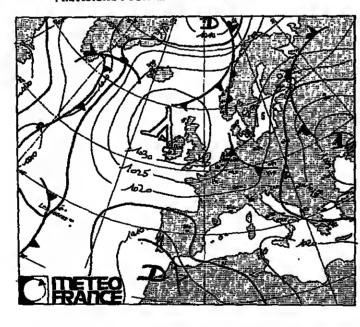
Les autres régions bénéficieront d'un beau temps généralement peu nuageux

toute le journée. Vent de nord-est modéré sur la moitié nord.

Les températures matinales s'échelonneront entre 4 degrés dans le Nord-Est, 8 degrés dans le Nord-Ouest et sur les régions méridionales. Elles dépasseront sependant 10 degrés dans la basse vallée du Rhône et autour de la Méditerranée.

L'après-midi, les températures attein-L apresmism, les temperatures attendrent des valeurs comprises entre 16 degrés dans le Nord-Est et de 22 degrés à 23 degrés sur les régions méridionales.

PRÉVISIONS POUR LE 27 MAI 1991 A 12 HEURES TU



			et le 25-5						
1	Franc	E	TOULOU			D			6
AJACCIO) 2	0 12 C	TOURS			D	MADRID.		11
BIARRI	Z 1	9 10 D	PURITEA	PT/BEL 3	2 25	X	MARRAK		18
BORDEA) és	RANG	ED		MEXICO		~
	S 1	8 7 D	1				MONTRE	11	11
BREST	2		ALGER	2			MONTRE		18
CAEN	URG_ 1		AMSTER			C	MOSCOU.		8
CHERRO	ORG V		ATREXE	3 2	<u> 15</u>	D.	NAIROBI.		16
(TESTAD)	779EL 1		BANGEO	K 3		C	MEM-DEL		29
DIJON	l'	7 4.N	BARCELA BELGRA			IJ	NEW-YOR		16
EKUWI	LE 2				į į	Ç	40E0		3
	S 1	7 7 C	BERLIN.			P	PALMA-DE-		l1
LYON_	1	7 8 D	COPENE			Č	PEKIN		12
MADGE!	LE 2		DAKAR			D	E30-D8-1V/	EIRO_ 25	20
NANCY.			DIERBA				ROME	19	8
NANTES			GENEVE			Ď		IR 30	25
NICE			HONGKO	NG S		X	STOCKHO	11	3
PARTS N	ONTS 1		ISTANBU			•	21 MRI -	22	13
PAU	2			ZM 2	i 14	č	TOKYO	22	21
PERPICE	(AN 2		LE CAIR	8 3		Ñ	TUNES	29	14
HENRY	2		LISBONN			Ö			1
धान्य	QUE 1	8 2 D	LONDRE	S 1		Ñ	VENUSE	19	10
STRASE	OURG 1	0 3 D	I FOR WAL	BLES. 1	3 12	C	YTENNE		5
A	В	C	ם	N	6)	P	Т	*
averse	brune	cicl	ciel		ora		pluie	tempète	l
		COUVER	demad	eicl nungenx	💆	fr.	pinic	rembeté :	neig

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-fundi. Signification des symboles : > signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ Ne pas manquer ; ■ ● Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 25 mai

TF 1
20.45 Veriétés : Succès fous.
22.35 Magazine : Ushuela. 23.40 Magazine :
Formule sport. 0.35 Journal et Météo.
a oo Maddada .

Vanetes : Samedi après minuit. A 2 20.45 Téléfilm : Le Pouvoir et la Haine

22.25 Magazine : Bouillon de culture. 0.00 Journal et Météo. 0.20 Série : Médecins de nuit (redifi.).

1.15 Série : Le Saint (rediff.).

FR 3 De 20.00 à 0.05 La SEPT -0.05 Série rose : La Conversion.

0.35 Magazine : L'Heure du golf. **CANAL PLUS**

20.30 Téléfilm : Dans l'enfer de l'alcool. 22.05 Magazine : Mon Zénith à moi.

18.55 Loto sportif.

et Tapis vert. 20.45 Cinéma :

22.35 Magazine : Ciné dimanche.

Caroline chérie. ¥ 1,05 Journal et Météo.

22.40 Cinéma :

1.30 Concert:

A 2

19.05 Magazine : 7 sur 7.

20.00 Journal, Tiercé, Météo

Le Cri du hibou.

Orchestre national de Bordeaux-Aquitaine.

13.25 Dimanche Martin (et à 15.45). 14.55 Série : Mac Gyver (rediff.).

16.30 Téléfilm : Shanghai Lily. 17.30 Documentaire :

L'Equipe Cousteau à le redécouverte

du monde. 18,20 Magazine : Stade 2. 19,30 Série : Maguy. 20,00 Journal et Météo.

20.45 Série : Haute tension. 22.25 Magazine : L'Œil en coulisses.

0.25 Série : Le Saint (rediff.).

13.30 Magazine : Musicales

17.30 Magazine : Montagne.

Magazine : Le Divan.

Marie Rouanet, écrivain.

Journal et Météo.

Carnet de notes.

CANAL PLUS

Magazine : 24 heures (rediff.). Dessin animé :

Les Simpson.

Cinéme :

Remorques. 3 4 4 0.10 Magazine : Belles et Bielles.

14.00 Téléfilm : La Vénus à Lulu.

0.30 Musique:

14.30 Magazine : Sports 3 dimanche

23.30 Journal et Météo. 23.50 Courts métrages :

FR 3

18.00 Amuse 3. 15.00 Le 19-20

22.45

16.30

23.00 Cinéma : Tequila Sunrise. 0.50 Cinéma : Quelle heure est-il? LA 5

22.55 Flash d'informations.

20.50 Divertissement : Grain de folie. 22.35 Débat : A boulets rouges 23.50 Le Journal de la nuit. 0.00 intégral (rediff.).

M 6 20.35 Téléfilm : Toi, mon fils. 22.15 Métèo des plages.
22.20 Téléfilm :
L'impensable Suspect.
0.00 Musique : Rapline.

LA SEPT

21.00 Téléfilm : Adieu mes jolis. 22.20 Soir 3.

2.00 Rediffusions.

22.35 Magazine : Cinéma de poche spécial Cannes. Danse : Ballet-théâtre eméricain

San-Francisco. 1.45 Musique : Concerto pour

Dimanche 26 mai

TF 1	20.40 Cinéma : Sexe, mensonges et vidéo.
13.20 Série : Hocker. 14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc (rediff.).	22.15 Flash d'informations. 22.20 L'Équipe du dimanch 1.05 Cinéma :
15.05 Série : Columbo (rediff.).	La Nuit obscure.
16.20 Divertissement : Vidéo gag.	LA 5
16.55 Disney Perade. 18.15 Magazine : Téléfoot.	13.20 Dessin animé : Show Bug's Runny

13.20 Dessin animé : Show Bug's Bunny. 14.10 Cirque. 14.45 Série :

16.50

18.10 Série : La Loi de Los Angeles. 19.50 Journal.

20.45 Journal des courses. 20.50 Cinéme : Rocky.

13.55 Série : Supercopter. 14.45 Veriétés : 16.20 Série : Vic Daniela, flic à Los Angeles. 16.50 Série : Leredo.

17.40 Série : L'Homme de fer. 18.30 Série : Les Routes du paradis. 19.25 Magazine : Culture pub. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série :

20.30 Magazine : Sport 6. 20.40 Téléfilm : Dans l'enfer d'Alcatraz. Météo des plages. 22.25 Informations:

de l'information.
De 19.12 à 19.30, le journel
de la région. Grand térnoin:
Valéry Giscard d'Estaing.
20.05 Série : Benny Hill.
20.40 Magazine :
Musique, maestro. 22.30 Capital. 22.40 Cinéma : Célestine 0.10 Six minutes

LA SEPT

Comédie-Française. 15.55 Les Heures chaudes

La Grande Ecole des 18,40 Court métrage. 19.00 Documentaire: Live.

16.55 Cinéma d'enimation Annecy font font font. 18.00 Cinéma : L'Aventure 0.00 Courts métrages. extraordinaire d'un papa peu ordinaire. 🗆

19.45 Ca cartoon. 20.30 Dis Jérôme...? 20.35 L'Équipe du dimanche.

13.45 Dessin animé : Bosco.

La Famille des collines 15.35 Série : L'homme qui valeit 3 milliards. 16.25 Tiercé à Longchamp. Série : Le Cinquième Dimension.

17.20 Série : Lou Grant. 19.00 Série : L'Enfer du devoir.

20.10 Magazine : Dimanche 20 h 10 Elkabbach.

23.00 Magazine : Reporters. 0.00 Magazine : Top chrono. 0.50 Journal de la nuit.

Ouvert le dimanche.

Ma sorcière bien-eimée.

M 6 express.

conne à tout faire. 🛛 d'informations. 0.15 Magazine : Sport 6. 2.00 Rediffusions.

15.00 Documentaire : Ferveur Montparnasse. 17,00 Documentaire: Ceux de la fédérale. 17.50 Docume

20.00 Documentaire : Palettes 20,30 Cinéma : Zappa. ≡≡ 22.10 Court métrage : Les Photos d'Alix. 22.30 Cinéma : L'Autre Nuit. *

Du kındi au vendredi, à 9 heure sur FRANCE-INTER «ZAPPINGE» Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNICK COJEAN et la collaboration du «Monda»

DÉFENSE

Grâce à l'achat de ses images par le Pentagone

Le satellite français SPOT a guidé les raids américains dans le Golfe

Les images fournies per le sateilite de téládétection civil français SPOT ont été très utiles aux forces américaines et alliées durant la guerre du Golfe. Cette premièra semble avoir satisfait totalement les experts de l'armée de l'eir américaine, dont les raids ont été guidés par les images de Spot vendues au Pentagone.

Pentagone.

« Cela nous a fourni une capacité jamais atteinte jusqu'à présent
pour la préparation des missions n.
en accroissant beaucoup la précision des attaques, affirme un officier cité par l'hebdomadaire américaio spécialisé Armed Forces
Journal International. Les images
de SPOT out servi notamment
pour le bombardement de Bagdad,
ou pour l'arrêt, par une frappe
ponctuelle, de la marée aoire provoquée par Firak dans le Goife.

Les militaires américains s'inté-

Les militaires américains s'inté-Les militaires américains s'intéressent aux performances du satellite fraoçais depuis plusienrs années: en 1987, déjà, des clichés de sites militaires soviétiques pris par Spot figuraient dans une publication du Pentagooe (le Monde daté 5 et 6 avril 1987). Cet intérêt s'est concrétisé l'été dernier avec la signature d'un contrat de 4.7 la signature d'un contrat de 4,7 millions de dollars entre l'armée de l'air américaine et SPOT-Image

ci Me Anne Merloz, directors du cabinet de M. Jacques Mellick. — Au cabinet de M. Jacques Mellick, secrétaire d'État à la défense, Me Anne Merloz a été ponmée. par arrêté paru au Journal officiel du vendredi 24 mai, directeur du cabinet. A été nommé chef de cabinet M. Jean-Louis Bouaziz.

Nobain (Nièvre), Anne Merloz, après des fudes de droit et de sciences politiques, enseigne à l'université Lyon-II en 1982, avant d'entrer dans le corps préfectoral. Elle sert successivement dans l'Ain, le Tannet-Gronne et le Pas-de-Calais. En Tamet-Caronne et le Pas-de-Calaia. En 1989, elle est administrateur civil et devient chargée de mission à la direction générale de l'administration au ministère de l'intérieur. Depuis février dernier, elle dirigeait le cabinet de M. Medick, alors ministre délégué, chargé de la mer.]

Corporation. Mais cette filiale américaine de la société française SPOT Image, chargée de l'exploitation commerciale du satellile, fourait aussi des images ao Pentagone, aux termes d'un accord dont le montant et même la date de cionature metert accert des chies signature restent secrets. «Les che ches utilisés lors du conflit du Golfe provenaient d'ailleurs du stack acheté par le Pentagone s, précise M. Clark Nelson, directeur de la communication à SPOTimage Corporation

Une localisation précise des cibles

Cent quatre-vingt-quatre images - choisies parmi deux cent vingt-deux de toute la région du confit, achetées avant le début de la cara-pagne aérienne. - cont été introduites sous forme digitalisée dans les ordinateurs des soixante-dix avions qui étaient chargés du gui-dage des raids aériens. La défini-tion (degré de précision) des images de SPOT (dix mèrres au sol) est, semble-t-il, idéale pour one localisation rapide des cibles recherchées. Le guidage précis de l'approche finale, normment pour les frappes ponctuelles exigent, hico eotendu, des images heaucomo pius détaillées, fournies par des clichés aériens (on ceux des satellites espions Keyhole), intro-duites elles aussi dans les ordinateurs des avions.

Ce dispostif est utilisé également par l'armée française, qui complète les images de SPOT avec celles qui sont recueillies par les Mirages FICR de reconomissance. Mais, poor les Américaios, l'usage de SPOT sur une telle échelle constitusit une première.

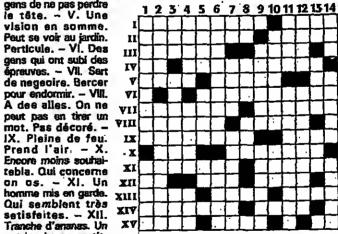
«Sans les renseignements alliés, nous étions presque aveugles » durant le conflit du Golfe, lançait récemment le ministre de la défense, M. Pierre Jone (le Monde du 8 mai). De tels propos - qui visaient à illustrer la nécessité de développer le renseignement mili-taire - devraient être, on le voit, queique peu nuancés.

JEAN-PAUL DUFOUR

MOTS CROISES

PROBLÈME Nº 5527 HORIZONTALEMENT

L Des commerçants sur le sable. Peut entourer un bassin. - IL Se chaussent facilement. Se rince d'un bon coup. - ill. Sortir de l'enveloppe. Sa suppression est un délit. Conjonction. - IV. Vieille ville. A permis à des gens de ne pas perdre le tête. - V. Une



patrierche en partit. S'élève en Grèce. Le numéro un. XIII. Des hommes bien famili lers. Un vulgeire lit. Fit eussi bien. XIV. Vieux saltimbanque. Compli-menté. Participe. – XV. Trouva en son bec un «fromage». Un camassier dans les esux stagnantes. Four-nit des fruits en toutes saisons.

VERTICALEMENT

1. Peut être essimilée à une femme de peine. Est plus grosse que le bouquet. - 2. Recherché per ceux qui ont besucoup d'esprit. Un bon coup. - 3. N'est pas un livre sérieux. Ronfler en marchant. Pour faire l'ouverture. - 4. Bien refroidle. En désignant Bombay, on peut dire qu'on le trouve par là. Poisson. – 5. Une question pour le psychologue. Fit son trou. Saint. - 6. Des piseaux vraiment chouettes. Sert de fourrage. – 7. Pronom. Un gamin à Lyon. Est tirés d'une feve. – 8. Préposition. Riposta brutalement. Démonstratif. - 9. Plat, en Espagne, Completement effondré. - 10. Supporte maints régimes.

Pousse un cri. - 11. Farine pou des Africaina. Très utile pour celui qui veut tendre la main. - 12. Est très grave pour una femma. Un droit quand on yout écluser. -13. Pronom. Faire l'annocent. Man. 14. Pas viaine. Sont très entre-prenents. Quand elle est de garde, on y connett le chanson. – 15. On le baisse quand on se couche. Un grand mouvement. Traité comme un hareng. :

Solution du problème nº 5526 - Honzontalement

1. Philtre. - II. Luron. Sec. - III. Ur. Utopie. - IV. Mode. Go. - V. Ane. Trima. - VI. Aérer. - VII. Soucis. Ni. - VIII. Inn. Esses. - IX. Edit. Ut. - X. Réera. Osé. - XI. Se. Issues. Verticalement

Piumassiers. - 2. Huron. Ondée. - 3. Ir. Démunie. - 4. Loue. Tri. - 5. TNT: Tale. As. -6. Ogresse. - 7. Espoir. Ou. -8. At. Meneuse. - 9. Scenaristes. **GUY BROUTY**

CHAMPS Le Monde ÉCONOMIQUES

gine in beit im berfett.

**** T .93

a 45 - 🍓

April 1000

Le réseau câblé entre dans l'âge adulte

Médiaville, le rendez-vous annuel des opérateurs et des élus, se tiendra à Rennes du 28 au 30 mai L'occasion de constater une nette augmentation du nombre des abonnés en France

En passant le cap du demimillion d'ebonnés, le câble devient un média de masse. S'étant partagé le territoire, les grands opérateurs sont maintenant plus disposés à la coopération qu'à la confrontation, comme en témoigne leur regroupement pour proposer des chaînes thématiques.

De nouveeux opéreteurs offrent leurs services eux communes quelle que soit leur taille, et même aux départements. A cette palette de choix élergie pour les élus locaux correspond une diversité croissante de l'offre : l'avènement des décodeurs ouvre le vois eux options, è la télévision payante à la carte, et eux nouelles normes de diffusion.

L'embellie des chiffres règle-t-elle tous les problèmes? La lourdeur des investissements consentis et la lenteur des retours continuent de donner le vertige aux financiers. Le consommateur renâcle devant des prix qui restent élevés. Et les comparaisons internationales, par exemple avec nos voisins allemands, ne sont pas flatteuses.

LUS d'uo demi-million d'abonnés, plus de 130 réseaux ouverts : fa télévision par câble est donc deve-nue une réalité qui touche la totalité des métropoles françaises et s'étend de plus en plus dans les villes petites ou moyennes, voire en zone rurale.

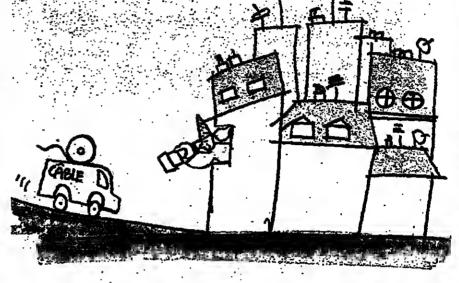
Pour être tardive (le plun câble date de 1982!) et souffrir de la comparaison avec les exemples étrangers (plus de 8 millions d'ubonnés en Allemagne), cette émergence o'en est pas moins significative. Après s'être battus pour conquérir tontes les villes importaotes, les cáblo-opérateurs doivent cooduire uoe autre betaille, celle du recrutement et surtout de la fidélisation des abonnés. A son argument de base - des chaînes en grand nombre - le câble peut maintenant ajouter d'nutres atouts : des programmes plus cobérents et enrichis, nvec le regroupement des éditeurs autour des chaînes thématiques principales (jeunesse, documentaire, cinéma...), et une palette élargie de tarifs et de services grâce à l'installation progressive de systèmes de contrôle d'accès (décodeurs) comme le Visiopass

Mais il reste au câble encore bien des obs tacles à surmonter pour devenir aussi baoal que le téléphone dans les foyers.

Séduire le client : Sorti d'uo modèle administratif pour entrer dans l'ère de la concurrence commerciale, le câble doit encore faire la preuve qu'il est un service, vendu avec le dynamisme, la qualité d'accueil et d'adaptation que le client est en droit d'attendre. Les opérateurs oot amélioré leurs méthodes et forment leurs équipes, mais trop d'anecdotes témoignent d'une inadaptation au terrain d'autant plus mai ressentie par le public que chaque câblo-opérateur est en situation de monopole sur sa zone. Rendez-vous aléatoires ou limités aux heures ouvrables. attentes interminables au téléphone, « délicit » (voire faillite!) d'explication en cas d'incident, sont autant de contre-publicités.

La nouvelle politique tarifaire, et notamment les rabais consentis nux logements collectifs, commence à porter ses froits. Mais la multiplication des options payantes ne doit pas se traduire par l'appauvrissement excessif du service de base, pour garder l'abonnement mensuel minimal au-dessous du cap psycho-logique des 100 francs. Car si le nouvel abonné ne trouve pas sur le câble la diversité qu'on lui vante, il sera vite décu.

Earichir l'offre de programmes et de services : Déjà, les élus locaux oot du pour la plupart renoncer à leurs reves de canaux locaux. La multiplication des chaînes thematiques, lancées dans le plus grand désordre par les différents opérateurs, n'a pas résisté



aux contraintes des comptes d'exploitation, Les principaux opérateurs ont donc finalement préféré l'union, et se sont regroupés pour offrir en commun des chaînes thématiques moins nombreuses, mais plus étoffées.

Reste à savoir si ces chaînes correspondront aux attentes du public; et si surtout elles ne risquent pas d'être cantonnées dans les « options » payantes, contribuant à créer un câblage à deux vitesses. Quant nux services multiples de télécommunication que devait permettre l'infrastructure du câble, lu plupart dorment à l'état de projet, faute d'un contexte réglementaire adapté.

Sortir de la confusion technologique : Le câble souffre aussi des perpétuelles remises en cause qui affectent son environnement. A peine eroyait-on dér optique contre coaxial, ou câble contre satellite, que rebondit la querelle entre cable et chaines hertziennes. Tous les défenseurs du câbic sont farouchement opposés à la multiplication des chaînes bertziennes. La diffusion d'Euromusique ou de la SEPT en clair, sur le réseau abandonné par Canal J, ne peut que renforcer l'attentisme des abonnés potentiels. Mais sur ce dossier comme sur d'nutres. la cohérence de la politique audiovisuelle reste à trouver...

Les déboires de la télévision par satellite ajoutent à la confusion ambiante. Le système TDF I/TDF 2, handicape par ses pannes, doit normalement servir de vitrine aux nouvelles normes de télévision, le D2 Mac et la future télévision haute définition. Les chaînes thématiques trouveraient pour leur part une diffusion complémentaire (dans les zones où le cable n'existe pas) grace au satellite Télecom 2. Mais les contours de ce scénario sont encore imprécis, tout comme la date de disponibilité et le prix des matériels permettant de recevoir en même temps ces deux satei-

juridique du câble est aussi appelé à évoluer. Les occultations en série de films sur RTL-TV (conséquence de la réglementation nationale sur le cinéma) n'ont pas pour seule conséquence d'irriter les câblés, friands de cette chaîne grand public. Elles ont poussé la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT, maison-mère de RTL) à menacer de

retirer RTLTV du câble, et à agiter «l'épouvantail» de RTL2, une chaine qui se plierait à la seule réglementation europeenne, plus souple one la française. Une offensive qui agite évidemment les milieux du cinéma, et met en lumière les conséquences de l'intégration européenne sur l'audiovisuel hexagonal.

Pour clarifier les responsabilités entre éditeurs de programmes et réseaux de diffusion, des décrets sont en préparation. Au lieu de contrôler réseau par réseau la conformité des programmes diffusés, le CSA délivrerait aux éditeurs un label national, assorti d'obligations conventionnelles, largement décalquées du régime en vigueur pour les chaînes hertziennes. En contrepartie, les changements de plan de service dans chaque réseau seraient

Ce schéma qui a les faveurs du CSA serat-il suffisant pour parer à tout contourne-ment? Et offrira-t-il la souplesse nécessaire pour que le câble apparaisse réellement romme une télévision « différente»?

La vivacité des débats autour de ces questions, qui seront largement évoquées à Médinville, ne devrait pas s'apaiser avec les décrets.

Ancindre la masse critique : Au-delà de ces péripéties, des motifs d'optimisme existent. L'Agence câble note ainsi une accélération des rythmes d'abonnement mensuels, de 20 000 par mois au premier semestre 1990 à 25 000 au second semestre, et à 30 000 cette année. Une fois mise en branle, la lourde machine du câblage progresse régulièrement. Et l'Agence câble peut ainsi prévoir 870 000 abonnés à la fin de 1991 (sur un total de 4,6 millions de prises installées) et 1,3 million d'abonnes fm 1992 (sur 5,9 millions de prises).

C'est une masse que ne peuvent plus ignorer toutes les entreprises de l'audiovisuel, car elle permet enfin de rentabiliser des chaînes thématiques, à défaut d'amortir la construc-tion de tous les réseaux, notamment ceux du plan cable. If o'y n done nul hasard à l'intérêt croissant que portent au cable producteurs et diffuseurs, au premier rang desquels Canal Plus. Plutôt que d'ignorer cette concurrence. Canal Plus a préféré la canaliser, en s'associant aux principaux cablo-opérateurs.

En créant une sorte d'oligopole des grammes, cette alliance ne fait pas forcément le bonheur des indépendants. Mais elle montre aussi qu'avec la maturité le cable devient un support difficilement contournable, capable d'attirer à nouveau les investisseurs, y compris étrangers, que les déboires initiaux avaient rebutés.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Aix-les-Bains soigne ses thermes

La ville, le département et la régian se mabilisent paur sauver cet établissement national

de notre bureau régional

LIRE

NOTRE DOSSIER

Pages 14 à 16

ES thermes nationaux d'Aixles-Bains (Savoie) sont à l'image de ces paquebots d'autrefois, concus pour des croisières de prestige, qui se retrouvent contraiots de faire du cabotage. Avec ses faiences et ses parements de mosaïque, derniers vestiges d'un passé glorieux, le vaisseau est resté amarré, dominant la ville de son architecture massive de verre et de béton, héritée des années 30, comme la plupart des installations. Il y a bien longtemps que son armateur, le ministère de la pour le profit des quelque 45 000 curistes accueillis l'an dernier. L'eau bienfaitrice, qui soigne les rhumatismes d'une clicotéle fidèle mais vicillissante, irrigue une bonne partie des activités de cette cité de 24 000 habitants, bien que, contrairement à d'antres stations, elle n'en constitue pas exclusivement l'économie.

Voilà uo an, le navire a failli nbrer, menacé de fermeture. Sur la base d'une plainte déposée par des employés des thermes, M. Eric de Montgoifier, procureur de la République à Chambéry, a ouvert

santé, s'en est désintéressé, laissant une information contre X... « pour s'écouler l'eau qui jaillit des sources tromperie sur lo qualité d'un produit tromperie sur lo qualité d'un produit contenant des matières dangereuses susceptibles de porter atteinte à la sonté». Différences anniyses des eaux avaient, il est vrai, révélé la présence de germes, mais surtout d'une bactérie, la légionnelle, susceptible de provoquer de graves lésions respiratoires chez les per-sonnes âgées, la clientèle privilégiée de l'établissement.

> M. Gratico Ferrari, maire (UDF-PR), n'avait pas eu de mots assez durs pour qualifier l'initiative du magistrat, accusé de mettre co péril l'économie du thermalisme qui génère, selon lui, un chiffre d'affaires de 500 à 600 millions de francs. Incootestablement, les remous provoqués par cette affaire oot eu un effet négatif sur la fré-quentation, en baisse d'environ 8 %, même si d'autres raisons (absence de rénovation, concur-rence accrue entre stations...) expliquent la chute coatinue, enregistrée depuis l'année record de 1986, avec 52 000 curistes.

«En un sens, l'ottitude du procureur a été positive», reconnaît-il aujourd'hni. «La procèdure pénale est inhabituelle. Elle o constitué une sorte d'électrochoc qui nous a per-mis d'avancer plus ropidement », confirme M. Jean-François Béné vise, directeur des thermes. Depuis son arrivée en 1986, ce jeune énarque de trente-quatre ans tente de transformer, pour la moderniser, cette institution, «anomalie» de l'Histoire, seule en France à être dotée du statut intalement inadapté d'établissement public à caractère administratif.

MICHEL DELBERGHE

Sous le gazon, l'emploi

Le conseil général de la Laire aménage les friches industrielles paur constituer des réserves foncières vertes

SAINT-ÉTIENNE

N est envohi de repré-Grataloup a fait le bon choix. Il cherchait une façade autoroutière, pas très éloignée de l'axe Paris-Lyon-Marseille, pour implanter sa nou-Marseille, pour implanter sa nou-velle unité de production. Entre Andrézieux-Boutbéon, an nord de Saint-Etienne, et Lorette, dans la vallée du Gier, il n'a pas hésité longtemps. Il s'est installé sur une friche industrielle, à la place d'un vieil hôpital désaffecté, à côté d'un échangeur autoroutier. Une place idéale pour qui voulait être vu...

De nombreuses fées économiques se sont penchées sur la création de cette entreprise qui entend s'attaquer au marché des bétonnières portées, jusqu'à maiotenant dominé par les Allemands. Le site acquis par le département a été revendu à la ville de Lorette à un prix inférieur à cetui du marché. Ce qui a facilité la prise en charge par prix inférieur à celui du marche. Ce qui a facilité la prise en charge par la commune de l'enrochement de ce terrain de 2 500 mères carrés, situé en bordure du département de la Loire a procédé au montage financier de l'opération en tant que maître d'ouvrage délégué et a faci-lité l'obtention des aides à l'immolifé l'obtention des aides à l'immo-bilier d'entreprise, autre volet de la politique économique du conseil général de la Loire. Une conjonc-tion de facteurs favorables pour cette nouvelle entreprise qui devrait créer dans l'année vingt-einq emplois en plus des six actuels, dès que l'ateller de fabrication sera construit

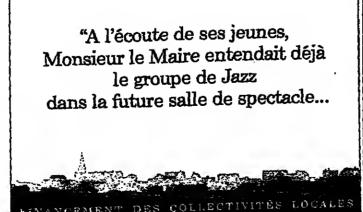
La société Bétonnière portée française (BPF) est l'une des pre-mières à bénéficier des retombées de la politique de réaménagement

des sites industriels définie en 1987 par le conseil général de la Loire. Jusqu'à préseot, cette ligne budgé-taire, approvisionnée par le conseil général et le conseil régional, a permis d'acquérir des terrains, de raser les bătiments industriels qui s'y trouvaient et d'engazonner les surfnees libérées, si la commune concernée n'avait point de projet immédiat, 55 hectares ont été ninsi rachetés, principalement dans les vallées du Gier et l'Ondaine et dans

Avec ces nouveaux espaces verts, le département de la Loire cherche à modifier son image de marque, à effacer les verrues d'une

crise sans concessions pour l'un des premiers bassins industriels français. Cette politique permet aussi aux communes de constituer des réserves foncières sans avoir à immobiliser des sommes importantes. En ne revendant pas ces terrains à leur prix d'acquisition, le conseil général subventionne indirectement les projets qui lui sont présentés par les collectivités locales. Des opérations pas forcé-ment industrielles, comme à Saint-Chamond, où la ville vn profiter de l'ouverture d'un contournement autoroutier à la fin de l'année pour engager la rénovation du centre-

VINCENT CHARBONNIER





AGENDA

□ Forum des entreprises è Evry.

Les acteurs du développement économique d'Ile-de-France sont invités à participer au premier Forum des entreprisea, qui se tiendra à Evry (Essonne) le mardi 28 mai. Sept ateliers feront le point sur des sujets tels que l'emploi et le recrutement, la technologie et l'innovation, le formation et la qualification ainsi qua sur le financement.

Renseignements et inscriptions:
 Agence pour la valorisation économique de la région d'Evry, Immeuble Agora, 110, place de l'Agora, 91034 Evry Cedex.

□ Le local dans les sciences sociales, - Le groupe « local et politique » de l'Association française da science politique organise les 30 et 31 mai à Paris un colloque sur «Le local dans les sciances sociales ».

➤ Renseignements et inscriptions : Association française de science politique, 224, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : (16-1) 45-49-92-21.

© Premières tancontres économiques de Dinan, — Depuis longtemps, la Bretagne antretiant des liens avec son voisin d'outre-Manche : les voyages das producteurs d'oignons d'Yffiniae sont demeurés dans le légende. L'ouverture du grand marché auropéen oblige les responsables économiques bretons à préparer leurs démarches vers le marché britannique. Les premières rencontres économiques de Dinan, organisées le samedi 1º juin per le groupe de développement économique du pays de Dinan, devraient être l'occasion de faire le point sur ces questions.

▶ Renseignements et inscriptions
District de Dinan. Tél. : (16)
96-85-33-04.

□ Premières rencontres de la
démocratia locale. L'Association pour la démocratie
et l'éducation locales et sociales
(ADELS), la fondation Ailes pour
l'autogestion, l'initiative locale at
l'économia sociale et
l'Observatoire de la décision

publiqua (ODP) organisent, jeudi
13 juin à Paris, les premières
rancontres da la démocratie locale
sur la thème : « Villes et quartiers
en crise : ranouvelons la
citoyennaté ». Les propositions de
cinq ateliers sur la participation
des citoyens à la vie locale
devreient faire l'objet d'un débat
avec Michel Delebarre, ministre de
la ville et da l'aménagement du
territoire.

➤ Renseignements et inscriptions. DAC communication. 11, rue da Paradis. 75010 Paris. Tél. : (16-1] 45-23-44-57.

ci Entreprises et décentralisation – Le numéro de téléphone de l'association Territorie, qui vient de créer le séminaire « 3P » (pour « partenariat public-privé ») est le (16-1) 39-63-38-14.

PUBLICATIONS

O Friches industrialies. – En 1986, l'Etat et les collectivités locales ont mis en œuvre une politique systématique de réhabilitation des friches industrielles. Aujourd'hui, deux mille hectares ont été transformés, et quatre milla sont en cours de transformation. Près de deux milliards da francs ont été mobilisés. La DATAR fait le point dane un ouvrage Intitulé la Réhabilitation des friches industrielles, préfacé par M. Jacques Chérèque, ancien ministre délégué à l'eménagement du territoire.

> 45 pages, 120 F. La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75344 Paris cedex 07.

□ Le Nord Pas-de-Calais dens l'Europe. — Dans la collection « Europe et régions », le groupe Sari, que préside Christian Pellerin, vient de publier un ouvrage sur le Nord-Pas-de-Calais, qui cherche à mettre en évidence les atouts de cette région-carrefour dans le perspective du vingt et unième siècle. Le livre tourne résolument le dos à une vision centralisée de l'arménagement du territoire.

territoire. Dans la préface, M. Jacques Meilick, maire de Béthune, secrétaire d'Etat à la défanse, écrit notamment : « Nous avons à inventer, à créer. C'est un peu comme si nous passions d'un aménagement dirigé, done imposé, à un développement libéral donc concurrentiel... Notre position septentrionale per rapport au territoire français était un handicap (plus psychologique que réel). Notre position européenne raprésente aujourd'hui une fameusa chance. »

▶ Le Nord-Pas-de-Calais, Sari, « Europe et régions », Ed. Albin Michel; 118 pages avec planches et cartes, 160 F.

n Un guide à l'usage des maires du littoral. - L'association nationale des élus du littoral (ANEL) et la Fédération des industries nautiques (FIN) viennant de publier l'édition 1991 de leur guide à l'uasge des maires des communes littorales. En 32 pages préfacées par un véritable amouraux de la mer : Michel Rocard, ce vade-mecum rappelle eux rasponsables des collectivités locales tout ce qu'ils doivent savoir pour « assurer la prévention et la sécurité des millions de touristes et de plaisanciers qui se rendent sur les côtes en été, » Ce guide, qui est adressé per l'ANEL à tous les élus des communes littorales, est également indispensable aux responsables d'associations, d'offices de touriame et de cepitaineries de

 ANEL, 120, avenue des Champs-Elysées, 75008 Paris. Tél. : (16-1) 45-62-00-95.

CEE et régions. — La collection « Que sals-je? » viant de publier un ouvrage sur la Politique régionale da la CEE. Il décrit par le manu le fonctionnement complexe de cette institution, qui aura consacré 420 millierds de francs eux régions entre 1989 et 1993 : réforme des fonds structurels, modalités d'intervention, disperités entre Etats-membres ou régions...

➤ PUF, 127 pages, 108, bd Saint-Germein, 75006 Parts.

DÉBAT

Méline est mort

par Bertrand Hervieu

TRANGE paradoxe: depuis la fin de la décenoie 1850-t860 qui enregistra les maxima de
population dans les cantons ruraux, les lamentations sur le thème de l'exode rural ne cessent de s'amplifier. Aujourd'hui, pas une assemblée
générale d'organisation agricole on rurale qui n'agite le
spectre de la désertification. Hier, pas un discours de
comice agricole qui oe soulignât les désastres causés par
les départs.

Mirabeao – déjà – o'avait-il pas prédit, dans une formule demeurée célèbre, que « l'entassement des hommes, comme l'entassement des pommes, produit la pourriture » l'Fort d'oo tel viatique, Méline pouvait annoncer en 1905 : « Avant peu, sous l'impulsion de la nécessité, nous verrons l'exode urbain succèder à l'exode rural. » Ce fondamentalisme agraire continue de s'exprimer de multiples façons ; selon les sondages, les Français manifestent de façon régulière et continue le souhait de vivre à la campagne. Les commentaires sur les résultats des recensements de 1982 et 1990 oscillent entre le triomphalisme : « L'exode o cessé! » ou le catastrophisme : « Le desert gagne! ». Les deux assertions oe sonf pas fansses, puisque, globalement, la population des communes rurales augmente plus vite que celle des communes urbaines. Mais cette évolution globale cache des disparités irréductibles : 17 500 communes rurales croissent tandis que les autres s'effondrent sur le double plan économique et démographique; 13 départements sont en décho rural absolu.

Le Sénat s'est emparé de cette vieille question restée sans réponse en créant une mission sénatoriale sur « l'avenir du monde rural » placée sous la houlette de Jean François-Poncet. Pour ce dernier, « le constot est alarmant : 40 % du territoire est en voie de désertification. »

Malgré presque cent cinquante ans de cris d'alarme proférés, d'indignation ressentie et d'attachement à la terre réaffirmé, le visage de la France s'est inversé. Jadis rurale dans ses activités et sa population à 80 %, elle est devenue urbaine, tant sur le plan démographique qu'économique, à plus de 75 %.

Le discours dénonciateur de la mission o'est pas neuf. La nouveauté tient plutôt dans ce qui o'a pas été revendiqué. En effet, face à de tels constats, on était en droit de s'attendre à ce que surgisse la reveodication d'un ministère des campagnes ou d'un ministère de l'agriculture et de l'espace rural, symétrique du ministère de la ville.

Il n'en fut rien. C'est un mioistère d'Erat, chargé de l'eménagement du territoire qui fut demandé. Le fait mérite d'être souligné.

mente d'être souligne.

Le Sénat lui-même, Chambre des campagnes, aurait done mis fin à une longue tradition française d'opposition entre les villes et les campagnes, opposition concrétisée par la création en 1881 du ministère de l'agriculture, voulu par Gambetta, sur le modèle du ministère des colonies. Ce département ministèriel firt créé non sealement pour gérer les productions - la fameuse question des subsistances - mais aussi les « campagnes » avec leurs populations et leurs territoires. Pisani, lors de son passage rue de Varenne, résuma en une formule célèbre la mission impartie à ce ministère : « l'homme, le produit, l'espace ».

La conséquence fut que les attributions de ce département s'accumulèrent au fil des décennies et des répubiques au point de faire de celui-ci un petit gouvernement à soi seul, s'occupant d'affaires internationales (PAC), de production, de réglementations sanitaires, de formation, de protection sociale, d'aménagement de

Un tel microcosme peut se transformer en tremplin. Quelques-uns des derniers ministres de l'agriculture parmi les plus célèbres, Jacques Chirac, Edith Cresson,

Michel Rocard oot connn un tel destin. Méline aussi connut ce même parcours, mais, alla jusqu'à garder le portefeuille de l'agriculture lorsqu'il occupa les fonctions de président du conseil de 1896 à t898. Comme on s'en doute, il ne s'agissait pas pour lui de manifester la volonté d'en finir avec le traitement politique « à part » des sociétés rurales, mais au contraire, de souligner l'importance qu'il attachait à le conduite d'une telle politique et à son maintien.

. .

 $-\sqrt{2}\, r$

1

1.0

/<u>=</u>1

4

J.

- P5

Law Pag

L'opposition villes-campagnes

Ce traitement à part du moode rural ne s'est pas démenti jusqu'à nos jours. Les premières politiques d'aménagement du territoire, reposant sur la mise en place des métropoles d'équilibre et des pôles indus-triels, laissaient de côté ou plutôt laissaient à l'agriculture ce volet. L'aménagement rural était concu comme correctif ou complément du développement agricole; le monde rural tui-même était perçu comme un monde agricole. Jacques Chirac, lors de son passage Rue de Varenne, fit changer la plaque du ministère de l'agriculture pour l'intituler « Ministère de l'agriculture et du développement rural », affichant ainsi la vocation globalisante de ce ministère. Lors du premier septennat de François Mitterrand, les socialistes localisèrent également au ministère de l'agriculture la gestion de cette question en la confiant au secrétaire d'Etat René Souehon, qui collabora avec Miehel Rocard, puis, avec

Cette époque serait-elle révolue? Cette vision des choses serait-elle abandonnée? Aurait-on admis que l'avenir de ces espaces et de ces communes, au scio desquels vivent plus du tiers des ménages inactifs ou retraités et plus d'un tiers de la population setive ouvrière, n'est plus un problème agricole ni un problème dissociable des autres questions d'aménagement du territoire? Les premiers résultats du recensement général de la population de 1990 mootrent clairement que l'évolution de ces communes est profondément lice à celle de leur eoviroocement. Quelles soot les communes rurales qui croisseot? Celtes qui sont situées dans des régions elles-mêmes en forte croissance, ou à la grande périphérie de zones urbaioes dynamiques ou le long des grands axes de circulation. L'espoir d'un possible développement rural endogène s'est évanoni.

Le changement de discours enregistré signific-t-il que l'oo reconnaisse comme non-pertinent le clivage jusqu'ici admis entre espace rural et espace urbaio? Signific-t-il que, loio de continuer de regarder les espaces ruraux comme des espaces à part, voire des sociétés à part, on les considère désormais comme un espace intégré, fluide, multifonctionnel, modelé par la mobilité et la délocalisation des activités.

Ce n'était pas à une simple mesure de protectionnisme économique que Méline était attaché, mais à une protection culturelle, territoriale, politique. Elle aura duré un siècle. C'est un mur, encore un, qui vient de tomber.

A force d'être distingué et traité à part, le monde rural s'est trouvé marginalisé. Il reste maintenant, en le traitant avec les espaces urbains, banlieusards, littoraux, frontaliers... dans une seule politique d'aménagement du territoire, à ne pas l'oublier.

▶ Bertrand Hervieu est directeur de recherche eu CNRS (Centre d'étude de la vie politique

COURRIER

Le CNFPT ne faillit pas à ses missions

l'atteche souvent du prix aux informations parues dans le Monde. Cela m'amène à m'interroger sur le food du dossier publié dans le numéro daté 7-8 avril, relatif à la formation des fonctionnaires territoriaux par le CNFPT.

Certes, je ne suis pas un membre influent de cette institution, mais je travaille en son sein depuis quinze ans, d'abord comme formateur, puis depuis bieotôt buit ans comme délégné régional du CNFPT pour la région de Grenoble... Je voudrais seulement livrer les résultats de la délégation que j'anime. Chaque a noée, ce sont près de 330 000 heures de formation qui sont délivrées aux 49 600 agents des communes, des syndicats intercommunaux des offices d'HLM, et des départements de l'académie de Grecoble. Cette formation s'est développée dans toutes les directions sou haitées par oos partenaires; les collectivités territoriales.

La délégation se trouve dans l'interface entre les demandes et l'offre de formation, elle est donc conduite à travaller avec toute une série de partenaires, au premier rang desquels se trouve l'éducation nationale et plus particulièrement l'Université.

L'évolution des métiers des collectivités nous amène à faire œuvre de recherche pour provoquer nos partenaires afin qu'ils s'adaptent eux oouvelles demaodes. Cela nécessite, il va sans dire, un lourd travail pour la trentaine d'agents qui œuvrent dans la détégation.

Je crois qu'il n'est pas neutre de dire que le coût moyen de l'heure de formation s'élève à 67,80 francs, ce qui est sous-entendu par l'auteur de l'article que vous avez publié. Je tenais à epporter ces réflexions afin de ne pas laisser croire à vos lecteurs que le CNFPT faillit à ses missions.

Comme toute institution, ce centre de formation est appelé à se remettre en cause régulièrement. Ce n'est pas en noircissant le tableau exagérément et en maniant le sousentendu que l'on y parviendra.

> MARC BAIETTO Maire d'Eybens (isère.)

L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

« LE MONDE »/POLITIQUE/OIP

L'Obaarvatoire interrégional du politique (OIP) a été créé an 1985 par le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et de le Fondation nationale des aciances politiques (FNSP), en partenariat avec lea conseils régionaux, pour recueillir et diffuaer les données nécassaires à l'analyse des phénomènes politiques à l'échalon régional.

L'OIP offre à sas régione perteneiree un tableau de bord annuel de la politique sociale at économique dens chaqua région ; un baromètre de l'image de la région et dea attentea de l'opinion à son égard ; des analyses sur des problèmas spécifiques. Toutes lee quatra samalnee, nous publierone ici un indicateur politique fruit des travaux de l'OIP.

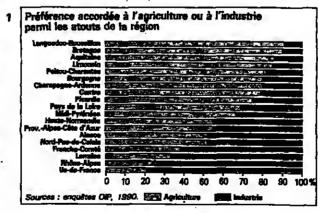
La nostalgie du rural

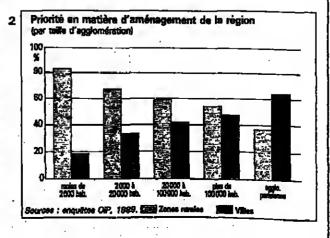
Les Français demeurent très attachés à l'imega traditionnella, milla fois répétée par les livras de géographia, de ta douce France, terre privilégée par son climat, sa situation géographique, par son agricultura. Ce sont là les atouts les plus souvent cités par las régionaux sollicités da souligner tas points forts da laur région (1). Rien done d'étonnant, si dane la méjorité des régions (quinze eur dix-naut), entre l'agriculture at l'induatria, les Frençais voient la source da prospérité da leur région dens l'agriculture plutôt que dena l'industria (graphique 1). L'importance accordée au rural – la France, ne l'oublions pas, est l'un des paya où le nombre de résidences secondaires ast le plus grand – transparaît également dans la priorité eccordée à l'aménagement des zones rurales plutôt qu'à celui des zones rurales plutôt qu'à celui des zones rurales plutôt qu'à celui des zones rurales partout en Franca, quelle que soit la tailla du lieu de résidence, sauf dans l'egglomération parisienna (graphique 2).

(1) Enquêtes régionales réalisées en 1989 et 1990 par l'OIP auprès d'échantillons représentatifs de sept cents personnes agées de quinze ans et plus par région. Méthode des groutes

des quotas.

Les régions partenaires de l'OIP en 1990 étaient : Alsace ; Aquitaine ; Bourgogne ; Centre ; Champagne-Ardenne ; Franche-Comté ; Ile-de-France ; Languedoc-Roussillon ; Limousin : Lorraine ; Midi-Pyrénées ; Nord-Pas-de-Calais ; Haute-Normandie ; Pays de la Loire ; Picardie ; Polton-Charentes ; Provence-Alpes-Côte d'Azur ; Rhône-Alpes.

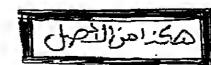






VIENT DE

PARAÎTRE



ir gan

gative _ _ ...

a maria

and the fire

÷

il a ser less a

4

N 17 -741 N

Maria Carlo

laga aya kara sa Walio

والمستران والمستران

8-4 B & A ...

Production at

45

(a) 2 a

Assess F

Later Baseline

ge .

a management of the

La renaissance de l'écomusée du Creusot

Après plusieurs années de crise, ce fleuron de l'archéologie industrielle est à nouveau considéré comme un outil de la communauté urbaine

LE CREUSOT

de notre envoyé spécial

Creusot, une construction blanche en U, terminée par deux hauts-fourneaux coniques - I'un renferme na théâtre, l'autre une chapelle. dnmine la conlée des bâtiments industriels, au fond de la vallée. L'ancienne cristallerie a logé plusieurs générations d'une même famille de maîtres de forge : les Schneider. Aujourd'hui propriété monicipale, elle abrite le siège de l'écomusée du Creusot.

. . . .

Qu'est-ce au juste qu'un écomusée? La réponse ne tient pas en mnins de trois seuillets, affirment les hommes de l'art, qui trouvent réductrice la définition du dictionnaire : « un musée ethnographique presentont une collectivité humaine dans son contexte géographique, social et culturel ». Georges-Henry Rivière, le créateur du Musée des arts et traditions populaires (ATP), l'un de ceux qui ont le plus réfléchi sur le sujet, en faisait une descriptinn boulimique : « un écumusée s'intéresse à tout, ses limites ne sont pas thématiques mais géographi-

Ce système attrape-tout, né ici dans la mouvance de mai 68, devait révolutionner le mande « vermouin » des musées. Le mot fit fortune et, quelques années durant, l'idée brilla d'un éclat sans pareil. Les subventions de l'Etat, celles de la ville et de la région se multiplièrent. Les universitaires et les artistes se penchèrent sur le bercean de cet enfant si prometteur. On embaucha des spécialistes : archivistes, historiens et architectes. On convoqua les arts plastiques au rendez-vous. Sur place, les langues veillées se multiplièrent pour défricher le terrain. L'instituteur, le curé et le facteur - trilogie insécable furent longuement soumis à la question. Les différentes activités de la communauté, passées an cri-ble, donnérent lieu à des expositions. Temporaires, bien sur. Pas question de s'encombrer d'un fonds permanent : les habitants de la région doivent apporter les objets à mantrer et gérer leurs propres collections, affirmait-on avec convic-

tinn. Le succès de l'écomusée fut d'antant plus grand qu'un était en pleine enphorie industrielle. La manne pleuvait de toutes parts. Et c'est vrai, Le Creusot fut un creuset qui permit, entre autres, une sensibilisation an patrimoine industriel et une revalorisation du dix-neuvième siècle, dont des pans entiers restaient méconnus.

Une nouvelle

Vint l'beure du repli. Au tournant des années 1980, la crise frappe la région. Au mnment où l'écomusée, poussé trop vite sur un terreau fragile (trente personnes y travaillent à l'époque), commence lui aussi à donner des signes de faiblesse. Les fondateurs ne sont pas forcément des gestionnaires : on découvre soudain nn trou financier considérable (il correspondait à 50 % du budget annuel) que villes et région ne peuvent ni ne veulent combler. Enfin l'enthousiasme et les idées post-soixante-buitards s'essoufflent. La nouvelle décennie s'annonce redoutablement raisonnable. Les départs succèdent aux liceneiements. La crédibilité du musée est atteinte. L'équipe fondatrice est finalement remerciée. La suivante n'a ni les mayens ni la volonté d'entreprendre quelque chose de neuf. Les activités de l'écomusée périolitent. On est à deux duigts de la fermeture.

Aujourd'bui, avec une nnuvelle direction, il cherche à mieux s'inscrire dans un cadre régional et son ambition n'exclut pas le souci éconamique, voire touristique. « Pour nous, l'écomusée est l'un des outils de la communanté urbaine », explique Didier Mathus, vice-président de cette enmmunauté, député (PS) de Montceau-les-Mines. Son budget est de 2,5 millions de francs, sans compter les locaux mis à la dispositinn de l'équipe, réduite à quatre permanents. Mais le député précise : « Jusqu'à présent, l'action culturelle était un luxe pour les collectivités territoriales. Aujourd'hui, c'est une fonction intégrée dons une dynamique. Le manque de moyens culturels est un handicap pour notre développement économique». Mais que faire de l'écomusée sinistré? Patrice Notteghem, son actuel patron, n'a pas eu beancoup de

un an pour reconstruire un projet. » Tâche d'autant plus difficile que ce type d'établissement n'était plus en odeur de sainteté auprès de la direction des musées de France (DMF) qui aurait volontiers abandanné l'expérience creusotine pour un simple musée technique.

« Notre réussite, explique Bernard Clément, un survivant de l'ancienae équipe, c'est d'avoir traversé la crise en conservant notre vocation. Nous sommes toujours un laboratoire, un centre de recherches et d'expositions. » C'est à lui maintenant d'nrchestrer la nouvelle partition que les élus locaux veulent lui faire jnuer : « L'écomusée dait s'adapter, constate Patrice Notteghem. Il doit être le lien entre les institutions muséales classiques, les laboratoires de recherches et une nauvelle forme de tourisme. »

Pourtant en France, l'archéologie industrielle n'a pas encore conquis nn vaste public, comme dans les pays anglo-saxons. Amener de nouveaux visiteurs à contempler ces témnignages d'un passé à peine refroidi est un pari difficile. Il faut

temps pour se retourner : « J'oi eu commencer par aménager et baliser systématiquement le territoire. Les musées de la cristallerie au Creusot et de la mine à Blanzy, ceux de l'école à Montceau-les-Mines et de la batellerie - qui doit s'agrandir à Ecuisses seront des points de passages obliges.

> Il faudra aussi flécher les autres vestiges de l'industrie du siècle passé : fonderie Henri Paul en béton et métal, maisons et usine à décor de céramiques de Montchanin - la poterie ornamentale faisait fureur vers 1900, - constructions en tuiles « mureuses », ou cette résidence Avril hérissée de tnurelles, clochetons, gnipures, vases et balustres, véritable catalogue de la production locale. Le canal du Centre, escalier d'eau ponetué d'écluses. monte depuis la Loire jusqu'au seuil de Loagpendu avant de redeseendre tout aussi majestucusement vers la Saône. Ouvert à la plaisance, il devrait irriguer ce circuit eneore méconnu qui permet de découvrir les grandes étapes de l'industrialisation française.

EMMANUEL DE ROUX

REPÈRES

LIMOUSIN Un théâtre permanent

à Tulle Tulle, préfecture de la Corrèze souhaite se dater d'une activité théâtrale permanente. La réhabilitatheatrate permanente. La renapinta-tion et la réouverture du théâtre mnnicipal de Tulle, construit à la fin du dix-nenvième siècle par Ana-tole de Baudot (constructeur à Paris de l'église Saint-Jean de Montmar-tre), fait partie des projets de la pré-fecture de la Corrèze.

Le coût total des travaux est estime à 12 millions de francs, hors taxes, dont le ministère de la culture doit supporter la moitié. Le budget culturel régional sera aussi sollicité.

L'onverture est prévue au début de l'année 1993. Une troupe per-manente professionnelle, L'Entre-prise dirigée par François Cervantès, soutenue directement par la direction du théâtre au ministère de la culture, doit bénéficier de cet équipement. L'Entreprise était jusqu'à présent sans domicile fixe. Elle sera, après son passage l'été pro-chain au Festival d'Avignon, en résidence permanente au théâtre de

MIDI-PYRÉNÉES

Auch se dote d'une maison consulaire

«Un outil un service des entre-prises», a annoncé le chef cuisinier-restaurateur André Daguin, en pré-sentant récemment la maison du commerce d'Auch devant les déci-deurs économiques et politiques du Gers. Le président a précisé qu'il tenait à cette appellation de «mai-son», qu'il estimait différente des traditinnnelles chambres de commerce. Selon les concepteurs de cet immeuble du centre-ville, habillé de verre et tranchant avec l'architecture traditionnelle de la Gascogne la maison doit abriter, outre les différents services de l'organisme consulaire, le centre de gestion agréé, les centres de formation du département, le comité interprofes sionnel du logement et le service de documentation. Dotée d'installa-tions pour l'accueil des congrès, la maison niTre notamment un « relais images et signaux » qui permet aux entreprises locales d'accèder aux télécommunications modernes. Le prix de l'originalité est de 11 850 000 francs, financès sur des fonds propres et des crédits de l'Etat, de la région, du département, de la municipalité et de la CEE.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de nos correspondants : Georges Chatain (Limoges) et Daniel Hourquebie (Auch).

Aix-les-Bains soigne ses thermes

Saite de la page 11

Les 400 salariés permanents et les 300 saisonniers qu'elle emplnie, functionnaires en titre, sont pour la plupart issus d'une école interne qu'un décret de 1982, pris sous la pression des kinésithérapeutes, a contraint à la fermeture.

Après plusieurs années d'em-barras et d'atermoiements, l'Etat paraît maintenant décidé à sortir de l'impasse. «Le ministre peut s'appuyer sur la volonté des collectivités locales », assure M. Ferrari, pret à reprendre le flambeau. Récemment, le conseil municipal, unanime, a vnté une première «avance» de 40 millions de francs, en sachant qu'il faudra des callonges. « Nous derrons y consacret lo moitié de notre budget d'investissement, octuellement de 100 millions de francs, pendant quelques onnées », précise le maire.

Vocation sociale »

Pour sortir du thermalisme hérité du dix-neuvième siècle et entrer directement dans celui du vingt et unième, il fallait un projet ambitieux. La création d'un nouvel établissement, proche de l'ancien, qui sera en grande partie rénové, devrait permettre, d'ici à 1998, d'accueillir près de 60 000 curistes. La note prévisionnelle est lourde, d'environ 450 millions de francs, sans compter les équipements d'accompagnement. D'otes et déjà, le ministère prévoit d'y consaerer 50 millions de francs en 1992 et 30 millions en 1993. « Nous avions craint que ce ne soit un ticket de sortie. Nous souhaitons que l'Elot reste à mas côtes. La solution de

l'économie mixte me paraît la meilleure », avoue M. Ferrari.

Opposé, semble-t-il, à la créatinn d'une société d'économie mixte (SEM), le ministère des finances, cette fois, serait disposé à appuyer un syndicat mixte de collectivités locales, avec la ville bien sfir, mais aussi le département de la Savoie et la région Rhône-Alpes, prêts à s'engager financièrement . « Cet établissement dait conserver sa vocotion sociole, non lucrative», souhaite M. Bénévise. Ecarté d'emblée, le recours au secteur privé n'est pourtant pas exclu par le maire. Il rêve d'un autre pôle de soins, envisageable après les découvertes d'abondantes ressources en eau, à plus de 2 000 mètres de profondeur. « Celu permettrait de tirer notre thermalisme vers le haut. »

A l'écart de la ville, dans les 17 hectares du parc de Marlinz, M. Paul Burnet regarde, avec un snurire autant satisfait qu'incrédule, le sursaut des Aixois. Lorsqu'en 1982, avec son père et son frère, il créa un complexe entièrement neuf, nn les prit pour des «aventuriers». Après avoir investi 100 millions de francs dans un institut spécialisé dans les maladies respiratoires, un centre de remise en farme, deux bôtels, et des résidences, la fréquentation est passée de 1 000 à 7 500 curistes.

Pour assurer la enntinuité de l'affaire et disposer de moyens financiers et commerciaux plus importants, le domaine de Marlioz a été cédé, l'an dernier, à un groupe bôtelier lyonnais. « Nous ovians ouvert la voie de la modernisation», indique M. Burnet. Depuis, le thermalisme aixois a frôlé la catastrophe. Il n'est pas encore totale-

MICHEL DELBERGHE



Rendez-vous, tout d'abord, samedi 25 mai de 10 h à 18 h dans chacun des 60 parcs de l'Ile-de-France choisis pour l'événement, où vous pourrez signer une fleur géante en témoignage de votre engagement à préserver les Droits de la Nature. Dimanche 26 mai, à partir de 11 h, Plaine des Jeux de Bagatelle - Paris, vous assisterez à la réalisation du plus Grand Bouquet du Monde : un Bouquet Final dédié à la nature, composé de l'ensemble des fleurs signées par chacun d'entre vous et dessinées par vos enfants.

Où signer:

liste des parcs du samedi 25 mai sur Numero Vert 05 34 43 44 et sur Minitel 36-15 TEUF.

Bouquet Final, dimanche 26 mai, Plaine des Jeux de Bagatelle - Paris à partir de 11 h.





HEURES LOCALES

Le réseau câblé entre dans l'âge adulte

Les chiffres-clés en France

(mars 1991)

Cáblo-opérateurs	Sites en exploitation	Nombra de logements raccordables	Abonnés (total)	(dant ebonnés individuels à plus de 15 programmes)	Mars 1990 abonnés et (sites)
Générale des saux (y compris Région Câble)	53	1 353 514	238 686	174 280	99 899 (45)
Communication-Développement (Caisse des dépôts)	37	540 676	133 098	63 143	71 068 (24)
Lyonneise Communication	11	808 450	128 043	100 439	68 443 (11)
Citécâble	10	21 400	5 700	5 700	2 300 (4)
Réseaux câblés de France	5	44 500	10 700	10 700	2 700 (2)
Eurocâble	3	21 141	11 767	11 754	7 750 (2)
Autres opérateura (EDF-Vidéopôle, Sorecom, France-Telecom, Bordeaux, sociétés d'économie mixte ou structures à capitaux publics)	17	119 974	47 830	29 481	26 477 (10)
TOTAL	136	2 909 655	575 824	395 477	278 637 (98)

Source: Agence câble - SJTI.

Médiaville : le rendez-vous de Rennes

Pour ae septième édition, Médieville est fidèle à la formule qui en a fait le rendezvous annuel du câble. Dans une grande ville (câblée) qui change chaque ennée, tous les ecteura de le profession viennent confronter leurs points de vue, sceller des accords ou constater leurs différenda. Les élus locaux, bien sûr, puisque l'Aa-accietion des melrea des grandes villea de France est à l'origine de Médiaville. Les opérateurs, qui y présentent leurs chaînes thématiques. Les pouvoirs publics, avec des ministres frachement nommée. Et les industriels, pulaque la composante technologique (décodeurs, télévision haute définition) est largement présente au

menu de l'édition 1991. Dana le cadre du Triangle à Rennes, du 28 au 30 mei, une série d'eteliers et de séences plénièrea évoqueront tant les problèmes juridiques que les politiques de merketing, les nouveaux services et la télévision è péage. Même l'usager n'est pae complètement nublié. puiaqu'un etelier s'intitule e l'usager du câble est-il considéré comme un client?» ...

Enfin, les Mercures du câble récompensent les réseaux les plus performants.

► Renselgnements : Multivilles, 42, rue Notre-Damedes-Champs, 75006 Paris, 45-48-14-16.

Des opérateurs qu'on dit « petits

Troia grands opérateurs dominant la marché du câbla : Lyonnaiaa Communication, Générala das saux-Télésarvice (at Région Câbla qui appartient au méma groupa) et Communication Dévaloppement (du groupe Caisse des dépôts). Tant en nombre de sites qu'en abonnés et en édition da programmes, laur prépondérance ast incontestabla, Maia

donna » du câbla da 1987 qui a ouvart la pour de tout petits réseaux. Réseaux câblés plupart des métropolas ayant déjà choisi leurs partenaires, ils se concentrent en général sur les villes moyennes ou petites, avac daa méthodes appropriées. Ainsi, Citécâbla

construction das résaaux au privé, une da Franca vise la tailla au-dessus, adaptant seconde génération da câblo-opérateurs. La aux villes moyannes un modèla basé sur la rapidité de pénétration. Ailleurs, des sociétés d'économie mixte popularisent la concept du câbla comme aervica public. Dans la Haut-Rhin, Eurocábla anticipe l'ouverture à terma fait la pari de la gestion centralisée, seula à des services da télécommunications, et s'y derrière eux s'est forméa, depuis la « nouvelle même da compresser les coûts d'exploitation prépare en installant un réseau dont les capa-

cités dépassent largamant la aimpla télédistribution. Alors qua les capacités financières des trois grands du câbla sont déjà largement mobiliaéea aur les contrats axistants, la seconde génération das opérateurs, par son dynamisme, viant combler les trous da la carte du câble, et constitue souvent la seula voia pour ceux qui ne veulent pas manquer

Eurocâble : le grand pari du Haut-Rhin

de notre correspondente

EVANCANT les Vosges, où une étude est en cours, le Haut-Rhio ve devenir le premier département français à disposer d'un réseau câblé couvrant l'intégralité de son territoire. Telle est la décision eux lourds enjeux que Jeao-Jacqoes Weber, président (CDS) du conseil général du Haut-Rhin, a fait approuver le 20 décembre dernier au terme de dix-huit mois d'études et de réflexion.

Technologies de pointe

L'idée de câbler le département tout entier, dans un même mouvement, e sa logique : les câblo-opé-rateurs obéissent à des impératifs commerciaux, et ont une tendance naturelle à s'intéresser aux villes (Mulhouse et Colmar sont en cours de câblage) dont les abounés potentiels sont nombreux et concentrés. done d'un rapport plus rapide et plus important. En oégociant à l'échelle départementale, le président du conseil géoéral du Haut-Rhio a vnulu que des commuoes petites ou difficiles d'accès ne soieot pas oubliées. L'accès de 377 commuoes beut-rhinoises au réseau câblé, aux mêmes conditions

tir de qualité, c'est l'a ega chances pour tous », se plaît à répéter le grand prêtre haut-rhinois de

Celui-ci avoue être nourri de

grandes ambitions pour le département alsacien. Devant 420 élus qui assistaient à une réunion d'information sur le sujet le 23 mars dernier, il a affirmé : e Grace à son réseau, le Hout-Rhin va prendre dix ans d'avance. Parce que nous disposerons d'un tel équipement, c'est chez nous que les investisseurs vien-dront. » Il défeod également son projet comme un « véritable acte d'oménagement du territoire», et comme un « outil de haut développement économique». « Nous rou-lons qu'à terme le Haut-Rhin soit une Sophia Antipolis de 650 000 habitants », reneberit André Bianebi, conseiller géoéral (UDF) de Colmar-Sud, président de commission qui a préparé le projet. Les particuliers et les communes ne sont pas oubliés. Pour Jean-Jacques Weber, « grace nu câble, il n'y auro plus de discrimination culturelle ou économique entre les villes et les villages. Chaque localité disposera d'une autoroute de communication ».

Le Hout-Rhio s'est douné les moyens de son ambition co optant pour une technologie de pointe. Soo réseau utilisera les techniques les plus réceotes : fibre optique

structures en étoile, qui offreoi toutes des possibilités optimales de transport et d'information. Pour ceia, le conseil général a diores et déjà passé un accord avec un opérateur unique, ce qui facilite aussi l'iotercoonexioo entre les communes. Il s'agit d'Eurochble, société du groupe Télé-Columbus, doot l'actionnaire priocipal est l'Union

des banques suisses. Sur le plan de l'offre des services, le Haut-Rhin va beaucoup plus loin que la simple télédistribution. Il table sur toute one gamme de téléservices interactifs attractifs pour les ménages (télévidéothèque, enseignement, travail, achats à domicile), et pour les entreprises (réseau informatique interconnecté, télé-travail, transmission d'images

700 millions de francs pour le département

Quant eux câbio-opérateurs, ils trouvent la régioo intéressante à équiper, pour des raisons culturelles et singulièrement pour son bilio-guisme et l'interpénétration des économies d'Alsace et du pays de Bade. Autre motivation : le niveau de vie élevé, le taux de ebômage bas et la « culture technique » des Alsaciens. « Ils sont curieux de nouveautés technologiques et se raccordent davantage pour être branchés à un réseau moderne que pour capter encore plus de chaînes de télé», estime Michel Dugravot, directeur général de Télé-Columbus SA.

Le coût du projet veut bien cette confiance mutuelle cotre promoteurs et opérateurs. Il s'élève à 1,8 milliard de francs, dont I milliard pour le câbio-opérateur, 650 à 700 millions de francs pour le

devrait être converte par vine d'e prunt, dont l'amortissement devrait représenter deux points de fiscalité par an pour les contribuables) et 100 à 150 millions de francs pour les communes et les abonnés co fonction des prises raccordées dans les localités, à raison de 1 000 francs la prise souterraice et de 500 francs la prise aérienne. Si une commune décidait de se câbler de sa propre initiative avec le partenaire de son choix, elle oe bénéficierait pas de subventions du

La balle est pour le moment dans le camp des élus communaux. A chaque conseil municipal de prendre une délibération favorable ou ooo à son raccordement au résezo départemental. Les communes intéressées devraient ensuite se regrooper co syndicat intercommunal, dont le premier acte consis-terait à signer une convention avec le câblo-opérateur. Le projet devrait être opérationnel à 85 % d'ici quatre ans et dans sa totalité dans six

département.

Reste aujourd'hui à Jean-Jacques Weber à convaincre les indécis et à proposer des solutions aux problèmes qui se posent : connexioo avec les autres réseaux, notamment les réseaux bas-chinois, moins avancés et réalisés par des opérateurs multiples, risque d'isolement du Haut-Rhin en raisoo de la baute technicité de son réseau, rentabilisation du haut débit par les petites communes, deveoir des réseaux déjà existants, réglementation...

Le projet du Haut-Rhin est-il ique ou simplement précurseur? Seul Pavenir le dira.

ANNE SCHOEPF

Citécâble : la gestion

de notre bureau régional ·

N ne se refait pas. En politique, M. Alain Coquard s'affirmait déjà jacobin, lorsqu'il dirigeait la fédératioo socialiste de l'Ain, organisatrice d'un fameux congrès oatiooal du PS, co 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, eu cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'eu-teur du défunt plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partisane eo poche depuis six ans. Mais son penehant s'exprime dans la vie professionnelle, M. Coquard étant devenu l'actionnaire majoritaire et président-directeur général du câblo-opérateur Citécable, une société qui compte une eioquan-taine de salariés, eprès quatre années d'existence (1).

Une douzaine de sites en France

Citécable est installée sur une douzaine de sites en France et a signé une trentaine de contrais, qui devraient porter, un jour prochain, son parc à 199 841 logemeots rac-cordables. La gestion de ses abonoés, la politique commerciale, le télésurveillance du fonctionnement des têtes de réseaux, le déclerche-ment des opérations de mainte-nance, le premier contact téléphoni-que avec un nouveau client, via un unique numéro vert, toutes ces fooctions vitales de l'entreprise devraient continuer d'être assurées, comme aujourd'hui, co un seul lieu de pouvoir : le nouveau siège social

de Citécable, édifié, ces derniers mois, dans la banlicue lyonnaise, à Miribel (Aio), dont M. Coquard est 1

. . .

-4.15

**

conseiller municipal. Le «cerveau» de Citécable rèene sur les habitants de la ville voisioe de Villefranche-sur-Saooe (Rhôce), où la jeuce ectreprise counut sa première réussite, sous le maodat de l'aocien maire (PS). M. André Poutissou. Il s'affirme capable de veiller, avec la même etteotion, au confort audiovisuel des babitaots de Villeréal (215 ebonnés), de Tonneins (270 abonnés), Boé (165 abonoés), Blanzat (172 abonnés) ou Moiransen-Mootagne (170 abonnés). «Lo décentralisation n'est possible que sur les gros sites, déclere M. Coquard. Je comprends parfaitement que Téléservices, filiale de la Générale des eaux, la mette en pratique à Lyon et à Villeurbanne. Mais en deçà de plusieurs diznines de milliers de logements, vous pou-vez perdre tout l'argent que vous poulez. » Dans le département de la Heute-Saone, avec lequel oo vient de conclure un contrat pour 230 000 bebitants résidunt dans 83 576 logements dispersés sur 546 communes, Citécable pourra

reer une filiale locale. Avec soo centre de décision encore unique. Citécable affirme que la télévision par câble est deve-nue un droit, même dans les petites communes, qui seront tout de même sollicitées pour mettre la main à la poche. Aujourd'hui, l'en-treprise de Miribel investit 2 000 à 2 500 francs, en moyenne, pour la réalisation de chaeuce des prises. Elle obtiendrait ainsi un prix de revient quatre ou cinq fois inférieur à celui des réseaux édifiés par l'ad-mioistration des télécommunications, en n'hésitant pas à passer ses câbles « eo aérien », le loog des façades. Mois ancun des réseaux existants ne compreod de « canal Incal », dant le plan câble eveit, d'ebord, souligné l'importance. La durée des concessions accordées par les maires verie entre vingt et trente ans, mais la collectivité est toujours propriétaire des locaux abritant le tête du réscau, alimentée pour l'es-sentiel par les satellites. Et voiei comment Villefraoche-sur-Saone, trente mille habitants, offre vingt chefues de télévision et bientôt vingt-quatre, pour un tarif de base unique dans l'ensemble du pays on est jacobin ou oo ne l'est pas ... fixé à 98 francs.

GÉRARD BUÉTAS

(1) Citécable compte dans son actionna riat l'entreprise de travaux publics SPIE, la société d'équipement électrique Trindel, une filiale de Philips et des fonds compement des Banques populaires.

PERSPECTIVES DE L'AUDIOVISUEL

Câble, satellites, hertzien

19-20 Juin 1991 - PARIS

Les implications des nouvelles technologies sur le marché des programmes audiovisuels.

Intervenants: Marie Christine Grollemund, Consultante, CARAT ESPACE ; André Lange, Responsable du Oépartement Audiovisuel et Industrie Culturelle, IOATE ; Michel Libermann, Conseiller du Président, ARIANE ; Cyrille du Peloux, Directeur Général Adjoint, TF1 ; Jecques Peekine, Directeur Général, SYNCOM Mere Teagler, Oirecteur Général, CANAL PLUS International; Patrick Vittet Philippe, Attaché culturel et audiovisuel, Ambassade de France, New York ; Pierre Wiehn, Président, WA

Animation et conception : Sophie Jabès/PASHA International. Organisation TELECOM PARIS.

Informations:

Laurence Lindenmann/Monique Mariani Téléphone: 45 81 73 69 Télécopie : 45 80 64 77

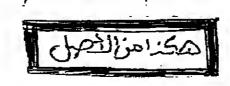
TELECOM PARI

Réseaux câblés de France : la discrétion tranquille des villes moyennes

N É en 1988, Réaeaux câblés de France vise le clientèle dee villes ou egglomératione mayennee, de 50 000 à 100 000 hebitants. Pour le société composés d'intérête frençale (en majorité, evec notamment la Benexi et Centrest) et belges (le groupe Gillam-Satel et le SLF, forte de son expérience evec le réseau de Liège). diacrétion et décentralisation sont de règle. Avec une technologle éprouvée, et des tarifs maintenus eu plus bas (84 francs pour quinze ou eeize cansux),

RCF e convaincu les édiles de Ruenne, Lorient, La Roche-sur-Yon, Cholet, Nevers (dont les réseaux sunt déjà ouverts) et plus récemment ceux de Valenclennes at Antibea-Mandelleu, Châteauroux et Périgueux. Dans chaque cas, RCF constitue une société locale, Intégrant des partenaires régionaux : « C'est la condition pour assurer un service de quelité, edapté aux contraintes locales et proche des clients », explique le directeur général de RCF, M. Jean-Pierre

Pour des raisons à la fols financières et commerciales, RCF mise sur le rapidité de conetruction de ses réseaux, menant la commercialisation des prises en parellèle svec les chentiers contrat-cadre pases evec EDF, pour le câblege sérien, facilité cette rapidité. Et RCF obtient ainsi des taux de pénétretion estisfaieents : plus de 6 000 abonoés à Roanne pour 25 000 prises, presque autant è Lorient, au total 16 000 foyers raccordés nationalement.



HEURES LOCALES

Le réseau câblé entre dans l'âge adulte

«Un espace privilégié pour l'épanouissement de l'audiovisuel »

nous déclare M. Martial Gabillard, président de l'Association des villes câblées

Adjoint eu meire de Rennes. M. Martial Gabillard est l'un de ces élus qui ont marqué la jeune histoire de la télévision per câble. Quelques mois eprès l'ennonce du plan câble de 1982, il entreprend les études qui vont mener eu lencement du réseeu de Rennes (8 500 ebonnés) en 1987. Sa connaissance des dossiers, ses prises de position directes et souvent prémonitoires l'ont conduit à la tête de l'Association des villes câblées (AVICA). Il continue à y défendre, sans détours, un sain réalisme.

« En atteignant la maturité, la télévision par câble n'a-t-ella pas abandonné une bonne partie de ses rêves? Que sont devenues les illusions du plan câble

- Depnis 1983, je suis fidèle au cable et à mes convictions. D'autres ant pu perdre leurs illusians et abandonner la partie, Mni, j'ai toujours prêché un certain réalisme. Des 1984, j'expliquais dans votre journal que le câble ne trouverait pas beaucoup de clients si l'abonnement dépassait 100 francs par mois, et qu'il faudrait se enntenter au début de la simple télédistribution des chaînes existantes. Il me parais-. sait aussi dangereux pour les collectivités locales de s'investir directement dans l'explaitation des réseaux. J'ai préféré pour Rennes une formule de concession qui s'est · war aujourd'hui généralisée,

» Il y a en tout de même un

rêve déçu pour les réseaux qui, comme celui de Rennes, ont été construits en fibre optique : celui d'un grand réseau électronique à architecture sophistiquée intégrant la télévision, le téléphone, le visiophone, la domotique. Une sorte de support de communication universel qui n'a jamais vu le jour.

- Et lea rêves qui ont

- La télévision locale, par exemple. l'en ai toujours été un farouche partisan parce que tontes nos études démontraient que c'était un élément important de la demande des téléspectateurs. Je ne suis plus le sent convaineu puisque les chalnes bertziennes ont emboîté le pas au câble et font anjourd'bui de la télévision de proximité.

» Le câble functionne d'ailleurs comme un lieu d'innovations et d'expériences qui sont ensnite reprises par d'autres supports. C'est le cas du télé-acbat, qui donne sur le réseau de Rennes de bons résultats et que TF ! a exploité au plan national. Je pense encore aux premiéres expériences de télévision éducative. Les six cents films d'Educâble sont à la disposition des établissements scolaires de Rennes. qui sont tous căbles. Nous avans commencé depuis deux mois la diffusion de « Math Max », des séquences de soutien en mathématiques pour les lycéens de secnnde avec exercice de contrôle sur Mini-

- Vous continuez danc à parier sur le câble ?

- La télévisinn par câble n'est plus un pari. 550 000 abonnés. I milliard de francs de chiffre d'affaire 135 réseaux reliant plus de 6 millions de foyers : c'est une réalité qu'il faut désurmais abonnes et d'améliorer leur qualne. reconnaître. Camme le montre l'exemple allemand avec ses 8 millions d'abonnés, le cable est un

Le rôle important des élus

espace privilégié pour l'épanonisse-

ment de l'audiovisuel.

مكنا من الامل

» Les réseaux français ont progressé plus lentement que prévu, mais les problèmes qu'ils ont rencontrés sont maintenant résolus. Les tarifs d'abonnements de base sont descendus à des prix accessibles pour un large public. Les accords signés pour raccorder les immenbles collectifs ont évité une concurrence néfaste avec les systemes d'antennes par satellite et élargi l'assise des réseaux. France Télécom et les exploitants ont désormais des intérêts convergents, et la politique commerciale en est sensiblement ameliaree. Enfin, depuis le début de l'année, les alliances autour des chaînes théma-

tiques permettent d'offrir des pro-

grammes spécifiques à tous les

Si l'avenir est assuré, pourquoi vous opposez-vous à ia création d'une septième chaîne hertzienne?

- Le câble a maintenant besoin de stabilité et le marché audiovisuel d'un oeu de cohérence. A redistribuer continuellement les cartes, on est sur de perdre les atouts. Or, les chaînes thematiques sont des atouts majeurs du câble. Vouloir leur donner un réseau hertzien, alors que les télévisions existantes ont déjà du mal à survivre, est absurde.

» Nous souhaitons le développe ment d'une chaîne musicale et de la SEPT franco-alternande, mais nous sommes persuadés que seul le câble peut assurer le succès de ces programmes. C'est lui qui peut dégager des ressources nouvelles. C'est lui qui, en relayant la diffusion par satellite, peut transmettre Euromusique et la SEPT avec la qualité visuelle et sonore du D2 Mac.

- Les élus tirent-ils un bénéfice de l'existence du

cáble, notamment des canaux

Les elus locaux, toutes tendances confondues, ont été très vite des farouches partisans du cablage. lls ont compris que les réseaux. même s'ils n'étaient pas le grand vecteur de développement annoncé. répondaient à l'attente du public pour un audiovisuel enrichi. Leur role est important puisque la lui leur donne un droit de regard sur la programmation des canaux et le soin de veiller à la cobérence du

» Même s'ils sont encore peu développés - un n'en compte que scize en France - les canaux locaux sont un des intérêts essentiels du cable. Ils servent d'antidote aux effets d'une télévision très internationalisée qui mobilise le téléspectateur sur le sort des Kurdes nu du Bangladesh mais risque de lui faire oublier les malbeurs de son voisin.

» J'ajoute que les quelques expériences de retransmissions en direct des débats municipaux montrent que le câble peut aussi apporter beaucoup à l'exercise de la democratie. Naus avons vu à Rennes des téléspectateurs suivre les discussions du conseil sur le metro de 9 heures du soir à 3 houres du matin!

- Le câble comme remède à la crise des villes-dortoirs ou des hanlieues?

- Ne demandons pas à la télévi sion par câble d'apporter une réponse à tous les problèmes. Les médias ne remplacerons jamais la force de communication de deux regards qui se croisent. Les déracinés des banlieues ont besoin, avant tout, de se reconstituer de vrais réseaux sociaux, interpersonnels, et un des rôles des collectivités locales est de leur donner des lieux de rencontre. La chaine musicale ne résoudra pas le problème de reconnaissance sociale des rappeurs. Il vaut mieux leur donner un local, venir vair leurs spectacles... et éventuellement le faire filmer par la

Propos recueillis par JEAN-FRANÇOIS LACAN

Marseille choisit l'abonnement collectif

La cité phocéenne signe un accord avec les saciétés d'HLM paur diminuer les prix proposés aux locataires

William Part at is=gregore f.

4 3 mm

-

1 2 20 m

ا پولو دیا . انجامت اسان

13.5

15. 15 1/2 4 44 --

ी । चार समित्र । स्ट

British British

400 100 ----

ASSET THE PARTY Tan Post

and the V.

i de

والمعرض والمجارية والمعرض

White was re-

A Property of the State of the

 $1 \cdot (n + r_1) \cdot (n + r_2) \cdot (n + r_2)$

a many and the

٠٠٠ و و فرق متحد و المنطق Santage (Tal.

接頭 中心一

The same of the same

transfer - - -

£ - 2 .

San Property Control water to

- A CP - 5

de notre correspondant

LS n'en parlent pas parce que ce n'est pas leur rôle, mais ils ont « ramé », les responsables du câble à Marseille. Pendant dix-huit mois, on n'a guère décollé et, la ville ne inuant pas, comme ailleurs, son rôle-moteur avec suffisamment de moyens, ils unt connu des moments difficiles qui semblent à présent derrière eux.

Le programme d'implantation du réseau qui avait prévu de commencer par les quartiers nord - les mains favorisés, c'est un euphé-misme – n'a pas facilité les choses. Marseille Citévision, la société qui gere depuis 1988 le réseau cablé marseillais, fetera pourtant ses trois ans en décembre prochain avec un meilleur bulletin de santé, puis-qu'elle a enregistré son dix millième abonné en début d'année et compte atteindre le nombre de vingt mille pour son troisième anniversaire.

Comment cette multiplication soudaine est-elle poesible? « Parce que, répond M. Jean-Claude Boscher, directeur général de Marseille Citévision, naus faisons un effart sur l'abonnement collectif, souscrit à partir des organismes gestionnoires des ensembles immobiliers. L'expédes ensembles immobiliers. L'expe-rience pilote conduite avec l'ensem-ble de huit cents logements de lo Sefimeg, situés sur le boulevord Michelet, nous encourage à poursui-vre dans cette voie. Si l'abonné indi-viduel paie 149 francs par mois pour un « service de base » de vingt canaux. l'obonnement collectif de dix canaux ne coûte que 40 francs dix canaux ne coute que 40 francs por mois, et on peut obtenir dix outres canaux en ojoutant 59 francs seulement. Ce qui met l'abonne-ment de base à 99 francs. »

« Mois, précise M. Henri Dumolié, directeur de la programmation et de Canal Marseille, un progromme spécifique à la ville - nous venons de signer un accord-ca-dre avec tous les organismes HLM de Marseille, qui représentent un parc de cinquonu-cinq mille logements, dont vrente mille raccordables - devroit nous parmattre de soit. mation et de Canal Marseille, un bles - devrait nous permettre de rattraper le retard constaté par rapport à d'autres villes. Pour le logement

social, nous avons encore assoupli le système avec un abonnement de base collectif qui ne coute plus que 37 francs por muis et même 27 francs si l'organisme HLM se charge de l'installotion du reseou à

l'intérieur des immeubles. » La ville est aussi l'une des rares à conserver un programme local Canal Marseille. « C'est une vérita-ble chaîne de télévision foite par el paur les Morseillais, explique M. Boscher. A la fois un lieu de ren-contre et un média de proximité, au l'an parle de sa ville et où an recon-tre ceux qui lo font »

Avec pour partenaires la chambre de commerce, le conseil général des Bouches-du-Rhône, l'université de Provence, la ville de Marseille, le diocèse et plusieurs associations locales, Marseille Citévision a enaçu Canal Marseille à la fois comme un espace d'information et

Eviter la guerre des clans

Pour éviter taute guerre des clans, Marseille Citévision a signé un « traité de non-agression » avec M 6, dont Canal Marseille rediffuse trois fois en soirée le jaurnal local en images, « 6 minutes Marseille », ainsi qu'avec FR 3 Méditerranée, dont il rediffuse le jour même et le dont a reassure le journal, le magazine « Corsica Sera » et l'emission quo-tidienne « Midi 3 ». D'autre part, Canal Marseille diffuse ses propres émissions, notamment sportives, sous forme de deux magazines (l'un mensuel et l'autre hebdomadaire) tandis que « Football » diffuse systématiquement quarante-einq minutes de chaque match de l'OM joué à domicle.

Enfin, Canai Marseille accueille des productions locales extérioures, de la chambre de commerce, du diocèse, et du conseil général. Avec un potentiel de cent mille loge-ments raccordables et un réseau qui ments raccingantes et un resean qui comportera à terme quatre cent mille prises, qui en fait théorique-ment le deuxième de France, les responsables de Marseille Citévision pensent avoir accompli le plus difficile.

JEAN CONTRUCCI

Avec ses réseaux de transmission, la SAT est associée aux plus grandes réalisations de notre temps.



o 1990 - Johan - Otto Von Spreckelsen.

Un tiers des réseaux de transmission

de FRANCE TELECOM, interurbains, régionaux

ou locaux a été réalisé par la SAT.

Par sa maîtrise des technologies:

- SYSTÈMES SUR FIBRES OPTIQUES

- FAISCEAUX HERTZIENS

- NUMERIS (réseau numérique à intégration

de services)

VIDÉOCOMMUNICATIONS

la SAT participe activement au développement des télécommunications en Europe et dans

le Monde.

Transmission à 34 Mbit/s sur fibres optiques du Réseau d'Affaires de la Défense."



LEADER EUROPEEN EN TRANSMISSION OPTIQUE

SOCIETE ANONYME DE TELECOMMUNICATIONS 41, RUE CANTAGREL - 75631 PARIS CEDEX 13 - FRANCE - TEL, 33 (1) 45.82.31.11 - FAX. 33 (1) 45.82.31.13 - TELEX. 250054 F.

HEURES LOCALES

Le réseau câblé entre dans l'âge adulte

Le rouleau compresseur de la Bundespost-Telekom

La poste allemande s'est associée à des entreprises privées pour permettre à huit millions et demi d'abonnés d'être raccordés

correspondance

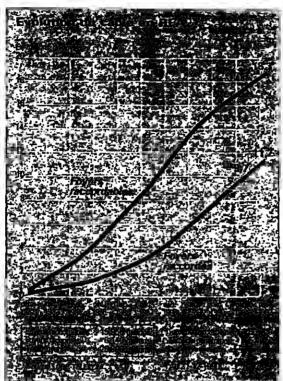
A date charnière pour le développement du câble outre-Rhin remonte au changement de gouverne-ment en 1982. Avec l'arrivée au pouvoir à Bonn de la eoalition chrétienne-démocrate, la Bundes-post (DBP) reçoit un nouvel objec-tif : mettre en place un réseau de distribution unidirectionnel (Breid-bandverteilnetz) devant permettre de créer de nouvelles capacités de

transmission et de réception pour une multitude de programmes radio

Le but était de mettre sin à la pénurie en matière de fréquences hertziennes issue du statut d'occu-pation de l'Allemagne après la seconde guerre mondiale et de faciliter l'arrivée de nouveaux entrants ehaines privées allemandes Sat 1 et RTL Plus. Autre paradoxe de la situation allemande : une surabondance de « troisièmes programmes régionaux » en plus des deux pro-grammes principaux diffusés par les chaînes publiques ARD et ZDF, toutes deux dépendantes des Lander (1). Sans l'extension des réseaux cáblés outre-Rhin, ces programmes régionaux n'auraient jamais pu atteindre une dimension nationale.

A partir de 1984, la Bundespost lançait quatre projets pilotes afin de « tester » le plan coaxial décide par le gouvernement de Bonn dans le cadre de son programme de « développement de la micro-électronique et des techniques d'information et de communication ». Le but : privilé-gier les économies d'échelle au moindre coût (d'où le eboix de Putilisation du cuivre coaxial au lieu de la fibre optique) et instaurer un partage des rôles entre le secteur public et les opérateurs privés. L'instauration d'un système d'économie mixte, unique au monde, ayec la Bundespost, présente dans le capital des « sociétés de service d'exploitation commerciale » (Kabelservicegesellschaften), a effectivement permis de faire décoller le marché du câble plus rapidement qu'en France et, simultanément, de construire plus de réseaux.

Dès le 15 juin 1984, un accord de principe intervenait entre la Rundespost et les installateurs pri-



vés d'antennes individuelles ou collectives. Il fut décidé que la Bundespost conserverait le monopole jusqu'au point de raccordement séparant la voie publique de la voie privée : le plus souvent, une prise installée dans la cave d'une maison ou d'un immeuble pour des raisons de commodité. A partir de ce point de raccordement (Ubergabepunkt). chargerait ensuite de l'installatinn du réseau de distribution interne jusqu'à la prise dans les foyers.

Alors on une on deux familles (46 % des logements sont des mai-sons individuelles en RFA) n'ont pas de difficulté particulière pour décider de se raccorder an câble, et d'en supporter les frais d'installation (2), il en va autrement dans les bles collectifs où les intérêts des propriétaires et des locataires sont souvent contradictoires. La création en septembre 1986, à Bonn, de la TKS (Telepost-kabelservicegesellschaft), dans laquelle la Bundespost détient 54 % du capital, a permis de lever la pinpart des freins au développement du câblage

dans les immeubles en proposant

un a service de raccardement clé en main », comme pour le téléphone, par l'intermédiaire de vingt-cinq

sociétés régionales (RKS).

L'avantage de se retrouver en face d'un interlocuteur unique proposant un service unique et susceptible de jouer les interfaces avec les locataires est double : pour le propriétaire, puisqu'il peut se décharger de ses obligations d'apérateur s'il le désire, et pour la Bundespost, qui assure ainsi le reconvement de ses factures. Le but des RKS n'est pas, toutefois, d'occuper des marchés qui font l'objet d'une exploita-tion réussie mais plutôt de commercialiser le câble dans les régions non exploitées ou insuffisamment exploitées par les sociétés privées. Afin de permettre une meilleure ecopération entre les exploitants commerciaux et la Bundespost, les zones d'exploitation des RKS doivent obligatoirement correspondre aux zones de eirconscription des agences de télécommunications (Fernmeldeamter).

Incontestablement, l'ouverture du marché aux sociétés d'exploitation a été un élément décisif pour accroître le taux de pénétration du câble outre-Rhin (voir graphique). Cette progression se poursuit à un niveau record : fin mars 1991, le cáblo-opérateur public Telekom annonçait 400 000 abonnés de plus par rapport au début de l'année, portant le total à 8,5 millions de

Les autorités allemandes se sont fixé comme objectif d'atteindre un taux de couverture de 80 % des foyers allemands d'ici à 1993-1995, soit envîron 60 % à 65 % de l'ensemble du territoire de l'ancienne RFA. Parmi les 20 % restants, il n'y aura que quelques exceptions d'ilots câbles, puisque les investissements nécessaires sont ingés trop importants par rapport à la faible densité de la population.

Dans les cinq nouveaux Lander (l'ex-RDA), les prévisions sont également des plus ambitieuses 500 000 foyers sur un total de 7 millions recensés seront cablés d'ici à le fin de l'année, et ce chiffre devrait atteindre 1,3 million de plus d'ici à 1993. En attendant, ce sont les opérateurs d'antennes collectives qui ont enregistré la plus forte croissance à l'Est, comme en atteste déjà l'accumulation de paraboles, souvent par grappes de cinq ou six, collées comme des ventouses sur la plupart des édifices. Même si ce succès de la réception patible avec le développement du câble, les experts s'accordent pour y vnir, à terme, une concurrence accrue entre les deux moyens de

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

(1) ARD est une communauté de neul organismes régionaux de radio et de télé-vision, structurés dans le cadre des Lander, qui diffusent ensemble la première shalue de télévision. ZDF est un orga-nisme commun à tous les Lander.

(2) L'abonnement au câble coûte actuellement 675 DM (soit 2300 F) de raccordement pour une maison indivi-duelle plus une cotisation mensuelle de

La peau de chagrin des canaux locaux

Sur les cent quarante réseaux autorisés seize, seulement, sont en exploitation

A programmation locale sur le câble n'n pas connu en France le developpement escompté » : en ouverture du dossier que sa Lettre de mai (1) consa-cre aux canaux locaux, le CSA fait montre d'un sens certain de l'eu-phémisme. Car les grands discours sur le câble comme instrument d'expression locale, qui ont nourri la rhétorique du plan cable et les promesses des opérateurs anxieux de sédnire les mnnieipalités, ont fait long feu. Sur les cent quarante réscaux autorisés en France, seuls seize canaux locaux sont en exploitation, dont quatre seulement ont une audience potenticle supérieure à 10 000 foyers (Paris-Première, Canal 9 dans le Nord, Canal 40 à Nice, et Images Plus à Epinal).

Le CSA a même du renoncer à faire appliquer ses autorisations, qui stipulent que chaque réseau doit présenter dans un délai d'un an nu mémoire sur la programma-tion locale: soixante-dix-neuf réseaux ont dépassé le délai fixé... Le Conseil préfère maintenant éla-borer un dispositif reposant sur des crutres objectifs de développement

Le verdiet financier est vite tombé comme un couperet sur les pionniers des canaux locaux, Cergy, Mantes ou Grenoble, qui attendent des jours meilleurs pour envisager un redémarrage. En fait, constate le CSA, les canaux locaux n'existent que là où s'est manifestée uoe volonté forte des municipalités, car « on observe, de la part des trois principaux câblo-opérateurs, une tendance à se désengager des expériences de télévision de proximité».

A cela, une raison simple rele-A CCIA, une raison simple ten-vée par le CSA: « Aucun rapport de causalité n'est décelable entre le taux de pénétration et l'existence d'un canal local. » C'est assez, en bonne logique commerciale, pour en sceller le destin : Téléservice n'a que quatre canaux locaux sur ses quarante réseaux (2), Communication Developpement quatre égale-ment sur trente-sept (3).

Là où la volonté politique a sur-passé les obstacles économiques, plusieurs stratégies ont été poursui-vies, qui dépendent évidemment des budgets disponibles, de 2,5 à 35 millions de francs par an. Paris-Première et Canal 9 se présentent par exemple comme des chaînes

régionales, avec des décrochages pour l'information très locale. A l'initiative de TV 10 Angers, les canaux locaux confrontés à la difficanaix locaix controlles à la diffi-culté d'alimenter leur antenne après la disparition du «programme-maître » Bravo ont constitué une sorte de centrale d'achat, 10-Patch. Car, à l'exception des programmes locaux intégralement dédiés à l'in-formation et alors limités à quelformation, et alors limités à quel-ques minutes quotidiennes, tous ont besoin d'acheter des programmes pour offrir un produit complet.

Espoirs

Parmi les espoirs décus des chantres du canal local figurent sans doute les synergies avec les autres acteurs de la communica-tion. Certes, là où existe, comme à Lyon ou à Toulouse, une chaîne hertzienne locale, elle est reprise sur le câble (d'autant mieux qu'il s'agit du même opérateur, Téléservice). Mais les accords avec la presse locale se sont révélés généra-lement timides, et la coneurrence des décrochages locanx de chaînes hertziennes nationales comme M 6 on FR 3 ne peut que s'accentuer. Plutôt que la confrontation, la plupart des réseaux recherchent done des accords avec ces pourvoyeurs d'information.

Quant aux émissions d'expression directe prévues à l'intention des associations, elles n'ont « pas toujours rencontré un grand ècho », note le CSA, qui précise que les seules émissions de ce type diffusées avec une certaine cootinuité sont de nature confessionnelle, avec

Ce constat d'ensemble pessimiste n'est heureusement pas défi-nitif. Mais la résurgence des programmes locanx ne viendra sans doute que lorsque leur assise économique élargie pourra relayer le volontarisme des élus.

(1) La lettre du CSA, nº 20, Tour Mira-beau, 39-43, quai André-Curoču, 75015 Paris.

(2) Télésolcil à Montpellier, Télessons à Massy, Cités Télévision à Villeurbann Canal 40 à Nice. (3) TV 10 Angers, Canal Marseille, Canal Avignon, TV Rennes.

Inventer la TV de demain et découvrir chaque jour Rennes en images, c'est ça, vivre en intelligence.

Ecoutez les 3 500 chercheurs de Rennes. Quand ils vous parlent du câble, ils vous porlent accès conditionnel, visiopass, D2MAC Poquet, TV houte definition, outant de lechniques dévelappées à Rennes et présentées à MEDIA-

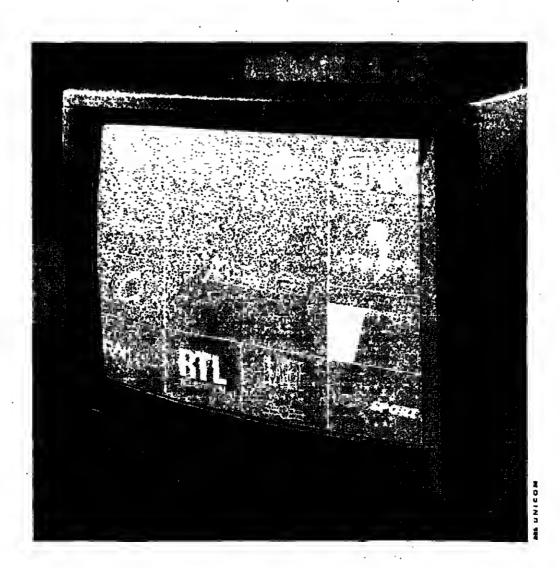
Maintenant, écoutez les Rennais. Quand ils vous parlent du câble, ils vaus parleni pragrammes à

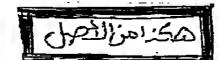
options, chaînes cinéma, informalions internationales et lacales, programmes éducatifs.

La réussile de Rennes n'est-elle pas là ? Précisément dans le fait que chacun peut oujourd'hui par-ler de lo télévision qui sero celle de tous les français, avec passion, chacun à sa façon.

C'est ça, vivre en intelligence.







78.75 %

A Park

A --- 15...

ره د مېرونو ري

+ "F برقم أأوه ميور

the section of 4- -All Control

ुल्लु व्यक्त हैं। ** *

ļķ eng t. · · · ·

Le cinquième taureau ailé

صكنا من الاحل

Pour compléter ses collections assyriennes, le Louvre fait venir des Etats-Unis un moulage de dix-huit tonnes

CHICAGO

de notre envoyé spécial

Le Musée du Louvre possède quatre taureaox silés assyriens provecent du palais du roi Sargon II à Khorsabad : trois vrais et un faox, uo moulage. Deos deux ans, quand s'inaugurera la nouvelle présentation de ce dépar-tement, dans une cour sous ver-rière améoagée à eet effet, le Musée en aura cinq : trois vrais et deux faux, deux moulages. Pour eet eoriebissement, il eura fallu plusieurs voyages à Chicago, des recherches techniques élaborées et le mécénat do groupe Lafarge-Coppée, euquel rien de ce qui emploie du plâtre et do ciment o'est étran-

Pourquoi à Chicago? Parce que l'Oriental Institute de Chicago se flatte de possèder un taureau ailé assyrien d'une espèce toute particulière. Non qu'il soit plus heut oo plus lourd que les sept eutres conous (en dehors des « participes » deux autres qui soot à sieos », deux autres qoi soot à Londres et deux à Bagdad). Ils ont tous plus de quatre mêtres de haut, autant de long et pèsent plus d'une dizaine de tonnes. Ils ont tous aussi une tête humaine large-

consul de France à Mossoul, représeotaot du roi Lonis-Philippe, Paul-Emile Botta. Il découvre le site et dégage une partie du palais royal construit entre 713 et 705 avant lésus-Christ par le roi Sar-gon II, édifice monumental d'une dizaine d'hectares de surface. Sept portes percent le rempart, gardées par les Shedou, également eppelés Lamassou, autrement dit les tau-reaux ailés.

> Appel aux Nestoriens

Ils symboliseot la puissance divine qui défend le palais, et son monarque, contre les forces enne-mies. Ils ont la force du taureau, le courage de l'aigle et la sagesse de l'bomme. De ces Lamassau sculptés dans une pierre gypseuse, Botta dégage deux exemplaires, parmi d'eutres œuvres, figures de génies et frises figurant Sargon, ses fonctionnaires et un souper royal.

Pour treosporter ees messes énormes de Khorsabad à Mossoul, seize kilomètres de là, Botta fait fabriquer des chariots et cale les sculptures à l'eide de poutres, Puis, seion le repport officiel d'Adrieo de Longperier, alors France « car les nécessités du ser-vice ne permirent pas plus tôt l'en-vni d'un bôtiment de l'Etat » dixit Longperier, - reprennent le Tigre jusqu'à Bassora et sont chargees sur noe gaberre française. Après sept derniers mois de navi-gation par le cap de Bonne-Espérance, les deux taureaux atteignent Le Havre, puis Paris par chaland en février 1847. Ils étaient intacts maleré leurs aventures.

Les deux autres, que trouva l'archéologue Place en 1852, furent moins fortunés : par accident, ils tombérent dans l'eau au cours de leur descente de Mossoul à Bagdad. On sauva l'un, point trop ebîmé, et de l'autre, dont le gypse a fondu dans le fleuve – car les taoreaux essyrieos soot solobles dans le Tigre. - le Louvre fit pieusemeot exécuter une copie co 1857, en mémoire du Lamassou coyé. En dépit de leurs travaux répétés à Khorsabad, les savants freoçais o'eo rameoereot plus aucun autre. Pire malheur : le seul taureao à la tête tournée devint la propriété de l'Université de Chicagn au conrs d'une campagoe menée par ses assyriologues entre 1928 et 1935. On dit que leurs

Michel Bourban a pracédé en public au démanlage, détachant peu à peu l'empreinte de l'ariginal par infiltration d'air comprimé. Transportés en France, les moules permettront le tirage de la copie, muoie par sécurité d'une cherpente d'acier. C'est à ce point de l'apération qu'interviennent les laboratoires du groupe Lafarge-Coppée, mécène et principal artisao de l'entreprise. Il leor feut mettre au point un matériau qui reproduise l'albâtre gypseux d'origine, grisatre, rugueux et d'autant plus maleommode à imiter que peu homogène : des cristaux plus clairs parsèment la surface de la sculpture, grains blancs qu'il faudra suggèrer aussi exactement que

Cet exerciee de faux-semblaot réussi, le moulage moderne, scien-tifiquement calculé et produit, sera placé daos une salle décommée cour Khorsabad, située dans l'aile Rivoli du Loovre. Contre des murs et sur uo sol de coulcor rougestre, conçu à la ressemblance de la brique crue qu'employaient les architectes de Sargon, bas-re-liefs et statues seront disposés de manière à suggérer le palais royal, ses portes monumentales et son décor. Vrais et faux taureaux associés dans la mise en scène archéologique, l'effet, assore-t-on, sere

PHILIPPE DAGEN

Le grand bazar

Chicago a sa foire d'art contemporain. Cette année, elle fête son douzième anniversaire

de notre envoyé spécial

Deux étages de stands très serrés et trop petits dans un entrepôt bianchi au ripolin bei-gnent dans les effluves de vinaigrette écheppés du seifservice : la « Chicago Internatio-nal Art Exposition », douzième édition et le première de l'après-boom de l'art contemporain, a peu la souci du décor. Les galeries qui s'y rasaemblent ne snignant guère plus leur apparence. Sur leurs panneaux blancs, elles accrochent le plus grand nombra pussible de tebleaux, deesins, photograohies ou lithos et déposent sur e linoléum du sal sculptures et aseemblagas. Nulle ambition d'élégance, eneure moins de logique : quentité et variété comptent seules, qui dégénèrent en surabondence et capharnatim. Autrement dit, à Chicago, il faut qu'il y an ait pour tous lae goûts et toue les

Aussi serait-il assaz vain de prétendre démâler quelque tendance ou quelque mode naissante que ce soit. L'humeur, on le sait, est à l'économie et à la beiasa des prix depuis l'automne dernier, depuis le net ralentissement dea ventes aux enchères à New-York et le paralysie du marché durant la guerra du Golfe. Prudence

donc : les galeries américaines, qui fournissent lae deux tiers de la centelne et demie d'expasants, ne présentent que des artistes archi-ennus et leurs épigones, imitateurs de Rauschanberg, de Warhul et de Mepplethurpe, canceptuals extrêmement prapres et diaphanes, avec ce qu'il faut de Picasso et Matisse pour grands collectionneurs classiques.

Les rares Européens, où Britanniques et Espagnols dominent, ne se montrent pas plus eventuraux. Da Landres vienlaristea à dami-entiquaires, riches en dessins de Giacometti et de Kirchner. De Madrid, Barcelone et Séville des exporta-teure spécielisés dans le croûteux post-Tapiés et le bricolage néo-Picabia, égelement conve-nus et anodins. Peu de galaries frençeisea dana ce décordre. Ghislaine Hussenot s'emploie à diffuser le pathétique raffiné de Christien Bultanski et Chantal Crousel le fantastique décoratif d'Annette Messager. Seul coup d'éclet : le dizzine de grandes toiles de Soulages présentée per la galerie Jade, sisa à Col-mar, Alsace. Son stand détanneit eu milieu du désordre médiocre de la foire et consolaft un peu de vair l'art contemporain réduit eu degré xéro de a marchandise.

Ph. D.

Chicago, l'art d'emballer la ville

Un colloque franco-américain s'est tenu sur les rives du lac Michigan. L'occasion de faire le point sur les tendances de l'architecture outre-Atlantique

de notre envoyé spécial

Drôle de colloque! En principe, un colloque a pour ambition de réunir et de confronter une série de points de vue sur un sujet donné ici, a l'art contemporain dans la villen -, de les secouer ènergiquent, pour donner enfin à chaque participant le sentiment d'evoir peu ou prou progressé. Mais un colloque peut aussi rester une collection de soliloques, grandioses éventuellement, mais solitaires si les différents logrédients viennent d'univers trop longtemps restés étrangers ou trop longtemps reliés par le seul

langage des signes. Le colloque, organisé par l'Asso-ciation française d'action artistique (AFAA), était freoco-eméricaio. M. Thierry de Beaucé, encore secrétaire d'Etat aux reletions culturelles internationales, s'était eult urelles internationales, s'était fait représenter per M. Romèrie Sulger-Buel, son chef de cabinet. Les Amérieains, quant à eux, avaient prêté une salle du State of Illinois Center, à Chicago, œuvre de l'architecte Heimut Jahn qui a descriptions de l'architecte Heimut Jahn qui a donné l'illusioo d'être révolutionnaire lors de sa construction, il y a dix ans, et qui a vicilli comme gâteau d'anniversaire soufflé (pis-tache et framboise) s'effondrant ou matin. Anciennement high tech, ce ter l'embition d'un renouveau urbain dans le berceau de l'architeeture moderne, le Chicago de Jenney, Sullivao et Mies Van der Robe, convensit étonnamment au colloque, nvec son allure involontaire de monument pop-art. Mais une telle osmose, rigolote, entre l'art et la ville pouvait-elle trouver son répondant chez les participants, artistes plus au fait de leur préoc-cupation propre que de la culture architecturale ou urbaine, architectes en sous-effectif, le tout soli-dement encadré d'une pléiade de fonctionnaires attentifs eu devenir

de l'art? Au fond, seul Christo, evec sa sele habitude d'emballer tout ce qui lui tombe sous la main, aura résolu la question de l'art dans la ville, tout bonnement en l'inversant : la ville dans l'art. Peut-être aussi Raynaud, autre participant, qui habille à sa façon – principale-ment blanche et carrelée – les productions de la civilisation urbaioe. Ce dernier a d'ailleurs pris langue avec les habitants de Chicago. Le Musée d'art contemporain, après la Mesnil Collection de Houston, et avant Montréal, a ennsacré ses salles à une large rétrospective de l'artiste français. Les trustees du même musée, qui ont décidé de faire ennstruire uo nouveeu bâtiment, unt également fait un certain effet en incluant, dans les six architectes consultés, un Fran-çais (Purtzamparc), un Allemand (Kleihues), deux Japonais (Ando et Maki) et seulement deux Américains... Jugement sous quinzaine,

nous dit-on. Ce choix agace fortement les res-

ponsables de l'Art Institute. Ce dernier et le Museum of Contempo-rary Arts n'ont, il est vrai jamais fait bon ménage. Ce n'est pas une question de choix artistiques. Le Contemporary aurait été créé par un groupe de personnalités, juives notamment, exclues du cercle des donateurs de l'institut. Mais cela M. John Zulawski, directeur du département d'architecture de l'Art Institute, qui s'est donné le rôle d'incontournable parrain pour toute construction passée, présente ou à venir, voire pour toute publication portant sur Chicago, n'a done pas de mots assez durs à l'égard de la sélection du musée «rival». Est-ce misonnable? Les extensions succes sives do vénérable bâtiment qu'il occupe n'ant pas été de franches réussites, jusqu'à la dernière, due à Thomas Beeby et terminée en 1988, dont le caractère délibére-ment classique, dans la foulée de

du postmodernisme, et au contraire se pâmer d'aise le prince Charles et sa suite. Tour

l'édifice original, ferait grimper au

plafnod les contempteurs européens

à vendre Chicago digére eisément ces galipettes stylistiques, de même qu'elle intègre, plus facilement qu'on ne le croit, les œuvres d'art de toutes tailles, formes ou cou-leurs. Comme dans toute l'Amérique, l'architecture des dix-neuvieme et vingtième siècles à Chicago n'aura cessé d'exploiter les formules les plus diverses, saul durant quelques brèves périodes Ainsi, au moment même où se développe ce qu'on appèlera plus tard l'école de Chicago, un type d'immeubles commerciaux plus nu moins sincère dans l'aveu de ses structures, les édifices publics fleu-rissent sous la farme de colossaux bommages au style Beeux-Ans,

Le jeu a repris, pour s'éteindre à nouveau avec la récession. Depuis plus d'un an, pas un nouveau ebentier de quelque impurtance n'a été nuvert, mis à part les pro-jets trop avancés pour être arrêtés. Restent les trous. Face au Marquette Building, l'un des ebefs-d'œuvre de l'école de Chicago. deux édifices assez notables pour bénéficier d'une protection qui leur a pourtant manqué, unt été rasés il y a deux ans. L'emplacement sert de parking. Dans quelques années, peut-être, une tour viendra combler cette dent manquante du Loop, ce quartier au cœur de la ville qui cumule des fonctions de centre des affaires et de centre historique. A quelques blocs de là, la Sears Tower, la plus haute tour du mande avec ses 500 mètres et ses 110 étages, est à vendre... et ne trouve pas preneur. Il y en aurait comme ca des dizaines, de ces édifices, anciens ou flambant oeufs, qui restent l'iconoclaste s'en va douc en ville pour voir comment elle a pousse. au cours de ces quelque dix ans durant lesquels le syndrome de San-Gimignano a sevi, poussant les commanditaires à multiplier les tours, plus hautes et plus riches les unes que les autres, plus pittorescaractère joyeusement lu-lique de leur architecture. Anciens et modernes

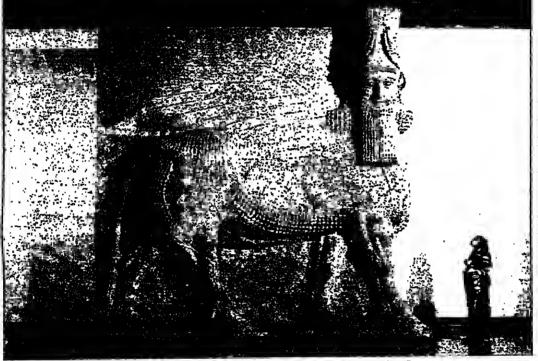
leurs. Lorsque le colloque lasse,

Philip Johnson, l'auteur de l'ATT Building à New-York, célè-bre pour son couronnement Chip-pendale, a laissé ici un gratte ciel presque aussi soufilant, biroque de la base et Tudor de la tête. Le resultat est plutôt heureux. Moyenoant quoi Ricardo Bofill, qui, décidément, est fait pour travailler là-has, innove en répétaot sur tnute la hauteur d'un autre gratteciel le même motif néo-classique. Helmuth Jahn fait une stimulante enneurrence à Skidmure Owings and Merill, tandis que les deux firmes de Chicago se voient tailler de sérieuses croupière par l'agence new-yorkaise Kohu Pederson and Fox, spécialisée dans l'épate. A vrai dire, il n'y a plus grand chose à retenir de cette dernière et abondaote livreison d'architecture « chicagoise ». Pas grand-chose, sinon uoe extraordinaire et pas inujours sympathique arrogance, caractère nécessaire parfois à l'ar-chitecture, mais jamais suffisant.

Ou bien un petit quelque chose : le retour eux formes de l'école de Chicago, celles de Sullivan. C'est ainsi que Chicago Place (SOM), sa tour et ses buit étages de magasins renouent avec la solidité (appa-rente) des stucs, de l'ar et des verriéres de métal. C'est ainsi, sur-tout, que Thomas Beehy vient d'achever la nouvelle bibliothèque Harnld-Washington, qui pourrait passer pour du néo-Sullivan, par sa structure comme par son décor, n'était le besoin de l'architecte d'y ajnuter quelques éléments Beaux-Arts, certes américanisés mais qui fant presque entrer le bâtiment dans le registre de l'indigestion.

En 1922, înrsque déjà la spératinn des pouvoirs de l'art et de la ville ne posait pas encore de tels problèmes, le célébrissime concours international du Chicago Tribune conduisit à choisir le tour néogothique de Hood et Huwells, restée l'un des symboles du dynamisme architectural de la ville. A l'épaque, les « madernes » en avaient été pour leurs frais. En 1990, le prajet moderne d'Eliel Saarinen, qu'on penseit enterré avec les archives du concours, e pourtant été achevé, sous la signature de Cesar Pelli, architecte plutôt connu sur la côte Ouest. Ainsi se poursuit la querelle des Aneiens et des Modernes.

FRÉDÉRIC EDELMANA



Le « lamassou » de Chicago : un taureau ailé dont la tête tournée fait la singularité.

ment barbue et coiffée d'uo boooet conique terminé par des pal-mettes, uoe grande aile déployé sur le siane et l'échine et une longue queue joliment tressée en chasse-mouche. Mais celui de l'Illinois a la tête touroée vers la droite, vue de face alors que son corps est de profil. Cette singularité considérable justifie qu'on le moule et place la copie, dix-buit tonnes d'albâtre gypseux, au voisi-nage des quatre autres taureaux à la tête droite.

Ceux-ci furent extraits de ce que l'on nommait alors «le monticule de Khorsabad» en cours de deux campagnes de fouilles. Le pre-mière est menée en 1843 par le cooservateur au Louvre, «M. Botta ne pouvant se procurer un nombre suffisant de buffles de trait, eut recours aux bras des Nes-toriens et les efforts réunis de deux cents hommes suffirent à peine pour trainer certains blocs ». Grace done aux museles des « Nestoriens» – quelques Irakiens ehrétiens sans doute - maigré la boue des ebemins et la pesanteur des véhicules, les œuvres gagnent Mossoul où elles embarquent sur des radeaux quand on eut creusé un plan incliné dans la berge du Tigre pour les faire glisser jusqo'à l'eau, ni plus ni moins. Elles descendent le fleuve jusqu'à Bagdad, séjour-nent un an dans le consulat de

collègues fraoçais se réjouireot assez peu de leur découverte. C'est done pour compenser ce petit déshoooeur et pallier l'eb-sence de taureau à tête tournée que le Loovre a sollicité de l'Oriental Institute le droit de mouler soo ebef-d'œuvre. Il e falln pour cela prendre l'empreinte de la sculpture, uo travail d'un mois accompli co avril dernier sous l'autorité de Michel Bourbon, euparavant auteur des copies des chevaux de Marly et spécialiste de ces travaux difficiles. Cette empreinte, en raison des dimensions du modèle, a été divisée eo ocof morceanx, ebacuo renforce naturellement d'une chappe de platre. Au début du mois de mai.

«L'Enlèvement» enlevé par Gardiner

De la turquerie de Mozart on pouvait tout attendre sauf l'ennui

L'ENLEVEMENT AU SERAIL au Châtelet

L'Enlevement au Sérail est un singspiel destiné è faire rire aux éclats, l'acte d'indépendance d'un artiste de vingt-einq ans ayeot rompu le joug snixbaurgeois et découvert l'amour evec éblouiss ment, le plaidoyer d'un insolent pour la tolérance interraciale (défendue par un pacha), la preuve historique d'un solide intérêt préromentique pour l'Orient, l'acte militant d'un anglopbile viscéral, un paniphlet tendre où l'on jubile et l'on pleure alternativement. Malheureusement, l'Enlèvement qu'abrite le Châtelet depuis le 23 mai n'est pas, pour l'œil au moins, cette

Quelques incootestables talents ont été réunis sutnur de Lluis Pasqual, metteur en scène catalan frais émoulu de l'épreuve du Balcon de Genet à l'Odéon. Carlo Tommasi est le décorateur d'Atys et de la Dame de pique, Franca Squarciapino, la costumière «oscardisée» et « césarisée » pour le Cyrono de

rement, pour le Don Giovanni de les enregistrer pour Philips, Iohn Strehler à la Scala. Le fruit de leur Elint Gardiner a mobilisé sun collaboration est un Enlèvement dont les décors (fort beaux dans leurs éclairages de caries postales), dont les héros (très présentables dans leurs babits passe-partout) n'existent pas, o'évoquent rien, laissent indifférent.

Rleo qui permette de deviner que Constance est une riche cap-tive espagnole - d'où sa violence. sa passion, san éternel vague à l'âme. Rien pour signifier que Blonde, sa camériste, est anglaise et symbolise, à ce titre, la liberté de pensée démocratique. Rien qui lasse du clément Seim l'ancêtre en despotisme éclairé de l'empereur Titus. Rien qui montre eo Belmonte l'homme rousseauiste sensi-ble. Rien qui laisse entrevoir derrière les bouffonneries de l'adjudant Osmin de vraies bouf-fées de sadisme. A croire que Mozart, en s'emparant d'un sujet qui traite des supériorités du fils sur le père et de l'Arabe sur l'Occi-

ment, un Enlèvement pimpant, pit-toresque, souriant, déjà insolite au dix-huitième siècle. On en jugera mieux eu disque, finalement. ANNE REY (1) Luba Organasova (Constance), Cyndia Sieden (Blande), Stanford Olsen (Belmonte), Uwe Peper (Pedrillo), Cornelius Hauptmann (Osmin) et Hans Peter Minetti dans le rôle parlé du pacha Sélim. dental, n'avait rien derrière la tête. Comme pour tous les opéras de Mozart qu'il met au point, année après année, an Châtelet avant de

➤ Prochaines représentations : les 28, 28, 31 mai et 2 juin, 20 heures. Tél. : 40-28-28-40

Elini Gardiner a mobilisé son orchestre des Solistes baroques anglais, le Chœur Monteverdi et

une poignée de jeunes solistes (1) dont le timbre et la technique

vocale peuvent encore se marier docilement à la verdeur et à la net-

teté des sonorités orchestrales. En

remplaçant à l'occasion le piccolo

par un fifre strident, en reconsti-tuant, avec force timbales et clo-

chettes, les musiques des jenis-

saires, en exhaussaot les

instruments dans la fusse afin

qu'ils participent à la fête, Gardi-oer evait dans l'esprit, évidem-



CINÉMAS

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI

Semaine intarnationale de la critiqua : Dia Mystario Laberalinien (1990, v.o. e.t.f.), de David Ruhm ; Young Soul Rebels (1890, v.o. s.t.f.), d'Isaac Julien. 15 h ; Came (1990), de Gaspar Nos ; le Via des morts (1890), d'Amaud Desplechin, 17 h ; Petit Drame dans la vie d'una femme (1990, v.o. s.t.f.), d'An-dréa Pelletier ; Laafi (1990, v.o. s.t.f.). de Piarre Yameogo, 18 h ; Livralson à domicile (1989), de Claude Philipot ; Robert a Movie (1990, v.o. a.t.f.), de Cenan Gerade, 21 h; Liquid Dreams (1991, v.o. a.t.f.), de Mark Manos, 23 h.

DIMANCHE Semaina internacionale de la critique

Una histoire du temps passé (1890, v.o. a.t.f.), da Kristian Patri : las Diablas (1990, v.o. ».t.f.), de Dorota Kedziar-(1990, v.o. s.t.f.), de Dorota Kedziar-zawska, 17 h ; Une symphonia du Havre (1891, v.o. s.t.f.), de Sarbara Doran ; Trumpet Number 7 (1990, v.o. s.t.f.), d'Adrian Velicascu, 19 h ; A Nice Arrangamant (1991, v.o. s.t.f.), de Gunndan Chadha, 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

SAMEDI Perepectivas du cinéma Irançais : Anton Webarn (1981), de Thierry Knauff ; le Cri du cochon (1991), d'Alain Guesnier, 18 h ; Perspectives du cinéma français : Luc epprend lantement (1991), de Jaan-Louis Gonnet; Faux Frère (1991), de Vincent Martorana, 20 h.

DIMANCHE

Perapectivas du cinéma françaia : Cauchemar blanc () 991), da Mathieu Kassovitz : les Enfants des néons (1990), de Brahim Taaki, 18 h : Pers-pecoves du cinéma français : Jalousie (1991), de Kathleen Fonmerty, 20 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI Lea Cinémas d'Aele centrale soviétique: Roustam et Soukhrab (1972, v.o. s.t.f.), da Bension Kimisgarov, 14 h 30; Terminus (1989, v.o. s.t.f.), de Senk Aprymov, 17 h 30; Sans peur (1971, v.o. s.t.f.), d'Alı Khamraev, 20 h 30.

DIMANCHE Les Cinémas d'Asie centrale soviétique : le Sauvage (1988, v.o. s.t.l.(, de Kamara Kamalova, 14 h 30 ; l'Alguille (1988, v.o. s.t.f.), de Rachid Nougmanov, 17 h 30 ; la Septième 8alle (v.l.(, d'Ali Khamraev, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

Grande Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-28-34-30)

SAMEDI La Quinzaine des réalisateurs à la Vidéothèque : Salle 100 : Paris Trout (1990), da Staphen Gyllenhaal 14 h 30 ; le Cabinet du Or Ramirez (1890(, de Peter Sellara, 15 h 30 ; la Côte d'Adam (1990), de V. Krichtofo ritch, 18 h 30 ; Perdu en Sibérie (1990) d'Alexandra Mitta, 20 h 30 ; Salle 300 : Riff-Raff (1990), de Kan Loach 14 h 30 ; Poussières da diamant (1990) de Mahmoud ben Mahmoud at Fedhel Jaibi, 15 h 30; The Indien Bunnar (1990), de Sean Penn, 18 h 30 ; Anna

belle partagéa (1990), de Francesca Comancini, 20 h 30. DIMANCHE

La Quinaeine des réalisateurs à le Vidéothèque : Salla 100 : Chaleur étouf-fanta (1990), da Giovanna Gagliardo, 14 h 30 ; Danzon (1990), de Maria Novaro, 18 h 30 ; le Montreur d'ombres (1990), de L. Xanthopoulos, 18 h 30 ; le Caire, raconté per Houssef Chahin (1890), da Youasei Chahina, Proof (1880), da Jocalyn Moorhouse, 20 h 30 : Selle 300 : Perdu an Sibérie (1890), d'Alexandra Mitta, 14 h 30 ; Et pourtant... (1990), de Zsolt Kezdi-Kovacs, 18 h 30 : Toto la héros (1990), da Jaco van Dormaal, 18 h 30 : The Adjueter (1990), d'Atom Egoyan, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (**) (A., v.o.) : Choches, 8 (48-33-10-82). AKIRA (Jap., v.o.): Rex. 2- (42-35-83-93): Ciná Beaubourg, 3- (42-71-52-36): UGC Champs-Elyeéas, 8- (45-72-00-40)

ALICE (A., v.o.): Ciné Seaubourg, 3* (42-71-52-36); Action Ecolea, 5* (43-25-72-07); Imagea d'ailleure, 5* (45-87-18-09); UGC Siarritz, 8* (45-82-ALLO MAMAN C'EST ENCORE

MOI (A., v.f.) : George V. 8 (45-82-

AN ANGEL AT MY TABLE (nén-zélandaie, v.o.) : Gaumont Les Helles, 1-(40-28-12-12) : Racine Odéon, 5- (43-28-19-68); Publicis Chemps-Elyeées, 8- (47-20-75-23) ; Gaumont Pernasse 14 (43-35-30-40).

L'ANNÉE DE L'ÉVEIL (Fr.) : Gaumont Opéra, 2. (47-42-60-33) ; Epée de 8ois. 5. (43-37-57-47) ; Gaumont ede, 8 (43-59-18-08) : Miramar 14 (43-20-89-52).

ARACHNOPHOSIE (A., v.o.) George V, 8 (45-62-41-46); v.l.: Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

8A8HU, LE PETIT ÉTRANGER (ira-nien, v.o.): Utopia, 5- (43-26-84-65), 8DNS BAISERS D'HDLLYWDDD 8DNS 8AISERS D'HULLYWODD (A., v.o.): George V, 8* (45-62-41-46). 8USINESS D8LIGE (A., v.o.): Georga V, 8* (45-82-41-46); Studio 28, 18* (48-06-36-07). LE CERCLE DES PDÈTES DISPA-

TE CERCLE DES PUETES DISPA-RUS (A. v.o.) : Cinoches, 5: (48-33-10-82) : Club Gaumont (Publicis Mati-gnon), 8: (43-59-31-87) : Grand Pavois, 15: (45-64-46-85). CLASSACTIDN (A., v.o.) : Forum

Orient Express, 1= (42-33-42-25(; George V, 8- (45-62-41-48); v.f.: Lae Momparnos, 14- (43-27-52-37). Momparnos, 14- (43-27-52-37). CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triompha, 8- (45-74-93-50) ; Sept Par-nassiena, 14- (43-20-32-20).

DANGE AVEC LES LDUPS (A. v.o.) : Forum Horizon, 1= (45-08-57-57) : Bratagne, 6: (42-22-57-97) ; UGC Danton, 6: (42-25-10-30) : Gaumont Ambassade, 8- (43-59-18-08); v.f.: Rex, 2- (42-35-83-83); Rex (le Grend Rex), 2- (42-35-83-83); Lee Nation, 12- (43-43-04-87); UGC Lyon 8astifle, 12- (43-43-01-59); Fauvatte.

Castille, 12 (43-43-01-153); Falvatte, 13 (47-07-55-88); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Pathé Wepler, 18 (45-22-45-01).

DARKSIDE (*((A., v.o.) : Forum Drient Express,) = (42-33-42-26); UGC Normantie, 24 (45-25-10-30); UGC Normantie, 24 (45-25-16-16); v.f. Sev. 2mandie, 8 (45-53-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-35-83-93) : UGC Monsparmasse, 5-(45-74-94-94) : Paramount Opéra, 9-(47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12-(43-43-01-59); Mistral, 14- (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15- (45-74-93-40).

DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) ; UGC Oanton,

SIX. Film itelian de Pupi Avati v.o.: Ciné Beaubourg, 3. (42-71. 52-36); UGC Danton, 6. (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6. (45-74-

94-94); UGC 8:emitz, 8* (45-62-20-40), Mistral, 14* (45-39-52-43);

14 Juillet Beaugranelle, 15 (45-76-79-79) . v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93) ; Pethé Frençals, 9 (47-70-

33-88) ; Pathé Wepler II, 18 (45-

LES DEUX SIRÈNES. Film améri-

cain de Richard Benjemin, v.o. : Forum Orient Expresa, 1- (42-33-

42-26(; Pethé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38(; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); Sapt

Parnaaalens, 14 (43-20-32-20); v.f.: Pathé Français, 9 (47-70-33-88(; Fauvette, 13 (47-07-

55-88) ; Pathé Montparneese, 14-(43-20-12-08) ; Pathé Clichy, 18-

(45-22-46-01); Le Gambette, 20

5. (42-25-10-30) : UGC Rotonde, 6.

(45-74-94-94(; UGC 8iamts, 8- (45-62-20-40) ; Max Linder Panorama, 9-

(48-24-88-88) : Paramount Opéra, 9-(47-42-58-31) : 14 Juillet Bastille, 11-

(43-57-90-81) : Excurial, 13- (47-07-28-04) : Mistral, 14- (45-39-52-43(;

14 Juillat Seaugrenella, 15. (45-76.

LA DISCRÈTE (Fr.): Publicus Saint-German, 6 (42-22-72-80); Gaurmont Ambesaade, 8 (43-58-19-08); Gaurmont Parnasse, 14 (43-35-30-40),

LES DDDRS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1- (45-08-57-57) : UGC Odéon, 8-

(42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorda, 8- (43-59-92-82); UGC Biar-

ritz. 8- (45-62-20-40) : La Bastille, 11-

(43-07-48-80) ; Geumont Alésie. 14-(43-27-84-50) ; Miramar, 14- (43-20-

(43-27-64-50); inframar, 19 (43-26-89-52); Kinopanorama, 19 (43-06-50-50); v.f.: Pathé Français, 9 (47-70-33-88); Fauvette, 13 (47-07-55-88); Pathé Clichy, 18 (45-22-

LA DOUBLE VIE DE VERONIQUE

(Fr.-Pol., v.o.(: Gaumont Les Hatlea, 1-(40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2-

47-42-60-33) : Le Saint-Germain-des

Prés, Salle G. de Beauregard, 5 (42-22-87-23); Saint-André-des-Arte I, 8 (43-28-48-18); Gaumont Ambassade, 8

(43-59-19-08) ; Les Trois Selzac, 6-(45-81-10-60) ; La Bastille, 11- (43-07-

48-60) ; Gaumont Pemasse, 14- (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50) ; v.f. : Gaumont Convention,

EATING (A., v.o.): 14 Juliet Par-nase, 6- (43-28-58-00).

LA FIÈVRE D'AIMER (A., V.O.)

Forum Orlant Express, 1" (42-33-42-26); Pathé Hautefeuille, 6 (46-33-

79-38]; Pethé Marignan-Concorde, 8-(43-58-82-82); v.f.: Pathé Impérial, 2-(47-42-72-52); Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-08); Pethé Wepler II, 18- (45-22-47-84).

FORTUNE EXPRESS (Fr.): Forum Orient Express, 1= (42-33-42-28(; Stu-dio des Ursuline», 5• (43-26-) 8-08).

LA FRACTURE DU MYOCARDE

(Fr.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47) ; Lucemaire, 6- (45-44-57-34).

GHOST (A., v.o.) : Grand Pavois, 15-

GRAND CANYON (A.) : La Géode

GREEN, CARD (A., v.o.) : UGC

HENRY V (Brit., v.o.) : 14 Juliot Par-esse, 6 (43-26-58-00) ; Elysée Lin-

HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL

HDRS LA VIE (Fr.-IL-Bal.) ; Forum

Horizon, 1= (45-08-57-57); 14 Juille

Odéon, 6. (43-26-59-83) ; Publicia

KILLER (**) (A., v.o.): Lea Trois Luxem bourg, 6• (48-33-97-77).

15- (48-28-42-27).

9- (40-05-80-00).

coln, 8- (43-59-36-14).

riomphe, 8- (45-74-93-50).

22-47-94).

79-79).

48-01).

LES FILMS NOUVEAUX

Chemps-Elyeées, 8- (47-20-76-23):
Pathé Français, 9- (47-70-33-88); 14
Juillet Bastille, 11- (43-57-80-81); Les
Nation, 12- (43-43-04-87); Escurial,
13- (47-07-28-04); Gaumont Aléela,
14- (43-27-84-50); Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06); Gaumont
Convention, 15- (48-28-42-27): Pathé
Clichy, 18- (45-22-46-01).
HDT SPOT (*) (A., v.o.): Epéa de
8ois, 5- (43-37-57-47).
HOUSE PARTY (A., v.o.): Images
d'ailleurs, 5- (45-87-18-09); George V.
8- (45-82-41-48); v.f.: Paramount
Opéra, 6- (47-42-58-31).
IN 8ED WITH MADDNNA (A.,
v.o.): Forum Horizon, 1- (45-08-

v.o.) : Forum Horizon, 1- (45-08-57-57) ; Pethé Hautafeuille, 6- (46-33-57-57); Pethé Haulafeulle, & (40-33-78-38); Pethé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82); Peremount Opéra, 8 (47-42-56-31]; Fauvatte Bis, 13 (47-07-55-88); Pethé Montparnasse, 14 (43-20-12-05); Gaumont Convendon, 15 (48-28-42-27); Pathé Wepfar, 18 (45-22-46-01); Le Gambetts, 20 (46-36-10-98).

L'INSOUTENABLE LÉGÉRETÉ DE L'ÉTRE (A., v.o.) ; Cinochea, 6 (48-33-10-82).

JACQUDT DE NANTES (Fr.): Geu-

mont Les Helles, 1- (40-25-12-12); Pathé Impérisi, 2- (47-42-72-52); Saint-André-dee-Arts II. 8• (43-28-80-25) ; George V. 8• (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11• (43-57-90-81) ; Sept Parnassiene, 14- (43-20-32-20): 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79). LE JOUR DES RDIS (Fr.) : Epés de

Bois, 5- (43-37-57-47), LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.(: Cinochas, 8- (45-33-10-82) ; Grand Pavois, 15- (45-54-46-85).

DIX ANS APRÈS ! Film français

LUNE FROIDE. (**) Film français

de Petrick Souchitay : Gaumont Les Halles, 1 (40-25-12-12) : Gaumont

Defra, 2- (47-42-60-33); Rex, 2-(42-38-83-83); Saint-André-des-Arts I, 8- (43-28-48-)8); UGC Odéon, 6- (42-25-10-30); La Pagode, 7- (47-05-12-15); Gau-

mont Chemps-Elyades, 8 (43-59-04-67); UGC Lyon Bestile, 12 (43-

43-01-59); Fauverte, 13 (47-07-

55-88); Geumont Parnasse, 14.

(43-35-30-40); Gaumont Afésia, 14 (43-27-84-50); Miramer, 14 (43-20-89-52); Gaumont Conven-

tion, 15- (48-28-42-27); UGC Mail-lot, 17- (40-68-00-15); Pethé Cli-

chy, 18* (45-22-48-01); Le Gambetta, 20* (46-36-10-96).

LA LISTE NDIRE (A., v.o.): Forum Horizon, 1= (45-08-57-57(; 14 Juillet Odéon, 8: (43-25-59-83(; 14 Juillet Parnasse, 6: (43-26-58-00): George V, 8: (45-62-41-48): Saint-Lazare-Pasquier, 8: (43-83-16-16): 14 Juillet Bastille, 11: (43-57-90-81): 14 Juillet Bastille, 11: (43-57-90-81): 14 Juillet Bastille, 17: (40-88-00-16): v.f.: UGC Montparnasse, 6: (45-74-94-94): Paramount Dpéra, 9: (47-42-58-31): Las Nation, 12: (43-43-04-67): UGC Lyon Bastille, 12: (43-43-01-58): Fauvette

Bastille, 12- (43-43-01-58); Fauvette 8ie, 13- (47-07-55-88); Mistrel, 14-

(45-39-52-43) ; UGC Convention, 15-(45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18- (45-

MADAME 80VARY (Fr.): Ciné 8eeubourg, 3• (42-71-52-38); 14 Juil-let Odéon, 6• (43-25-59-83); UGC Montparnasse, 8• (45-74-94-84); 14 Juffat Beaugrenafle, 15• (45-75-79-79). LA MAISON RUSSIE (A., v.o.): George V, 8• (48-62-41-48); Sapt Par-nassiers, 14• (43-20-32-20).

MERCI LA VIE (Fr.) : Forum Orien Exprese, t" (42-33-42-26) ; Pathé

Marignan-Concords, 8- (43-59-82-82) : Les Montparros, 14- (43-27-52-37).

MILLER'S CROSSING (*) (A., v.o.) : Sapt Pamaasiane, 14- (43-20-32-20) ; Studio 28, 18- (46-06-35-07).

MISERY (*) (A., v.o.) : Cinoches, 6-(46-33-10-82) ; UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50) ; Grand Pevola, 15- (45-54-46-85) ; v.i. : Rex, 2- (42-36-83-93).

MDNEY (Fr.-It,-Can., v.o.): George V, 8-(45-62-41-45); Sept Parrassiens, 14-(43-20-32-20); v.f.: Paramount Opéra, 9-(47-42-56-31).

LE MYSTÈRE VON BULOW (A., v.o.) : Cinoches, 6- (48-33-10-82).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A.

(t.-Fr., v.o.) : Pathé Impérial, 2- (47-42-

72-52) ; Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) ; UGC Denton, 6- (42-25-

10-30); UGC Rotonde, 5- (45-74-84-84); UGC Sierritz, 8- (45-62-

20-40) ; Le Spatille, 11- (43-07-48-80) ; UGC Maillot, 17- (40-68-

POUR SACHA (Fr.) : UGC Montpar-

nesse. 6- (45-74-94-94) : UGC Biarritz.

8. (45-62-20-40) : Pathé Françaie, 9.

(47-70-33-88); Mistral, 14- (45-38-52-43); UGC Convention, 15- (45-74-

83-40); Le Gembetta, 20- (45-36-10-98).

POUSSIÈRES DANS LE VENT Chin., v.o.) : Utopie, 5- (43-28-84-65).

PREDATOR 2 (*) (A., v.o.) : Forum

Orient Express, 1= (42-33-42-26); UGC Normandle, 8: (45-63-16-16); v.f.:

Rex, 2. (42-38-83-93) ; UGC Montpar-

(43-27-52-37).

naire, 6: (45-44-57-34).

Bois, 5- (43-37-57-47).

de Serga Moati, v.o. ; Les Trola Luxembourg, 8 (46-33-97-77).

PUMMARD (tt., v.o.); Letina, 4- (42-78-47-86); Utopia, 5- (43-26-84-65). LA REINE BLANCHE (Fr.); Gaumont Las Hašeb, 1- (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33); Pathé Hauto-

tagna, 6- (42-22-57-97).

n. 18- (45-22-47-94).

Opera, 2- (47-42-50-33); Fathe hauts-fauille, 8- (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08); George V. 8- (45-62-41-46); Saint-Lazare-Pas-quiar, 8- (43-87-35-43); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13- (47-07-55-88) ; Gaumont Pernasse, 13- (47-07-55-88); Gaumont Pemasse, 14- (43-35-30-40); Baumont Alésia, 14- (43-27-84-50); Pathé Montper-nasse, 14- (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); UGC Maillot, 17- (40-68-00-15); Pethé Cli-chy, 18- (45-22-46-01); Le Gambette, 20- (46-36-10-96).

nasse, 8- (45-74-94-94) ; Pathé Wepler

PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Ely-

séae Lincoln, 8- (43-59-38-14); Grand Pavoie, 15- (45-54-48-85); v.f. : 8re-

RHAPSODIE EN AOUT (Jap., v.o.) : Forum Horizon, 1= 145-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2- (47-42-80-33) ; UGC Ddéon, 8 (42-25-10-30); La Pegode, 7 (47-05-12-15); Pathé Mari-gnan-Concorde, 8 (43-59-92-82); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); 14 Juillat Seaugranetle, 15- (45-75-79-79); Sienvande Montparnasse, 15-(45-44-25-02).

SAILOR ET LULA (1) (8ri., v.o.); Ciné 8aaubourg, 3* (42-71-S2-36); Studio Gelande, 5* (43-54-72-71); Lucemaire, 6* (45-44-57-34). SAISONS (A.) : Le Géode, 19. (40-

05-80-00). LES SECRETS PROFESSIONNELS OU DOCTEUR APFELGLUCK (Fr.) -Pethé Montpemasse. 14. (43-20-

LE SILENCE DES AGNEAUX (") (A., v.o.): Gaumont Las Halles, 1- (40-26-12-12): 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83): UGC Normandia, 8- (45-83-16-18) ; Sienvende Montparnasse, 15-145-44-25-02) ; v.f. : Rex, 2- (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6: 145-74-94-94) ; Paramount Opére, 9: (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); Pathé Wepler II, 18- (45-22-47.94); Le Gambatta, 20- (46-35. 10-96)

SOGNI D'DRD (It., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82). SDUVENIRS DE LA MAISON

SOUVENIRS DE LA MAISON JAUNE (Por., v.o.): Latina, 4: (42-78-47-86); Lucemaire, 6: (45-44-57-34), TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.): Ciné Beeubourg, 3: (42-71-52-36); Le Barry Zèbre, 11: (43-57-51-55), LE TRÉSOR DES ILES CHIENNES (Fr.): Epée de Bois, 5- (43-37-57-47); Escurial, 13- (47-07-28-04).

LE TRIDMPHE DE 8A8AR (Fr.-Can.) : Le Berry Zèbre, 11- (43-57-51-55); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) UN THE AU SAHARA (8nt., v.o.) :

Lucemairs, 6 (45-44-57-34). URANUS (Fr.) : George V, 8 (45-62-

LE VOYAGE DU CAPITAINE FRA-CASSE (Fr.-it.) : Geumont Opéra, 2-(47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6-(43-25-58-83) : Gaumont Ambaasade 8- (43-59-19-08) : Saint-Lazare-Pas quier, 8: (43-87-35-43) : Gaumont Al4sia, 14- (43-27-84-50); Les Montpar-nos, 14- (43-27-52-37).

LES SÉANCES SPÉCIALES

8IRDY (A., v.o.) : Studio Galande, 5-13-54-72-71) 14 h.

8LUE VELVET (7) (A., v.o.): Ciné-Pla-nète magique, 3- (42-78-00-18) 17 h. LE SUCHER DES VANITÉS (A.,

22 h 30. CENDRILLON (A., v.l.): Mistral, 14-(45-39-52-43) 15 h 05, 15 h 45. LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.)

Studio des Ursulines, 6 · (43-28-19-09) 15 h 30. DROWNING BY NUMBERS (Brit. v.o.) : Denfert, 14* (43-21-41-01) 21 h 40.

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) Banelagh, 18, 142-88-64-44) 14 h 30 ENTRE REVE ET RÉALITÉ (Can.) Cinexa. 19- (40-05-80-00) 22 h. L'EVEIL (A., v.o.) : Grand Pavois, 15-(45-54-46-85) 22 h 15.

(45-34-40-63) 22 ft 15. EXCALIBUR (A., v.o.) : Saint-Lam-bert, 15- (45-32-81-88) 21 h. FANTASIA (A.) : Denfert, 14- (43-21-41-01) 17 h 10 : Saint-Lambert, 15-(45-32-91-88) 19 h. FASTER PUSSY CAT, KILL I KILL I

1°) (A., v.o.) : Ciné Besubourg, 3• (42-71-52-36) D h 45. v.o.) : Studio Galande, 5• (43-54-72-71) : Grand Pevoie, 16• (45-54-FEMMES AU 8DRD DE LA CRISE DE NERFS (Eap., v.o.): Grand Pavois, 15- 145-54-46-85) 18 h 45. HAIRSPRAY (A., v.o.) : La Bastille,

NIKITA (Fr.) : Gaumont Ambassade, (43-59-19-08) ; Les Mompanos, 14-11. (43-07-48-60) Oh. LES NUITS AVEC MON ENNEMI L'HISTOIRE SANS FIN (All., v.f.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 17 h. INDIA SONG (Fr.): Latina, 4- (42-78-LE PETIT CRIMINEL (Fr.) : Lucar-

47-86] 18 h 30. LOLITA (Brit., v.c.): Mac-Mahon, 17-(43-29-79-89) 18 h, 18 h 45, 21 h 25. PLAISIR D'AMDUR (Fr.) : Epée da METAL HURLANT (A., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-48-85) 0 h 30. LE PORTEUR DE SERVIETTE MOI ET MAMA MIA (Den., v.f.)

Républic Cinémas, 11. (48-05-51-33) 15 h 40. MDNTY PYTHON, LA VIE DE 8RIAN (Brit., v.o.): Cirá Sesubourg, 3-(42-71-52-38) O h; Grand Pavols, 15-

(45-54-46-85) 17 h. MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Brit., v.o.): Ché Beaubourg, 3º (42-71-52-36) 0 h 30.

MORT A VENIGE (It., v.o.): Républic Cinémas, 11 (48-05-51-33) 21 h 30. MUSIC LOVERS (Brit., v.o.) : Acca-tone, 5 (46-33-86-86) 21 h 50, LE PETIT DINOSAURE ET LA VAL-LÉE DES MERVEILLES (A., v.f.) : Club

Gaument (Publicis Matignen), 8- (43-58-31-97) 14 h 30, 18 h 30. PURPLE RAIN (A., v.o.) : La Bastille, 11- (43-07-48-50) 0 h.

THÉATRES

1221.

SPECTACLES NOUVEAUX 83-63). Jeudi, vendredi, samedi.

(Les jours de première et de relâche sont indique entre parembhèses.)

A LA RECHERCHE DU SEXE PERDU. Au 8ac Fm (42-95-29-35)

(dim.) 22 heures (22). COMME UN SAXD. Vitry-sur-Saine (Théâtre Jean-Vilar) (48-82-84-90). Mercredi, jeudi, vendredi à 21 haures ; dimanche à 17 heures

DESSOUS DE FASLES. Au Bec Fin (42-96-29-35) (dim., lun.) 19 heures ; mar. 20 h 30 (22). EVÉNEMENT REGRETTABLES. Montreuil. Studio-Théâtre du TEM (48-58-82-09). Mercredi, jeudi, ven-

dradi, samech à 21 heuras ; dim. à

18 heures (22). ANATOMIE ET PHYSIDLOGIE DES CORPS SOURDS. Vincennes (Imemational Visual Theatre) |43-55-

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). Objectif Terre: 19 h 15. ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). A vos souhaits : 20 h 45, drn. 15 h 30. ARCANE (43-38-19-70). Architrus :

20 h 30, dim. 17 h. ARTISTIC-ATHEVAINS (48-05-35-02). Comme une histoire d'amour : 16 h et 20 h 30, dim, 16 h.

ATALANTE (48-06-11-90). La Passion selon Gaorges Bataille : 20 h 20, dem, 17 h. ATELIER (46-06-49-24), La Société

de chasse: 21 h.
AUDITORIUM DU FORUM DES
HALLES (48-04-09-66), Dien, Catalogue d'un bonheur sans histore : 18 h. 8ATEAU-THÉATRE (FACE AU 3. DUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53). Exercices de style : 20 h 30, dim. (dernière) 15 h 30. BEAUNDRD. CENTRE WALLONIE.

SRUXELLES (42-71-26-15), Comédies ou l'Opéra d'un fou : 22 h 30. 8ERRY (43-57-51-55). Sketches

SOUFFES DU NORD (46-07-34-50). On purge bebe : 16 h et 20 h 30. 8DUFFES PARISIENS (42-96-

80-24). La Facture : 17 h 30 et 20 h 45, dm. 15 h 30. CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Humour Violet et son Coulis de vitriol : 20 h 15. Festival des remarquables : 22 h.

CARTDUCHERIE EPEE DE 801S CARTDUCHERIE THÉATRE DU

SDLEIL (43-74-24-08). Les Choéphores en atternance : 15 h 30 et 19 h 30, dim. 13 h. Dim. Agame

CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÈTE (43-28-36-36). Selle II. Madame 8ovary, je t'embrasse partout. Gustave : 20 h 30, dim. 18 h. CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE 42-78-44-45). Le fond de l'air effraie : 21 h, dim. 15 h 30.

CENTRE D'ANIMATION LES HALLES, LE MARAIS (42-71-26-16). Jardins d'enfance : 16 h. CENTRE MANDAPA (45-89-01-60).

Defis: 18 h 30 et 21 h. CHATELET-THÉATRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40). Dim. L'Enlè-vement au sérail : 15 h. CINQ DIAMANTS (45-80-51-31).

Oncle Venia: 20 h 30, dim. 17 h 30. CITÉ INTERNATIONALE UNIVER-SITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Le Songe d'une nuit d'éxé: 20 h 30. La Galerie. Cet enimal étrange; 20 h 30. La Resserre. Une prière de trop : 20 h 30. CDMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Drôle de goûter f : 19 h et 21 h 30. CDMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-37-21). Chevallier-Laspalès :

18 h et 21 h. COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Folies de l'emour : 20 h 30. CDMEDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Selle Richelleu. La Feusse Sulvante ou le Fourbe puni : 14 h, dim., 20 h 30. La Berbier de Séville : 20 h 30. Dim. Père : 14 h.

CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE 8AINT-EUSTACHE) (47-00-18-31).

PARIS EN VISITES

» Gueteve Moreeu : l'eesembleur de symboles », 10 h 30, 14, rue de Le Rochefouceuld (L'ert et le

14 heures, 5, rue de Thorigny, dans la cour (E. Romenn), « Hôtels célèbres du Merele »,

14 h 30, mero sam-recuse (Lutèce visites).

» Le palais de Justice en activité»,
14 h 30, sortie métro Cité (S. Rojon-

 Saint-Germain-en-Laye: histoire du Châteu Vieux et du Châteu Neufs, 14 h 30, entrée du château (Office de toutisme de Versailles).
 L'Opéra Gernier et les fastes du Second Empires, 14 h 30, en heut des manures de l'autorités. des marchee, à l'extérieur (Corsances de Paris).

« L'hôtel de Lauzun et ses bolse-ries dorées puis promenade dans l'ile Seint-Louie », 14 h 30, 17, quei d'Anjou (D. Fleuriot).

«Le village de Saint-Germain-des-Prés. Son abbaye, ses jardins, vieilles pierres eutour du palais abbattel. Ruelles et venetes jusqu'à l'hôtal des archevêques de Rouens, 14 h 30, sortie metro Saint-Germain-des-Prés

PASSAGERS. Théâtra de : Au-rore (43-49-66-77). Jeudi, vendreti. samedi à 21 heures ; dimanche à 17 hours (23). LES RUSTRES. Jardin Shakespeare. 8ois de 8oulogne (45-70-79-54). Vendredi, samedi, dimanche

mardi à 20 h 30 (23).

à 19 h 30 (24). L'INTERVENTION. Guicher-Montpernasse (43-27-88-61) (cim.) 20 h 30 (27). ESCALE à BABYLONE. YVIY-SUI-

Seine (46-70-21-55) (dim. sour, lun) 20 h 45 : dim. 16 heures (28). FRANCIS, Athenee-Louis-Louvet (47-42-67-27). Salle Louis-Jouve: (dim., lun.) 20 h 30 ; mar. 19 heures

(28). L'ART DE SE TAIRE. Théannaire national de Charllot (47-27-81-15) (dim. soir, kin) 20 h 30; dim 15 heures (28).

Rahab: 18 h 30, dan. 15 h Le Tartuffe 20 h 30, dim. 17 h. DEUX ANES (48-06-10-26) Bud one-man-show : 21 h. DUNOIS (45-84-72-00). Mot de

passe : 20 h 30, dum. 18 h. EDGAR (43-20-85-11). Les Faux Jetons : 20 h 15. Les Babas-Cadres EDOUARD-VII SACHA GUITRY

(47-42-59-92), Milima heure l'année pro-chaine : 20 h 45, dim. 15 h. ELDORADO (42-49-60-27). Festival du nre: 21 h, dim. (demère) 15 h 30. ESPACE MARAIS (48-04-91-55), Le Jeu de l'amour et du hasard : 18 h 45, dim. 17 h 30. Le Mouette : 20 h 45, dim. 19 h 30. Dim. Baudelaire : 18 h 30.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Salle II, Leile et le Conteur : 20 h 30, den, (dernière) 16 h. FONDATION DEUTSCH-DE-LA-MEURTHE (42-50-76-25), George Dac-

den : 21 h. FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan des veuves : 15 h 30 et 20 h 45, den. 15 h 30. GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-

16-18), Coffure pour dames : 20 h 45, dim. 15 h. GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-

20-90-09). Déconnage immédiat : 18 h et 20 h 15, San Antonio : 22 h. GRANDE HALLE DE LA VILLETTE ESPACE CHARLIE-PARKER (42-49-77-22). Radix : 21 h, dim. 17 h 30, GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Ruptures en stock: 18 h 45. Anna Paulla Tatle: 2D h 30. Une bou-

tade à la mer : 22 h 15. GYMNASE MARIE-8ELL (42-48-79-79), Lagar : 20 h 30. HALLE SAINT-PIERRE (42-58-74-12). Les Origines de l'homme : 15 h,

HÉSERTDT (43-87-23-23). Le Contrebasse : 18 h et 21 h. HOTEL LUTETIA (SALON TRIA-NON) (47-86-74-58). Hélène : 21 h, dim. (demlère) 17 h.

HUCHETTE (43-28-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. JARDIN SHAKESPEARE BOIS DE

BOULOGNE (45-70-79-54). L'île des esclaves : 15 h, dim. 16 h, Les Précieux : 17 h, Les Rustres : 19 h 30. LA BRUYÉRE (48-74-78-99). Vol-taire-Rousseau : 21 h, dim. 15 h.

LE PROLOGUE (45-75-33-15). Et si on falseit le noir juste une minute? : 20 h 30, dim. 15 h. Dim. Mona chérie : 18 h 30. LETHE-THEATRE (48-07-59-17).

Les Femmes seventes : 20 h 30, dim. LUCERNAIRE FORUM (45-44. 57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Colloque sur l'eménagement d'une région du Nord : 20 h. Le Sujet dieparu : 21 h 30. Théâtre rouge. Duende : 18 h 30. Huis clos : 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09), N'écou-tez pas Mesdemes : 17 h et 21 h, dim. 16 h 30. MAISON DE L'AMÈRIQUE LATINE (42-22-87-60). Dim. Pierres-qui-revent : 14 h 30 et 17 h 30.

PALAIS ROYAL (42-87-59-81)... Rumeurs: 17 h 30 et 21 h.

LUNDI 27 MAI

rmanière).

* Une heure su Père-Lacheise »,
11 heures et 15 heures, porte principele, bouleverd de Ménilmontent
(V. de Langlade).

* Le Musée Picesso. Histoire et
erchitecture de l'hôtel Selé. Découverte de le detion Picaseo »,
14 heures 5 que de Thotel des

14 h 30, métro Saint-Paul/Le Marais

» Hôtels et jardins du Marais. Place des Voages». 14 h 30, sonte métro Saint-Paul (Résurrection du Passé). «La cathédrale russe: histoire de le religion orthodoxe». 15 heures, 12, rue Daru (P.-Y. Jaslet). De villege de Charonne», 15 heures, sortie du métro Porte-de-Bennolet cotté ma Reloyand 15 heures, sortie du métro Porte-de-Begnotet, côté rue Belgrand.

» Un quartier en pleine mutation :
8 elleville et son nouveau parc »,
16 heuree, eortle métro Pyrénées,
côté impair de la rue des Pyrénées
(Monuments historiques).

» Promenade : au Marais, dix fon-

taines cubiléas, dix mervellles », 15 heures, sortie métro Seint-Peul.

« Le Mueée de le polica », 16 heures, 1 bie, rue des Carmas (Paris et son histoire). « Mouffetard et ses secrets. De la meison du Père Goriot eux convul-sionnaires de Saint-Médard, etc. », 16 heures, métro Monge (Connais-sence d'ici et d'ailleurs).

CONFÉRENCES

23, quel de Contl, 14 h 45 : «L'âge de la télévision», par le séna-teur Jean Cluzel (Académie des sciences morales et politiques).
36, rue des France-Bourgeole,
18 h 30 : » Mozart : la douceur victo-rieuse». En collaboration avec Musicophia (Maison de l'Europe).

COLLIGNON du 26 mài au 17 juin 1991 **GUY PIETERS GALLERY**

مكنا س الامل

1.00

•• :

. . . .

2 ** Year

 $A \in \mathcal{B}_{r}$

7.000

 $\cdots \supset \times \{e$

V 1.2

100

: 144g

. 12 Q 154

1. 184 4

1 1 1 mg

THE PARTY A Collect Section & STATES THE with the Land THE PROPERTY AND ADDRESS OF THE PARTY ADDRESS OF THE PARTY AND ADDRESS OF THE PARTY ADDRESS OF THE PARTY ADDRESS OF THE PARTY ADDRESS OF THE PARTY AND ADDRESS OF THE PARTY Minister Hills

The same of the same Separate Services the plan in the

A 2 800 F inspirigues alle legislement sens particularity -Larries Dr. Strands k rame de marte NE PRINCIPAL Paragraph 20

4 BAN ... COMME

------× 200 2 1000

Le gouvernement

se donne dix jours

pour annoncer sa décision

sur l'entrée de NEC

dans le capital de Bull

Le gouvernement français fern ennaître sa décisinn sur l'entrée éventuelle du groupe électronique japonais NEC dans le capital du constructeur informatique publique Pull diei une disaine de jours a

constructeur informatique publique
Bull d'ici une dizaine de jours, a
annoncé, vendredi 24 mai, un communiqué de Matignon. L'entrée de
NEC dans le capital de la Compagnie des Machines Bull pour un
entre moit de 5 % a avait nocu l'avai

e peu mois de 5 %», avait reçu l'aval du ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux, selon le groupe Bull. Cette

entrée n'est pes snubaitée par M= Cresson, qui s décidé de faire

de ce dassier un symbole de sa

En Tebécosinvaquie, le graupe

suisse a signé avec BSN une lettre d'intention, en vue de reprendre Cokoladovny, fabricant de cboco-lats et de biscuits.

u L'AIE invite la France à la

rejoindre. Le conseil de direction de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a officiellement invité, le 24 mai, la France à adhètet. Les reptésentaots des vient et un rate membres de l'AIE

vingt et un pays membres de l'AlE ont décidé d'accordet à Paris le statut officiel d'observateur. L'adhésion de la France à l'Agence

doit être approuvée par le Parte-ment, avant que le gnuvernement puisse la présenter. La Ftance avait refusé d'adhérer à l'AlE en



ÉCONOMIE

peau de chage - canaux local

BILLET

Croissance zéro

L'économie française stagne. Les comptes nationaux qui viennent d'être publiés par l'INSEE montrent qu'au pramier trimestre la production nationale e été complètement étale (nos dernières éditions du 25 mai). Ce mauvais résultat survient après un recul de l'activité économique d'ensembla fin 1990. Alnsi depuis six mois, la pays connaît-il une phase de croissence zéro.

Les causes du marasme sctuel sont bien connues : la récession que traverse l'économie nordeméricaine e eu des conséquences beaucoup plus importantes qu'on na l'imaginait sur le commerce mondial. L'Europa a montré qu'alle continuait d'être très sensibla à la santé des Etats-Unis et aussi aux variatione du doller. Que dans ces conditions la plupart des pays aient vu leut croissance économique se ralentir beaucoup n'est pas surprenant. Encore le formidabla boom qu'e connu et qua connaît encote l'Allemagne a-t-il limité las dégâts. Comme vient da la dire M. Raymond Lévy, les achats allemands ont bien arrangé las affaires da Ranault.

On peut penser que le creux da la vagua est maintenant dépassé en France at dans la monde. Des économistes de plus en plua nombreux estiment, notamment, que la reprise ne devrait plus tarder aux Etsts-Unis. Même si les choses se passant bien ainsi, les dividendes tatderont à se faire sentir. En France, la croissance économique sera cetta année sensiblement Inférieure à 2 %, chiffre retenu pat le gouvernement il y a deux mois seulement et qui postulait une forte reprise à partir de juin. Naus n'en sommes pas là même si le sectsur automobile montre quelques signes d'amélioration. Le chômage risque de continuer à augmenter, les invastissemants de stagner, les dé publics at privés de s'accumuler. La gouvernement sa trouva donc confronté à un difficila publèma. Faut-il à tout prix resserrer les comptes de l'État et de la Sécurité sociale? La politiqua économiqua actuellsment menée n'est certes pas celle de l'eustérité. Mais couper davantage dans les dépenses publiques, relsvst taxes, impôts ou cotisations serait-il la bonne

Les marges de manœuvre sont extrêmament étroites. Le ptoblèma est da savoir si nous achevons da vivre la phase basse d'un cycla conjonctural classique ou bian si des données plus fondamantales (démographiques, techniques, sociologiquas) modifient en profondeur le comportement des ménages, dont la demande teste un moteur essentiel de la croissance économique. L'inquiétude liée aux retraites n'invite-t-elis pas déjà beaucoup da Françaia à épargner devantage? Si tel était la cas, bian des données économiques s'en trouveraient profondément modifiéea. Dans l'immédiat et à plus long terme. ALAIN VERNHOLES

f eréinsm

Les AGF et Banesto ont conclu leur accord

Au terme de sept mois de négociations, les présidents du groupe bancaire espagnol Banco Espanol de Credito (Banesto) et du groupe français
d'assurances AGF ont signé, vendredi
24 mai è Madrid, un accord créant
une société holding qui contrôlera la
compagnie d'assurances espagnole La
Union y el Fenix (UEF). Cet accord
de grantenariat» prévoit notarrument Union y el Fenix (UEF). Cet accord de «partenariat» prévoit notamment que 45 % des actions de cet holding seront cédées aux AGF – soit l'équivalent de 24 % de l'UEF – pour près de 1,5 milliard de francs, tandis que le groupe Banesto conservera 55 % du capital et gardera ainsi le contrôle majoritaire de l'UEF. L'UEF achètera 20 % du capital de la filiale espagnole d'AGF [AGF Seguros], qui continuera d'opèrer indépendamment sur le marché espagnol.

Cet accord qui suppose l'investisse-ment de 2,5 milliards de francs est le plus important investissement jamais réalisé à l'étranger par le groupe AGF.

Subordonnant sa décision à plusieurs conditions

La Commission de Bruxelles propose d'autoriser la publicité comparative dans la Communauté

(Communautàs européennes)

de notre correspondant

Ls Commissinn eurnpéenne vient de proposer aux Douze d'au-toriser la publicité comparative : « Fnite hannétement, elle peut canstituer un élément d'infarma-tion appréciable pour le consommateur et stimuler la concurrence. En nutre, ninrs que les moyens de communication transfrontalière se développent, il est nécessaire d'harmoniser in situation juridique entre les pays membres avant l'instauration du marché unique», a expliqué M. Karel Van Miert, le commissaire compétent. Actuellement, certains l'autorisent, tels le Royaume-Uni ou l'Espagne; d'au-tres, cnmme l'Allemagne oo le Luxembnurg l'interdisent. En France et en Belgique, un projet de loi prévoyant l'autorisation est en cours d'adoption. La publicité comparative qui identifie plus ou muins explicitement un concurrent

(ou un produit concurrent) doit être maniée avec nue certaine réserve. La Commission subnrdonne donc son eutorisation à plusieurs conditinus : le message publicitaire devra comparer objectivement des caractéristiques essentielles du produit nu du service proposé (par exemple, pour une voiture, la consommation de carburant) et cette camparaisan devra être vérifiable, donc porter sur des éléments matériels. Enfin, la publicité ne devra pas être trompeuse, ni engendrer la confusion (entre marques, entre producteurs) ni tirer parti de la notoriété d'un concurrent ou le dénigrer.

Les Etats devrnat veiller à l'existence de moyens de contrôle du message publicituire, meis M. Van Miert souhaite que la profession s'entende sur un code de canduite qui déterminera les modalités pratiques de l'application de la directive.

Les prix agricoles gelés pour un an

Suite de la première page

Les prix communauteires qui n'ont, il est vrai, qu'une incidence limitée sur les prix de marcbé, effectivement perçus par les pro-ducteurs, ont été gelés à leur niveau de l'an passé.

Les mesures de maîtrise de la productioo - le plus important ont été conçues pour pénaliser le moins possible les exploitants, en jonent sur leurs différences de situation (notamment en raison de leur âge) et en leur offrant une possibilité de choix. C'est vrai, en particulier, pour le lait, dont les quotas devroot être réduits de

Mais grâce à la mise en œuvre par les pouvoirs publics d'un programme de rachat des quotas framme de rachat des quotas froaocé par le budget européeo (dans les limites de 70 centimes par kilo), cette réductinn o'aura par knoj, cette requetini o aura pas, en principe, à être imposée à qui que ce soit. Selon M. Mermaz, le prix proposé sera suffisamment attractif pour qu'il y ait plus de votontaires à nécessaire.

Maintien du «filet de sécurité»

Le programme de racbet à appliquer par les administrations nationales, evec financement communautaire, pnurra aller jusqu'à 2,75 % de la productinn, donc au-delà des 2 % correspondant à la baisse de productinn recberchée, ce qui, en Frence, laissera une marge de manœuvre suffisente pour poursuivre l'effort de restruc-tutation de la production déjà entrepris. «C'est une très bonne nouvelle pour les producteurs lai-tiers », a estimé M. Mermaz.

La taxe de corespoosebilité à

laquelle sont assujettis les producteurs de céréales passera de 3 à 5 %. Seloo le ministre français, compte tenu des dispositions complexes du règlement européen, elle aurait atteint en tout état de cause 4,5 %, si bien que la pénalisation par rapport à la campagne précédente promet d'être modeste... et probablement compensée par une moisson prometteuse. Les agriculteurs qui s'engageront à soustraire de la production 15 % de leurs surfaces cultivables seront exemptés de la taxe.

En France, l'indemnité proposée par les pouvoirs publics pour incitet les agricultents à souscrire, davantage que dans le passé, à ce programme de gel des terres sera-telle suffisamment attrayente? M. Mermaz, expliquant qu'il s'agissait là d'une négnetation à mener svec les finances, o'a donné aucune indication sur soo montant. Il ressort de ses propos qu'il ne souhaite pas se montret trop incitatif; la jachère céréalière, qui ctuellement en France 110000 hectares (sur un sol de 9 millions d'hectares), sera portée, a t-il estimé, à 600 000 nu 700 000 bectares.

Les pays producteurs nnt obtenu le maintien du «filet de sécurité» qui garantit aux éleveurs la possi-bilité de vendre leur viande à l'intervention en cas de chute durable et sensible des cours, mais à un niveau légèrement plus bas que dans le passé. Les conditions des achats publics seront harmonisées dans la Communauté, afin d'éviter que les prix trop sttractifs offerts o'incitent des éleveurs à produire pour l'intervention, dooc au-delà des besoins du marché.

PHILIPPE LEMAITRE

Après le vote positif du Congrès

M. Bush obtient la liberté de négocier un accord de libre-échange avec le Mexique

Le président des Etats-Unis, M. George Bush, a annoncé, le 24 mai, è son homologue mexicain, M. Carlos Salinas, que le Coogrès avait accepté la procédure dite de «fast track», qui permettra è t'administration américaine de négocier sans entrave un accord de libreéchange avec Mexico. La veille, la Chambre des représentants evait déjà renouvelé son feu vert pour la négociatinn accélérée de ce traité commercial. La procédure dite du
« fast track» limite à nouveau pour
deux ans les droits du Congrès à un vote sans amendement.

Cette autorisation est une importante victoire pour M. Bush, qui outre les négociations de l'Urugnay
Round - a fait de la conclusion
d'un accord de libre-échange svec le Mexique une de ses priorités. Le président américain craignait un blocage à la Chambre des représentants dominée par les démocrates. Ces derniers se montraient sensibles aux arguments des syndicats sur les risques de délncalisation de nnmbreuses entreprises vers le Mexique,

pour bénéficier des bas coûts de la main-d'œuvre.

saient valoir, au contraire, que l'élimination de toute barrière douanière entre le Mexique et ses deux voisins du Nord |Etnts-Unis et Canada) créerait le marché commun le plus vaste de la planète, evec 360 millions de dollars et un produit natio-nal brut de 6 000 milliards de dollars. Aussitôt ennu le vnte du Congrès, M. Bush l'a qualifié de « meilleure nnuvelle économique depuis des mais », estimant qu'un développement du commerce américano-mexicain stimulerait l'activité et créerait des emplois aux Etats-

Le Mexique s'est, de son côté, réjoui du vote du Congrès « Cela ne signifie pas que la negociation se fera rapidement, a cependant précisé le ministre du commerce, M. Jaime Serra. Naus prendrans le temps nécessaire à la conclusion d'un bon accord, il n'y n pas de date limite».

Les partisans de cet accord fai-

de ce dassier un symbole de sa détermination industrielle. Selon cer-taines indiscrétions, le délai de dix jours serait moins destiné à prendre une décision sur le fond qu'à trou-ver une solution pour dédommager le groupe nippon. NEC, qui publiait, le 24 mai, ses résultats pnur l'exerciee 1991, a annoncé une baisse de 22,8 % de sna benefice net avant impôt à 134,2 milliards de yens (snit 5,87 milliards de francs).

EN BREF

Dans un entretien au «Financial Times»

Lord Hanson préconise une fusion avec ICI mais sans OPA hostile

Lord Hanson a levé le vnile sur ses intentions à l'égard d'ICl, qua-trième chimiste mondial mais aussi premier industriel privé de Grande-Bretagne, dont son groupe vient de racheter 2,8 % du capital (le Monde du 18 mai). Dans une interview au Finnneinl Times du 25 mai, le vieux raider réfute toute idée de lancer une OPA hostile sur la firme de Millbank, devenue au fil des ans une véritable institutinn nutre-

Eo tevancbe, il insiste sur la nécessité de fusionner les activités d'ICI avec celles de son conglomérat. Une telle opératioo donnerait naissance à un nouveau groupe qui avec un chiffre d'affaires de 20 miliards de livres (200 milliards de francs) aurait uoe telle puissance internationale que «Hanson disposerait ainsi de nouveaux moyens pour gagner plus d'argent et mieux rémunèrer ses actionnaires». rat. Une telle opératioo donnerait nèrer ses actionnaires».

Lord Hanson n'abandonne donc pas l'idée de diriger un groupe ras-comblant les deux entités. Mais il

o Nestté envissge une opération avec BSN en Pologne. Le géant alimentaire suisse Nestlé envisage avec le groupe français BSN « unc opération en Pologne ». Des « négociations sont en cours » à cette fin. a indiqué le porte-parole de Nestlé. M. François-Xavier Perroud, vendredi 24 mai à Vevey, sans préciser le nom ni la spécialité de l'entreprise-cible pnlnnaise. Des rumeurs désignent tnutefnis le chocolatier polonais E. Wedci Chocolate Co. Nestlé a déjà repris, seul, 97 % du chnculutier bnngrais Interesokolade, qui fabrique 20 000 tnnues de chocolat par an. En Tebécosinvaquie, le graupe n'exclut pas de sortit la pharmacie du girnn d'ICl : « Elle est trop grasse paur n'être qu'une simple division, mais trop petite pour lutter contre des géants comme Glaxo ou SmithKline Beecham.» Lord Hanson préconise donc de réaliser un jnint-venture, ou de conclure un accord d'association avec un autre grand fabricant de médicaments.

Parmi les divers projets soumis à lard Hansan par ses canseillers, Inrd Hansnn par ses ennseillers, figure une augmentatioo – jusqu'à 20 % – de la participation de son groupe dans le capital d'ICI afin d'avoir droit au chapitre dans les décisions prises par le conseil de la firme. Dans la City, on estime que lord Hanson tâte le terrain avant d'encaper une action et ou'il pourd'engager une action et qu'il pour-rait bien artendre un an avant de se décider sut la stratégic à adopter.

La réponse de Sir Denys Henderson, président d'ICl, aux propositioos de lord Hanson n'est pas coonu; mais c'est assutément «Nn».

Nissan UK perd sa bataille contre Nissan Motors

tagne depuis près de vingt ans, ne pourra pas empêcher sa maisonmère de monter un autre réseau de distribution dans ce pays.

La Haute Cour de justice de Londres en a décidé ainsi. Les relations entre Nissan UK et Nissan Motors « nnt atteint un point de nnn-refnur » et Nissan Motors devrait désormais être autorisé à devrait désormais être autorisé à vendre ses automobiles en Grande-

Nissan UK, importateur exclusif de Nissan Moturs en Grande-Bre-tagne depuis près de vingt ans, ne tagne depuis près de vingt ans, ne dredi 24 mai, un juge de la Haute autre distributeur, 2 estimé, ven-dredi 24 mai, un juge de la Hunte Cour de justice de Londres.

Le singulier btas de fer qui nppose depuis quaturze mnis M. Octav Botnar, concessinnnaire Nissan su Royaume-Uni à l'étatmajor de Nissan Mntnrs, le deuxième constructeur automobile nippon (le Monde du 18 mai) prend ainsi fin.

avait refusé d'adhérer à l'AlE en 1974, Inrs de sa création, au lendemain du premier choc pétrollet, jugeant que cet organisme était une « machine de guerre » contre l'OPEP. Le gouveroement français a, depuis inrs, modifié sa position et n annoocé, fin août, peu après l'invasion du Koweit par l'Irak, soo intentinn d'engager des négociations. ciatinns.

n Mme Cresson recevra M. Marc Bloudel (FO) le 4 juin . - Après s'être entretenu avec le président de la République, le 24 mai, M. Marc Blondel, secrétaire général de Force nuvrière, sera reçu, le 4 juin, par Mª Cresson. Le dirigeant syndical l'n annoncé luigeant syndicat i'n annoncé lui-même aux militants de son myam-sation, au cours du congrès de la Fédération générale des travail-leurs de l'agriculture, de l'alimen-tation et des tebacs (FGTA-FO), qui se tenait à Tauleure La con-

qui se tenait à Toulouse. Le nou-veau premier ministre avait indiqué son intentinn de rencontrer a rapidement » les partenaires sociaux, mais aucun calendrier des rendez-vous n'a encore été rendu o La Commission européenne inflige une amende de 300 000 écus à Martell. – La Commission euro-

péenne a décidé d'infliger uoe amende de 300 000 écus (2,1 milamende de 300 000 écus (2,1 millioos de francs) au produeteur
français de cognac Martell, pour
pratiques restrictives et contraires
aux règles de la concurrence dans
la CEE, a annoncé uo porte-parole
de l'exécutif de la Communsuté le
23 mai. Elle a également infligé
une amende de 50 000 écus à la
firme Distribution Martell Piper
(DMP) pour les mêmes raisons.
Bruxelles accuse les deux firmes de
s'être mises d'accord pour décous'ètre mises d'accord pour décou-rager un distributeur français, Vin-cent Gosme SA, d'exporter du cognae Martell en Italie.

o La cutatina de Blaazy-Oeest o La catatina de Blaazy-Oeest saspendue. – La Société des Bourses françaises a décidé, jeudi, de suspendre la cotation des cours de la société Blanzy-Ouest, filiale d'Elf et holding de l'entreprise de chauffage Esys. Lors de l'assem-blée générale du 28 juin, les actionnaires de la Générale des seux duivent approuver le rachat eaux dnivent approuver le rachai des actions de Blanzy-Ouest – qui est, en principe, tonjours suspendu è une autorisation des pouvoirs publics.

REPÈRES

CONJONCTURE Nouvelle baisse du PIB bntannique

Le produit inténeur brut britannique a ancors baissé au premier trimestre, bien qu'à un rythmn infériaur aux deux précédents. C'est le troisième trimestre consé-cutif de récession depuis la mi-1990, selon des stetistiques publiées mercredi 22 mai par l'Of-fics central de statistiques (CSO).

Le PIB a chuté de 0,6 % au premier trimastre da 1991 par rap-port aux trois mois précédents et ds 2,5 % par rapport à la période correspondante de 1990

- ce qui, selon le Trésor britannique, montre un e clair ralentisseque, montre un e clair ralentisse-ment du déclins. La baisse avait atteint 0,9 % au demier trimestre ds 1990 et 1,4 % au troisième trimestre 1990.

Le production manufacturière, sn baisse de 1,1 %, est la princi-pals responsable du relentissepals responsable du relentisse-ment. Le premier ministre britanni-qus, M. John Major, qui parlait mardi devant la Confédération de l'industrie britannique, a prévu une reprise graduelle de l'activité au cours de la seconde moitié da l'ennée, essursnt qua les taux d'intérêt e psuvent et seroni réduits », sans préciser toutefois le date de cette réduction des taux.

L'Allemagne poursuit sa croissance

L'économie de le partie occiden-tale de l'Allemagne (RFA) e enre-gistré une eroissance comprise gistre une eroissance comprise entre 3 % et 4 % au premier trimestre 1991, comparé à la même mestre 1991, compare a la meme période de l'an passé. Ce chiffre confirme la poursuita d' e une expansion claire», sslon le ministère de l'économis, dens son rap-port mensuel du mois de mai.

Forte augmentation des commandes à l'industrie américaine

Les commandes de biens durables passées à l'industrie ont progressé da 2,9 % en avril, soit netgresse de 2,8 % en avril, soit nec-tement plus que ce qui avait été prévu. Cette raprise, qui survient eprès trois moie de baisses consécutives s profité à tous les secteurs, exception faits dea transports. Elle est surtout le fait des biens d'équipement civils.

D'eutrs part, selon l'anquête réalisée en mai auprès des économistss d'snusprisea (e Netions) Association of Business Economists »). la récession sara terminés eu cours des prochsinss

d'entreprise soulignent – ce qui est une opinion de plus en plus partagés – que ls reprise sars

CHÔMAGE 6.8 % dans les pays

de l'OCDE en mars

Dans un communiqué publié le 24 mai, l'OCDE annonca que ls taux de chômage moyen, dans les psys de la zone, e etteint lss 6,8 % sn mara, psr rapport à la population active. C'ast le chiffre le plus élevé e depuis deux ans », précisé l'organisation.

Le chômage, qui avait déjà aug-menté de 0,2 % en février, s'est de nouveeu accru ds 0,2 % en mars, mais les premiers chif-fres disponibles portant sur le mois d'avril laissent maintenent espérer une «rupture de la tendance », notamment sn Amérique du Nord, le taux ayant baissé da 0,3 % aux Etata Unis et au Canada. En mara, les augmenta-tions les plus importantes ont été snregistrées en Nouvelle-Zélsnds (+ 0,9 %), en Australis †+ 0,6 %), sn Grande Bretagne (+ 0,5 %), sux Etets Unis et en Irlands

BUDGET Déficit

de 27,1 milliards de roubles en URSS Ls déficit du budget fédérs!

soviétique e etteint au premisr tri-mestre de contre annés 27.1 mil-liarde de roubles (80 milliards de francs), alors qu'il ne devait pas dépasser 5,8 milliards de roubles (30 milliards de francs), salon des chiffres définitifs remis aux parle-mentaires soviétiques st publiés le 24 mai par l'agence TASS. Ce 24 mai par l'agents
déficit pour le premier trimestrs
représente una multiplication par
2,3 par rapport è calui enragistré
2,4 par rapport à calui enragistré au premier trimestra de l'année demièra, a précisé TASS. Selon l'agence soviétique, cette aggrava-tion du déficit budgétaira ast dus eu non-paiament par plusieurs républiques (en particulist l'Ukraine st la Russie) de leurs versemants prévus au budget fédéral pour 1991.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

«En plein cirage»

INDICE CAC 40 Eneore une semeine réduite à quetra séences, cette fois par le chômage du lundi de le Pantacôte, dernier jour férié. tnut de même,

avant le 15 eoût. Une semnine merquée sussi, pour la seconde foie de suite, per un elourdiesement des cours, conséquence de l'embarras général.

Point ne fut hesoin d'attendre longtemps pour sentir l'etmosphère. Dès mardi, le flottement fut générel et une reprise en finele (+ 0,34 %) n'y ehsngea rien. La lendemsin, is marché tenta bien, mais sans conviction, de reprendre un peu d'eltitude. Meie une petite montée à 0,67 % lui fut fetele. Le tendance se renversa et, à le clòture, le rouge ételt remis (-0,11 %). Jeudi, pour le fin du mois boursier, la balsse s'installa plus franchement sous les lam-bris. Pas assez, eependant, pour empêcher la liquidation générale de rester gegnente (+ 2,63 %) pour la quatrième fois consécutive, ce qui ne e'était pas produit depuis l'été 1989.

Cet événement n'eut toutefois eucun effet dopant. Et vendredi, premier jour des cotetions à fin julo, la Bourse manifesta son indécision de feçon plus merquáe encore. Au lieu de reprendre des positions, comme ils le

Banques, assurances, sociétés d'investissement

AGF______539 AXA (cx-Cie Midi) _1 054

Bancaire (C')...

oin (La).

Société générale

Suez (C* fin.). UAP

sel-Uclaf

Synthélabo ... BASF_____

Norsk Hydro.

Peugeoi . SAGEM.

Auxil. d'entr. Bonygues Ciments français ...

Lafarge-Coppée.

CNE Sucz 5 000 F.....

J. Lefeb

SGE-SB ..

Produits chimiques

Locafra

CFI

24-5-91

286,90 629

539 + 15 1 054 + 22 128,60 - 1,3 550 + 1

1,30 1

- 23 - 2 + 83 - 2 + 16 - 21, - 21, - 21, - 21, - 21,

inch.

690 - 1 340,80 - 10,30 558 - 16

24-5-91 Diff.

902 + 38 128,80 + 2 80 175 + 5,70

24-5-91 Diff.

24-5-91 Diff.

760 + 15,50 194 + 1 760 + 25 357,40 - 5,20

447 - 8 241.10 - 7,40

- 16 + 20 - 25

5,20 8

375

Bătiment, travaux publics

- 5 + 14 - 8 + 3,50

6,50 15

022

790 870 972

(1) LABO. ROGER 8EL. est passé au hors-cote le 24-5-91.

Métallurgie, construction mécanique

1,90

3,20

font généralement à cette occa-sion, les opérateurs restèrent is plus souvent l'arme au pied. De sorte que, privé de force, la marché ne s'écarta guère de son niveeu précédent, évalus nt tantôt un peu au-dessus, tantôt un peu eu-dessous du point d'équilibre. En clôture, eprès que le tendance eut changé une douzaine de fois de sens, l'indice CAC40 enregistreit un rstsrd plus franc de 0,49 %. Bref, en quetre jours, il s heissé de

Les investisseurs n'ont pas les Idées eleirss. Jugé tràs décevent, le discours de politique générale prononcé par M- Edith Cresson, le nnuvasu premier ministre, e, de l'evis générel, contribué à semer la confusion dans les milieux finenciers. « Amalgame de lieux communs » pour les uns, «simple catalogue d'intentions velléitaires» pour les utres : les boursiere n'ont pas été tendres pour le nouvelle hôtesse de Matignon,

L'indécision à son comble

Mais M- Cresson n'avan elle pas été le première à ouvrir le feu en déclarant au Journal du Dimanche: «La Bourse, je n'en al rien à cirer ». Au-delà de cette querelle de mots, personne Rue Vivienne n'a trouvé dens ses propos le moindre éclairage sur le marche à suivre.

Mines d'or, diamants

Buf, Gold M.

Western Deep ...

Damart.
DMC....

La Redoute

Alcatel-Alsthom CSEE (ex-Signaux) Générale des eaux

Lyon, des eaux.

mson-CSF...

Merlin-Gerin

Filatures; textiles

Matériel électrique

Drief, Cons...

24-5-91 Diff.

186,70 + 4,30

375 + 30,90 62,60 + 1,60 t41,10 + 3,60 64,40 + 1,90 20,05 + 0,75

20,35 + 2,35 45,30 + 2,25 196,10 + 11,60

Diff.

Diff.

2 632 - 22 1 085 + 30 777 - 4 3 643 - 142 592 + 1 244 + 1 507 - 11 138 + 7 597 + 71 1650 + 6t 425 - 40 158,50 + 1,50 616 + 8 340,80 + 8,10 350,30 - 9,20 2 133 + 101

64,40 + 20,05 + 28,30 +

24-5-91

1 020

24-5-91

«On peut se demander ce que mener une politique industrielle volontariste veut dire en 1991 », s'interroge M. Philippe Bastien, analyste chez DLP James Capel, une grosse société de Bourse de le place, résumant le sentiment général d'une communeuté de surcroît indisposée par la perspective d'une augmentation des prélèvements socieux. L'indécision est d'eutent plus à son combis que chaque jour davan-tsge, las suguras s'accordent non seulement à dire que le reprise économique sera tardive, mels, comme le souligne ls National Association of Business Economists des Etats-Unis, que ses premiàras manifestations en 1991 seront molles.

Ls situation devisnt dans l'immédiat impossible à gérer», soupirait un opérateur, en évoquent, psr dessue le merché, l'espoir décu d'une baisse rapide des taux d'intérêt en liaison avec le repli du MATIF et, hien sûr, l'effelbliseement du frene que M= Cresson veut pourtant maintenir vigoureux. Če n'est sans doute que partie remise. Mais un marché se berce d'espérances et se nourrit d'enticipetions, L'in-connu lui est parfaitement insupportable. Or, evec la crainte diffuse que le politique sociale promiée per Ma. Cresson ne favorise un relächement économique, la Bourse, pour reprendre l'expression d'un egent de change, rest en plein cirage ».

Mines, caoutchouc

<u>Pétroles</u>

Exxon ... Petrofin

CGIP.

Groupe Cité.

Royal Dutch (1)

Valeurs diverses

24-5-91

Diff.

700 = 3 310 = 10,20 98,50 = 1 95,50 + 0,50 52,10 = 1,90 1,74 = 0,01

24-5-91 Diff.

121 . - 0 50 339 50 - 4,50 632 - 17 428,50 - 1t 50 inch. 792 - 4 344,30 + 8,80 008 + 1t - 0.50 - 4,50 - t7 - tt 50

2 008 + tt 469,10 + 9,40

24-5-91 Diff.

0,40 27

7.10 35 0,69 22

764 713 200

715 327 075

447,50 + 349,50 - 124,90 + 1936 - 48,10 - 643 - 315 - 315 - 315 - 130 - 130 - 130 - 260,10 - 685 - 685 - -

la Banque mondiale qui vom l'el-der à y voir plus cleir. Ils prédi-sent, certes, un radémarrage mondial de l'expansion en 1992, mais n'excluent pas uns guerre commerciale à outrance entre les principnux psys industrielisés avec une flambée des prix du pétrole à la clé, ou une grave crise financière qui ébranlerait les Etats-Unis et le Japon. Incapahles pour l'instant d'errêter une stratégie, les investisseurs sont nombreux à reprendre la route de Frencfort pour y placer leurs

Deux événements ont défrayé cetts semaine la chronique boursière. La première s concerné les Nouvelles Geleriee. L'OPA des Galeries Lafayette est ouverte à 963,50 francs par titre. L'opération sera close le 1ª juillet. Si tout se pesse bien, le grand megesin du bouleverd Heussmann détiendre alors le contrôle avec una participation de 66 %.

La seconde a mis Conforama sous les feux de le rempe. M. Bemerd Arneult, président de LVMH, a décidé, pour renforcer les fonds propres de son groupe, de revendre le numéro un français du meuble à l'industriel breton François Pinault, déjà candidat depuis longtemps. Mais personne ne sait encore quelle forme prendra cette opération, ni à quel prix sera payée la célèbre chaine de distribution...

ANDRÉ DESSOT

Alimentation

		Diff.
Béghin-Say Bongrain BSN Carrefour Casino G., Perra Euromarché Guyenne-Gasc, LVMH Occid, (Gle) Olipar Promodès Saint-Ouis Source Perrier	627 2600 887 t 917 138,80 4 189 t 220 3 990 764 262 1 166 2 085 1 440 1 484	- + 70 + 4 - 90 + 1,30 + 189 - 23 + 20 - 10 - 10 - 19 + 6 - 42

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURSE MEDICONANA NIDEC

DE COU	NO HEI	BUUMAUAIN	-5
Valeues	Housse %	Valcus	Baisse %
Créd. F. France. Montines. Dev. R. Sud-Est. Comptoir Entr. Enromanché. Dassault Avial. Sudecco. AGF. Club Médic. Bouygues. Interact purque.	+ 9.9 + 6.7 + 6.5 + 5.9 + 5.7 + 4.8 + 3.7 + 3.7 + 3.8	Bafip. Sommer Allibert. Pinault. Klepierre Sextant Avion. Rhôme-Poul. CIP Strafor Facom. Carreliour Cetelem Avenir H.M. Peckiney CIP Synthélabo. Un. Créd. Båt. Havas.	- 83 7.7 - 7.6 - 7.1 - 5.1 - 4.7 - 4.6 - 4.6

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM P

ES AU N	"()	
Nore de	Val. en	
titres	cap. (F)	
1761342	650 817 365	15
1025711		13
l 008 526		13
		13
		43
		15
		1.
		19
		11
		1
332 479	248 186 481	19
622 920	226 243 583	١,
380 23 I	217928441	١ ا
17 mai 1861 a	m iowii 23 mai	١,
17 1882 1771 4		15
	Nore de bitres 1 761 542 1 025 711 1 008 526 1 426 023 118 500 9 437 466 165 391 639 95 635 332 479 622 920 90 953 380 231	times cap. (F) 1761 542 650 817 365 1025 711 995 297 168 1008 526 532 086 717 1426 023 495 435 630 118 500 470 977 963 9 437 378 400 786 466 165 368 864 729 391 639 348 307 053 480 693 287 652 450 95 635 252 020 324 332 479 248 186 481 622 920 226 243 583 90 953 221 382 752

MARCHÉ LIBRE DE L'OR						
	Cours 17-5-91	Cours 24-5-91				
Or fin (tille on barrel) - fide on linged; - Fide on linged; - Fides française (20 fr.) - Fides française (10 fr.) - Fides française (20 fr.) - Fides française (20 fr.) - Fides translations (20 fr.) - Fides translations (20 fr.) - Souverais Elipheth 0	86 100 86 250 381 405 386 386 379 481 485	85 000 96 450 378 407 381 379 379 486 485				
Pièce de 20 dollars	292 2 180 1 070 576	392 2 105 1 080 575				
- 50 perss	2 485 483	2 488 476				

e Cas pièces d'or ne sont coties qu'à la séance

397 250

NEW-YORK

Léger raffermissement

NOCEDOW JONES semaines de baisse, Is grande Bourse new-yorksise s'est très légèrement raffermie ces derniers jours. L'impatience qui tensille les

investisseurs d'apercevoir les signes de la reprise économique tant stteodue, n'a été qu'en petite pertie seulement récompensée. Après ls réduction du déficit commercial, une autre honne nnuvelle est tombée : ls hausse des commandes de biens durables pour le mois d'svril (+2,9 % ou + 2,5 % sens la défense), ls première depuis le mois de décembre 1990. Mais e'est sartout l'sagmentation des eommandes de bicos d'équipe-ments (+ 3,5 %), qui e para su marché ls plus digoe d'intérêt. Nsturellement, une hirondelle ne fait pas le printemps et bien des économistes ontre-Atlantique ont prudemment interprété cette amélioration comme le signe que le creux de la vague était passé. Le président Bush leur e emboîté le pas. Donc pas de réjouissance inn-

Du reste, la National Association of Business Economists s'est hâtée de calmer le jeu en affirmant que, si reprise il devait y avoir en 1991, elle serait molle.

Difficile dans ces conditions pour les opérateurs de faire preuve d'un optimisme hors de saison. Tous, les yeux braqués sur les tsux d'intérêt tandis que le Trésor procédait à l'adjudication de 57 milliards de dollars de Bons, ont agi avee prudence, estiment avoir encore le temps de prendre des positions avant le vrai redémarrage de la croissance, prévu, lui,

pour 1992. Indice Dow Jones du 24 mai : 2 913,9t (c. 2 886,63).

		A . !
	Cours 17 mai	Cours 24 ma
Alcoa	17 mai 65 7/8 36 1/4 46 18 42 1/8 41 1/8 58 1/2 32 71 1/2 36 3/8 22 7/8 104 1/8 57 7/8 66 1/2	24 ma 67 3/- 36 46 3/- 18 1/- 43 1/- 41 58 5/- 33 3/- 73 105 58 1/- 58 1/- 64 7/- 64 7/-
Pfizer Schlumberger Texaco UAL Corp. (ex-Allegis) Union Carbide USX Westinghouse Xerox Corp	55 1/8 62 1/4 65 147 1/2 18 25 27 5/8 54 3/4	58 3/1 60 3/4 64 147 3/4 19 25 3/1 27 3/1

TOKYO

Nouveau fléchissement

Le Bourse de NOICE NIKKE Tokyo e continué à glisser cette semaioe. Le bilao hebdomadaire est tootefois moios msnvais qo'aursit pu le laisser présa-

lundi, quand tombant à 180 mil-lions de titres échaogés, Tukyo avait retrouvé l'immobilité qu'elle avsit en janvier à 1s veille du téclenehement de la guerre du

L'activité retrouvait ensuite pro-

gressivement son tonus, sans que cela se traduise par une remontée de l'indice Nikkei, qui s encaissé plus de pertes que de gains. Anti-cipant la publication des hilans de l'année fiscale 1990, les investis-seurs sont sortis de l'attentisme pour se laneer à la chasse des valeurs de sociétés susceptibles de présenter des résultats en forte hausse. D'où les mouvements bru-taux qui ont nui à la cote de certsins titres slimentés per des rumeurs sans fondements, comme Sony, sanoneée en mauvaise condition finencière par la vax populi alors qu'en fait l'électroni-cien affichait deux jours plus tard

les meilleors bénéfices de son histoire.

Le sortie d'un repport de l'OCDE mettant en garde les pays industrialisés sur une trop grande souplesse en metière de taux d'intérêt e été mai accueillie vondredi . D'où l'interrogation sur le dénouement des prochains contrats à terme dont l'échéance arrive le 14 juin. Plus de 1 000 titilliards de yeus sont en jeu cette fois. On redoute de voir Tokyo plonger à ee moment-là. A cet égard, les autorités du Tokyo Stoek Exchange ont commence à diffuser auprès des erbitregeurs des consignes de modération. Indiees du 24 msi : Nikkei, 25 529,14 (e. 25 701,94); Topix,

Cours Cours

	17 maj	24 mai
Alazi Bridgestone Canon Fuji Bank Honda Motors Matsushita Electric Mitsubishi Heavy Toyota Motors	753	1 140 1 070 1 490 2 790 1 310 1 650 759 6 080 1 800

1 944,67 (c. 1 953,44).

LONDRES Mini-reprise

+ 8,7 % L'hémorregie des eours s'est arrêtée, cette semaine, pour laisser place à une mini-reprise. A la veille du week-end, le London Stock Exchange svait réussi à se réhausses de 0,7%

de 0,7%.

L'espoir d'une baisse des taux d'intérèt, soigneusement entretenn par le premier ministre et le chancelier de l'Echiquier, et finalement matérialisé, vendredi, par une baisse d'un demi point des taux de base parcsires a été de console partie à bancaires, a été en grande partie à l'origine du raffermissement des eours. Mais les résultats d'entre-prises, souvent meilleurs que prévu, qui ont été publiés dans la semaine, ont concouru à ramener un certain

Indices «F. T.» du 24 mai : 100 valeurs, 2 471,1 (e 2 453,9); 30 valeurs, 1 932,5 (c. 1 926,2); mines d'or, 165,9 (e . 155,8); Fonds d'Etat, 84,24 (c. 84,04).

Cours 17 mai

5,90 3,15 4,47 3,95 13,25 10,95 15 12,47 8,11 5,01 7,27 1,97

Cours 24 mai

5,85 3,20 4,60 3,89 13,50 11,63 15 12,28 8,58 5,01 7,35 2,06

FRANCFORT Retour au sommet + 4,56 %

Deux semaines de baisse ont, semble-t-il, suffi à la Bourse de Francfort. Un très vif mouvement de reprise s'est produit, et à la veille du week-end tous les indices avaient rejoint leurs plus hauts nivesux de l'année après une hansse de 4,56 % réalisée en quatre séances seulement.

La crainte éprouvée par le ensin départ de M. Kerl Otto Poehl, président de la Bundesbank, s'est estompée nvec l'assurance qu'une politique monétaire rigou-reuse continuerait d'être menée. Mais ce sont surtout la fermeté du marché obligataire et le soudain intérêt manifesté par les investisseurs étrangers poor les veleurs allemandes, qui ont été à l'origine de la flambée des cours.

Indiees du 24 mai : DAX, J 671,87 (c. 1 598,87); Commerz-bank, 1 983,70 (c. 1 926,10)

Ualik, 1 985,70 (ب 1 926, ———	,1U). ——
	Cours 17 mai	Cours 24 mai
AEG BASF Bayer Commerzbank Deutschehank Hoeehst Karstadt Mannesman Siemens Volkswagen	192,50 247 277,50 261,56 649 257,30 652 279 601,60 362	191 255,10 287 276,10 666,90 267,80 644 287,80 628 387

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

CHAMPS Se Monde ÉCONOMIQUES

Valeurs à revenu fixe ou indexé 24-5-91 Diff. PME 10,6 % 1976.. t00,06 10,0 5,10 0,50 0,40 0,70 0,05 t26 + 101,65 + 10 % 1978. 101,40 -100,t0 -9,80 % 1978... 9 % 1979..... 10,80 % 1979. CNE 3 % 102,45 t60 99,76 -99,60 100,75 + 99,76 -- 0,04 Inch. CNB bq. 5 000 F... CNB Paribas 5 000 F

MATIF Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 24 mai 1991 Nombre de contrats: 99 235 **ÉCHÉANCES COURS** Juin 91 Sept. 91 Déc. 91 105,86 105.90 105,80 + haut 106,10 106,10 106,00 _ 105.80 105.88 105,80 _ 105,84 105,90 105,86 t05,84 t05,86 105,76 _ LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs) Cours du vendredi au jeu <u>17-5-91</u> 20-5-91 21-5-91 23-5-91

2 832 709 2 071 331 2 320 721 NC Comptant R. et obl. 8 624 933 96 230 7 131 092 75 256 6 929 297 NC NC 138 350 11 553 872 9 277 679 | 9 388 368 NC Total re 1990) Françaises . Étrangères . 119,1 114,1 118.9 112,1 INDICES CAC (du lundi au vendredi) 21-5-91 22-5-91 23-5-91 24-5-91 (base 100, 31 décembre 1981) I 486,4 I 486,6 I 483,5 Général 485,3 (base 1 000, 31 décembre 1987) CAC 40 1 804,8

Les Japonais occupent le terrain

La dernière semaine de mai sera courtée sur plusieurs des princi-pales places financières du mande. Lundi sera chômé à New-York ainsi qu'à Londres et jeudi, jour de la Fête Dieu, est férié en Alle-magne. Les emprunteurs, tenus de respecter les contraintes du calen-drier, vont, en cooséquence, concentrer leurs opérations sur denx jours, mardi et mereredi. C'est ce que s'apprêtent à fnire de nombreuses eotreprises indus-trielles japonaises. Une quinzaine d'entre elles sont attendues les 28 et 29 mai, rien que sur les mar-chés du franc suisse et du mark, où elles devraient émettre des obligations munies de warrants ou bons de souscription d'actions pour des mootants globalement importants.

S 25 "

i de

wii.

e i a ser a ser a ser a ser

the man is the second

4 A 4 7 7 . .

Mark Markey V.

interior

Commercial Section 1995 at the William Street

·

المعاوي جريك

E ...

2 345

* AL AL (1) 17 16"

The state of

in an agreement the second

differ mariant

Angel States Andrew 12 States and Control of the Co

- - - - ·

 $\chi_{\mathbf{x}_1,\mathbf{x}_2,\mathbf{x}_3} = \chi_{\mathbf{x}_1,\mathbf{x}_2,\mathbf{x}_3} = \chi_{\mathbf{x}_1,\mathbf{x}_2,\mathbf{x}_3} = \chi_{\mathbf{x}_1,\mathbf{x}_2,\mathbf{x}_3}$

Samuel Strategies and the

المناه المناه

The second

-1-ALL REAL - 17"

Extended to the second

Andrew State of the State of th

ayyan yarin bar

Section 1988

العادة أسهوات الجرورة

24.

7. St. 5. St. 5.

Une activité aussi intense ne se produit que très rarement en si peu de temps. Il risque de s'en dégager une impression d'envahis-sement de l'euromarebé pur les débiteurs japonais. Celn ne devrait tnutefoia pas etre le cas, si la Bnurse de Tokyo donnait des

Parmi les événements marquants de ces derniers jours, les spécia-listes ont prêté beaucoup d'attention à la réaction du comparti-ment de l'écu, qui a subi les équences des incertitudes politiques fraoçaises. Les cours des emprunts libellés dans la monnaie européenne se sont presque autant repliés que ceux des titres en francs français. Ils o'ont, par con-tre, nullement bénéficié de l'amélioration do mnrebé allemand. Ceux qui se plaisent à souligner l'antagonisme du mark et de l'écu ne manqueront pas de trouver dans l'évolution récente un argu-

Sur le marché de l'eurofranc français, l'augmentation des rendements n'a pas empêché l'activité primaire de se poursuivre. Deux nouvelles émissions viennent de voir le jour, dont l'une pour le compte de la Compagnie bancaire a suscité un vif intérêt de la part des investisseurs étrangers. Il s'agit d'une angmentation d'un emprunt laoce au mois d'avril, dant la durée est de trois ans et le taux d'intérêt de 9,50 %. La nouvelle tranche revient à l'emprunteur à 9,56 %. Elle était offerte nux investisseurs à un prix correspon-dant à 46 centimes de pius que les bons du Trésor de même durée, soit un rendement de 9,44 %. L'affaire était placée sous la conduite du Crédit lyonnais.

La seconde npération en eurofrancs est surtout destinée à des investisseurs français. Il s'agit d'une émission de 300 millions de francs, dont le bénéficiaire est le Crédit du Nard. Les détenteurs des obligations auront le choix de percevoir les intérêts en espèces à chaque échéance de coupon ou de les réinvestir en titres nonveaux dont le profil sera le même que ceux de départ et qui seront remboursés au même moment.

Un échange de dollars et de yens

La formule est maintenant bien connue des grands gestionnaires de fonds en France et les compagnies d'assurances s'y intéresaent tnut particulièrement. Si les opérations de ce genre sont émises sur l'euromarché, c'est surtout à cause des contraintes imposées aux débiteurs sur le marché national des titres en francs, où la durée des obligations nouvelles doit être au moins de sept ans. Sur l'euromarché, la limite est d'un an. Or la possibilité laissée chaque année aux iovestisseurs de réinvestir les revenus implique l'émission de nouveaux titres dont l'échéance est toujours plus proche. L'émission du Crédit du Nord sera remboursée en juin 1999. Elle porte intérêt au raux nominal de 9,25 %. Ce niveau correspond également au rendement que peut espèrer un prêteur qui

reinvestirait tous les coupons. S'il décidait de percevnir les coupons en espèces, il pourrait compter sur un rapport légèrement supérieur, de 9,29 %. Le chef de file de l'opération est Paribas.

En dollars, il n'y a eu que peu de transactions nonvelles sur l'eu-romarché. La rareté des affaires a d'ailleurs contribué à leur réussite. Un débiteur japonais de tout premier plan, une entreprise publique qui s'occupe du financement du reseau autoroutier dans son pays, lancé un emprunt de 300 millinns qui bénéficie de la garantie de l'Etat. D'une durée de dix ans, les titres sont munis de coupons de 8,625 % l'an et, tous frais compris, l'opération ne coûte que 49 points de base (nu centiemes de points de pourcentage) de plus que les fonds d'Etat américains. De telles enoditions soot très avantageuses pour l'emprunieur.

Paralléiement, une des signatures les plus appréciées de notre continent, celle de la Banque euro-péenne d'investissement, est appa-rue sur la liste des nouveaux emprunteurs en euroyens. L'affaire porte sur 50 milliards. Elle est également d'une durée de dix ans et elle est aussi particulièrement intéressante pour l'emprunteur, le taux d'intérêt nominal étant de 6,75 %. Les deux opérations sont placées sour la direction de la même euro-banque japonaise, IBJ International. Il est vraisemblable que cet établiasement a organisé un contrat d'échange au terme duquel la Banque européenne et la société autoroutière japonaise disposent chacune des foods levés par l'autre. La Banque européenne a, en outre, semble-t-il, procédé à une seconde transaction de swaps portant sur une partie de l'emprunt, afin de disposer de livres sterling qu'il lui faudra rémunérer à taux

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Accès de faiblesse

On ne peut pas dire que le rem-placement de M. Michel Rocard par Mrs Edith Cresson a été chaudement accueilli par les milieux financiers nationaux et internatinoaux : le cours du mark à Paris frolait les 3,40 francs en fin de semaioe, venant de 3,3870 francs à la veille du week-end dernier, et les taux d'intérêts à court terme montaient vivement, de 9 % à plus de 10 % (voir en rubrique marché monétaire et obligataire). A l'origine de ce subt accès de mauvaise humeur, notam-ment de la part de l'étranger, on trouve les incertitudes qu'accompagne un changement de premier ministre et le flou relatif qui a baigne le discours de politique générale de Ma Cresson, le 22 mai.

il ne faut pas exagérer la portée de cet accès de faiblesse : le cours du mark ne fait que retrouver des niveaux qu'il atteignait à la fin du mois de mars, et la politique du «franc fart» n'a pas chaogé. M. Pierre Bérégovoy, dont les pou-voirs ant été accrus, continuera à se faire le garant d'une telle politique. S'il avait quitté ses fonctions, en revanche, c'eut été un beau chahut, et, probablement, une montée quasi immédiate du mark à son plafond de 3,43 francs avec des interventions massives de la Banque de France.

On peut donc s'attendre à ce que tout rentre dans le calme dans les semaines qui viennent, sauf, bien entendu, si M= Cresson prend des initiatives fracassantes ou laisse passer quelques boutades marquant sa répugnance pour le cirage. A ce pro-pos, elle a été bien injuste pour la Bourse, qui va devoir être davantage sollicitée pour augmenter les indis-pensables fonds propres des entre-prises : uo peu de cohérence,

PLACE

New-York.

20 % pour les utres longs du genre OAT) rend les réactions de non-rési-dents plus hrutales (voir en rubrique «Marché monétaire et obligataire»). C'est la rançon de l'internationalisa-

La Banque de France contrainte d'attendre

A vrai dire, le seul et véritable inconvénient du petit et passager acrès de faiblesse du franc est le retard qu'il risque d'imposer à un nouvel abaissement des taux direc-teurs de la Banque de France, aprés celui du 18 mai dernier. Sans doute, l'Institut d'émission, lors de son appel d'offres du mardi 21 mai, ne pouvait prendre aucune décision avant le discours de M. Cresson. Maintenant, il se trouve contraint d'attendre : à près de 3,40 F pour un mark, le gou-verneur, M. de Larosière, ne se sent pas bien, d'autant que la peseta continue à caracoler au voisinage de son cours plafond dans le Système monétaire européen, à près de 6,18 % du franc.

Mais on peut tout de même rap-peler que le jour de la dernière diminution du taux directeur de la Banque de France, le 18 mai, le mark corait plus de 3,40 francs, et qu'il n'n cessé de baisser par la suite. On connaît l'adage : lorssuite. On connaît l'adage : lors-qu'une banque centrale a balssé ses taux directeurs, c'est qu'elle a confiance dans sa monnaic, et lorsqu'elle les éléve, c'est pour défendre ladite monnaie ou lutter contre l'inflation. A l'beure actuelle, les loyers de l'argent fran-çais et allemands se sont rejnints, autant par augmentatioo à Francfort que par diminution à Paris. On pourrait s'en féliciter si les madame le premier ministre... Il taux français ne devaient s'aligner sur des taux allemands (8,60 à 9) tion eroissante d'emprunts d'Etat français détenus à l'étranger (25 % d'inflation après des augmentapour les bons du Trésor BTAN et

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 21 MAI AU 24 MAI 1991 (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

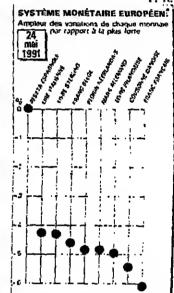
	Livre	\$EU.	Franc français	Franc unless	D.mark	Franc belge	Florin	Lien Italianes
	1,7330		17,2146	68,7285	58,4863	2,8425	51,9210	0,0786
•	1,7385	-	17,2732	69,0846	58,5995	2,8490	52,0020	0,0787
_	18,0669	5,8090		399,243	339,747	16,5122	301,609	4.5668
•	10,06-17	5,7893	-	399,95	339,25	16,4937	301,06	4,5540
•	2,5215	L4558	25,0473		85,0976	4,1358	75.5451	L1438
•	2,5765	1,4475	25,8030	•	84,8227	4,1239	75,2730	1,1389
*	2,9631	1,7078	29,4336	117,512	-	4,8601	88,7746	1,3441
٠	2,9667	1,7065	29,4768	117.89	-	4,8615	88,7415	1,3426
_	60,9669	35,18	6,056t	24,1786	20,5755		18.7658	2.7657
•	61,8213	35,10	6,0629	24,2487	20,5684	-	18,2527	1,7616
	3.3377	1,9260	33,1554	1,3237	112,644	5,4747	-	1,5141
7	3,3431	t,9230	33.2165	1,3285	t12,69	5,4786	-	1,51.70
_	2204,376	1272	218,97	874,226	743,94	36,1569	660.43	-
•	2209,63	127t	219.54	878,07	744,80	36,2108	660,95	
1	239,8125	138,38	23,8216	95,1065	80,9334	3,9334	71,8483	0,1087
	239,56	137,80	23.8025	95,1986	80.750t	3,9259	71,6589	0.t084

A Paris, 100 yeus étaient cotés, le vendredi 24 mai, 4,1978 F contre 4,2012 F le vendredi 17 mai.

liter le financement d'un défici budgétaire énorme (près de 500 milliards de francs), le tnut dans une Allemagne en plein boum.
En France, l'inflatinn est sous
enntrôle, les augmentatinns de
salaires modestes, et, surnut, le
raleotissement de l'économie est préoccupant. Conclusion : les taux d'intérêts réels à Paris sont trop élevés (comme l'a indiqué M. Bérégovoy à Berliu) et, en fait, totalement aberrants, comme si nn voulait freiner la cruissance et naliser tant les entreprises que

les particuliers, coupables de trop investir ou de trop consommer. Ajoutons que, selon les statisti-ues des études économiques de la BNP, utilisant les rapports du prix à la consommation en France et en Allemagne, franc et mark sont désarmais à parité, après une légère sous-évaluation de la man-naie allemande en 1990, et avant une probable surévaluation au

deuxième semestre 1991. Le dullar a évolué dans une plage assez restreinte (de 1,70 DM à 1,7250 DM), avec une pointe temporaire à 1,73 DM après l'annnuce d'une augmentation de 2,9 % des commandes de biens durables en avril, contre 2,01 prévus, le billet vert se repliant après une chute de 10,3 % des cummandes de biens d'équipement certes autres que militaires. Il pourrait, toutefins, progresser con-tre le yen si les rumeurs, aujour-d'hui démenties, d'une baisse du taux d'escompte de la Banque du Japon venaient à se vérifier. La livre sterling a été très peu affectée par la diminution du taux d'esompte de la Banque d'Angleterre, largement anticipée.



MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Coup de vent sur la France

La météo était bien mauvaise a M. Hans Tletmeyer. Sur le mar-sur la place de Paris, en cette fin de semaine, qui a vu le MATIF de MATIF, mais les et d'EDF, va constituer un «giseessuyer un coup de vent, de nature politique. Le discours inaugural de Mer Edith Cressoo a deçu, et même éveillé des craiotes sur un durcissement «à gauche», ou des iniciatives intempestives, sans oublier des rumeurs telles que l'imposition d'une retenue fiscale à la source sur les emprunts d'Etat, OAT et bons du Tresor, officieu-sement démenties à Bercy. A vrai dire, le changement de premier ministre n incité, notamment les Japonais, à vendre des OAT franaises et à aebeter des emprunts d'Etat allemands (Bund) prenant leur bénéfice après la hausse des cours à Paris depuis deux mois. Conséquence : le cours de l'échéance juin sur le MATIF a chuté de près d'un point, revenant de 106,70 à 105,80, et le rende-ment de l'OAT dix ans est passé de 8,85 % à 9 %.

Paradonalement, la réaffirmation de la nécessité d'un franc fort. défendue sans trève par M. Bérégovoy, et prise à son compte par M= Cresson, a fait eraindre qu'une nouvelle diminution des taux directeurs de la Banque de France, tant espérée ces dernières semaines, ne soit durablement retardée, en raison précisément, de la légère déprime du franc. Ajoutons à cela la tension du loyer de l'argent au jour le jnur, porté de 91/8 % à plus de 10 %, pour les mêmes raisons, ee qui a contraint la Banque de France à accorder des pensions à vingt-quatre henres à son taux d'intervention officiel de 10 % et on aura une idée de l'état d'esprit des opérateurs. A la veille du weck-end, certaine d'autre eur voyagent les

certains d'entre eux voyaient les cours du MATIF à 104. A l'étranger, pourtaot, l'am-bience est à la détente. La Banque d'Angleterre a abaissé à nouveau soo taux d'eaeompte, pour la sixième fins depuis octobre 1990, le ramenant de 12 % à 11,50 % (nos dernières éditions du 25 mai). La dernière diminution (0,50) remontait au 12 avril. La semaine dernière, la Banque d'Italie et la dernière, la Banque d'Itane et la Banque d'Espagne avaient pris des décisions similaires. Même eo Allemagoe, la Meeque de la rigueur, les dirigeants de la Banque centrale assurent maintenant que s'il o'est pas question d'abaisser les taux directeurs, il n'est pas nécessaire de les relever. C'est l'estimale expresse et vice-nél'opinion exprimée par le vice-pré-sident, M. Helmot Schlesinger, bien place, dit-on, pour remplacer M. Karl-Otto Poehl à la présidence de in Bundesbank, pendant deux ans, avant de laisser la place

émissions lancées avant la chute dudit MATIF se sont bien placées. Ainsi, la Caisse autonome de refinancement, qui titrise indirectement certains prêts accordés par la Caisse des dépôts aux HLM, a pu lever facilement, sous l'égide de la BNP et de Paribas, 1 milliard de francs à 9,25 % et quinze ans. De son côté, la Poste, avec le concours de la Caisse des dépôts et de la BNP, a lancé, avec grand succès, deux emprunts, l'un de 800 millions de francs, qui s'est arraehé, destiné au marché, au taux de 9,20 % et l'autre de 1,2 milliard de francs, à l'usage des guichets des PTT. L'engoue-

ment pour la première émission est dû nu fait que les investisseurs institutionnels n'ont que peu de papier «poste», et peuvent donc eo accueillir davaotage, surtout une bonne signature, au moment où les fameux quotas (5 % et 10 % maximum pour un même émetteur dans les portefcuilles) deviennent contraignants. La semaine pro-chaine, le Crédit national se présente au portillon : souhaitons lui un MATIF mieux disposé.

La SNCF monte an crénean

La SNCF, qui n'était guère pré-seote sur le marebé obligataire français – 4 milliards de francs d'émissions en 1987, 4,3 milliards de francs en 1988 et 7,6 milliards de francs en 1989, sur un total d'émissions de 32 milliards de

francs, - va forcer les feux, et monter à une cadence annuelle de monter à une cacence ailliarde de 10 milliards à 12 milliards de francs, et peut-être davantage (15 milliards de francs). Motif : la société nationale va pratiquement doubler ses investissements, à environ 26 milliards de fraoes, pour financer ses grands travaux: TGV Nord, mndernisation du réseau de banlieue de Paris, etc. Comme elle oe veut guére empruoter à l'étranger et prendre des risques de change, n'encaissant pas de recettes en devises, qu'elle dispose d'une excellente notation sur les marchés (le fameux AAA), et qu'elle o'est pas eocore affectée par les quntas dans les porte-feuilles des investisseurs, la SNCF veut solliciter le marché français en priorité, à l'opposé, par exemple, du Crédit local de France, qui se tourne résolument vers l'étranger, pour des raisons inverses, la notation, elle aussi excellente, mise à part.

En conséquence, la SNCF, à Comme elle oe veut guére

En conséquence, la SNCF, à l'initiative du même Crédit local,

et d'EDF, va constituer un «gise-ment» d'une dizaine de milliards de francs, éventuellement porté à 12 ou 13 milliards de francs, à partir d'une souche existante 9 % 2003 de 1,6 milliard de francs, qui sera encore alimentée en juin prochain. A cet effet, sous l'égide de la Caisse des dépôts, grande spé-cialiste désormais, du Crédit lyon-nais et de la Société générale, elle lance une offre publique d'échange sur six emprunts antérieurs, d'un montant global de 8.7 milliards de montant global de 8,7 militards de franca, contre une nouvelle tranche de 9 % 2003 à un reodement supérieur de 0,47 point au-dessus de celui des OAT 2002 2004 (actuellement d'environ 9 %). Les six emprunts échanges bénéficient d'une marge supérieure de 0,67 % à 0,63 % sur les OAT de référence. L'objectif est d'abtenir une « ligne » importante, avec une bonne liquidité destinée à satisfaire les investisseurs.

Des OAT démembrées

Pour gérer plus activement la dette publique et en économiser

les charges, le mioistre des finances a ouvert la possibilité de négociations séparées, sur le mar-ché, du capital et des annuités d'intérêts d'emprunts émis par l'Etat. Un tel démembrement (stripping en anglais) permettra aux investisseurs, quelle que soit la durée du placement qu'ils auront choisie, de connaître avec précision le montant d'épargoe capitalisée dont ils disposeront, sans courir le risque du réinvestissement des coupons. A cet effet, ils pourront acquerir des titres donnant droit soit au capital nu, soit aux intérêts, les revenus étant perçus sous forme d'une prime de remboursement connue d'avance. Cette innovation revient à ins-taurer un marché de titres « à coupon zéro», dont, effectivement, le revenu est perçu en capital à l'échéance de l'emprunt. Ce genre de titres est très répandu aux Etats-Uois, nú 120 milliards de dollars de bons du tresor ont été démembres, dont 50 % des bons à trente ans, ceci pour le plus grand avantage des investisseurs, compa-gnies d'assurances qui peuvent gnies d'assurances qui peuvent ainsi adosser des engagements à dix ans, ou même des particuliers pour leur épargne-retraite. La ban-que américai oe J.P. Morgan a immédiatement lancé une opéra-tion de démembrement sur l'OAT 8,50 % 2019, s'engageant à être teneur du marché. On n'arrête pas

ie progrès.

MATIÈRES PREMIÈRES

Le café de nouveau attaqué

Alors que les cours du café, à Londres, sont tombés ces derniers jours à leur plus bas niveau depuis deux mois, la toooe de rabusta s'échangeant autour de 500 bvres, le président de la Fédération colombienne des producteurs de café, M. Jorge Cardenas, a estimé le 23 mai que les prix devraient se redresser pendant la campagne en cours. Selon lui, la production mondiale exportable devrait se situer autour de 69 millions de sacs de 60 kilos, pour une consommation de 72 millions de sacs. Au vu du défi-eit de l'offre face à la demande (pour la troisième année de suite), M. Cardenas a estimé que les stocks considérables accumulés par les eurs devraient dir

Répondant aux eritiques sur la politique commerciale très agressive

de la Colombie sur le marché inte- national (vers l'Asie en particulier	
PRODUITS	COURS DU 24-5
Cuivre h. g. (Lookes)	t 30t (+ 5)
Trois mois	Livres/tonne
Aluminium (Loudres)	1 300 (= 36)
Trois mois	Dollars/tonne
Nickel (Londres)	8 270 (~ 126)
Trois mais	Dollars/tonne
Sucre (Paris)	288,50 + 13,50)
Août	Dollars/tonne
Café (Lostres)	529 (~ 29)
Juillet	Livres/tonne
Cacao (Nes-York)	992 (= 5)
Juillet	Dolfars/tonne
Blé (Chicago)	293,50 (+ 5)
Juillet	Cenis/boisseau
Mai's (Chicago)	250,25 [+ 4,25]
Juillet	Cents/boisseau
Soja (Cricago)	172,70 (+ 0,10)
Jusillet	Dollars/t. courte

FRANÇOIS RENARD Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

depuis l'éclatement de l'accord de stabilisation des prix, M. Cardenas a aussi précisé que son pays avait la en retrait depuis plusieurs saisons. stabilisation des prix, M. Cardenas a aussi précisé que son pays avait la capacité de ne pas vendre la totalité de sa production, «les finances du fonds national du café étant parfaitement à même de supporter les conséquences d'une politique de rétention». Rappelons qu'en 1990 la Colombie est devenue le premier errografeur. est devenue le premier exportateur mondial de café eo valeur (1,4 miliard de dollars) devant le Brésil. Grâce à la qualité de son arabica, la Colombie a tiré davantage de ses 13,9 millions de sacs exportés que le Brésil avec 17 millions de sacs mis sur le marché (pour un revenu de 1,3 milliard de dollars)...

Depuis la disparition du système des quotas en juillet 1989, les cours se sont engagés sur une pente bais-sière que rien n'est parvenu à stop-per. L'accumulation de stocks et les ventes massives de producteurs faisant cavalier seul sur le marché ont contribué à cette déprime. Depuis 1987-1988, la production mondiale a diminué de 4 %. Mais les exportations ont en même temps augmenté de 26 %! Un bond qui traduit le transfert massif des stocks des pays d'origine vers les pays consomma-teurs. Pendant cette période troublée, la consommation n'a progressé que de 2,5 % l'an...

Torréfaction moins soutenue

Les semaines à venir risquent d'entamer l'optimisme relatif des responsables columbiens. Le mar-ché entre en effet dans une phase de torréfactino mains sautenue, alors que, selon le négociant ioteroational Tardivat internatinoal, «les robustas Canillans bresiliens et les productions indonésiennes se préparent à déjecter ». Comme toujours à cette époque de l'année, les spéculations vont bon train sur la rigueur de l'biver austral, qui pourrait menacer les plantations brésiliennes. Un gel toujours possiDe 31 millions de sacs en 1987, sa prodoction devrait cette année continuer à reculer pour se situer autnur de 22 millions de sacs. Entre temps, les quantités exporta-bles auront diminué de 19 à

16,6 millions de sacs. Pour l'beure, les stocks mondiaux de casé représentent environ six mois de consommation. Certaios professionnels estiment que, dans un proche avenir, les cours actuels de 598 livres la tonne sur l'écbénnee éloigoée de janvier pourrnieot eneore perdre 100, vrire 150 livres. Mais le marché doit être apprécié sur la durée. Or les producteurs du tiers-monde qui subissent de plein fouet la baisse des cours se livrent à des calculs sans appel : les couts de produc-tinn du robusta s'élèvent à 60 cents la livre, quand le prix de vente n'atteint que 40 cents. On observe depuis peu une ten-

dance inquiétante pour les planta-tinns: les paysans ont cessé en quasi-totalité d'utiliser des pesti-cides sur les arbres. Si les prix ne remontent pas, ils supprimeront aussi les engrais. Cette abstention peut être considérée comme vertueuse dans le contexte actuel de frénésie écologique. Mais, dans la ecinture tropicale du café, uo manque de traitement et de suivi phytosanitaire nuvre la porte aux phytosanitaire nuvre la porte aux maladies qui avaient presque disparu ces dernières anoées, comme la rouille ou la pourriture hrune. Des maux qui atteigneot gravement les arbres et obligent à de nouvelles plantations. Or il faut attendes en mouvelles plantations. attendre en moyenne quatre ans pour qu'un caféier donne ses pre-mières cerises. De la à penser que les six mois de stock représentent peu de chose en cas de coup dur... Certains l'affirment avec prudence mais conviction...

ÉRIC FOTTORINO



Le Monde

Les grèves à la SNCF

Le trafic s'améliore mais de nouveaux mouvements sont envisagés

La CGT et la CFDT ayant cessé la CO1 et la CFD1 ayant cessé la grève, maiotenue pendant le week-end par la FGAAC (conducteurs eutonomes) seule, le trafic ferroviaire s'est emélioré samedi 25 mai. Vendredi, 25 % du personnel eo géoérel et 56 % des conducteurs avaient canal le trafic conducteurs avaient cessé le tra-vail, selon la SNCF.

Samedi matin, sur les grandes lignes, la situation était normale sur les réseaux Est, Saint-Lazare et sur les réseaux lest, Saint-Lazare et Montparnasse, pour les rapides et express, ainsi que sur le TGV Atlantique pour la Bretagne et les pays de Loire. Pour les autres TGV et pour les rapides et express des réseaux Nord, gare de Lyon et d'Austerlitz, deux trains sur trois circulaient. Pour dimanche, la SNCF espérait rétablir un trafic normal pour tous les rapides et normal pour tous les rapides et express, et entendait faire redémarrer les trains de marchandises.

Dans la banlieue parisienne, le trafic allait en s'améliorant samedi matin : il était normal sur Paris-Lyon, et devait l'être ailleurs dès

ne sereit rétabli qu'eo soirée, comme pour le tronçon banlieue nord du RER B. La situation res-tait très difficile toutefois sur le RER C.

Les syndicets CGT et CFDT envisagent de décider de nouveaux arrêts de travail lors d'une réunion arrêts de travail lors d'une retinion intersydicale, jeudi 30 mai, pour obtenir des modifications du projet de grille des salaires. La CGT e déposé, par précaution, un préavis de grève pour la période allant du vendredi 31 mai 20 heures au mercredi 5 juin à 8 heures. La CFDT proposera une action unitaire aux environs du dimanche. taire aux environs du dimanche 2 juin (date de début du service d'été) ou lors de le prochaine négocietion sur le grille (encore non fixée). Le premier ministre, M= Cresson, e estimé que « le problème n'est pas un problème d'ar-gent, mais que les cheminots ne supportent pas d'être caporalisés... Le fonctionnement interne de la SNCF est un peu trop rigide ».

La fin de la visite de M. Dumas dans les pays de l'Union du Maghreb arabe

Les autorités tunisiennes reprochent à la France de minimiser le danger islamiste

samedi 25 mai à Alger, où il e été reçu par le président Chadii, le périple qui, en trois voyages successifs. l'a conduit ces derniàres semeines dens les cinq peye membres de l'Union du maghreb erabe (UMA). La veille, le chef de la diplomatie française avait eu un entretien en tête-è-tête à Tunis avec le président Ben

TUNIS

de nos envoyés spéciaux Ce n'est peut-être pas complète-ment un hasard si les autorités ment un hasard si les autorités tunisiennes ont dévoilé, avec gravité et solennité, les trames d'un vaste « comploi islamiste » vingt-quatre heures avant la visite de M. Roland Dumas (le Monde du 24 mai). Ne s'inquiètent-elles pas, en effet, de voir la France compter, avec l'Algérie voisine, au nom-

M. Roland Dumee a achevé bre des pays qui assurent vivre et d'opposants notoires qui prèchent couvert à plusieors auteurs de cette « obominable et diabolique conspiration», parmi lesquels figu-rent l'ennemi public numéro un, M. Rached Ghannouchi, président du mouvement En nahdha qui, pour tout compliquer, voyage avec un passeport diplomatique souda-

> Depuis quelque temps déjà les responsables tunisiens suivent de près les activités séditieuses de près les activités séditieuses de certeins egitateurs intégristes, notamment MM. Habih Mokni et Salah Karkar qui ont obtenu, il y a quatre ans, l'asile politique en France. Ils s'en alarment d'antant plus vivement que cette contestation islamiste a pris, ces derniers mois, en Tunisie, un tour particulièrement violent svec mort d'hommes à la clé et qu'à leurs d'hommes à la clé et qu'à leurs yeux on ne semble rien feire outre-Méditerranée pour rappeler ces « terroristes » à leur devoir de réserve. Une preuve? M. Michel Vauzelle, président de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, et un mem-hre du cahinet du chef de l'Etat, ont récemment reçu à Paris – par inadvertance? – le Secrétaire géné-ral, en fuite, de l'Union générale des étudiants tunisiens (UGTE) liée au mouvement Ennahdha.

La communauté tunisienne en France est-eile « l'une des plus pai-sibles communautés étrangères, l'une des mieux intégrées, comme l'a soutenu M. Dumas? De ce côté-ci de la Méditerranée on ne semble pas en être totelemeot convaince dans la mesure où, dit-on, les islamistes d'Ennahdha ont sous leur coupe les petits épiciers maghrébins grâce à un réseau d'entraide fiscale. A cause de l'ancienneté de leur installation, on les soupconne en outre d'avoir infiltré des groupes intégristes venus d'autres pays pour le compte des ser-vices spéciaux français.

Ce laisser-eller, voire cette adulgence, de Peris à l'égard

ouvertement un renversement du régime du président Ben Ali et l'instauration d'une République islamique e fioi par crisper les rapports evec l'ancienne metro-pole. La crise da Golfe, au cours de laquelle la Tunisie et la France ne se sont pas vraiment trouvées sur la même longueur d'onde, n'a pas arrangé les choses. « Il ne faut pas que cette affaire de complot jette une ambre sur les relations bilatérales au moment où nous souhaitons justement leur donner un nouvel élan », explique-t-oo dans les milieux autorisés.

Un geste symbolique

Dans les cercles du ponvoir, on Dans les cercles du pouvoir, on se montre, en privé, beaucoup plus critique à l'encontre de la France à laquelle l'on reproche de « minimiser le danger islamisue» à moins qu'il ne s'agisse de sa part – autre hypothèse d'école retenne – de « ménager les intégristes » au cas où … « De quel Moghreb rèvelon?, demande, agacé, un diplomate tunisien. D'un Maghreb intolérant et recroquevillé sur son passé ou d'un Maghreb ouvert sur le monde moderne qui partage certaines valeurs occidentales »? Tout en insistant sur le fait que son en insistant sur le fait que son voyage en avait pas pour but de s'intéresser aux problèmes intérieurs tunisiens» et que «la France est traditionnellement une terre d'accueil », M. Dumas e cependant promis à ses interlocuteurs qu'il inviterait «si besoin est» les exilés politiques « à se conformer aux dispositions qui réglementent le droit d'asile». Ce dont « a pris note» soa homologue tanisien. M. Dumas s'est en effet montré soucieux de « maintenir la qualité exceptionnelle des relations » evec un pays dont la France est le premier acheteur, le premier fournis-senr et le premier baillenr de

tunisienne se réunirait dans la première quinzaine de juillet à Paris.

e Les événements intérieurs » que vit aujourd'hni la Tunisie, M. Dumas e voulu les a replacer dans le contexte général des opi-nions publiques arabes » dont les impatiences, les ressentiments et les frustrations ont, selon hui, des causes structurelles liées à un état de démement ou conjoncturelles comme la guerre du Golfe. Pour répondre au souhait de ses interlocuteurs qui ont souligné combien la pauvreté (au 31 mars les réserves en devises de la Tanisie équivalaient à vingt-sept jours d'importations) entretenait le contestation islamiste, le ministre e promis de se faire l'avocat d'un egand projets de développement économique pour le Maghreh, d'abord le 10 juin à Tripoli avec ses homologues de l'Europe du Sud et du Maghreb, puis, ultérieu-rement, auprès des Douze.

M. Dumas s'est d'autre part félicité de la « convergence de rues » entre Paris et Tunis sur les conséquences de la guerre du Golfe. A cet égard le chef de la diplomatie, qui « continue de soutenir » la mission de M. James Baker, le secrétaire d'Etat américain, o constaté savec regrets une nouvelle sphase de blocages dans le processus de paix au Proche-Orient. « Les Arabes ont pris sur eux-mêmes de faire un effort minimum pour ne pas retomber dans les mêmes ornières que par le passé, a-t-il affirmé. Il faudrais qu'israel fasse aussi un geste symbolique qui consisterait à geler les installations de colonies dans les territoires occupés afin de donner un début d'élan aux négociations. » Appel à la raison qui suit de peu ceux de : MM. James Baker et George Bush.

JACQUES DE BARRIN or MICHEL DEURE

L'ESSENTIEL DATES

ll y a cent ane : le premier Bor-

ÉTRANGER

Les otages du Liban Israël accepte le principe d'un échange de prisonniers 3 La crise entre Moscou et l'Arménie

Un entretien avec le président Ter Petrossian .

POLITIQUE

Livres politiques «Un peu de vinaigre dans la salade s, par André Laurens 7 Marseille

COMMUNICATION

Affaire Parretti Le Crédit lyonneis dans le collimateur de le Bourse d'Ameter-

SOCIÉTÉ

Champs-Elysées Deux ene pour rénover la plus

Affaire Urbe : le juge Liberge

Le satellite français Spot e guidé les raide américains dans le Golfe... 10

HEURES LOCALES

Le réassu câblé entre dans

CULTURE

Mozart affadi Au Châtelet, l'Enlèvement eu sérail sombre dans l'ennui..... 17

ÉCONOMIE

Relations commerciales Etats-Unis - Mexique Le Congrès facilite le négociation d'un accord de libre-échange avec le Mexique ...

Croissance zéro Le produit intérieur brut a stagné en France, au premier trimestre 1991.....19

Services

Météorologie La télématique du Monde :

3615 LEMONDE 3615 LM Le numéro du « Moude » daté 25 mai 1991 a été tiré à 485 669 exemplaires

Les syndicats de pilotes d'Air Inter appellent à des arrêts de travail les 29 et 30 mai

Les deux syndicats de navigants d'Air Inter, le Syndicat national des pilotes de ligne et l'Union syndicale du personnel nevigant technique ont appelé pilotes et mécaniciens navigants à un arrêt de travail, les mercredi 29 et jeudi 30 mai, ils reprochent à leur compagnie de « sous-traiter le transport d'une partie de ses passagers » (de jour) à la Société d'exploitation aéropostale (SEA), filiale de la Poste chargée du transport du courrier de nuit. Les syndicats de pilotes de la SEA ont aussi eppelé à la grève, pour obteoir leur intégration dans le personnel d'Air Inter. Les syndicats d'Air Inter ont déjà fait grève le 17 avril, pour protester contre le hlocage des salaires, et la plupart d'entre eux ont aussi appelé à un arrêt de tra-vail le 6, comme ceux d'Air

France et d'UTA. EN BREF

D L'OPA des Galeries Lafayette sur les Nouvelles Galeries close le le juillet. - La Société des Bourses françaises a annoncé que l'offre publique d'achat des Geleries Lafeyette sur les deux tiers du capital des Nouvelles Galenes sera close le lundi le juillet : la date de clòture pourre être reterdée de façon à n'intervenir que cinq jours eprès l'arrêt de la cour d'appel sur le volume de l'OPA. La cotation des actions doit reprendre le lundi 27 mai sur le marché à règlement mensuel et au comptant à partir du vendredi 21 juin.

a Des matériels militaires français livrés à la Guinée. - La France a remis, vendredi 24 mai, à Conskry, un lot gratuit de matériels militaires destinés à l'armée de terre guinéenne. Cette cession comprend deux aotomitrailleuses Panhard (armées d'un canon de 90 mm) et deux véhicules Jecp (équipés d'une mitrailleuse de 12,7 mm). Cet armement, selon l'ambassade française à Conakry, devrait permettre à l'armée guinéenne de faire face à la menace d'incursions en provenance du d'incursions en provenance du Libéria.

13 EPISODES RADIO

MIUL OE UA'USEUL

Dimanche 22h30

"J'AI DIX ANS !"

LA FOLLE HISTOIRE DE LA F.M.

Après la démission du directeur de la musique

M. Pierre Boulez répond à M. Michel Schneider

Une vive altercation, intervenue dans le bureau du ministre de la Culture entre Pierre Boulez et Michel Schweider à propos de la Cité de la musique de La Villette avait suscité, entre autres, la démission de ce dernier du poste de directeur de lo musique (le Monde du 23 mai). Président de l'Ensemble InterContemporoin, Pierre Boulez donne sa version des

«On voudrait réduire à nn conflit de personnes un ensemble de divergences portant sur des dossièrs de tond, dont le den en date est, effectivement, celui de la Cité de la musique. Le ministre considérant cette cité comme un tont, il est évident que tous les utilisateurs doivent participer à l'élaboration du programme global. En tant que président de l'Ensemble InterContemporain, j'ai été amené à attirer l'attentiou, à plucalendrier et les carences observées dans le suivi du projet ainsi que dans la mise en place des struc-

tures. l'aurais aimé, comme le suggère l'article du Monde du 23 mai, qu'il ait été question d'oriente-tions; mais les inquiétudes dont j'ai du faire part récemment oot porté sur des questions aussi maté-rielles que le suivi acoustique de la salle et le programme architec-tural du musée. Comme le traitement de ces problèmes conditionne étroitement la réussite d'un projet dont l'échéance est imminente, il est normal de s'étonner, sinon plus, que les dossiers n'aient pas été traités à temps par le responsable direct.

Si l'on invoque l'eutorité de l'Etat, n'est-ce pas pour la mettre, evant tout, su service de la reussite des grands travaux entrepris, ce qui implique compréhension, vision et générosité?».

> DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT Te Monde CHAMPS ECONOMICUES

Les experts s'interrogent toujours sur la véritable nature du réacteur nucléaire d'Aïn-Oussera au sud d'Alger

fonds (1,1 milliard de francs en 1990). Il a annoncé à cet égard

Si l'Algérie s'est récemment montrée curieusement discrète sur la construction en piein désert, à plus de 200 kilomètrea eu sud d'Alger, d'un réacteur de recherche d'origine chinoise, la voilà aujour-d'hui qui sacrifie à la transparence en présentant cette installation à la en présentant cette installation à la télévision.

Anrès les dontes émis par la presse anglo-saxonne sur les inten-tions nucléeires algériences (1), l'occasion était tentante pour le gouvernement de montrer en début de semaine queiques images dn chantier – delles de héton, échafaudages, ébauche d'une tour de refroidissement – et de faire de retroidissement - et de lanc-edonners le ministre délégué de la recherche et de la technologie, M. Cherif Hedj Slimene, sur l'usage exclusivement pacifique de ce réacteur de 15 mégawatts bap-tisé «Essalam» (La Paix).

Pour convaincre les experts occi-dentaux, il faudra sans doute eux Algériens d'eutres gages de bonne volonté. En particulier l'assurance d'un contrôle strict de cette installation nucléaire par les inspecteurs de l'Agence interoetionale de de l'Agence interoettonale de l'énergie atomique de Vienne dès que commenceront les opérations de mise en route, soit quelques mois avant la divergence du réacteur. Car, ee qoi inquiète plus d'un expert, c'est que cette installation, construite non loin d'Ain-Oussera, « est trop importante pour faire de la recherche et pas assez pour faire de l'électricité », contrairemeot an petit réacteur de l mégawatt (Nur) fourni par l'Ar-gentine et inauguré en avril 1989 (le Monde du 5 evril).

Un certain laxisme chinois

Certes, le réacteur de 15 MW, qui est la copie conforme d'un réacteur chinois construit dans la banlieue de Pékin, ne brûle que de l'uranium faiblement enrichi. Mais il présente l'inconvénient de fonctionner svec de l'eau lourde, une de plutonium à usage militaire.

Il pourrait même, selon certains spécialistes, en produire chaque année près d'un kilogramme. Il a anssi la faculté d'être aisément modifiable, ce qui permettrait aux Algériens, s'ils le désiraient, d'augmenter notablement sa puissance. Une hypothèse que le ministre algérien de la recherche a rejetée, affirmant qu'« Essalam» ne saurait

développer plus de 20 mégawatts. Acceptons-en l'eugure. En se demandant toutefois pourquoi les Algériens, qui, au débnt des années 80, avaient pratiquement signé evec le société française Technicatome pour la fourniture d'un réectenr de recherche de petite puissance, ont continué des discussions cahoteuses avec les Français alors que dès 1983 l'affaire était réglée evec les Chinois.

Mais il est clair que, au delà des inquiétudes qu'affichent les spécialistes de la non-prolifération sur l'attitude algérienne, e'est celle de la Chine qui est montrée du doigt. Une Chine qui paraît faire preuve d'un certain laxisme sur ses exportations nucléaires et balistiques, ce qui ponrrait conduire les Etats-Unis à lui retirer le bénéfice de la

sée. Cela étant, on peut s'intersoger sur les raisons récites qui ont conduit les services secrets, et donc les gouvernements, à laisser « fuir » l'informetion si tardivement. Car on ne fera croire à personne qu'une pareille installation a si longtemps échappé aux caméras. des satellites d'observation américains, capables de distinguer au sol . des détails de quelques décimètres, pas plus qu'à celles du satellite français Spot qui sut photographier des batteries de missiles. Sara-2 pendant la guerre da Golfe.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

annoncée le 11 avril par le Washington Times.

Au sommaire de « Dossiers et documents » de juin

Mutations économiques et politiques

La planète s'agite, prévus ou imprévisiblea, les événements bouleversent les données euxquellee on e'était habitué : la monde se « mondialise ».

A commencer per 'économie :à marché mondial, stratégies mondiales. Les flux économiques transitent à l'échelle de la planète, entraînant une redistribution des pouvoirs. Audelà de la simple internationalisa-tion, la mondialisation signifie la fin du national et établit des rapports nouveaux entre l'Etat et l'entreprise, le pouvoir politique et le pouvoir économique.

La nouvelle donne internationele doit tenir compte de cee interpénéirations et rechercher un nouvel équilibre. L'ONU sort d'un long hiver,

l'Est, basculé, affronte de nom-breuses difficultés, sur fond de désenchentement et de péris nouveaux : si les objectifs sont las mêmas, rétablissement du marché, démocratisation, chaque pays marche à son rythme. Les transitions seront longues et douloureusee. Les écarts entre le

Nord et le Sud, loin de s'amenuiser se creusent, la vulnérabilité des netions déshéritées s'aggrave, et la eyetème mondial actuel est impuissant à redresser les déséquilibres économiques et démographiques.

Le conflit des metières premières dresse les tiers-mondes les uns contre les autres, les flux des capitaux les entraînent dans une marginalisation croissante. Les modèles de développement occidentaux sont remis en cause, critiqués, souvent rejetés. La montée des intégrismes, les conflits dus sux migrations de population en sont l'epparence

les report with

La marche vers l'Europe se poursuit de façon globalement, satisfaisante. Mals inévitablement, des doutes, des tensions, des divergences surgissent, des insuf-fisances apparaissent, mises en relief, en particulier, par le confit du Golfa.

> En vente chez tous les mar

Le Monde